



Reçu le 5/7/2024

CABINET DU PRESIDENT

LOI N°1/19 DU 28 JUIN 2024 PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2024/2025

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/27 du 9 décembre 2021 portant Modification de la Loi Organique n°1/03 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition et Fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la Loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques ;

Vu la Loi Organique n°1/21 du 27 juin 2022 portant Modification de la Loi Organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Condition de service et Fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi du 21 septembre 1963 portant Code Général des Impôts et Taxes ;

Vu la Loi n°1/02 du 11 janvier 2007 instituant le Code des Douanes ;

Vu la Loi n°1/04 du 17 février 2009 portant sur les Transports Intérieurs Routiers ;

Vu la Loi n°1/10 du 30 juin 2009 portant Application du Tarif Extérieur Commun « TEC » de la Communauté Est Africaine ;

Vu la Loi n°1/12 du 27 juillet 2009 portant Révision du Système de Taxation des Carburants ;

Vu la Loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant Réglementation de l'Action Récursaire et Directe de l'Etat et des Communes contre leurs Mandataires et leurs Préposés ;

Vu la Loi n°1/02 du 03 mars 2016 portant Réforme de la Fiscalité Communale ;

Vu la Loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les Activités Bancaires ;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant Révision du Code Pénal du Burundi ;

Vu la Loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant Modification de la Loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Loi n°1/05 du 27 février 2019 régissant le Marché des Capitaux au Burundi ;

Vu la Loi n°1/05 du 20 février 2020 portant Fixation des Droits d'Enregistrement en Matière Foncière ;

Vu la Loi n°1/06 du 17 juillet 2020 portant Code des Assurances du Burundi ;

Vu la Loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant Révision de la Loi n°1/02 du 17 février 2009 portant Institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « T.V.A. » ;

Vu la Loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux Procédures Fiscales et Non Fiscales ;

Vu la Loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux Impôts sur les Revenus ;

Vu la Loi n°1/19 du 17 juin 2021 portant Modification de la Loi n°1/24 du 10 septembre 2008 portant Code des Investissements du Burundi ;

Vu la Loi n°1/22 du 5 novembre 2021 portant Révision de la Loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant Création, Organisation et Fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes ;

Vu la Loi n°1/03 du 08 février 2023 portant Modification de la Loi n°1/28 du 23 août 2006 portant Statut Général des Fonctionnaires ;

Vu le Décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 modifiant la Loi du 17 février 1964 relatif à l'Impôt Réel ;

Vu le Décret-loi n°1/039 du 30 décembre 1989 portant Modification de la Loi du 19 mars 1964 relative à la Comptabilité Publique de l'Etat ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :



TABLE DES MATIERES

TITRE I	: DU BUDGET GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EN CAPITAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI	4
TITRE II	: DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES	16
TITRE III	: DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES	23
TITRE IV	: DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES	42
TITRE V	: DES EXONERATIONS	43
TITRE VI	: DES DISPOSITIONS DIVERSES	45
TABLEAU A	: VENTILATION DES RESSOURCES	50
TABLEAU B	: CLASSIFICATION ECONOMIQUE GLOBALE DES DEPENSES	60
TABLEAU C	: CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES DEPENSES PAR MINISTRE	67
TABLEAU D	: BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES NATIONALES	111
TABLEAU E	: TIRAGE SUR LES DONS PROJETS	206
TABLEAU F	: TIRAGE SUR LES PRETS PROJETS	210



**TITRE I : DU BUDGET GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES
ORDINAIRES ET EN CAPITAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

Article 1 : Les ressources du budget général de l'Etat pour l'exercice 2024/2025 s'élèvent à 4 626 051 121 082 BIF et se répartissent comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2024-2025
	RECETTES COURANTES	2 655 953 621 589
	RECETTES INTERIEURES	2 544 106 544 983
	RECETTES FISCALES	2 188 562 330 457
71	PRODUITS FISCAUX	2 076 715 253 851
711	Impôts sur le revenu, les bénéfices & les gains en capital	498 313 123 077
7111	Impôts sur les personnes physiques	206 090 462 618
7112	Impôts sur les personnes morales	291 751 766 383
7113	Impôts non ventilables	470 894 076
714	Impôts sur les biens et services	1 364 143 959 968
7141	Impôts généraux sur les biens & services	837 549 120 260
7142	Accises	494 393 446 109
7143	Taxe sur convoie/Rémunérations des services	2 559 488 004
7144	Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité	12 832 264 528
7148	Autres Impôts sur les biens et services	16 809 641 067
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	214 258 170 806
7151	Droits de douane & autres droits d'importation	199 282 897 353
7152	Taxes à l'exportation	939 604 108
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	14 035 669 345
76	Impôts et taxes exonérés	111 847 076 606
72	PRODUITS NON FISCAUX	467 391 291 132
721	Revenu de la propriété	150 635 720 221
7211	Dividendes	84 768 390 128
7213	Loyers	39 859 181 349
7214	Recettes des minerais	26 008 148 744
	Autres recettes non fiscales	316 755 570 911
722	Ventes de biens et de services	16 638 903 695
723	Droits administratifs	207 319 073 373
724	Amendes et pénalités	17 045 950 794
728	Autres produits non fiscaux non classés ailleurs	75 751 643 049
73	DONS	1 722 528 532 347
731	Dons Budgétaires	362 534 100 000
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 359 994 432 347
74	Produits financiers	211 084 800
744	Gains de change	211 084 800
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	247 357 882 346
781	Cession d'actifs immobilisés	308 525 000
782	Produit de la liquidation des Entreprises Publiques	566 639 448
784	Récupération des fonds détournés et malversations	3 000 000 000
78801	Remboursement du montant indûment perçu	1 000 000 000
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	195 666 717 898
78803	Reliquat frais de mission et provisions	850 000 000

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2024-2025
78804	Remboursement crédit Parlementaires	966 000 000
78807	Remboursement achat maïs	45 000 000 000
TOTAL DES RESSOURCES		4 626 051 121 082

Article 2 : Les dépenses du budget général de l'Etat pour l'exercice 2024/2025 s'élèvent à 5 075 660 779 125 BIF et se répartissent comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2024-2025
	a) DEPENSES COURANTES	2 509 727 992 031
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 269 867 665 027
	1. Rémunérations des salariés	1 107 525 696 757
61	Rémunérations des salariés	1 107 525 696 757
	2. Achats de biens et services	476 725 274 226
62	Services extérieurs	136 682 961 489
63	Achats	340 042 312 737
	TRANSFERTS ET SUBSIDES	533 688 387 625
666	Contributions aux organismes internationaux	49 464 537 269
	Prestations sociales, employeur, assistance sociale et autres charges	77 812 653 644
671	Prestations sociales employeur	31 000 000
672	Assistance sociale	1 615 420 681
673	Autres transferts courants	76 166 232 963
	Allocations et subventions	406 411 196 712
653	Subventions aux collectivités territoriales	32 000 000
661	Allocations aux pouvoirs publics	305 733 650 430
662	Allocations aux services ministériels	92 975 809 129
664	Allocations aux entités administratives autonomes	7 659 737 153
665	Fonds spécial sur fonds non affectés	10 000 000
888	Imprévus	40 081 229 813
667	Exonérations	111 847 076 606
	3. Intérêts	239 860 327 004
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	19 608 152 024
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	218 752 174 980
644	Perte de change	1 500 000 000
	b) DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 565 932 787 094
	Dépenses d'Investissements sur ressources intérieures	985 697 681 914
20	Immobilisations incorporelles	13 229 551 745
21	Immobilisations corporelles	633 878 895 462
22	Stocks	248 710 246 000
26	Titres et participations	53 055 695 676
271	Contrepartie nationale	36 823 293 031
	Dépenses d'Investissement sur ressources extérieures	1 580 235 105 180
272	Tirages sur emprunts	220 240 672 833
273	Tirages sur dons	1 359 994 432 347
TOTAL DES DEPENSES		5 075 660 779 125

Article 3 : L'équilibre du budget général de l'Etat pour l'exercice 2024/2025 se présente comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2024-2025
	I. RECETTES COURANTES	2 655 953 621 589
	RECETTES INTERIEURES	2 544 106 544 983
	RECETTES FISCALES	2 188 562 330 457
71	PRODUITS FISCAUX	2 076 715 253 851
711	Impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital	498 313 123 077
7111	Impôts sur les personnes physiques	206 090 462 618
7112	Impôts sur les personnes morales	291 751 766 383
7113	Impôts non ventilables	470 894 076
714	Impôts sur les biens et services	1 364 143 959 968
7141	Impôts généraux sur les biens & services	837 549 120 260
7142	Accises	494 393 446 109
7143	Taxe sur convoie/Rémunérations des services	2 559 488 004
7144	Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité	12 832 264 528
7148	Autres Impôts sur les biens et services	16 809 641 067
715	Impôts sur le commerce extérieur & les transactions internationales	214 258 170 806
7151	Droits de douane & autres droits d'importation	199 282 897 353
7152	Taxes à l'exportation	939 604 108
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	14 035 669 345
76	Impôts et taxes exonérés	111 847 076 606
72	PRODUITS NON FISCAUX	467 391 291 132
721	Revenu de la propriété	150 635 720 221
7211	Dividendes	84 768 390 128
7213	Loyers	39 859 181 349
7214	Recettes des minerais	26 008 148 744
	Autres recettes non fiscales	316 755 570 911
722	Ventes de biens et de services	16 638 903 695
723	Droits administratifs	207 319 073 373
724	Amendes et pénalités	17 045 950 794
728	Autres produits non fiscaux non classés ailleurs	75 751 643 049
73	II. DONS	1 722 528 532 347
731	Dons Budgétaires	362 534 100 000
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 359 994 432 347
74	III. Produits financiers	211 084 800
744	Gains de change	211 084 800
78	IV. Recettes Exceptionnelles	247 357 882 346
781	Cession d'actifs immobilisés	308 525 000
782	Produit de la liquidation des Entreprises Publiques	566 639 448
784	Récupération des fonds détournés et malversations	3 000 000 000
78801	Remboursement du montant indûment perçu	1 000 000 000
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	195 666 717 898
78803	Reliquat frais de mission et provision	850 000 000
78804	Remboursement crédit Parlementaires	966 000 000
78807	Remboursement achat maïs	45 000 000 000
	TOTAL RECETTES ET DONS (I+II+III+IV)	4 626 051 121 082

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2024-2025
	V. DEPENSES COURANTES	2 509 727 992 031
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 269 867 665 027
	1. Rémunération des salariés	1 107 525 696 757
61	Rémunérations des salariés	1 107 525 696 757
	2. Achats de biens et services	476 725 274 226
62	Services extérieurs	136 682 961 489
63	Achats	340 042 312 737
	TRANSFERTS ET SUBSIDES	533 688 387 625
666	Contributions aux organismes internationaux	49 464 537 269
	Prestations sociales, employeur, assistance sociale et autres charges	77 812 653 644
67		
671	Prestations sociales employeur	31 000 000
672	Assistance sociale	1 615 420 681
673	Autres transferts courants	76 166 232 963
	Allocations et subventions	406 411 196 712
653	Subventions aux collectivités territoriales	32 000 000
661	Allocations aux pouvoirs publics	305 733 650 430
662	Allocations aux services ministériels	92 975 809 129
664	Allocations aux entités administratives autonomes	7 659 737 153
888	Imprévus	40 081 229 813
667	Exonérations	111 847 076 606
	3. Intérêts	239 860 327 004
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	19 608 152 024
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	218 752 174 980
644	Perte de change	1 500 000 000
	VI. SOLDE COURANT HORS DONS (I-V)	146 225 629 558
	VII. SOLDE COURANT Y COMPRIS DONS (I+II+III+IV-V)	2 116 323 129 051
	VIII. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 565 932 787 094
	Dépenses d'investissements sur ressources intérieures	985 697 681 914
	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures	1 580 235 105 180
272	Tirages sur emprunts	220 240 672 833
273	Tirages sur dons	1 359 994 432 347
	IX. DEFICIT GLOBAL AVEC DONS (VII-VIII)	-449 609 658 043
	X. DEFICIT GLOBAL HORS DONS (VI-VIII)	-2 419 707 157 536
	XI. RESTES A PAYER	
	XII. DEFICIT (BASE CAISSE) (IX-XI)	-449 609 658 043
	XIII. FINANCEMENT	449 609 658 043
	Financement extérieur net	223 144 369 139
17	Remboursement de la dette extérieure	-106 204 897 061
272	Tirages sur emprunts	220 240 672 833
17121	Tirages sur capital emprunté (Prêt Programme FMI)	109 108 593 367
	Financement intérieur net	226 465 288 904
	Financement bancaire	1 238 090 282 342
	BRB	184 435 589 072
	Banques commerciales	1 053 654 693 270

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2024-2025
	Financement non bancaire	79 307 342 504
16800	Remboursement dette intérieure	-1 090 932 335 942
XIV. BESOIN DE FINANCEMENT (XII-XIII)		0

Article 4 : Les dépenses du budget général de l'Etat réparties par institution, programme et dotation se présentent comme suit :

CODE	CODE DOTATION	INSTITUTION/MINISTRE PAR DOTATION/PROGRAMME	BUDGET ANNUEL	PARTI DU PROGRAMME DANS LE BUDGET DU MINISTRE EN %
01	063	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	70 064 088 739	
02	064	VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	6 273 728 922	
03	065	PRIMATURE	4 625 884 389	
04	066	SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2 476 342 582	
05	067	ASSEMBLEE NATIONALE	27 190 196 522	
06	068	SENAT	16 238 132 241	
07	069	COUR DES COMPTES	1 444 177 402	
08	070	COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE (CENI)	70 739 452 520	
71	071	INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN	2 244 454 366	
74	074	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	3 169 210 689	
75	075	COUR CONSTITUTIONNELLE	952 357 135	
11	MINISTRE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE		373 822 946 819	
	001	Administration du territoire	5 891 123 010	1,58%
	002	Décentralisation et Développement Communautaire	85 404 144 898	22,85%
	003	Sécurité Publique	272 067 092 321	72,78%
	004	Protection Civile	1 070 120 000	0,29%
	005	Administration Générale	9 390 466 590	2,51%
12	MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT		86374 299 643	
	006	Défense des intérêts du Burundi à l'International	59 975 582 763	69,44%
	007	Intégration sous-régional, régional et coopération international	20 771 294 075	24,05%
	008	Administration générale	5 627 422 805	6,52%

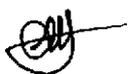
CODE	CODE DOTATION	INSTITUTION/MINISTÈRE PAR DOTATION/PROGRAMME	BUDGET ANNUEL	PART DU PROGRAMME DANS LE BUDGET DU MINISTÈRE EN %
13	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		495 576 461 114	
	009	Défense Nationale	461 851 133 989	93,19%
	010	Administration Générale	33 725 327 125	6,81%
14	MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ÉCONOMIQUE		1 740 716 497 778	
	013	Gestion budgétaire et Comptable	167 364 135 081	9,61%
	012	Mobilisation des ressources, gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 220 573 971 761	70,11%
	014	Gestion et Sauvegarde du patrimoine de l'Etat	27 833 234 420	1,60%
	011	Pilotage du Développement	30 599 142 547	1,76%
	015	Administration Générale	14 404 457 152	0,83%
		Dotation des charges financière de la dette	239 860 327 004	13,78%
		Dotation pour dépenses accidentelles et imprévues	40 081 229 813	2,30%
16	MINISTÈRE DE LA JUSTICE		51 695 812 597	
	016	Accès à la Justice	17 704 710 619	34,25%
	017	Administration Pénitentiaire	14 702 141 722	28,44%
	018	Protection des droits humains	2 307 879 477	4,46%
	019	Administration générale	16 981 080 780	32,85%
19	MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI		18 333 963 732	
	020	Recrutement et gestion des carrières des agents publics	2 646 024 291	19,77%
	021	Emploi et travail décent	5 556 842 311	41,52%
	022	Gouvernance et réforme administrative	867 713 275	6,48%
	023	Administration Générale	4 313 383 856	32,23%
20	MINISTÈRE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTÉ EST-AFRICAINNE, DE LA JEUNESSE, DU SPORT ET DE LA CULTURE		76 445 830 736	
	024	Intégration du Burundi au sein de la Communauté est Africaine	28 782 217 879	37,65%
	025	Emploi et autonomisation des Jeunes	36 184 887 873	47,33%
	026	Sport	6 161 149 296	8,06%
	027	Culture	3 538 596 019	4,63%
	028	Administration générale	1 779 029 668	2,33%
21	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MÉDIAS		15 538 635 526	
	029	Economie Numérique	2 800 554 568	17,97%

CODE	CODE DOTATION	INSTITUTION/MINISTÈRE PAR DOTATION/PROGRAMME	BUDGET ANNUEL	PART DU PROGRAMME DANS LE BUDGET DU MINISTÈRE EN %
	030	Communication et Médias	10 991 131 341	70,53%
	031	Postes	220 000 000	1,41%
	032	Administration Générale	1 571 949 617	10,09%
32	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		626 417 622 621	
	033	Enseignement préscolaire, fondamental et au post fondamental général et pédagogique	77 370 253 905	12,35%
	034	Enseignement supérieur et la recherche scientifique	79 832 440 061	12,74%
	035	Enseignement technique et de la formation professionnelle	4 412 560 446	0,70%
	036	Administration Générale	464 802 368 209	74,20%
38	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA		228 721 485 687	
	037	Offre et accès aux services et soins de santé	136 391 714 081	60,96%
	038	Prévention et Sécurité Sanitaire	6 608 262 805	2,95%
	039	Administration Générale	80 721 508 802	36,08%
35	MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALES, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE		22 401 775 171	
	040	Protection des sociales	16 930 809 260	75,58%
	041	Promotion des droits humains	665 310 955	2,97%
	042	Genre	2 304 927 653	10,29%
	043	Administration Générale	2 500 727 303	11,16%
40	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE		334 513 309 171	
	044	Agriculture	262 261 498 246	78,39%
	045	Élevage et Halieutique	7 822 527 437	2,34%
	046	Environnement et gestion durables des terres	17 905 984 469	5,35%
	047	Recherche-innovation	15 027 253 446	4,49%
	048	Administration Générale	31 546 045 574	9,43%
41	MINISTÈRE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME		22 706 802 329	
	049	Transport	10 167 954 167	44,78%
	050	Industrie et Artisanat	5 197 431 028	22,89%
	051	Commerce	2 783 649 102	12,26%
	052	Tourisme	1 315 380 029	5,79%

CODE	CODE DOTATION	INSTITUTION/MINISTÈRE PAR DOTATION/PROGRAMME	BUDGET ANNUEL	PART DU PROGRAMME DANS LE BUDGET DU MINISTÈRE EN %
	053	Administration Générale	3 242 388 603	14,28%
42	MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES		149 295 620 606	
	054	Eau Potable et assainissement de base	18 955 638 072	38,45%
	055	Energie	24 610 256 895	49,92%
	056	Hydrocarbures, Mines et Carrière	3 523 246 412	7,15%
	057	Administration Générale	2 206 479 227	4,48%
45	MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES, ÉQUIPEMENT ET LOGEMENTS SOCIAUX		354 433 767 311	
	058	Infrastructures de transport	316 225 120 923	89,22%
	059	Infrastructures socioéconomiques et administratives	19 629 614 735	5,54%
	060	Equipements et Rationalisation du Charroi de l'Etat	5 280 218 983	1,49%
	061	Habitat, Urbanisation et gestion des déchets et assainissement	10 355 528 469	2,92%
	062	Administration générale	2 948 284 201	0,83%
TOTAL			4 692 562 906 948	

CODE	MINISTÈRE/PROJET	BAILLEUR	NATURE (DONS/PRETS)	BUDGET ANNUEL
11	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE			26 449 763 174
	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE (PRODEC) : "TURIKUMWE"	BANQUE MONDIALE	DONS	25 255 763 174
	RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES RISQUES DE CATASTROPHES ET CAPACITES DE RELEVEMENT	UE via PNUD	DONS	870 000 000
	PROJET DE RENFORCEMENT DE PREPARATION ET DE REPONSE AUX CATASTROPHES LIES AU CLIMAT ET A LA RESILIENCE COMMUNAUTAIRE DANS LE BASSIN DU LAC TANGANYIKA	OIM	DONS	324 000 000
14	MINISTÈRE DE FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE			251 778 377 017
	RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	BAD	DONS	4 461 359 820

CODE	MINISTERE/PROJET	BAILLEUR	NATURE (DONS/PRETS)	BUDGET ANNUEL
	RENFORCER LES CAPACITES DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES	BANQUE MONDIALE	DONS	634 777 300
	PROJET REGIONAL DE STATISTIQUES POUR LES RESULTATS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	BANQUE MONDIALE	DONS	3 203 421 000
	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	BANQUE MONDIALE	DONS	243 478 818 897
16	MINISTERE DE LA JUSTICE			362 347 637
	PROJET DE DIGITALISATION DES SERVICES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIFS ET ADMINISTRATIONS PERSONNALISES	BIBLIOTHEQUE SANS FRONTIERE	DONS	78 000 000
	PROJET D'APPUI A LA JUSTICE DE PROXIMITE	PNUD	DONS	284 347 637
20	MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE			19 131 617 248
	PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGROPASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES	BAD	DONS	19 131 617 248
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS			116 210 495 681
	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	BANQUE MONDIALE	DONS	104 587 845 000
	PROJET DE LA MIGRATION DE L'ANALOGIQUE AU NUMERIQUE	EXIM BANK DE CHINE	PRETS	11 622 650 681
32	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			92 106 867 704
	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	BAD	DONS	6 432 090 900
	PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES EN DEBUT DE	BANQUE MONDIALE	DONS	680 348 446




CODE	MINISTERE/PROJET	BAILLEUR	NATURE (DONS/PRETS)	BUDGET ANNUEL
	SCOLARITE			
	PROJET D'APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN TRANSITOIRE POUR L'EDUCATION (TWIGNEZA)	BANQUE MONDIALE	DONS	4 161 318 740
	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	BANQUE MONDIALE	DONS	70 585 153 186
	PROJET D'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES EN DEBUT DE SCOLARITE (PAADESCO-SHISHIKARA)	BANQUE MONDIALE	DONS	680 348 446
	HIGHER INSTITUTE PROJECT	FONDS SAUDIENS	PRETS	10 247 956 432
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA			40 222 733 245
	PROJET AMAGARA YACU	AFD	DONS	331 515 746
	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE BDI-S-UGADS 2024-2026	FONDS MONDIAL	DONS	6 807 542 853
	PROJET RELATIF A LA PETITE ENFANCE ET A LA MAITRISE DE LA DEMOGRAPHIE (NKURIZA)	BANQUE MONDIALE	DONS	18 402 253 723
	PROJET DE PREPARATION ET RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	BANQUE MONDIALE	DONS	14 681 420 923
35	MINISTERE DE LA SOLIDALITE NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE			112 803 205 300
	PROJET MERANKABANDI	BANQUE MONDIALE	DONS	112 803 205 300
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE			260 960 677 856
	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	FIDA	DONS	55 466 860 044
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	BAD	DONS	33 768 692 987
	PROJET DE PRODUCTION AGRICOLE D'URGENCE (AEFPF-BURUNDI)	BAD	DONS	3 766 336 802




CODE	MINISTERE/PROJET	BAILLEUR	NATURE (DONS/PRETS)	BUDGET ANNUEL
	PROJET REGIONAL INTEGRE DANS LES REGIONS DES GRANDS LACS	BANQUE MONDIALE	DONS	48 816 418 312
	PROJET DE RESTAURATION ET DE RESILIENCE DU PAYSAGE DU BURUNDI	FIDA	DONS	1 074 874 753
	REHABILITATION ET RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ELEVAGE	BADEA	PRETS	9 548 289 684
	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI (PIPARV-B)	FIDA/OFID	PRETS	26 703 556 156
	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	CRI-A, CRI-B, FIDA, FVC, OFID	DONS	50 439 033 223
	PROJET PRODER	FIDA	PRETS	10 020 185 000
	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	FIDA	DONS	12 768 660 633
	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	BAD	DONS	8 587 770 262
41	MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME			538 070 000
	PROJET DE REHABILITATION ET DE MODERNISATION DU PORT DE BUJUMBURA	BAD, UE	DONS	538 070 000
42	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES			330 380 801 909
	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA DANS LE CADRE DU NELSAP	BAD, UE	DONS	34 382 771 927
	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU-16	EXIM BANK DE L'INDE	DONS	4 307 868 310
	CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE 34 (16,5 MW) ET JJI 03 (31,5 MW)	BM, BEI, UE, BAD	DONS	137 000 209 352
	PROGRAMME SECTORIEL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT III ET IV (PROSECEAU III ET IV)	UNION EUROPEENNE	DONS	38 638 564 903
	KABU-16	EXIM BANK DE L'INDE	PRETS	8 219 117 300

CODE	MINISTERE/PROJET	BAILLEUR	NATURE (DONS/PRETS)	BUDGET ANNUEL
	PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNES RURALES-NYAKIRIZA	BANQUE MONDIALE	DONS	47 330 354 500
	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I	FAT, BAD, UE	DONS	34 826 638 356
	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE D'INTERCONNEXION A 220KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LIGNE 110 KV ASSOCIEES LE POSTE 220/110/30/10KV DE RUBIRIZI ET EXTENSION DU POSTE 110KV DE RN1	BAD, UE	DONS	18 618 879 168
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX			329 290 148 409
	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	FONDS MONDIAL	DONS	57 131 200 000
	TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE BITUNGE DE LA RN16, LOT1 :13KM ADDITIONNELS(GAKUBA-KIBAYA/GISHUBI)	BADEA	DONS	421 342 600
	PROJET D'ETUDE DE FAISABILITE DES ROUTES TRANSFONTALIERES : RN1 (KAYANZA-KANYARU HAUT), RN15 (NGOZI-KANYARU)	BAD	DONS	2 037 645 663
	REHABILITATION ET ELARGISSEMENT DE LA RN3 RUMONGE-GITAZA	BAD	DONS	29 647 631 595
	PROJET D'AMENAGEMENT ET ELARGISSEMENT DE LA RN3 : RUMONGE-NYANZA-LAC	BADEA, OFID, FONDS SAUDIENS, FONDS KOWETIENS, FONDS DE L'OPEP	DONS	31 809 812 864
	TRAVAUX DE DEVIATION DE LA RN1-RN9	REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE	DONS	71 419 996 200
	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	FONDS KOWEIT / FONDS SAUDIEN/ BADEA / OFID	PRETS	79 894 280 378
	RN16 : BURURI-GAKUBA	FONDS SAUDIEN / OFID	PRETS	38 317 440 375
	REHABILITATION ROI KHARED	FONDS SAUDIEN	PRETS	5 314 330 941
	REHABILITATION ET EQUIPEMENT HOP UNIVERSITAIRE KAMENGE	BADEA	PRETS	7 270 000 000
TOTAL GENERAL				1 580 235 105 180

TITRE II : DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES

Article 5 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, conformément au concept de budget unifié, aux règles et principes de l'unité budgétaire, de l'annualité et de l'universalité de trésorerie de l'Etat, le budget général de l'Etat, en recettes et dons, en dépenses courantes, en dépenses en capital et prêts nets, en financement, est préparé par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

L'exécution du budget de l'Etat dans chaque ministère ou institution constitutionnelle relève exclusivement de l'ordonnateur, du responsable de programme, du contrôleur des engagements des dépenses, du comptable public et du caissier de l'Etat.

Les ministres et les responsables des institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits des programmes, des dotations, des budgets annexes et des budgets d'affectation spéciale de leur ministère ou de leur institution.

Toutefois, le ministre en charge des finances reste l'ordonnateur unique des dépenses en attendant la mise en place d'un système d'information pour la déconcentration effective de l'ordonnancement.

Le ministre en charge des finances est l'ordonnateur principal unique des recettes et des crédits destinés à couvrir :

- les dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les défauts de remboursement ou appels en garanties intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties ;
- les charges financières de la dette de l'Etat (remboursement de la dette, des intérêts et des pertes de change) ;
- les dépenses du personnel de l'Etat ;
- les dépenses financées sur les ressources extérieures pour lesquelles les comptables publics du trésor ne sont pas assignataires.

La fonction d'ordonnateur principal unique des recettes du ministre en charge des finances est déléguée à l'Office Burundais des Recettes « OBR » pour toutes les recettes intérieures (fiscales et non fiscales).

Le comptable principal de l'Etat est chargé du paiement des dépenses du budget général de l'Etat, de la centralisation des comptes, de l'animation et de la coordination du travail de l'ensemble des comptables publics. Le ministre ayant les finances dans ses attributions nomme les comptables publics de l'Etat et commissionne les comptables spécialisés des organismes et établissements autonomes et les comptables des projets ainsi que des entités territoriales.

Toute tranche mensuelle accordée à ces organismes doit être justifiée par la communication, aux fins de vérification et de reddition des comptes de l'Etat, d'un rapport d'exécution des dépenses qui doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable, des extraits des comptes bancaires faisant ressortir le solde du compte au dernier jour du mois et du livre journal de caisse dont la présentation conditionne l'octroi des tranches suivantes.




Article 6 : Les dépenses de l'Etat sont engagées, liquidées et ordonnancées avant d'être payées. Toutefois, certaines dépenses spécifiques ou exceptionnelles peuvent être payées avant leur ordonnancement. Dans ce cas, elles doivent être régularisées sur les crédits budgétaires correspondants au cours de l'exercice concerné.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions fixe la liste exhaustive des dépenses éligibles à cette procédure exceptionnelle ainsi que les modalités de leur enregistrement comptable et de leur régularisation.

Article 7 : Les ressources en dons et prêts extérieurs sont budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme recettes du budget général de l'Etat.

Toutes les dépenses, courantes et en capital, imputables sur ces mêmes ressources sont totalement budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme dépenses du budget général de l'Etat.

En vue d'assurer l'exécution des présentes dispositions, le ministre ayant les finances dans ses attributions est habilité à négocier avec les bailleurs de fonds pour décider de l'allocation des ressources et à prendre par ordonnance les mesures d'ordre réglementaire pour le suivi et la comptabilisation compatible avec les clauses de financement ou les accords de crédits et les lois en vigueur.

Article 8 : La fongibilité des fonds publics, la disponibilité et la liquidité des financements et des fonds extérieurs budgétisés selon les dispositions de l'article 7 sont assurées dès l'ouverture des crédits prévus et autorisés par la loi de finances de l'exercice 2024/2025 par :

- la mise en place des cadres juridiques et réglementaires transparents agréés par l'administration et les bailleurs de fonds pour en assurer et en garantir la bonne gestion ;
- la production mensuelle des états justificatifs des décaissements destinés à couvrir uniquement les dépenses budgétisées et qui sont communiqués aux bailleurs de fonds.

Article 9 : Les tirages sur emprunts extérieurs directs et rétrocedés sont visés au préalable par le ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué. Le département de la dette en assure le suivi et la centralisation mensuelle. Les dépenses effectuées par les gestionnaires des projets font l'objet de rapports mensuels d'exécution et sont transmis au département de la dette aux fins de vérification et de reddition des comptes. Les dépenses doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable. Ces rapports servent de justificatifs à la mobilisation des tirages suivants.

Article 10 : Dans le cadre de la gestion de la trésorerie de l'Etat et pour faire face aux décalages éventuels en cours d'exercice entre les recettes et les dépenses de l'Etat, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des titres du Trésor conformément à la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir en dernier ressort aux avances de la Banque de la République du Burundi.

Article 11 : Dans la limite du déficit budgétaire de la gestion 2024/2025, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :




- émettre des titres du Trésor suivant la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir aux concours extérieurs dans l'ordre de préférence suivant : dons, prêts à long terme à des conditions concessionnelles et autres prêts.

Article 12 : Les comptes en devises des entités et projets de l'Etat, et ceux des Organisations Non Gouvernementales recevant des appuis extérieurs sont gérés suivant la réglementation de la Banque de la République du Burundi.

Article 13 : Les opérations financières de l'Etat telles que définies à l'article 6 du décret-loi n°1/039 du 30 décembre 1989 portant modification de la loi du 19 mars 1964 relative à la comptabilité publique de l'Etat et instituant la nomenclature et la codification des ressources, des finances et des charges de l'Etat sont rattachées au budget général de l'Etat.

Elles participent à la reddition mensuelle des comptes de l'Etat. Le crédit de chaque compte doit faire apparaître la distinction entre les ressources propres et transferts reçus. Le débit doit ventiler les charges entre les dépenses courantes et dépenses en capital.

Article 14 : Les gestionnaires et les comptables des projets financés sur les ressources nationales et extérieures sont tenus à la justification des dépenses qui y sont imputables.

Ces justifications sont adressées au ministre de tutelle et au ministre en charge des finances.

Article 15 : Les fonds d'indemnisation sont transférés directement aux comptes des bénéficiaires.

Article 16 : Le rapatriement des devises issues de toutes les exportations est obligatoire.

La Banque de la République du Burundi est chargée de la mise en application de cette disposition et de fixer les modalités pratiques de cession de ces devises sur le marché de change.

Article 17 : Toute recette non prévue dans la loi, qui est réalisée en cours d'exercice, vient en augmentation du budget des recettes. Les paiements rattachés aux crédits de l'exercice 2024/2025 sont autorisés jusqu'au 30 juin 2025.

Toutefois, les engagements des dépenses sont clôturés au 30 avril 2025, sauf pour les salaires, les frais de mission, la dette publique et les dépenses payées sans ordonnancement préalable ainsi que toute autre exception autorisée par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 18 : Toutes les recettes des établissements publics à caractère administratif, des administrations personnalisées de l'Etat bénéficiant des subsides de l'Etat ainsi que d'autres services de l'Etat financés sur le budget de l'Etat, sont collectées via les comptes desdites institutions ouverts à cette fin et nivelés chaque jour au compte de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes vers le compte général du Trésor.

Les prévisions budgétaires en recettes et en dépenses, des communes, des hôpitaux publics et des établissements publics à caractère social, commercial et industriel sont inscrites au budget annexe. Les réalisations du budget de ces derniers sont renseignées trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes avec copie au ministre en charge des finances. Le ministre en charge des finances a un droit de regard sur tous les comptes des organismes publics.

- Article 19 :** L'exécution de la dépense publique est faite sur base des prévisions inscrites dans les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) alignées à la nomenclature budgétaire de l'Etat.
- Article 20 :** Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, les constructions sont exécutées par les ministères et institutions qui les ont planifiées. Les crédits budgétaires y relatifs sont prévus et engagés sur les lignes budgétaires desdits ministères et institutions.
- Article 21 :** Pour améliorer la transparence, la traçabilité et la gouvernance budgétaire, les institutions publiques et parapubliques bénéficiant des subsides de l'Etat ne sont pas autorisées à avoir un compte de fonctionnement ouvert dans une banque commerciale ou autre institution financière.
- Article 22 :** Le recouvrement de tous les revenus issus du patrimoine de l'Etat est assuré par l'Office Burundais des Recettes.
- Article 23 :** Toutes les conventions de dons, de prêts et d'emprunts qui engagent l'Etat sont obligatoirement signées par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.
- Article 24 :** Tous les bons de commande des ministères et institutions y compris les administrations personnalisées de l'Etat et des établissements publics à caractère administratifs ne sont valables que s'ils sont visés par le Contrôleur des Engagements des Dépenses (CED) après vérification de la disponibilité du budget.
- Article 25 :** Aucun projet n'est présenté dans la loi de finances que si les critères d'éligibilité tels que l'alignement au Plan National de Développement révisé et/ou l'existence de la fiche de projet standard présentée par le ministère technique, sont remplis.
- Article 26 :** Les gestionnaires de tous les comptes ouverts à la Banque de la République du Burundi, les gestionnaires de tous les projets quelles que soient leurs sources de financement, et d'une façon générale tous les gestionnaires bénéficiant des tranches de crédits, des avances, des prêts directs et rétrocédés du Trésor, sont tenus à la justification trimestrielle des fonds accordés.
- En cas de manquement à cette obligation, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé, après une mise en demeure, à bloquer les comptes et à les solder au bénéfice du Trésor public.
- Article 27 :** Les paiements en espèces sur guichet de la Banque de la République du Burundi sont régis par une nouvelle réglementation.
- Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.
- Article 28 :** Aucun marché public attribué et exécuté par les entreprises, fournisseurs et prestataires nationaux ne peut être libellé en monnaies étrangères.
- Article 29 :** Tous les marchés publics sont conclus pour une période d'une année en conformité avec le principe d'annualité budgétaire. L'autorité contractante doit s'assurer de la disponibilité du financement avant le lancement de l'avis d'appel d'offres, conformément à son plan prévisionnel de passation des marchés publics et avant la signature de la lettre de commande.
- Article 30 :** Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi n°1/16 du 25 mai 2015 portant modalités de transfert des compétences de l'Etat aux communes, la passation de tous les marchés de fournitures, travaux et services conformément aux règles et procédures en rapport avec le code des marchés publics est décentralisée dans les communes et provinces.




Un marché de fournitures, des travaux et de services ne dépassant pas un montant d'un milliard de francs Burundi (1 000 000 000 BIF) est ouvert au profit des entreprises, fournisseurs et prestataires œuvrant dans la commune et/ou province dans lesquelles le marché s'exécute avant la brèche à la concurrence nationale en cas d'absence d'offres conformes.

En cas d'offres techniques et financières égales, les sociétés coopératives sont prioritaires.

Article 31 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions, conjointement avec le ministre en charge du bâtiment actualisent par voie d'ordonnance, au cas échéant, les taux de location des biens immeubles et meubles de l'Etat.

Article 32 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, le ministère en charge des finances prévoit un montant dédié à l'apurement des arriérés.

Article 33 : Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique salariale équitable, le gel des annales et des avancements administratifs de carrière est levé pour tous les fonctionnaires et agents civils de l'Etat et pour toutes les institutions à statuts spéciaux et ce, conformément aux décrets d'application en vigueur.

Les soixante pour cent (60%) restants des droits à acquérir liés à la part emploi, pour les fonctionnaires et agents civils de l'Etat, sont débloqués.

La part-emploi des fonctionnaires et agents civils de l'Etat est exonérée de l'impôt sur les revenus.

Article 34 : Tous les recrutements sont gelés sauf pour les secteurs de la Défense, de la Sécurité, de l'Enseignement, de la Santé, de l'agriculture, de l'Office Burundais des Recettes (OBR), du Bureau Burundais de Normalisation (BBN), de l'Autorité de Régulation des Marchés des Capitaux (ARMC), de la Cellule Nationale de Renseignement Financier (CNRF) et de l'Agence d'appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat Public-Privé (ARCP) dans la limite du budget disponible.

Les remplacements du personnel de tous les autres secteurs sont autorisés. Toutefois, les recrutements et les remplacements ne peuvent être effectifs que s'ils sont visés par le ministre ayant les finances dans ses attributions dans le cadre de la présente loi.

Article 35 : Les jetons de présence des commissions techniques/comités de pilotage, créées pour un événement ou une activité ponctuelle sont supprimés sauf pour les commissions permanentes, multisectorielles, mises en place par loi, décret ou arrêté.

Un arrêté du Premier Ministre détermine les modalités pratiques de fonctionnement de ces commissions techniques/comités de pilotage.

Article 36 : Les plafonds d'engagements trimestriels élaborés sur base des PTBA alignés à la nomenclature budgétaire de l'Etat pour les ministères ou institutions sont validés par le conseil des ministres.

Sans préjudices aux dispositions de l'alinéa premier, tous les gestionnaires des crédits doivent respecter les plafonds d'engagements trimestriels.

Article 37 : Les véhicules cédés par les projets ou programmes des bailleurs de fonds doivent être préalablement enregistrés dans la comptabilité du ministère en charge des finances avant d'être remis au ministère en charge du charroi de l'Etat pour les répartir aux services ayant exprimé le besoin.

Une copie du document de transfert de chaque véhicule cédé doit être remise au ministère en charge des finances.




- Article 38 :** Un marché de fournitures, de travaux et de services ne dépassant pas un montant de deux milliards de francs Burundi (2 000 000 000 BIF) est ouvert prioritairement à la compétition des entreprises locales.
- Article 39 :** Les achats des vivres, des non vivres et fournitures utilisées par les écoles fondamentales et post-fondamentales ainsi que les vivres destinés aux cantines scolaires sont ouverts au marché local « au niveau communal ou provincial » avant d'être étendus sur le marché national en cas de non satisfaction de la demande par offre communale ou provinciale.
- Article 40 :** Aucun marché de fourniture de véhicules de type affaires et promenade des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, commercial, social ou industriel ainsi que les administrations personnalisées de l'Etat n'est autorisé à excéder un montant de cent quatre-vingt millions de francs Burundi (180 000 000 BIF) hors taxe sur valeur ajoutée (HTVA).
- Article 41 :** Par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 04 février 2008 portant code des marchés publics, la commande de toutes les fournitures de même nature au profit des ministères et institutions dépensiers peut être adressée directement au fabricant local ou étranger ayant justifié préalablement les capacités techniques et financières.

Cette mesure s'étend également aux établissements publics fonctionnant sur base des fonds publics.

- Article 42 :** Aucune réservation de crédits sur le compte marché en cours de finalisation n'est autorisée pour les marchés non exécutés pendant l'exercice budgétaire.

- Article 43 :** Tous les comptes publics sont des sous comptes du compte général du Trésor.

- Article 44 :** Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut déléguer aux gestionnaires de crédits d'exécuter des tranches de crédits pour une période déterminée en vue de maîtriser les dépenses publiques et de les contenir dans la limite des recettes et des financements disponibles.

En cas de contreperformance des recettes, il est autorisé à bloquer l'engagement des dépenses non fixes.

- Article 45 :** Les dépenses imprévues sont inscrites dans le budget du ministère des finances. Ce crédit est réparti par ordonnance du ministre en charge des finances entre les crédits des ministères et institutions responsables de l'exécution de ces dépenses imprévues. Aucune dépense ne peut être imputée directement sur ce crédit global.

- Article 46 :** Le ministre ayant les finances dans ses attributions a le droit de préemption du budget total alloué au désintéressement des dépôts à vue (comptes courants) de la Banque pour le Commerce et le Développement et de la Banque Populaire du Burundi en liquidation sur les recouvrements effectués par les commissions ad hoc. A cet effet, les présidents des commissions de liquidation sont tenus de produire des rapports trimestriels et de les communiquer au ministre ayant les finances dans ses attributions.

- Article 47 :** Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à effectuer, au cours de l'exercice, les transferts de crédits que l'exécution du budget rend nécessaires dans les limites prescrites par la loi des finances publiques.

Il est interdit à tout gestionnaire de crédit d'engager ou d'imputer une dépense en dépassement du crédit voté et accordé en application des dispositions des articles 2 et 3.

Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à prendre des mesures qui s'imposent pour éviter le dépassement des crédits.




Sans préjudice des sanctions pénales prévues, en cas de gestions frauduleuses, par l'article 454 de la loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant révision de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant code pénal du Burundi, les sanctions disciplinaires prévues par l'article 88 de de la loi n°1/03 du 08 février 2023 portant modification de la loi n°1/28 du 23 août 2006 portant statut général des fonctionnaires sont également applicables à tous les comptables publics de l'Etat et gestionnaires des crédits visés par la présente loi.

- Article 48** : Tout contrat, toute décision et toute convention à signer au nom de l'Etat, tout marché de fournitures, de services ou de travaux, ayant pour effet d'engager une dépense ou d'imposer à l'Etat des obligations de paiements, directs ou indirects, conformément aux seuils réglementaires, doivent, pour être valables et payables, être contrôlés et approuvés préalablement par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.
- Article 49** : Les prix des biens et services sont fixés conformément au référentiel des prix pour la mise en œuvre des procédures d'exécution des marchés publics.
- Article 50** : Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut autoriser des acomptes préalablement à l'exécution des marchés publics des travaux, des services et des fournitures.
- Article 51** : Toute personne active bénéficiant de l'assistance sociale de l'Etat, est préalablement appelée à adhérer à l'une ou à des sociétés coopératives de production.
- Article 52** : Toute transaction commerciale faite sur le territoire burundais s'effectue en francs Burundi conformément à la réglementation de change en vigueur.
- Article 53** : Pour tous les établissements scolaires œuvrant sur le territoire burundais, les frais de scolarité ou toute autre transaction s'effectuent en monnaie locale.
- Article 54** : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, l'exportation des déchets de fer, d'aluminium et d'huile de vidange, des produits semi finis fabriqués à base des déchets de fer et d'aluminium, est interdite.



TITRE III : DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES

Article 55 : Il est opéré une taxe de consommation de services de dix pour cent (10%) sur les tarifs appliqués par les notaires et avocats pour le compte du Trésor. Cette taxe est collectée par le notaire ou avocat et reversée à l'Etat.

Cette taxe supportée par le client, est déclarée et reversée mensuellement par le notaire ou l'avocat au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 56 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est opéré une taxe de consommation de services de 5% sur les tarifs d'hébergement hors toute taxe, appliqués par les établissements hôteliers pour le développement du secteur du tourisme. Cette taxe est collectée par les gestionnaires des hôtels, motels et maisons de passage, ensuite déclarée et reversée mensuellement au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Tout propriétaire ou gestionnaire d'un hôtel, motel ou maison de passage est tenu d'afficher, à l'entrée visible par le public, l'indication de l'usage de l'immeuble; au cas contraire, une amende de cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) lui est appliquée.

Article 57 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire au titre d'acompte d'impôt sur les revenus sur toutes les importations destinées à la revente introduites sur le territoire burundais. Le taux du prélèvement forfaitaire est fixé à trois pour cent (3%) de la valeur en douane des importations, sauf pour le carburant.

Pour l'importation des véhicules, le prélèvement forfaitaire est appliqué à partir du deuxième véhicule d'affaires et promenades importé par individu et par an, excepté pour les véhicules en franchise douanière.

Article 58 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus d'affaires sur les opérations suivantes :

a) les achats locaux effectués par des contribuables auprès des fabricants des produits suivants :

- le sucre : 1% du prix de vente ;
- les boissons alcoolisées et non alcoolisées produites selon les catégories suivantes :

1° les bières	: 1% du prix ex-usine ;
2° les limonades	: 0,5 % du prix ex-usine ;
3° les jus de toute nature	: 0,5% du prix ex-usine ;
4° les vins	: 2 % du prix ex-usine ;
5° les liqueurs	: 20% du prix ex-usine ;
- l'eau minérale : 1% du prix ex-usine ;
- la farine : 0,85 % du prix ex-usine ;
- les huiles produites localement : 2% du prix de vente ;
- les cigarettes achetées auprès des fabricants locaux : 1% du prix de vente ;

- les tissus : 1% du prix de vente ;
- les huiles palmistes (noix) : 2% du prix de vente ;
- b) les achats locaux des carburants et lubrifiants auprès des importateurs : 0,74% du prix de vente ;
- c) l'abattage par les bouchers :
 - 1° bovin : quatre mille francs Burundi (4 000 BIF) par tête de bovin ;
 - 2° capridés, ovidés, porcs : deux mille francs Burundi (2000 BIF) par tête ;
- d) l'achat du café parche : 0,9% du prix de vente.

Ce prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus concerne uniquement les personnes qui s'approvisionnent auprès des fabricants.

La liste des produits peut être actualisée par une ordonnance du ministre en charge des finances.

Article 59 : Par dérogation à l'article 85 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, toute personne physique et morale percevant un revenu locatif imposable doit préparer une déclaration annuelle sous la forme spécifiée par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et la soumettre à l'Administration fiscale au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle de l'encaissement des loyers.

Cette déclaration doit être unique pour les revenus locatifs encaissés sur tout le territoire.

Article 60 : Par dérogation à l'article 37 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Les revenus d'affaires s'entendent comme le montant des recettes provenant de l'exercice d'une profession commerciale, industrielle, artisanale ou libérale, diminués de toutes les dépenses et charges éventuellement déductibles selon les dispositions des articles 54 à 73.

Les revenus d'affaires incluent aussi le produit de toute vente d'actifs détenus dans le cadre d'exercice d'activités d'affaires et des liquidations perçues pendant l'exercice fiscal, ainsi que les revenus provenant de la location de machines et d'autres équipements, y compris des équipements agricoles.

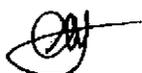
En outre, les revenus d'affaires comprennent les revenus provenant de la fourniture de logements meublés dans les hôtels, motels et établissements où sont hébergés des hôtes payants, les locations des salles de fêtes ou de spectacles.

Les revenus perçus par les exploitants des marchés ouverts au public et de la location des terrains sont imposés à l'impôt sur les revenus locatifs.

Article 61 : Par dérogation aux dispositions de l'article 81 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, le point 1° de l'alinéa premier de cet article est modifié comme suit :

L'impôt sur le revenu locatif est assis sur le revenu locatif des bâtiments.

Article 62 : Toutes les recettes issues de la location des stands, des shops ou tout autre espace dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat, sont versées sur les comptes ouverts




au nom de l'OBR dans les institutions financières et nivelés chaque jour vers le compte général du Trésor.

A ce titre, les recettes issues de cette location sont réparties comme suit :

- 50% reviennent au Trésor public ;
- 50% reviennent aux communes.

En application de cette disposition, les loyers sont payés directement par le commerçant occupant le stand, le shop ou l'espace et sont fixés au double des loyers initialement tarifés par les communes ou la Mairie. Les contrats y relatifs sont signés entre l'OBR et l'occupant.

Une ordonnance conjointe du ministre ayant les finances dans ses attributions et celui en charge de l'intérieur détermine les modalités de collaboration entre l'OBR et les communes.

Article 63 : Il est opéré une taxe ad valorem et une taxe spécifique sur les vins et les spiritueux, la bière, les eaux minérales et les eaux gazéifiées, même aromatisées, les limonades, les sodas et les boissons non-alcoolisées, les jus de toute nature, les véhicules usagés ou neufs, l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle.

a) La taxe ad valorem s'applique aux produits ci-dessous énumérés et aux taux fixés comme suit :

1. les vins mousseux autres que les champagnes : 100% ;
2. les champagnes et les liqueurs : 200% ;
3. les autres vins : 80% ;
4. les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées : 13%.

Il est appliqué une surtaxe de 50% de la valeur en douane sur les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées importées ; et de 25% de la valeur en douane sur les limonades, soda, boissons non alcoolisées et jus de toute nature importées.

5. l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle : 12% ;
6. la taxe de consommation sur les véhicules : elle s'applique aux véhicules de la position tarifaire 87.03 du Tarif Extérieur Commun (TEC), à l'exception des ambulances, des voitures cellulaires et des voitures corbillards et le taux est fixé comme suit :
 - Pour les véhicules à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelles d'une cylindrée :
 - a. inférieure ou égale à 1 500 cc : 7% ;
 - b. entre 1 501 et 3 000 cc : 12% ;
 - c. excédent 3 000 cc : 17% ;
 - Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée :
 - a. inférieure ou égale à 1 500 cc : 7% ;
 - b. entre 1 501 et 2 500 cc : 12% ;
 - c. excédent 2 500 cc : 17%.
 - Pour les autres véhicules de cette position tarifaire : 17%.

Toutefois, la taxe de consommation ne s'applique pas aux véhicules utilitaires pour le transport des marchandises et des personnes ainsi qu'aux véhicules possédés pendant au moins une année, faisant objet de déménagement par des ressortissants burundais.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe de consommation sur les véhicules sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

- b) La taxe spécifique s'applique aux produits ci-dessous énumérés et au tarif fixé comme suit :
1. la bière : 40 000 BIF/hl à l'exception des bières produites avec 100% de matières premières locales. Pour cette catégorie de bière, la taxe est fixée à 12 430 BIF/hl ;
 2. les limonades, soda, jus de toute nature et autres boissons non alcoolisées non repris dans cet article : 30 400 BIF/hl ;
 3. les vins mousseux : 500 BIF/litre ;
 4. autres vins : 130 BIF/litre ;
 5. alcool, liqueurs et autres boissons : les rubriques tarifaires comprises entre 22 08 20 00 et 22 08 90 90 : 500 BIF/litre ;
 6. le carburant : 210 BIF/litre ;
 7. les lubrifiants : 300 BIF/litre.

La taxe ad valorem et la taxe spécifique s'appliquent aux produits importés ou fabriqués localement.

A l'importation, la taxe ad-valorem est appliquée sur la valeur en douane tandis que pour les produits fabriqués localement, elle est appliquée sur le prix de vente.

Pour le sucre importé ou produit localement :

- la taxe de consommation est supprimée ;
- le taux de la TVA applicable est de 10% ;
- les droits de douane sont fixés à 25%.

La taxe de consommation de toute nature est incluse dans la base taxable de la TVA.

Article 64 : Toute personne qui opère le prélèvement conformément à la présente loi, est tenue de remplir une déclaration fiscale sous la forme prescrite par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et de transférer le montant collecté dans les quinze (15) jours calendaires qui suivent le mois du prélèvement.

Toute personne obligée de prélever et qui se soustrait à cette obligation, est tenue personnellement de payer à l'Administration fiscale le montant de l'impôt dû, amendes et intérêts de retard compris. Elle peut récupérer l'impôt payé auprès du redevable de l'impôt, à l'exclusion des amendes et intérêts.

Article 65 : Le décret-loi n°1/027 du 21 juillet 1989 portant modification de la loi n°1/003 du 8 janvier 1987 portant transfert de l'impôt sur les revenus locatifs perçus sur le territoire du Burundi aux communes et à la Mairie de Bujumbura reste abrogé. L'impôt sur les revenus locatifs est rapatrié au sein de la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes.




A ce titre, l'Office Burundais des Recettes collecte l'impôt locatif. Les recettes issues de l'impôt locatif sont réparties comme suit :

- 60% reviennent aux communes ;
- 40% reviennent au trésor public.

Article 66 : La livraison de bâtiments, ou de fraction de bâtiments dont l'usage n'est pas encore défini, faite par les personnes morales, est taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans les conditions définies par la loi. Dans le cas des livraisons d'une propriété où il y a de bâtiments ou d'une fraction de bâtiments en cours de construction dont l'usage n'est pas défini et des constructions à usage d'habitation, la valeur taxable est déterminée en appliquant le coefficient à la valeur de la propriété. Le coefficient est obtenu par le prorata des superficies bâties par rapport à la superficie totale de la parcelle.

Article 67 : Pour les importations des produits pétroliers, la valeur taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est constituée par la valeur Coût, Assurance et Fret « CAF », rendue sur le territoire du Burundi, augmentée des droits et taxes de porte de toute nature liquidée par l'Administration douanière.

Article 68 : Pour les contribuables qui fournissent des biens et/ou des services à l'Etat, la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est exigible lors de l'encaissement du prix.

Article 69 : Par dérogation aux dispositions de l'article 22 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), la déduction ou le remboursement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est conditionné (e) par la vérification du paiement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) collectée. A cet effet, le demandeur doit coopérer à ladite vérification.

Pour être admise en déduction ou en remboursement, la TVA doit figurer sur une facture électronique envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'OBR (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement.

Article 70 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, par dérogation aux dispositions de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, en cas de fraude fiscale, il est institué une procédure exceptionnelle de contrôle fiscal. Cette procédure s'ouvre immédiatement au constat des faits constitutifs de fraude fiscale.

Avant la clôture de ce contrôle, un procès-verbal de constat de fraude fiscale doit être établi et dûment signé par l'agent autorisé de l'OBR, dans un délai ne dépassant pas 24 heures, compté à partir de la constatation de l'un ou l'autre des éléments constitutifs de fraude fiscale.

L'établissement des impositions suite à la constatation de fraude fiscale doit être fait dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours ouvrables, comptés à partir de la date de l'établissement et de la signature du procès-verbal.

L'établissement des impositions visé à l'alinéa précédent doit être matérialisé par une note d'imposition immédiatement exigible et recouvrable, malgré tout recours.

Article 71 : Au cours de la gestion budgétaire 2024/2025, l'employeur qui recourt à l'emploi d'une main d'œuvre étrangère est tenu au paiement d'une taxe de 4%, calculée sur la base du salaire annuel brut du travailleur concerné. Cette taxe, supportée par l'employeur, est payée annuellement à partir de la date du visa du contrat de travail.




Article 72 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, l'Office Burundais des Mines (OBM) est tenu de transmettre trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes une liste actualisée de tous les exploitants des substances minérales agréés et actifs ainsi que leurs plans d'affaires indiquant notamment les prévisions des quantités de leur production annuelle, des recettes ainsi que leur adresse physique et la date d'agrément.

Tout exportateur des minerais, y compris l'or, a l'obligation d'en établir une déclaration douanière, quel que soit son statut juridique.

Article 73 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, le droit de préemption est instauré au profit de l'Etat en cas de minoration des prix de cession des immeubles construits ou non.

Article 74 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, la redevance informatique est fixée à cent mille francs Burundi (100.000 BIF) par déclaration douanière.

Article 75 : Il est opéré une taxe ad valorem de vingt pour cent (20%) sur la soude caustique destinée à la revente.

Toutefois, la taxe ad valorem ne s'applique pas à la soude caustique à usage industriel confirmé par le ministre en charge de l'industrie.

Article 76 : Il est opéré une pénalité anti-pollution de trois millions de francs Burundi (3 000 000 BIF) par véhicule importé âgé de dix (10) ans et plus.

Une pénalité anti-pollution additionnelle est opérée sur la valeur en douane des véhicules âgés de dix (10) ans et plus. Elle est fixée en pourcentage de la valeur en douane de la manière suivante :

a) Pour les véhicules à moteur à piston alternatif à allumage étincelante d'une cylindrée :

- 1° inférieure ou égale à 1 500 cc : 5% ;
- 2° entre 1 501 cc et 3 000 cc : 10% ;
- 3° au-delà de 3 000 cc : 15% ;
- 4° pour les autres véhicules : 15% ;

b) Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi diesel) d'une cylindrée :

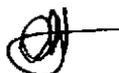
- 1° inférieure ou égale à 1 500 cc : 5% ;
- 2° entre 1 501 cc et 2 500 cc : 10% ;
- 3° au-delà de 2 500 cc : 15% ;
- 4° pour les autres véhicules : 15%.

Article 77 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, la redevance routière et environnementale est fixée à un montant de soixante-quinze francs Burundi (75 BIF) par litre de carburant consommé.

Article 78 : Il est opéré un impôt forfaitaire libératoire trimestriel sur le transport rémunéré. L'impôt est fixé comme suit :

1° camion :

- a) de moins de 7 tonnes : trente-neuf mille francs Burundi (39 000 BIF) ;
- b) de 7 à 10 tonnes : cinquante-quatre mille francs Burundi (54 000 BIF) ;
- c) de plus de 10 tonnes : deux cent mille francs Burundi (200.000 BIF) ;




- 2° bus de plus de 35 places : cinquante-quatre mille francs Burundi (54 000 BIF) ;
- 3° bus de plus de 18 à 35 places : trente-neuf mille francs Burundi (39 000 BIF) ;
- 4° bus de 12 à 18 places : vingt-quatre mille francs Burundi (24 000 BIF) ;
- 5° taxi voiture : vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) ;
- 6° tricyclomoteur : quinze mille francs Burundi (15 000 BIF) ;
- 7° taxi moto : quinze mille francs Burundi (15 000 BIF).

Les contribuables tenus par les lois fiscales de faire une comptabilité complète ne sont pas concernés par cet article.

Article 79 : Il est opéré des sanctions aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation des véhicules et motos déclassés ou hors usage.

Ces mesures disposent que :

- 1° celui qui vend ou cède un véhicule outre cycle, cyclomoteur ou véhicule à propulsion ou qui le met temporairement ou définitivement hors usage, doit en faire la déclaration dans trente (30) jours calendaires à l'Office Burundais des Recettes. Cette déclaration est faite simultanément avec la remise de la carte d'immatriculation et des plaques ;
- 2° l'absence de la déclaration et de la remise volontaire de la carte et des plaques dans les délais prévus au paragraphe précédent, entraîne une amende de cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) ;
- 3° celui qui utilise les plaques des véhicules ou motos hors usage ou qui utilise d'une manière frauduleuse les plaques ou la carte d'immatriculation d'un autre véhicule, commet une infraction et est passible sans préjudice des autres sanctions pénales prévues pour faux et usage de faux, d'une amende de :
 - deux millions de francs Burundi (2 000 000 BIF) pour les motos et motos tricycles ;
 - cinq millions de francs Burundi (5 000 000 BIF) pour les véhicules de tourisme de type voiture, jeep ;
 - sept millions de francs Burundi (7 000 000 BIF) pour les véhicules de transport de passagers de type bus et les véhicules de transport dont la capacité de chargement est inférieure ou égale à dix (10) tonnes ;
 - dix millions de francs Burundi (10 000 000 BIF) pour les véhicules de transport dont la capacité de chargement est supérieure à dix (10) tonnes.

La présente disposition couvre également la vente et la cession des véhicules avec immatriculation temporaire qui doivent se réaliser dans les conditions prévues par la législation douanière de la Communauté Est-Africaine sur le régime d'admission temporaire.

Article 80 : Il est opéré une surtaxe de trente pour cent (30%) de la valeur en douane sur le lait liquide importé.

Article 81 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, l'annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document, précédent, attaché ou suivant, lié à la déclaration est faite moyennant paiement d'une somme de deux cent mille francs Burundi (200 000 BIF) par déclaration et pour chaque document à la charge de l'agence en douane, auteur de la déclaration.



Article 82 : La réactivation d'une agence en douane désactivée pour cause de fraude ou d'infraction douanière avérée se fait moyennant paiement d'un montant de dix millions de francs Burundi (10 000 000 BIF).

Article 83 : Tout gestionnaire qui collecte des recettes publiques et qui ne les verse pas sur le compte du Trésor dédié à cet effet, est passible d'une amende équivalente à cent pour cent (100%) du montant de la collecte.

Article 84 : Une carte d'agrément est obligatoire pour :

- une agence de transport aérien, terrestre et maritime ;
- un établissement d'auto-école et ;
- un garage.

Les frais d'acquisition de cette carte sont fixés comme suit :

a) agence de transport intérieur terrestre :

- par voitures : 250 000 BIF ;
- par minibus : 500 000 BIF ;
- par bus : 1 000 000 BIF ;
- des marchandises par des poids lourds : 1 500 000 BIF ;

b) agence de transport international terrestre :

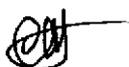
- par voitures, enregistrée à l'étranger : 200 USD ;
- par voitures, enregistrée au Burundi : 250 000 BIF ;
- par minibus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
- par minibus, enregistrée au Burundi : 500 000 BIF ;
- par bus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
- par bus, enregistrée au Burundi : 1 000 000 BIF ;
- de convoi des véhicules importés de l'étranger : 10 000 000 BIF ;
- des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 4 000 000 BIF ;
- des marchandises par des poids lourds, enregistrée à l'étranger : 2000 USD ;

c) agence de vente des billets d'avion :

- agence étrangère de voyage aérien : 1 000 USD ;
- agence nationale de voyage aérien : 1 000 000 BIF ;

d) bateaux navigants dans les eaux intérieures :

- bateaux de pêche artisanal : 10 USD ;
- bateaux de pêche industriel : 50 USD ;
- bateaux de plaisance transportant moins de 5 personnes : 50 USD ;
- bateaux de plaisance transportant 5 personnes et plus : 100 USD ;




- bateaux commerciaux à capacité inférieure à 100 tonnes : 45 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 100 tonnes et ≤ 500 tonnes : 200 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 500 tonnes et ≤ 1000 tonnes : 300 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 1 000 tonnes : 500 USD ;
- e) établissement d'autoécoles : 1 000 000 BIF ;
- f) établissement d'un garage : 1 500 000 BIF.

Les chauffeurs individuels qui ne sont pas employés dans les agences de transport des véhicules importés, ne sont pas concernés par la carte d'agrément. Cependant, ils doivent être en possession d'une quittance de paiement à l'OBR d'un montant de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) chaque fois qu'ils apportent un véhicule.

La requête d'ouverture est adressée au ministre ayant en charge les transports, accompagnée des documents et informations suivants :

- registre de commerce ;
- numéro d'identification fiscale ;
- adresse physique, électronique et contact.

Les modalités d'obtention de la carte d'agrément sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement le transport et les finances dans leurs attributions.

Article 85 : Il est opéré une redevance annuelle de cinquante mille francs Burundi (50.000 BIF) pour l'obtention d'un code importateur ou exportateur.

Article 86 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est fixé les frais annuels d'obtention ou de renouvellement d'une licence d'exploitation des débits de boissons, restaurants et Hôtels de différentes catégories.

Pour les exploitants des débits de boissons et boîtes de nuit, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement commercial	Modèle	Catégorie	Ajout par rapport au prix officiel	Montant à payer
Débit de boissons	A	-	0	50 000
	B	B1	De 1 à 200	1 000 000
		B2	De 201 à 500	2 000 000
		B3	De 501 à 1000	3 000 000
	C	-	De 1001 et plus	4 000 000
Boîte de nuit	D			5 000 000

Pour les exploitants des restaurants, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement commercial	Modèle	Catégorie	Prix moyen par repas	Montant à payer
Restaurant	A	-	≤ 3000	50 000
	B	B1	3001-5000	500 000
		B2	5001-15 000	1 000 000
	C		15001 et plus	2 000 000

Pour les exploitants des hôtels/motels, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Modèle	Prix moyen par chambre	Nombre de chambres/montant à payer			
		≤ 10	> 10 ≤ 30	>30 ≤ 50	>50
A	≤ 10 000	50 000	100 000	200 000	300 000
	10 001-20 000	100 000	200 000	300 000	400 000
B	20 001-30 000	200 000	300 000	400 000	500 000
C	30 001 et plus				1 000 000

Toute licence d'exploitation des débits de boissons, restaurants et hôtels/motels doit être affichée dans un endroit visible par les consommateurs.

Le non-affichage de la licence est sanctionné par une amende d'un million de francs Burundi (1 000 000 BIF).

Tout exploitant des débits de boissons, restaurants, hôtels/motels et boîtes de nuit sans licence y relative est passible d'une amende de 100% des frais de la licence.

Article 87 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est institué les frais de dix mille francs Burundi (10.000 BIF) pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale, du certificat d'enregistrement à la TVA, lorsque l'impression découle de l'initiative du bénéficiaire.

Il est également institué une redevance de vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) pour la délivrance d'une attestation fiscale ou de l'autorisation spéciale tenant lieu d'attestation fiscale.

Article 88 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est fixé dans la filière palmier à huile les frais suivants :

- 300 000 BIF pour l'obtention d'une autorisation d'implantation d'une unité d'extraction artisanale améliorée ;
- 200 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des unités d'extraction artisanale améliorée ;
- 500 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries d'extraction semi-industrielle ;
- 1 000 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries industrielles.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement l'agriculture et les finances dans leurs attributions.

Article 89 : Il est opéré un système de taxation spécifique sur les cigarettes contenant du tabac en remplacement du système de taxation ad-valorem pour le calcul de la taxe de consommation. Le montant de la taxe spécifique applicable est de quarante francs Burundi (40 BIF) par tige de cigarette.

Cette taxe s'applique aux cigarettes produites localement ainsi qu'aux cigarettes importées.

Article 90 : Il est opéré une taxe à l'exportation des peaux brutes de quatre-vingt pour cent (80%) sur la valeur FOB ou de 0.52 USD par kg suivant la valeur la plus élevée.

Article 91 : Il est opéré une taxe spécifique de téléphonie mobile sur le trafic national.

Cette taxe est de cinquante-deux francs Burundi (52 BIF) par minute d'appel. La Taxe sur la Valeur Ajoutée et la taxe à la consommation sont supprimées sur les minutes d'appel.

En vue de lutter contre la fraude et sur demande de l'Administration fiscale, les contrôles inopinés sont autorisés.

Article 92 : Il est institué une taxe spécifique de messagerie mobile. Cette taxe est fixée à cinq francs Burundi (5 BIF) par message. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les messages visés par cet article est supprimée.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 93 : Il est institué une redevance de 0,08 USD par message sur les messages internationaux entrants.

Les modalités d'application de cet article sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 94 : Il est opéré une redevance de sûreté de 1,15% de la valeur des importations sur les marchandises importées à l'exception des produits pétroliers, des importations destinées à l'usage officiel des missions diplomatiques et des organismes spécialisés des Nations Unies, à la Présidence de la République, aux secteurs de la défense et de la police ainsi qu'aux dons faits à l'Etat par des organismes d'assistance ou les partenaires au développement.

En outre, une fois par législature pour un parlementaire ou une fois au cours de l'exercice de la fonction d'un membre du Gouvernement, un véhicule de type affaire et promenade à usage personnel, est également exonéré de cette redevance.

Article 95 : Il est opéré une taxe ad valorem de 1,5% de la valeur en douane sur toutes les importations, exception faite de celles :

- a) régies par des lois, les conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi qui prévoient dans leurs dispositions l'exonération de toutes les taxes à l'importation ;
- b) effectuées par les services publics qui fonctionnent sur base du budget de l'Etat ;
- c) du carburant ;
- d) des denrées alimentaires suivant une liste déterminée par une ordonnance du ministre en charge des finances ;
- e) effectuées par des Missions Diplomatiques ou Consulaires.

Cette taxe est destinée au financement des infrastructures publiques.

Article 96 : La taxe de consommation n'est pas exigible aux importations bénéficiant de la franchise fiscale et douanière dans le cadre des instruments juridiques nationaux et communautaires.

Article 97 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est opéré une redevance annuelle d'obtention ou de renouvellement des admissions temporaires (IT) pour un montant de trois cent mille francs Burundi (300 000 BIF) par véhicule, moto ou tout autre bien soumis au régime d'admission temporaire.

Les véhicules et engins des projets dont la destination finale est le territoire burundais ne sont pas éligibles au régime d'admission temporaire.

Article 98 : Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits fabriqués localement sont celles en vigueur pour les impôts sur les revenus conformément à la loi sur les procédures fiscales.

Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits importés sont celles prévues dans la loi douanière de la Communauté Est-Africaine.

Article 99 : Les prix des documents de voyage sont fixés comme suit :

- passeport ordinaire : deux cent trente-cinq mille francs Burundi (235 000 BIF) ;
- passeport de service : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- passeport diplomatique : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- laisser-passer : trente mille francs Burundi (30 000 BIF) ;
- carte CEPGL : dix-huit mille francs Burundi (18 000 BIF).

Article 100 : Le prix de la plaque d'immatriculation comprend une taxe de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) pour les véhicules et de cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) pour les motos.

La taxe de la carte d'immatriculation est fixée à cent mille francs Burundi (100 000 BIF) pour les véhicules et cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) pour les motos.

Article 101 : Il est opéré une taxe additionnelle sur la plaque d'immatriculation personnalisée. Cette taxe est fixée à cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) par caractère et par an. Le nombre de caractères varie de cinq (5) à huit (8). En cas de non renouvellement ou de non remise de la plaque personnalisée, une amende de vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) par jour est appliquée à partir du jour suivant la date d'expiration.

Article 102 : Par dérogation à l'article 5 du décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 relatif aux impôts réels, l'article 1 du Décret-loi n°1/039 du 31 décembre 1990 portant modification de la loi n°1/02 du 17 février 1964 relative aux impôts réels et la loi n°1/26 du 23 novembre 2012 portant code de la circulation routière, les tarifs relatifs aux impôts et taxes sont fixés comme suit :

a) pour les permis de conduire :

- permis de conduire national : cent mille francs Burundi (100 000 BIF) ;
- permis international : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- permis provisoire : vingt mille francs Burundi (20 000 BIF).

b) pour le contrôle technique des véhicules, les tarifs sont fixés par une ordonnance conjointe du ministre en charge des finances et celui en charge des transports.

Article 103 : Il est opéré une amende pour retard de renouvellement de la carte d'entrée de véhicules. Le montant de l'amende est fixé à une somme équivalente à trente dollars américains (30 USD) par mois de retard.

Article 104 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est appliqué une taxe sur la fortune sur les opérations suivantes :

a) cinq pour cent (5%) de la valeur en douane sur les véhicules importés de type affaires et promenade à grosse cylindrée de 3500 cc et plus, à l'exception de ceux importés par des personnes physiques ou morales bénéficiant de l'exonération.

A partir de l'importation du 2^{ème} véhicule de même type, la taxe sur la fortune passe du taux de 5% au double, au triple, ainsi de suite ;

b) cinq pour cent (5%) du montant de vente hors TVA d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti, dont la valeur marchande est égale ou supérieure à cinq cent millions de francs Burundi (500 000 000 BIF) ;

c) cinq pour cent (5%) du montant de vente hors TVA à partir du troisième immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti.

Cette taxe est supportée par l'acquéreur.

Article 105 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, la construction d'une maison dans les périmètres urbains, sur les terrains viabilisés et non viabilisés, doit préalablement obtenir une autorisation de bâtir soumise à une taxe de bâtisse.

Le taux de la taxe de bâtisse est de un pour mille (1‰) du montant du devis, validé par les services habilités.

Toute personne physique ou morale qui construit dans les périmètres visés par l'alinéa précédent est tenue d'afficher la référence de l'autorisation de bâtir sur son chantier ainsi que la preuve de paiement de la taxe de bâtisse.

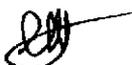
Sans préjudice du paiement de la taxe due, le non-affichage sur le chantier du numéro de référence de l'autorisation de bâtir est sanctionné par une amende de cinq cent mille de francs Burundi (500 000 BIF).

Toute personne qui commence la construction sans autorisation est sanctionnée, en plus du paiement de un pour mille (1‰) du devis établi par un expert autorisé aux frais du contribuable, par une amende d'un million de francs Burundi (1 000 000 BIF).

Les modalités d'application du présent article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres en charge des finances et de l'infrastructure.

Article 106 : Par dérogation à l'annexe de la loi n°1/05 du 20 février 2020 portant fixation des droits d'enregistrement en matière foncière, le point IV est modifié comme suit :

Le tarif pour toute inscription, renouvellement ou transfert d'hypothèque portant sur un immeuble ou un droit réel immobilier enregistré est fixé à 0,5% du montant total de la créance ou du crédit octroyé et ces frais d'inscription sont plafonnés à cinquante (50 000 000 BIF) millions de francs Burundi.



Article 107 : Les contrats portant sur les transactions d'actes constitutifs ou translatifs de droits réels ainsi que les contrats de bail immobiliers dans le périmètre urbain, doivent obligatoirement être rédigés en la forme authentique par devant notaire et authentifiés par le dépôt au rang des minutes d'un notaire.

Les actes constitutifs ou translatifs de droits réels immobiliers doivent mentionner tous les frais et toutes les taxes applicables à ces transactions qui seront exigibles au plus tard 30 jours après la signature de l'acte authentique.

Une ordonnance du ministre en charges des finances détermine le format du contrat de cession immobilière, les mentions obligatoires sur les contrats ainsi que leurs modalités d'application.

Article 108 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/20245, il est institué un titre foncier électronique sécurisé.

Tout propriétaire d'une propriété foncière est tenu d'acquérir un titre foncier électronique sécurisé.

Les frais d'acquisition du titre foncier électronique sécurisé sont fixés selon l'emplacement géographique et la superficie de l'immeuble. Les emplacements et les tarifs sont catégorisés comme suit :

- Catégorie A : 150 000 BIF par are ;
- Catégorie B : 100 000 BIF par are ;
- Catégorie C : 50 000 BIF par are ;
- Catégorie D : 25 000 BIF par are ;
- Catégorie E : 12 000 BIF par are.

Toutefois, aucun titre ne peut dépasser une valeur de 3 000 000 BIF.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la justice dans leurs attributions détermine la composition de ces catégories et les modalités d'application du présent article.

Article 109 : Les sociétés à participation publique, les établissements publics à caractère industriel et/ou commercial sont soumis aux versements obligatoires à l'Etat des dividendes calculés en fonction de leurs résultats.

Article 110 : Les compagnies d'assurance sont soumises au versement des contributions annuelles. Le montant de la contribution est obtenu en multipliant par 1,5% le chiffre d'affaires qui est le montant total des primes brutes de l'année précédente nettes des annulations.

Cette contribution n'est pas déductible des revenus imposables. Elle est déclarée et payée au plus tard le 31 mars qui suit la période imposable.

Les amendes pour déclaration et paiement tardifs et/ou sous-estimation sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 111 : Les recettes issues de la vente des Cartes d'Assistance Maladie (CAM) reviennent à la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes. Le coût de la CAM est fixé à trois milles francs Burundi (3 000 BIF).



Article 112 : Par dérogation aux dispositions de l'article 28 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Le montant de l'impôt sur le revenu exigible est calculé sur base de la déclaration annuelle et diminué ensuite :

1. des retenues prévues pour les revenus d'emploi aux articles 112 à 116 ne sont pas déductibles des revenus d'affaires des personnes physiques ;
2. des retenues opérées conformément aux articles 119 et 120 ;
3. des acomptes trimestriels provisionnels effectués durant l'exercice fiscal en application de l'article 126 ;
4. du crédit d'impôt pour l'impôt payé à l'étranger conformément à l'article 14 ;
5. de l'impôt payé au titre de la vente de tout actif servant à réaliser les activités d'affaires tel que prévu à l'article 37, alinéa 2 ;
6. de toute autre retenue qui représente un acompte de l'impôt sur le revenu.

L'impôt dû est déclaré et payé à l'Administration fiscale au plus tard à la date limite de dépôt de la déclaration, qui est pour l'application de la présente loi, le quinzième jour du mois suivant celui de la réalisation du revenu, pour les déclarations mensuelles, et au plus tard le dernier jour du troisième mois après la clôture de l'exercice comptable pour les déclarations annuelles exception faite pour la déclaration récapitulative annuelle prévue par l'article 115 de la loi relative aux impôts sur les revenus.

Article 113 : Par dérogation aux dispositions de l'article 30 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Sont considérés comme revenus d'emploi les revenus suivants :

1. les salaires, les traitements, les indemnités et les allocations de toute nature, les jetons de présence et les tantièmes, les primes et les rémunérations diverses ;
2. le paiement au titre de l'acquittement ou du remboursement des frais engagés par l'employé ou une personne liée à celui-ci, sans rapport avec les activités d'affaires de l'employeur ;
3. les paiements au titre de l'acceptation par l'employé de certaines conditions de travail ;
4. les indemnités de licenciement, de perte d'emploi ou de résiliation du contrat, à l'exception des indemnités de décès ;
5. les indemnités de fin de carrière, de fin de mandat ou de départ à la retraite ;
6. les pensions, les rentes ou les indemnités accordées par les fonds de pension qualifiés, les caisses de sécurité sociale de l'Etat et les organismes complémentaires de sécurité sociale suite au départ à la retraite ;
7. tout paiement occulte ou autre avantage que l'employé reçoit d'une tierce personne ;
8. les autres paiements ou avantages effectués au titre d'un emploi actuel, antérieur ou futur qui n'entrent pas dans une des catégories prévues aux articles 32 à 34.

L'Administration fiscale doit être informée de la non existence des redevables de l'impôt sur le revenu d'emploi dans un délai de trois (3) mois avant la rupture du contrat ou cessation d'activités.

Article 114 : Par dérogation aux dispositions de l'article 122 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une retenue de quinze pour cent (15%) est pratiquée sur les paiements ci-après effectués par les personnes résidentes y compris les personnes exonérées d'impôt :

- 1° les dividendes ou participations aux bénéfices versés par une société résidente à une autre société résidente, aux actionnaires ou aux employés ;
- 2° les paiements d'intérêts de toute nature à l'exception des intérêts payés entre les banques, les établissements financiers et les microfinances soumis à l'impôt sur les revenus ;
- 3° les redevances à l'exception de celles payées à l'Etat ;
- 4° les rémunérations de prestations fournies par des personnes non-résidentes au Burundi, à condition qu'elles ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 5° les frais d'étude, de siège, d'assistance technique, financière ou comptable, que les personnes morales résidentes payent à des personnes non-résidentes, à condition qu'ils ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 6° les locations des véhicules et autres engins, à l'exception de celles effectuées par les contribuables qui en font la profession.

Néanmoins, il est opéré les redevances et une contribution aux activités socio-économiques pour toute sorte de jeux de hasard et d'argent comme suit :

1. redevance sur les mises pour chaque type de jeu : 10% de mise ;
2. redevance sur les gains des joueurs : 10% sur le gain ;
3. contribution aux activités socioéconomiques : 5% du bénéfice brut des sociétés de jeux de hasard ;
4. redevance sur les jeux occasionnels/promotionnels (Tombola) : 10% du montant des lots à gagner.

Toutefois, les services dont les mises se font par le biais des crédits de communication ne sont pas concernés par cet article.

Article 115 : Par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une transaction libellée en monnaie étrangère doit être enregistrée initialement au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la clôture de l'exercice fiscal, les avoirs en devises étrangères y compris les créances et dettes, sont évalués au taux de change en vigueur du franc Burundi le dernier jour de l'exercice fiscal.

Les gains et pertes de change résultant du règlement d'éléments monétaires ou de la conversion d'éléments monétaires à des cours différents de ceux auxquels ils ont été convertis lors de leur comptabilisation initiale, doivent être pris en compte pour le calcul des bénéfices imposables.

Article 116 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est opéré un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus de cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) par déclaration douanière à l'exception des déclarations simplifiées. Toutefois, les revenus issus des autres activités ne sont pas soumis à ce prélèvement, ils sont déclarés conformément aux lois en vigueur.

Article 117 : Il est appliqué un prélèvement forfaitaire d'impôt sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile. Ce prélèvement qui est fixé à un pour cent (1%) de la commission perçue par l'intermédiaire, est opéré, déclaré et reversé par l'opérateur dans les mêmes conditions que les autres prélèvements forfaitaires.

Article 118 : Pour le transport international routier, une contribution spéciale forfaitaire annuelle, collectée par l'Office Burundais des Recettes, est adoptée.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle est fixé comme suit :

- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 100 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 200 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 60 USD ;
- agence de transport international routier de personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 150 USD ;
- agence de transport international routier des véhicules importés de l'étranger : 400 000 BIF ;
- agence de transport international routier des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 800 000 BIF ;
- agence de transport des véhicules importés de l'étranger : 2 000 000 BIF.

La date limite de paiement de ce régime d'imposition forfaitaire est fixée au 31 mars de l'année avec une amende de cinquante pour cent (50%) pour les retardataires.

Les agences de transport se créent et s'administrent dans le respect de la législation en vigueur.

Article 119 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire de cinq pour cent (5%) sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés.

Article 120 : Il est opéré une redevance téléphonique de 0,10 USD par minute sur les appels internationaux entrants.

Article 121 : Tout contribuable qui effectue une livraison de biens ou une prestation de services sans délivrer une facture conforme au modèle initié par l'Administration fiscale est passible d'une amende de vingt pour cent (20%) de la valeur des biens livrés.

Article 122 : Il est opéré un système de vignettes fiscales pour l'étiquetage de certains produits importés. Le coût de la vignette fiscale est fixé à un montant équivalent à cinq cent soixante-seize francs Burundi (576 BIF).

Une ordonnance conjointe des ministres ayant les finances et le commerce dans leurs attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 123 : Il est opéré une taxe de dix-huit pour cent (18%) sur les frais appliqués aux services de données mobiles. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 124 : Il est institué une taxe OTT « Over The Top » et communication IP « Internet Protocol » de cent francs Burundi (100 BIF) par jour par souscription et cent mille francs Burundi (100 000 BIF) par abonnement mensuel.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 125 : Il est opéré une taxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés, eaux minérales et les eaux gazéifiées importées. La base de calcul de la taxe est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 126 : Il est opéré une surtaxe de vingt pour cent (20%) sur les tôles ondulées et les clous importés sur le territoire burundais qui ne remplissent pas les critères de transformation définis par les règles d'origine de la Communauté Est-Africaine (EAC) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

Il est opéré une surtaxe de cinq pour cent (5%) de la valeur en douane sur les importations de fer à béton dont le diamètre varie de 8mm à 32mm.

Article 127 : Il est opéré une surtaxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés dont les spécifications techniques et commerciales sont indiquées dans le tableau ci-après :

N°	Spécification technique	Usage commercial
1	Toile coton	Kitenge et draps de lit
		Uniforme scolaire
		Tissu guide et habillement divers (Rideaux)
		Flanelle pour enfants et adultes
2	Toile polyster-coton	Kitenge, chemises et pantalons
3	Drill coton	Uniforme scolaire pantalons
4	Drill coton ou coton polyster	Uniforme militaire-police et salopettes
5	Drill polyster coton	Uniforme scolaire
6	Drill polyster coton	Tissus pantalons + rideaux + housses
7	Moustiquaire polyster- coton	Protection/moustiquaires
8	Tissus multicolores coton	Tissus d'ameublement +divers usages
9	Tissus polyster/coton	Tissus d'ameublement +divers usages
10	Serviettes (essuie-mains)	Domestiques +Hôtel ou scolaires
11	Polyester 100%	kitenge

La base de calcul de la surtaxe additionnelle est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 128 : Il est opéré, en plus des frais de démolition, une amende de dix mille francs Burundi par mètre carré (10 000 BIF/m²) et de trente mille francs Burundi par mètre carré (30 000 BIF/m²) respectivement à l'intérieur du pays et en Mairie de Bujumbura auprès des propriétaires des parcelles pour toute construction en dépassement des bornes.

Article 129 : Il est institué une taxe sur les activités financières (TAF).

Sont soumises à la TAF, les opérations qui se rattachent aux activités bancaires, financières et d'une manière générale, au commerce des valeurs et de l'argent.

Sont assujettis et redevables réels à la taxe :

1. les banques, les établissements financiers et les microfinances agréés au Burundi ;
2. toute personne physique ou morale réalisant des opérations d'intermédiation financière à l'exception de celles visées aux articles 117 et 141 ;
3. les opérateurs de change.

Article 130 : L'assiette de la Taxe sur les Activités Financières (TAF) est constituée par le produit net bancaire ou financier qui est déterminé selon les référentiels comptables édictés par la Banque de la République du Burundi.

Article 131 : La TAF perçue à l'occasion des opérations imposables qui sont par suite résiliées, annulées ou impayées est déduite de la taxe due au titre d'opérations faites ultérieurement.

Article 132 : Le taux de la taxe sur les activités financières est fixé à huit pour cent (8%) de l'assiette définie à l'article 130.

Article 133 : Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par :

- l'encaissement ou l'inscription du montant des intérêts au crédit du compte du prêteur, des avances et opérations assimilées ;
- l'accomplissement de la prestation pour les autres opérations.

Article 134 : La TAF est déclarée et payée mensuellement.

La déclaration et le paiement mensuels doivent être faits auprès du service compétent de l'Administration fiscale au plus tard le quinzième jour du mois qui suit la période imposable.

Article 135 : Les amendes pour défaut de déclaration et de paiement, de déclaration et de paiements tardifs et/ou sous-estimation, sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 136 : Les procédures de contrôle, de recouvrement et du contentieux de la TAF sont celles prévues par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales. Il en est de même pour les délais de rappel.

Article 137 : Les opérations autres que bancaires et financières réalisées par les assujettis à la TAF et qui sont dans le champ d'application de la TVA restent soumises à la loi spécifique relative à la TVA.

Article 138 : La TVA sur les opérations bancaires et financières est supprimée.

Article 139 : La TAF fait partie intégrante des impôts et taxes régis par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales en son article premier.

Article 140 : La Taxe sur les Activités Financières (TAF) n'est pas une charge déductible du résultat imposable à l'impôt sur les revenus.

Article 141 : Il est institué un prélèvement spécifique de 22% appliqué sur les frais des services financiers mobiles.

Ce prélèvement est supporté par les fournisseurs des services financiers mobiles qui sont les propriétaires des plateformes.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 142 : Il est institué une taxe spécifique de 20% sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 143 : Il est institué une taxe spécifique annuelle de deux mille quatre cent francs Burundi (2400 BIF) par IMEI « International Mobile Equipment Identity » sur les terminaux mobiles.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 144 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, les tarifs des droits et taxes applicables au ministère de la justice sont actualisés.

Ces tarifs sont fixés par une ordonnance conjointe des ministres en charge de la justice et des finances.

Article 145 : Les personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à vingt-cinq millions de francs Burundi (25 000 000 BIF) sont tenues de souscrire à la déclaration trimestrielle. Le taux d'imposition est fixé au taux unique de 0,3% du chiffre d'affaires trimestriel.

Les personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de plus de vingt-cinq millions de francs Burundi (25 000 000 BIF) doivent déposer une déclaration annuelle de l'impôt sur le revenu.

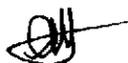
Article 146 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, il est institué des redevances administratives sur différents services offerts par l'Autorité Burundaise de Régulation des Médicaments à usage humain et des Aliments « ABREMA ».

Une Ordonnance conjointe des ministres en charge de la Santé et des Finances détermine les tarifs de ces redevances et leurs modalités de recouvrement.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES

Article 147 : L'Etat octroie, sous forme de subvention, le ticket modérateur représentant les dépenses de soins de santé à charge des retraités de l'Etat non couvertes par la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP).

Une ordonnance conjointe des ministres ayant la santé et les finances dans leurs attributions est mise en place pour déterminer les modalités d'application de cet article.



Article 148 : L'assistance médicale en faveur des groupes vulnérables est soumise à une nouvelle réglementation.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant la solidarité et les finances dans leurs attributions détermine la nouvelle stratégie de contractualisation des soins avec les hôpitaux et pharmacies prestataires des services, tenant compte à la fois des besoins, des moyens mais aussi et surtout de l'élément contrôle pour une gestion efficace et efficiente des finances publiques.

TITRE V : DES EXONERATIONS

Article 149 : L'importation des semences certifiées comme telles, d'origine animale et végétale est exonérée de tous les droits, taxes et redevances. La livraison intérieure de ces intrants, importés ou produits localement est exonérée de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Article 150 : Les associations sans but lucratif ne sont pas exonérées sauf les exonérations reconnues par les lois nationales et internationales.

Article 151 : Il est demandé à toutes les autorités contractantes au niveau de la passation des marchés publics et des marchés sur financement extérieur, d'exclure toute clause d'exonération relative à l'impôt sur les revenus, dans les dispositions des contrats et conventions de financement.

Article 152 : Les avantages fiscaux y compris les crédits d'impôt ayant dépassé cinq (5) ans pour les projets du secteur ordinaire et dix (10) ans pour les projets du secteur spécifique, sont supprimés. Il en est de même pour les avantages similaires octroyés par décret, ordonnances et conventions avec le gouvernement dans le cadre de la promotion des investissements.

Toutefois :

- Pour tout projet en phase de prolongation, l'exonération portera uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction restant à acquérir, conformément au premier plan d'affaires.
- Pour tout projet d'extension, l'exonération portera uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction relatifs à l'extension ainsi que les matières premières, à condition qu'elles soient différentes de celles déjà exonérées dans le projet initial.

Les délais mentionnés à l'alinéa 1^{er} du présent article sont comptés à partir de la date d'octroi de ces avantages fiscaux sauf pour le crédit d'impôt où les délais sont comptés à partir de sa date de validation.

En outre, tout crédit d'impôt non encore validé au 1^{er} juillet 2024 ne peut plus l'être.

Article 153 : Toute personne physique ou morale qui sollicite une exonération dans le cadre du code des investissements est tenue de constituer une garantie préalable sous forme de caution bancaire à hauteur de trente pour cent (30%) du montant total de l'exonération excepté les importations suivantes :

1. les équipements, les pièces de rechange, les articles et les produits destinés aux entreprises dont le projet d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur lors de l'agrément du projet d'investissement par les services compétents ;
2. les matières premières destinées à l'usage exclusif des industries en activité et dont le plan d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur.

- Article 154 :** Les intérêts sur les bons et obligations du Trésor sont exonérés d'impôt sur le revenu.
- Article 155 :** Il est accordé une exonération des droits et taxes à l'importation sur les véhicules de transports rémunérés de personnes, main droite, neufs ayant une capacité d'au moins trente (30) places assises.
- Article 156 :** Il est accordé une exonération des droits et taxes sur l'importation des échafaudages métalliques, du bois brut, du gaz de cuisine et ses récipients ainsi que des appareils de cuisson à combustible gazeux.
- Article 157 :** L'attestation d'exonération est octroyée moyennant un paiement de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) par attestation, exception faite des exonérations régies par la convention de Vienne et par la loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est-Africaine (CEA).
- Article 158 :** Les exonérations de fiscalité directe et indirecte, en dehors des lois, conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi sont éliminées sans aucune exception.
- Article 159 :** Les dons octroyés à l'Etat et à ses subdivisions administratives sont exonérés de tous les impôts et taxes, droits et redevances.
- Article 160 :** L'article 83 point 6 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus est modifié comme suit : Les revenus d'immeuble nouvellement construit sont exonérés pour une période de deux ans à partir de la première mise en location, à l'exception des revenus provenant de la sous location de cet immeuble.
- Article 161 :** Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, les véhicules, engins et mélangeurs de bétons destinés aux institutions dont le budget de fonctionnement relève du budget de l'Etat sont exonérés de tous droits, taxes et redevances à l'importation, à l'exception de ceux destinés aux institutions ou entreprises ayant un caractère commercial ou industriel.
- Sur demande écrite de l'institution étatique bénéficiaire, l'exonération des biens d'équipement autres que ceux visés à l'alinéa précédent est accordée à titre exceptionnel par le ministre ayant les finances dans ses attributions.
- Tout attributaire des marchés publics doit lui-même effectuer les opérations de dédouanement des biens faisant objet de marché avant de les céder à l'institution étatique qui en est bénéficiaire.
- Article 162 :** Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, tout changement de destination des biens et services exonérés est sanctionné par le paiement des droits et taxes exonérés et majoré d'une pénalité de 100%.
- La personne frappée par cette mesure est définitivement rayée de la liste des bénéficiaires de tout avantage fiscal et doit rembourser le montant des exonérations dont elle a déjà bénéficié.
- Article 163 :** Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, les véhicules, motos et tricycles électriques ou hybrides sont exonérés de la taxe de consommation.




Article 164 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, l'importation d'un véhicule dont la valeur en douane atteint un montant supérieur ou égal à cent mille dollars (100 000 USD) n'est pas éligible à l'exonération quel qu'en soit le statut de la personne bénéficiaire.

Toutefois, cette mesure ne s'applique pas aux Corps Diplomatiques et Consulaires et aux Organismes Internationaux ayant des conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi.

Article 165 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025, l'exonération sur alcool éthylique destiné à la fabrication des boissons alcoolisées est supprimée.

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 166 : Au titre de la gestion budgétaire 2024/2025 et sans préjudice des autres sanctions prévues par la législation en vigueur, il est appliqué une pénalité de 100% lors du recouvrement des salaires indûment perçus.

Toutefois, cette pénalité ne s'applique pas lorsque le montant indûment perçu est déclaré et reversé sur le compte général du Trésor, dans les trente (30) jours suivant la date de son encaissement.

Article 167 : Le dossier de demande de transfert des titres de propriété d'un immeuble bâti doit comprendre une attestation d'assurance couvrant l'immeuble contre le risque d'incendie.

Article 168 : Tous les bâtiments occupés par les administrations publiques, loués ou relevant du patrimoine de l'Etat, doivent être couverts par une assurance contre l'incendie ou l'explosion et contre le recours des tiers.

L'assurance des bâtiments loués par l'Etat est supportée par les bailleurs.

Article 169 : La taxe de consommation est exigible au moment où :

1. un produit fini fabriqué localement est livré hors de l'industrie ;
2. un produit importé est déclaré pour la mise en consommation, conformément aux dispositions de la loi sur la gestion douanière de la Communauté Est-Africaine.

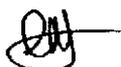
Article 170 : En application des dispositions légales relatives à la taxe de consommation prévue par la présente loi, le mois calendrier est divisé en deux périodes de déclaration suivante :

1. 1^{ère} période : du 1^{er} au 15 du mois ;
2. 2^{ème} période : du 16 au dernier jour du mois.

Le contribuable est tenu de remplir ses déclarations en respectant les échéances visées à l'alinéa précédent.

Article 171 : Le contribuable doit, dans un délai ne dépassant pas cinq jours, depuis l'expiration de chaque période visée à l'article précédent, soumettre à l'Administration fiscale sa déclaration ainsi que les preuves de paiement de la taxe de consommation.

Si le dernier jour du paiement périodique coïncide avec un jour férié, le paiement doit impérativement intervenir le jour ouvrable suivant.




Article 172 : Pour les produits de fabrication locale, la déclaration est faite suivant le modèle du formulaire établi à cet effet par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes.

Article 173 : La taxe de consommation sur les produits importés est perçue simultanément avec les droits de douane.

Article 174 : Lors des contrôles de conformité fiscale d'un contribuable, tout refus de coopération de sa part donne droit à l'Administration fiscale d'engager des procédures de fermeture temporaire de son établissement ou son lieu de travail.

Article 175 : Les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'une fraction de bâtiment à usage autre que d'habitation, d'un terrain non bâti, entre les personnes liées à divers degrés de parenté sont taxables à la TVA, sauf pour les personnes liées au 1^{er} degré.

Article 176 : Par dérogation aux dispositions de l'article 10 litera d de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 relative à la TVA, les livraisons des bâtiments à usage mixte sont taxables à la TVA.

Les modalités d'application sont définies dans une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 177 : Dans le cadre du respect de l'échéance visée à l'article 170 de la présente loi, chaque contribuable doit :

- a) tenir les livres comptables remplis conformément au Plan Comptable National ;
- b) fournir des explications conformément au modèle de déclaration requis.

Article 178 : Par dérogation aux dispositions de l'article 34 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Tout contrôle sur place est sanctionné par un procès-verbal signé par le contribuable et l'agent autorisé. Le procès-verbal fait sur base d'une note de synthèse de vérification, indique le déroulement du contrôle, les erreurs constatées et les documents que le contribuable n'a pas présentés au cours du contrôle, le cas échéant. Le contribuable a le droit de formuler ses réserves dans le procès-verbal. Une séance de débat contradictoire sur la note de synthèse doit être organisée dans cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de ladite note. Le refus de participer à cette séance vaut tacite acceptation du contenu de la note de synthèse.

En cas de refus de signature par le contribuable ou son représentant, le procès-verbal est réputé signé dans un délai de cinq (5) jours calendaires compté à partir du lendemain de la date de sa réception.

Article 179 : Par dérogation aux dispositions de l'article 56 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Pour les déclarations déposées dans le délai légal, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date de dépôt de la déclaration.

Pour les déclarations tardives, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date limite de dépôt de la déclaration.

Toutefois, dans le cas où les déficits reportables ou des crédits de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) issus d'années prescrites affectent la période en cours de vérification, l'Administration fiscale peut remonter à leur origine en ne se limitant qu'à la détermination exacte de ce déficit ou crédit. Il en va de même pour les provisions irrégulières ou devenues sans objet.

La prescription ne peut être interrompue qu'une seule fois par l'un des documents suivants : l'avis de vérification, le procès-verbal constatant l'infraction, l'acte de reconnaissance du contribuable ou tout autre acte interruptif de droit commun.

L'acte interruptif de prescription doit être communiqué au contribuable au plus tard le dernier jour de ladite période de 3 ans conformément à l'article 7 de la présente loi.

En cas d'interruption de la prescription, un nouveau délai du droit de rappel de trois (3) ans est acquis pour l'Administration fiscale et commence à courir à partir de l'expiration de la période initiale de trois (3) ans.

Article 180 : Par dérogation aux dispositions de l'article 57 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

La rectification devient définitive à l'égard du contribuable lorsque :

1. celui-ci n'a pas répondu à l'avis de rectification dans les dix (10) jours, dans les quinze (15) jours, ou dans les vingt (20) jours qui suivent sa réception selon qu'il s'agit d'un contrôle ciblé, ponctuel ou général ;
2. l'Administration fiscale l'a informé par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité ;
3. celui-ci a été entendu conformément à l'alinéa 2 de l'article 55 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales et l'Administration fiscale l'a informé ensuite par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité.

Lorsque la rectification devient définitive, l'Administration fiscale envoie au contribuable une lettre de clôture accompagnée d'une note d'imposition conformément aux articles 66 à 70 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 181 : Par dérogation aux dispositions de l'article 60 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

En cas de procédure d'imposition d'office pour absence de déclaration, l'Administration fiscale envoie au contribuable un avis d'imposition d'office qui doit contenir tous les éléments qui ont entraîné l'imposition d'office. L'avis d'imposition d'office doit en outre mentionner les amendes visées aux articles 128 à 140. Tous les renseignements dont dispose l'Administration fiscale peuvent être utilisés pour procéder à l'imposition d'office.

Lorsque la procédure d'imposition d'office est engagée conformément aux points 2°, 3° et 4° de l'article 59 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, la note de synthèse prévue dans le cadre de la rectification de l'assiette n'est pas exigible, le procès-verbal de discussion se fait uniquement sur base des observations écrites par le contribuable au sujet de l'avis d'imposition d'office établi par l'Administration fiscale.

Article 182 : Par dérogation aux dispositions de l'article 69 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Lorsqu'une erreur matérielle ou administrative sur la note d'imposition est constatée ou signalée, notamment une erreur de calcul ou de saisie des montants sur la note d'imposition, une erreur au niveau de l'identification du contribuable, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse, une correction doit être autorisée par le supérieur hiérarchique des agents qui l'ont établie.




Article 183 : Par dérogation aux dispositions de l'article 70 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

La note d'imposition doit mentionner :

- 1° le nom, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse du contribuable ;
- 2° la nature de l'impôt et la période concernée ;
- 3° le total des impôts et taxes à payer, le cas échéant, y compris les amendes et autres pénalités y afférentes ;
- 4° la date limite de paiement de l'impôt ;
- 5° les références de la lettre de clôture sur laquelle se fonde la note d'imposition ;
- 6° le nom et la signature de l'agent autorisé ainsi que la date d'établissement de la note d'imposition ;
- 7° la possibilité et les conditions d'introduction d'une réclamation auprès du commissaire général conformément à l'article 71 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 184 : Par dérogation aux dispositions de l'article 72 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le recours doit être introduit par écrit sur un formulaire établi à cet effet par l'Administration fiscale sous peine d'irrecevabilité.

Le contribuable doit mentionner sur son recours une adresse mail fonctionnelle pour toute communication y relative.

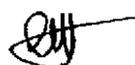
Article 185 : Par dérogation aux dispositions de l'article 67 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le contribuable est obligé de payer l'impôt dû dans un délai de trente (30) jours calendaires à partir du lendemain de la date de réception de la note d'imposition. L'enrôlement des impositions intervient le lendemain du trentième jour compté à partir de la réception de la note d'imposition, sauf en cas de recours administratif.

Si après un contrôle général, il se dégage un solde créditeur sur le compte courant du contribuable, ce surplus est pris en compte pour le paiement des obligations fiscales futures à moins que le contribuable n'en demande le remboursement. Dans ce cas, l'Administration fiscale est obligée de restituer le surplus au contribuable dans un délai de quatre-vingt-dix jours (90) jours calendaires. Après l'écoulement de ce délai, l'Administration fiscale est tenue de payer des intérêts moratoires.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa premier du présent article, les impositions établies conformément à l'article 66 aux points 1°, 2° et 4° de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales sont immédiatement exigibles.

Article 186 : Sans préjudice aux dispositions de l'article 73 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, le contribuable est dispensé du paiement de trente pour cent (30%) du montant en principal contesté si le recours porte uniquement à la contestation des impositions nées de l'erreur matérielle ou administrative. En cas de recours impliquant à la fois l'analyse de l'erreur matérielle ou administrative et celle du fond des impositions contestées, le contribuable reste dans l'obligation de payer trente pour cent (30%) du montant en principal contesté, ne résultant pas de l'erreur matérielle ou administrative.




Au cas contraire, le commissaire général statue seulement sur l'erreur matérielle ou administrative et une nouvelle note d'imposition corrigée, pouvant être contestée au fond, avec paiement de trente pour cent (30%), est établie.

Article 187 : Les impôts, au profit de l'Etat, restant dus au 30 juin 2024 sont recouvrés pendant l'exercice 2024/2025 d'après les lois et les tarifs en vigueur qui en règlent l'assiette et la perception durant l'exercice 2023/2024.

Article 188 : En application des dispositions de la loi n°1/22 du 05 novembre 2021 portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes, tous les impôts, taxes, redevances et pénalités y relatives sont recouvrés par l'Administration fiscale.

Article 189 : Un appareil est ajouté à la fin de la chaîne de production et marque sur chaque article produit, un identifiant unique, puis comptabilise les articles au fur et à mesure de leur production. Le marquage peut se faire de façon directe sur l'article ou alors par application d'une vignette.

Article 190 : Toute personne physique ou morale obligée de tenir une comptabilité simplifiée ou complète a l'obligation d'utiliser une machine de facturation électronique agréée par l'Administration fiscale.

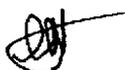
Pour toute facture non envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'OBR (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement, la charge y relative n'est pas fiscalement déductible.

Tout contribuable qui ne délivre pas de factures ou qui délivre une facture autre que celle reconnue par l'Administration fiscale, alors qu'il en est tenu, est passible d'une amende administrative égale à cent pour cent (100%) du montant de la facture ou du montant non facturé.

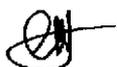
Article 191 : Tout le matériel et meubles hors usage du domaine privé de l'Etat doivent être vendus aux enchères par l'Office Burundais des Recettes.

Toutes les dispositions légales et réglementaires qui régissaient le domaine de vente aux enchères des biens relevant du domaine privé de l'Etat restent abrogées.

Article 192 : Les détails des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat sont mentionnés dans les tableaux qui suivent :



1	RECETTES FISCALES	2 188 562 330 457
71	PRODUITS FISCAUX	2 076 715 253 851
711	IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL	498 313 123 077
7111	IMPOTS SUR LES PERSONNES PHYSIQUES	206 090 462 618
71111	IMPOT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	17 156 373 960
7111100	IMPOT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES (IR+ACOMPTE+PF)	3 971 501 039
7111101	IMPOT SUR LES REVENUS LOCATIFS	13 184 872 921
71112	IMPOT PROFESSIONNEL SUR LES REMUNERATIONS	140 172 945 893
7111200	IMPOT PROFESSIONNEL SUR LES REMUNERATIONS	140 172 945 893
71114	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	42 672 598 641
7111400	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	42 672 598 641
71115	TAXE FORFAITAIRE	416 615 893
7111500	TAXE FORFAITAIRE	416 615 893
71118	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	5 671 928 231
7111800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	5 671 928 231
7112	IMPOTS SUR LES PERSONNES MORALES	291 751 766 383
71121	IMPOT SUR LES REVENUS DES SOCIETES	211 846 891 403
7112100	IMPOT SUR LES REVENUS DES SOCIETES (IR+ACOMPTE+PF)	207 629 376 718
7112101	IMPOT SUR REVENUS LOCATIFS	4 217 514 685
71122	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	13 290 592 032
7112200	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	13 290 592 032
71123	IMPOT SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	9 363 053 752
7112300	IMPOT SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	9 363 053 752
71125	AUTRES RETENUES A LA SOURCE	40 001 314 146
7112500	AUTRES RETENUES A LA SOURCE	40 001 314 146
71128	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	17 249 915 050
7112800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	17 249 915 050
7113	IMPOTS NON VENTILABLES	470 894 076
71131	MAJORATIONS DE RETARD	470 894 076
7113100	MAJORATIONS DE RETARD	470 894 076
714	IMPOT SUR LES BIENS ET SERVICES	1 364 143 959 968
7141	IMPOTS GENERAUX SUR LES BIENS ET SERVICES	837 549 120 260
71411	TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES TOURISTIQUES ET HOTELIERES	793 993 179 680
7141100	TVA A L'IMPORTATION	499 930 629 959
7141101	TVA INTERIEURE	293 764 886 624
7141103	TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES TOURISTIQUES ET HOTELIERES	297 663 097
71414	TAXE APPLIQUEES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	43 555 940 580
7141400	TAXE APPLIQUEES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	249 460 199




Recettes 2024/2025.0

7141401	TAXE SUR LA FORTUNE/VEHICULE DE 3500CC ET PLUS	620 252 000
7141402	TAXE D'HEBERGEMENT	1 047 781 032
7141403	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES (TAF)	41 638 447 349
7142	ACCISES	494 393 446 109
71421	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	6 914 388 049
7142100	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	6 914 388 049
71422	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE	168 856 645 255
7142200	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE, LIMONADE ET EAU MINERALE	168 856 645 255
71423	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE SUCRE	5 732 753 944
7142300	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE SUCRE	5 732 753 944
71425	TAXE SUR LES ABONNES DE TELEDISTRIBUTION ET SUR LES TELECOMMUNICATIONS	176 283 370 225
7142500	TAXE SUR LES ABONNES DE LA TELEDISTRIBUTION	2 634 568 521
7142503	TAXE SPECIFIQUE DE MESSAGERIE MOBILE	15 000 000 000
7142504	TAXES SPECIFIQUE SUR LES SERVICES FINANCIERS MOBILE	18 000 000 000
7142505	TAXE SUR LES SERVICES DE DONNEES MOBILES	12 000 000 000
7142506	TAXE OTT ET COMMUNICATION IP	22 000 000 000
7142507	TAXE SPECIFIQUE SUR LES FRAIS DES SERVICES A VALEUR AJOUTEE (COMMUNICATION ELECTRONIQUE	4 000 000 000
7142508	TAXE SPECIFIQUE ANNUELLE SUR LES TERMINAUX MOBILES	6 000 000 000
7142509	TAXE SPECIFIQUE DE TELEPHONIE MOBILE SUR LE TRAFIC NATIONAL/APPELS NATIONAUX	96 648 801 704
71426	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS	102 260 868 845
7142600	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE CARBURANT	102 260 868 845
71427	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	175 167 147
7142700	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	175 167 147
71428	AUTRES	34 170 252 644
7142800	AUTRES (TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VEHICULES)	9 507 384 233
7142802	TAXE ANTIPOLLUTION VEHICULES USAGES	10 389 462 496
7142803	TAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	2 913 145 599
7142804	SURTAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	2 936 974 170
7142805	TAXES SUR TOLES ONDULEES	457 126 607
7142815	TAXE ADDITIONNELLE ANTIPOLLUTION SUR VEHICULES USAGES	5 151 619 539
7142816	TAXE DE CONSOMMATION SUR L'HUILE (NOIX) DE PALME	2 814 540 000
7143	TAXE SUR CONVOIE/REMUNERATIONS DES SERVICES	2 559 488 004
71432	TAXE SUR CONVOIE/REMUNERATIONS DES SERVICES	1 895 000 000
7143200	TAXE SUR CONVOIE/REMUNERATIONS DES SERVICES	1 895 000 000
71433	TAXE DE LA SOUDE CAUSTIQUE	664 488 004
7143300	TAXE DE LA SOUDE CAUSTIQUE	664 488 004
7144	TAXE SUR L'UTILISATION DE BIENS OU L'EXERCICE D'ACTIVITE	12 832 264 528
71441	TAXE SUR L'UTILISATION DE BIENS OU L'EXERCICE D'ACTIVITE	12 549 430 331

Recettes 2024/2025.0

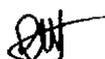
7144110	PERMIS DE CONDUIRE (FRN)	3 600 000 000
7144180	VIGNETTES FISCALES (FRN, TIMBRE FISCAL)	210 599 294
7144181	AUTRES (PLAQUES, TRANSFERTS, CARTES, CHANGEMENT D'USAGES, ETC)	8 738 831 037
71442	DIVERSES TAXES SUR LES VEHICULES ET EMBARCATIONS A MOTEUR	282 834 197
7144210	PERMIS DE PECHE	34 737 887
7144230	PERMIS DE COUPE DE BOIS	6 717 784
7144240	TAXE D'ABATAGE DES ANIMAUX	112 217 032
7144250	PERMI DE TRAVAIL	1 074 864
7144260	IMPOT FORFAITAIRE ANNUEL SUR LE TRANSPORT INTERNATIONAL ROUTIER	128 086 630
7148	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	16 809 641 067
71481	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	10 309 359 476
7148100	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES (NCA)	10 309 359 476
71482	CAUTION DE 30% DU MONTANT CONTESTE	1 957 497 602
7148200	CAUTION DE 30% DU MONTANT CONTESTE	1 957 497 602
71483	PRELEVEMENT DE 5% DE LA VALEUR MARCHANDISE D'IMMEUBLE	4 542 783 989
7148300	PRELEVEMENT DE 5% DE LA VALEUR MARCHANDISE D'IMMEUBLE	4 542 783 989
715	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	214 258 170 806
7151	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	199 282 897 353
71511	DROITS DE DOUANE	157 137 832 403
7151100	DROITS DE DOUANE A L' IMPORTATION	157 137 832 403
71512	TAXE SUR LES CARBURANTS (DONT PART AFFECTEE AU FRN)	42 099 276 725
7151200	TAXE SUR LES CARBURANTS (FRN)	16 730 992
7151201	TAXE SUR LES CARBURANTS (FONDS STOCK STRATEGIQUE)	42 082 545 733
71513	TAXE FORFAITAIRE	45 788 225
7151300	TAXE FORFAITAIRE	45 788 225
7152	TAXES A L'EXPORTATION	939 604 108
71522	DROITS DE SORTIE SUR LES PEAUX	225 702 445
7152200	TAXES A L'EXPORTATION DES PEAUX BRUTES	225 702 445
71524	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS	419 582 893
7152400	DROITS DE SORTIE SUR L'OR	419 582 893
71525	DROITS DE SORTIE AUTRES PRODUITS MINERAUX	294 318 770
7152500	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS DE 3T	294 318 770
7158	AUTRES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTEIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	14 035 669 345
71581	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE	1 816 146 453
7158100	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE (DONT LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE)	1 816 146 453
71583	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	224 605 869
7158300	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	224 605 869
71584	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	8 521 248 091

Recettes 2024/2025.0

7158400	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	8 521 248 091
71586	TAXE DE CIRCULATION FRONTIERE	840 985 991
7158600	TAXE DE CIRCULATION TRANS-FRONTALIERE	840 985 991
71587	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	3 494 409
7158700	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	3 494 409
71588	AUTRES	2 629 188 532
7158800	AUTRES DROITS ET TAXES (NCA)	2 335 574 072
7158801	CODE IMPORTATION OU EXPORTATION	293 614 460
76	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 847 076 606
760	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 847 076 606
7600	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 847 076 606
76000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 847 076 606
7600000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 847 076 606
2	DONS	1 722 528 532 347
73	DONS	1 722 528 532 347
731	DONS BUDGETAIRES	362 534 100 000
7312	DONS REÇUS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	362 534 100 000
73123	BM	362 534 100 000
7312300	BM	362 534 100 000
732	DONS SUR PROJETS AVEC FINANCEMENTS EXTERIEURS (2)	1 359 994 432 347
7321	DONS REÇUS DES ORGANISATIONS PUBLIQUES (BILATERALES)	114 366 429 413
73211	ALLEMAGNE	38 638 564 903
7321100	COOPERATION ALLEMANDE/PROGRAMME SECTORIEL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT III & IV (PROSECEAU III & IV)	38 638 564 903
73218	AUTRES	75 727 864 510
7321800	EXIM BANK DE L'INDE/PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU-16	4 307 868 310
7321803	REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE-TRAVAUX DE DEVIATION DE LA RN1-RN9	71 419 996 200
7322	DONS REÇUS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	1 238 820 460 081
73221	IDA-BM	161 619 623 612
7322100	BM-PROJET MERANKABANDI	112 803 205 300
7322103	BM-PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DANS LES REGIONS DES GRANDS LACS (PRDAIGL)	48 816 418 312
73224	FIDA/PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (FIDA-PAIFAR-B)	22 431 305 648
7322400	BAD-PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	8 587 770 262
7322406	FIDA/PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (FIDA-PAIFAR-B)	12 768 660 633
7322410	BM/PROJET DE RESTAURATION ET DE RESILIENCE DU PAYSAGE DU BURUNDI	1 074 874 753
73225	UNION EUROPEENNE	434 940 096

Recettes 2024/2025.0

7322504	UE/PROJET D'ACCES A L'ENERGIE, PHASE I	434 940 096
73227	BAD/PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE D'INTERCONNEXION A 220KV KAMANYOLA-BUJUMBURA ET LIGNE 110 ASSOCIEES LE POSTE 220/110/30/10 KV DE RUBIRIZI ET EXTENSION DU POSTE 110KV DE RN1	63 747 075 130
7322700	BAD-PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION-EANSI (PA-EANSI)	6 432 090 900
7322708	BAD/PROJET DE PRODUCTION AGRICOLE D'URGENCE (AEFPF-BURUNDI)	3 766 336 802
7322711	BAD/PROJET DE REHABILITATION ET DE MODERNISATION DU PORT DE BUJUMBURA	538 070 000
7322713	BAD/PROJET D'ACCES A L'ENERGIE, PHASE I	34 391 698 260
7322715	BAD/PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE D'INTERCONNEXION A 220KV KAMANYOLA-BUJUMBURA ET LIGNE 110 ASSOCIEES LE POSTE 220/110/30/10 KV DE RUBIRIZI ET EXTENSION DU POSTE 110KV DE RN1	18 618 879 168
73228	AUTRES	990 587 515 595
7322800	GOUVERNEMENT DU BURUNDI/PROJET D'ETUDE DE FAISABILITE DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC: RN1 (KAYANZA-KANYARU HAUT), RN15 (NGOZI- KANYARU BAS), RN22 (KAYANZA-POSTE FRONTALIER BUYUMPU)	28 643 434
7322833	COMMISSION EUROPEENNE-CHE MULEMBWE-34 (16,5MW) ET JIJI 03 (31,5MW)	137 000 209 352
7322843	AFD-PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN TRANSITOIRE POUR L'EDUCATION (TWIGE NEZA)	4 161 318 740
7322844	BM: PROJET D'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES EN DEBUT DE SCOLARITE (PAADESCO-SHISHIKARA)	680 348 446
7322853	BM-PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	70 585 153 186
7322857	BM-PROJET DE PREPARATION ET DE RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	14 681 420 923
7322858	BM/PROJET REGIONAL DE STATISTIQUES POUR LES RESULTATS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	3 203 421 000
7322861	AFD-PROJET AMAGARA YACU	331 515 746
7322862	BM/PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	243 478 818 897
7322864	BAD/PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA DANS LE CADRE DU NELSAP	34 382 771 927
7322866	BM-PROJET RELATIF A LA PETITE ENFANCE ET LA MAÎTRISE DE LA DEMOGRAPHIE (NKURIZA)	18 402 253 723
7322867	BM-PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNAUTES RURALES-NYAKIRIZA	47 330 354 500
7322875	PNUD-PROJET D'APPUI A LA JUSTICE DE PROXIMITE	284 347 637
7322877	BM-PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	25 255 763 174
7322878	UE VIA PNUD/RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES RISQUES DE CATASTROPHES ET CAPACITES DE RELEVEMENT	870 000 000
7322880	OIM-PROJET DE RENFORCEMENT DE PREPARATION ET DE REPONSE AUX CATASTROPHES LIES AU CLIMAT ET A LA RESILIENCE COMMUNAUTAIRE DANS LE BASSIN DU LAC TANGANYIKA	324 000 000
7322881	BM-PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES	634 777 300
7322882	BIBLIOTHEQUE SANS FRONTIERES/PROJET DE DIGITALISATION DES SERVICES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIFS ET DES ADMINISTRATIONS PERSONNALISEES	78 000 000




Recettes 2024/2025.0

7322883	BAD-PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGROPASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES	19 131 617 248
7322884	BM-PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	104 587 845 000
7322885	BADEA-TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA RN 16, LOT 1: 13 KM ADDITIONNELS (GAKUBA-KIBAYA/GISHUBI)	421 342 600
7322886	BAD/ RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	3 432 756 000
7322887	CRS/RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	28 603 820
7322888	BAD-PROJET D'ETUDE DE FAISABILITE DES ROUTES TRANSFRONTALIRES DE L'EAC: RN1 (KAYANZA-KANYARU HAUT), RN15 (NGOZI-KANYARU BAS), RN22 (KAYANZA-POSTE FRONTALIER BUYUMPU)	2 009 002 229
7322889	BAD-PROJET DE REHABILITATION ET ELARGISSEMENT DE LA RN3: RUMONGE-GITAZA	29 647 631 595
7322890	BM-PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS	57 131 200 000
7322891	BADEA/PROJET D'AMENAGEMENT ET ELARGISSEMENT DE LA RN3 : RUMONGE-NYANZA-LAC	31 809 812 864
7322892	FIDA/RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	1 000 000 000
7322893	FIDA/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	20 407 998 154
7322894	CRI-A/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	8 227 032 578
7322895	CRI-B/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	5 251 016 224
7322896	FVC/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	6 354 351 327
7322897	OFID/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	10 198 634 940
7322898	FIDA/PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	55 466 860 044
7322899	BAD/PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	33 768 692 987
7323	FONDS MONDIAL	6 807 542 853
73230	FONDS MONDIAL	6 807 542 853
7323000	FONDS MONDIAL/PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE BDI-S-UGADS 2024-2026	6 807 542 853

3	AUTRES RECETTES	714 960 258 278
----------	------------------------	------------------------

72	PRODUITS NON FISCAUX	467 391 291 132
721	REVENUS DE LA PROPRIETE	150 635 720 221
7211	DIVIDENDES	84 768 390 128
72112	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	8 794 990 701
7211200	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	8 794 990 701
72113	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	75 973 399 427
7211300	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	75 973 399 427
7213	LOYERS	39 859 181 349




Recettes 2024/2025.0

72131	LOCATIONS TERRAINS	16 302 818
7213100	LOCATIONS TERRAINS	16 302 818
72132	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES	5 541 437 148
7213200	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES	5 541 437 148
72133	REDEVANCES DOMANIALES	28 362 826 489
7213300	REDEVANCES DOMANIALES	16 362 826 489
7213302	FRAIS D'OBTENTION DU TITRE FONCIER ELECTRONIQUE SECURISE	12 000 000 000
72135	LOYERS DES SHOPS ET DES STANDS DES MARCHES DE L'ETAT	5 938 614 894
7213500	LOYERS DES SHOPS ET DES STANDS DES MARCHES DE L'ETAT	5 938 614 894
7214	RECETTES DES MINERAIS	26 008 148 744
72140	RECETTES DES MINERAIS	26 008 148 744
7214001	OR	2 456 026 506
7214002	3TS(COLTAN,CASSITERITE,WOLFRAMITE)	3 656 874 583
7214003	TOURBE	1 014 881 276
7214004	MARBRE	17 470 809 051
7214005	NICKEL	1 409 557 328
722	VENTES DE BIENS ET SERVICES	16 638 903 695
7221	LOCATION D'IMMEUBLES	226 154 698
72210	LOCATION D'IMMEUBLES	226 154 698
7221000	LOCATION D'IMMEUBLES	226 154 698
7222	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	6 715 325 050
72220	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	6 715 325 050
7222000	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	6 715 325 050
7223	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 547 377 844
72230	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 547 377 844
7223000	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 547 377 844
7225	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	4 315 878 773
72250	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	4 315 878 773
7225000	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	4 315 878 773
7226	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	48 589 283
72260	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	48 589 283
7226000	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	48 589 283
7227	VENTES DES SEMENCES	785 578 047
72270	VENTES DES SEMENCES	785 578 047
7227000	VENTES DES SEMENCES	785 578 047
723	DROITS ADMINISTRATIFS	207 319 073 373
7231	DROITS DE VISAS, PASSEPORTS ET SEJOURS	29 832 398 992
72311	PASSEPORTS ET TITRES DE VOYAGES	23 998 389 627
7231100	PASSEPORTS & TITRES DE VOYAGES	23 998 389 627
72312	VISAS ET PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	171 492 389




Recettes 2024/2025.0

7231200	VISAS & PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	171 492 389
72313	VISAS ET IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	5 411 849 753
7231300	VISAS & IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	5 411 849 753
72314	AUTRES (RENOUVELLEMENT DES PASSEPORTS)	250 667 223
7231400	AUTRES (RENOUVELLEMENT DES PASSEPORTS)	250 667 223
7232	DROITS ET PERMIS SUR L'EXERCICE D'ACTIVITES	44 857 596 422
72321	TAXE DE BATISSE	2 532 824 657
7232100	TAXES DE BATISSE	2 532 824 657
72322	VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	113 703 735
7232200	VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	113 703 735
72323	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	1 245 454 896
7232300	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	1 245 454 896
72324	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	1 278 446 601
7232400	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	1 278 446 601
72325	AUTORISATION DE TRANSPORT	2 547 492 201
7232500	AUTORISATION DE TRANSPORT (DONT DEPART AERIEN)	89 330 947
7232501	AUTORISATION DE TRANSPORT DES PRODUITS FORESTIERS	2 458 161 254
72326	LICENCE POUR DEBIT DE BOISSONS	2 136 501 567
7232600	LICENCE POUR DEBIT DE BOISSONS, RESTAURANTS ET HOTELS	1 699 557 223
7232601	OUVERTURE/RENOUVELLEMENT DES PHARMACIES ET DES INFIRMERIES	436 944 344
72327	AUTRES DROITS ET REDEVANCES DE L'ARCT	27 398 915 305
7232700	AUTORISATION RESEAUX RADIOELECTRIQUE FIXE ET MOBILE A USAGE PRIVE NON COMMERCIAL	727 747 685
7232701	ETUDE DU DOSSIER	48 724 587
7232702	AGREMENT DES EQUIPEMENTS	14 070 477
7232703	EXPLOITATION DES FREQUENCES	5 930 666 528
7232704	EXPLOITATION DES CODES ET NUMEROS	13 698 048 254
7232705	LICENCE D'EXPLOITATION DES RESEAUX, DES STATIONS TV ET COMMUNICATION PAR SATELLITE	980 532 995
7232706	REDEVANCE ANNUELLE DE 2% DU CA	5 647 417 155
7232707	AUTORISATION SERVICE A VALEUR AJOUTEE	100 767 858
7232708	CERTIFICAT D'HOMOLOGATION, DE VENTE, IMPORT ET EXPORT ET EXPOSITION	250 939 766
72328	AUTRES	7 604 257 460
7232800	AUTRES	5 729 776 631
7232801	FRAIS DE DOSSIER CODE DES INVESTISSEMENTS	974 480 829
7232802	FRAIS D'OBTENTION D'UNE AUTORISATION D'UNITE D'EXTRACTION DE L'HUILE DE PALME	900 000 000
7233	DIVERS DROITS ET REDEVANCES	132 629 077 959
72331	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	569 478 326
7233100	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	569 478 326
72332	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	1 096 501 434

Recettes 2024/2025.0

7233200	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	1 096 501 434
72333	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	104 578 443
7233300	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	104 578 443
72334	DROITS SUR SERVICES RENDUS	13 275 236 552
7233400	DROITS SUR SERVICES RENDUS	13 275 236 552
72335	REDEVANCE INFORMATIQUE (FONDS SPECIAL DOUANES)	8 889 227 867
7233500	REDEVANCE INFORMATIQUE (FONDS SPECIAL DOUANES)	8 316 358 034
7233502	ATTESTATION D'EXONERATION	572 869 833
72336	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (FONDS SPECIAL DOUANES)	13 432 615 346
7233600	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (FONDS SPECIAL DES DOUANES, REDEVANCE AUDIOVISUELLE)	13 432 615 346
72338	AUTRES	95 261 439 991
7233801	REDEVANCE DE PESAGE AU PONT BASCULE	67 689 695
7233802	REDEVANCE DES PARKINGS DES CAMIONS	200 823 519
7233803	CONTRIBUTIONS ANNUELLES DES SOCIETES DES ASSURANCES	259 073 644
7233807	REDEVANCE ANNUELLE ROUTIERE FORFAITAIRE	17 410 913 288
7233808	REDEVANCE DE REIMPRESSION DE DUPLICATA NIF OU DE QUITTANCE DE PAIEMENT	131 067 322
7233811	REDEVANCE SUR LES MESSAGES INTERNATIONAUX ENTRANT	2 000 000 000
7233813	REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE D'UNE ATTESTATION FISCALE	233 080 000
7233814	REDEVANCE ANNUELLE POUR L'OBTENTION ET RENOUVELLEMENT IT	500 100 000
7233815	REDEVANCE ADMINISTRATIVE DES SERVICES ABREMA	3 600 000 000
7233816	ANNULATION OU MODIFICATION D'UNE DECLARATION DEJA LIQUIDE	4 000 000
7233860	RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	70 088 964 482
7233870	FRAIS D'ACQUISITION D'UNE CARTE D'AGREEMENT DES AGENCES DE TRANSPORT	765 728 041
724	AMENDES ET PENALITE	17 045 950 794
7241	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	7 882 384 180
72410	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	7 882 384 180
7241000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	7 882 384 180
7242	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	267 103 030
72420	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	267 103 030
7242000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	267 103 030
7243	AMENDES JUDICIAIRES	346 473 635
72430	AMENDES JUDICIAIRES	346 473 635
7243000	AMENDES JUDICIAIRES	346 473 635
7248	AUTRES	8 549 989 949
72480	AUTRES	8 549 989 949
7248000	AUTRES	8 549 989 949
728	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX NCA	75 751 643 049
7280	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX NCA	75 751 643 049

Recettes 2024/2025.0

72800	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX NCA	75 751 643 049
7280000	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX NCA	5 096 769 801
7280001	TAXE DE SURETE	29 653 994 368
7280004	FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES	28 000 878 880
7280011	FACTURATION ELECTRONIQUE(MFE)	13 000 000 000
74	PRODUITS FINANCIERS	211 084 800
744	GAINS DE CHANGE	211 084 800
7440	GAINS DE CHANGE	211 084 800
74400	GAINS DE CHANGE	211 084 800
7440000	GAINS DE CHANGE	211 084 800
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	247 357 882 346
781	CESSION D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
7810	CESSION D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
78100	CESSION D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
7810000	CESSION D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
782	PRODUIT DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
7820	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
78200	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
7820000	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
784	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	3 000 000 000
7841	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	3 000 000 000
78410	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	3 000 000 000
7841000	RECUPERATION DES PRODUITS DETOURNES ET MALVERSATIONS	3 000 000 000
788	AUTRES	243 482 717 898
7880	AUTRES	243 482 717 898
78801	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
7880100	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
78802	REMBOURSEMENT AVANCES SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	195 666 717 898
7880200	REMBOURSEMENT AVANCES SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	195 666 717 898
78803	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISIONS	850 000 000
7880300	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISIONS	850 000 000
78804	REMBOURSEMENT CREDITS PARLEMENTAIRES	966 000 000
7880400	REMBOURSEMENT CREDIT PARLEMENTAIRES	966 000 000
78807	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	45 000 000 000
7880700	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	45 000 000 000
Total général		4 626 051 121 082

0	Crédit global (ou réserve budgétaire)	40 081 229 813
0 88	Imprévus	40 081 229 813
0 888	Imprévus	40 081 229 813
0 88888	Imprévus	40 081 229 813
1	Rémunérations des salariés	1 107 525 696 757
1 61	Rémunérations des salariés	1 107 525 696 757
1 611	Rémunérations des sous statuts	633 117 686 883
1 61110	Rémunérations de base	242 942 480 045
1 61130	Indemnités de déplacement	3 330 414 645
1 61140	Primes de technicité	382 894 782 188
1 61150	Primes de rendement	674 281 728
1 61160	Allocations familiales	2 869 628 314
1 61180	Autres	406 099 963
1 612	Rémunérations des sous contrats	207 431 596 611
1 61210	Rémunérations de base	126 857 564 078
1 61240	Primes de technicité	64 444 027 139
1 61250	Primes de rendement	1 258 400 397
1 61260	Allocations familiales	1 453 120 309
1 61280	Autres	13 418 484 688
1 613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	146 597 531 484
1 61310	Rémunérations des vacataires	404 942 376
1 61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	146 147 109 108
1 61340	Rémunérations des journaliers	45 480 000
1 614	Indemnités particulières - pouvoirs publics	22 134 203 492
1 61410	Traitements & indemnités du personnel politique	9 528 431 164
1 61420	Traitements & Indemnités des parlementaires	4 068 597 600
1 61440	Sujétions	5 714 508 216
1 61450	Indemnités de fin de mandats	2 822 666 512
1 615	Primes et indemnités diverses	17 347 306 169
1 61580	Autres	17 347 306 169
1 616	Contributions sociales	80 897 372 118
1 61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	44 360 665 172
1 61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	32 487 323 826

1 61630	Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	559 486 664
1 61680	Autres	3 489 896 456
2	Achats de biens et services	476 725 274 226
2 62	Services extérieurs	136 682 961 489
2 621	Frais de formation du personnel et frais de mission	46 484 767 537
2 62120	Formation au Burundi	5 368 347 939
2 62130	Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	6 425 851 975
2 62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	11 960 621 138
2 62150	Frais de mission des diplomates à l'étranger	820 000 000
2 62160	Frais de mission à l'intérieur	21 909 946 485
2 622	Frais de relations publiques, publicité et intendance	7 470 621 638
2 62220	Fêtes et cérémonies	223 000 000
2 62230	Frais de réceptions, conférences, sommets	3 946 256 002
2 62240	Frais de réunions et de séminaires	197 431 950
2 62250	Frais de contact et renseignement	1 130 065 952
2 62260	Frais d'intendance	1 716 333 334
2 62280	Autres	257 534 400
2 623	Contrats de prestation de services & abonnements	4 846 668 744
2 62310	Frais bancaires	8 000 000
2 62320	Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	172 184 978
2 62330	Frais de télécommunication	2 604 145 965
2 62340	Prestations informatiques	280 000 000
2 62360	Abonnements à Internet	1 710 606 801
2 62370	Abonnements journaux, magazines	10 700 000
2 62380	Autres	61 031 000
2 624	Locations	35 931 749 480
2 62410	Locations immeubles administratifs	25 345 894 332
2 62420	Locations maisons d'habitation	9 786 130 106
2 62430	Locations de véhicules	799 725 042
2 625	Entretiens & réparations	39 433 676 383
2 62510	Entretien de terrains	3 810 827 702
2 62520	Entretien des bâtiments et constructions	114 523 940
2 62550	Entretien & réparations des véhicules	31 200 830 163
2 62560	Entretien & réparations avions officiels	376 685 586
2 62570	Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	1 212 429 150

2 62580	Autres	2 718 379 842
2 626	Assurances	1 186 936 217
2 62610	Assurances de bâtiments	45 053 964
2 62620	Assurances des véhicules	1 052 274 253
2 62680	Autres	89 608 000
2 627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	1 328 541 490
2 62730	Frais d'avocat & contentieux	665 753 664
2 62740	Frais d'interprétariat et de traduction	89 053 600
2 62750	Frais d'étude	18 400 000
2 62760	Assistance technique	495 346 658
2 62780	Autres	59 987 568
2 63	Achats	340 042 312 737
2 631	Fournitures techniques	306 766 915 136
2 63120	Lubrifiants et carburants	33 572 596 423
2 63130	Fournitures des forces armées	164 552 460 601
2 63140	Fournitures des forces de police	91 200 146 017
2 63150	Fournitures agricoles et vétérinaires	15 177 658 440
2 63160	Fournitures médicales et hospitalières	436 357 109
2 63170	Fournitures scolaires et pédagogiques	1 747 885 546
2 63180	Autres	79 811 000
2 632	Fournitures administratives	20 718 394 587
2 63210	Fournitures de bureau et imprimés	15 907 041 176
2 63220	Livres et documentation	4 602 481 411
2 63280	Autres	208 872 000
2 633	Vêtements	1 500 000
2 63300	Vêtements	1 500 000
2 635	Energie et eau	12 555 503 014
2 63510	Electricité	12 531 003 014
2 63580	Autres	24 500 000
3	Intérêts	239 860 327 004
3 64	Charges financières	239 860 327 004
3 641	Intérêts sur emprunts extérieurs	19 608 152 024
3 64110	Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)	9 061 497 396
3 64120	Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)	10 546 654 628
3 642	Intérêt sur emprunts intérieurs	218 752 174 980

3 64220	Intérêts avances consolidées de la BRB	22 753 377 882
3 64230	Intérêts des bons du Trésor	59 432 494 147
3 64240	Intérêts des obligations	123 786 668 000
3 64280	Intérêts sur autres dettes contractualisées	12 779 634 951
3 644	Pertes de change	1 500 000 000
3 64400	Pertes de change	1 500 000 000
4	Investissements	2 565 932 787 094
4 20	Immobilisations incorporelles	13 229 551 745
4 201	Immobilisations incorporelles (études)	13 097 705 785
4 20100	Frais d'étude, de recherche et de développement	41 714 208
4 20110	Frais d'étude, de recherche et de développement	13 055 991 577
4 202	Brevets, licences et droits similaires	131 845 960
4 20200	Brevets, licences et droits similaires	131 845 960
4 21	Immobilisations corporelles	633 878 895 462
4 211	Terrains, gisements et autres actifs naturels	32 615 123 480
4 21110	Terrains	29 285 747 900
4 21120	Gisements	64 000 000
4 21180	Autres	3 265 375 580
4 212	Constructions	185 222 871 282
4 21210	Logements	333 474 802
4 21220	Bâtiments administratifs	129 339 533 316
4 21230	Bâtiments techniques	1 666 505 605
4 21240	Bâtiments militaires	3 542 800 896
4 21250	Bâtiments scolaires	958 500 000
4 21260	Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	744 760 181
4 21280	Autres constructions	48 637 296 482
4 213	Infrastructures	331 492 682 583
4 21310	Routes	41 399 012 656
4 21320	Réseaux adduction d'eau potable	526 266 254
4 21330	Réseaux d'assainissement	1 587 050 987
4 21340	Barrages	944 440 000
4 21370	Electrification et télécommunications	7 882 695 636
4 21380	Autres infrastructures	279 153 217 050
4 214	Matériels, Machines & équipements	84 548 218 117
4 21410	Matériel de transport	2 640 000 000

4 21430	Mobilier et équipements de bureau	8 143 039 055
4 21440	Matériel informatique et de télécommunication	141 833 333
4 21450	Machines et matériels techniques	48 686 712 949
4 21480	Autres machines & équipements	24 936 632 780
4 22	Stocks	248 710 246 000
4 221	Stocks stratégiques	248 710 246 000
4 22180	Autres stocks stratégiques	248 710 246 000
4 26	Titres & participations	53 055 695 676
4 261	Participations au capital	52 403 924 156
4 26110	Participations au capital des Sociétés	52 403 924 156
4 268	Autres titres & participations	651 771 520
4 26800	Autres titres & participations	651 771 520
4 27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	1 617 058 398 211
4 271	Contrepartie nationale (1)	36 823 293 031
4 27100	Contrepartie nationale (1)	36 823 293 031
4 272	Tirages sur emprunts (2)	220 240 672 833
4 27200	Tirages sur emprunts (2)	220 240 672 833
4 273	Tirages sur dons (3)	1 359 994 432 347
4 27300	Tirages sur dons (3)	1 359 994 432 347
5	Subventions	32 000 000
5 65	Subventions aux sociétés	32 000 000
5 653	Subventions aux collectivités territoriales	32 000 000
5 65320	Subventions aux Communes	32 000 000
6	Prestations sociales	1 646 420 681
6 67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	77 812 653 644
6 671	Prestations sociales employeur	31 000 000
6 67180	Autres	31 000 000
6 672	Assistance sociale	1 615 420 681
6 67210	Fonds d'assistance sociale	805 420 681
6 67280	Autres	810 000 000
7	Dons	567 690 810 587
7 66	Allocations - Contributions et Exonérations	567 690 810 587
7 661	Allocations et subsides	305 733 650 430
7 66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	305 733 650 430




7 662	Allocations aux services ministériels (2)	92 975 809 129
7 66200	Allocations aux services ministériels (2)	92 975 809 129
7 664	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	7 659 737 153
7 66400	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	7 603 737 153
7 66410	Université	50 000 000
7 66480	Autres	6 000 000
7 665	Transfert aux fonds spéciaux (5)	10 000 000
7 66550	Fonds spécial sur fonds non affectés	10 000 000
7 666	Contributions aux organisations internationales	49 464 537 269
7 66620	Contributions aux organisations africaines	48 984 537 269
7 66680	Contributions aux autres organisations internationales	480 000 000
7 667	Exonérations accordées (1)	111 847 076 606
7 66710	Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	111 847 076 606
8	Autres charges	76 166 232 963
8 67	Prestations sociales employeur	77 812 653 644
8 673	Autres transferts courants	76 166 232 963
8 67310	Bourses et frais de rapatriement	35 854 133 571
8 67320	Frais de scolarité et d'entretien des élèves	25 896 595 392
8 67340	Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	368 084 000
8 67350	Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	13 997 420 000
8 67380	Autres	50 000 000
9	Remboursement du principal de la dette	1 197 137 233 003
9 16	Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	1 090 932 335 942
9 161	Dettes envers la Banque Centrale	261 135 565 542
9 16110	Avances consolidées	25 729 703 699
9 16130	Avances consolidées de la Banque Centrale	235 405 861 843
9 162	Bons du Trésor	414 355 770 400
9 16200	Bons du Trésor	414 355 770 400
9 163	Obligations	365 441 000 000
9 16300	Obligations	365 441 000 000
9 168	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	50 000 000 000
9 16810	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	50 000 000 000
9 17	Emprunts au titre de la Dette extérieure	106 204 897 061
9 172	Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)	106 204 897 061
9 17212	Capital à rembourser	37 650 919 666




9 17222

Capital à rembourser

68 553 977 395

Total général

6 272 798 012 128



TABLEAU C: CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES
DEPENSES PAR MINISTERE

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	70 064 088 739	0	70 064 088 739
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	19 960 799 362	0	19 960 799 362
61 Rémunérations des salariés	19 960 799 362	0	19 960 799 362
611 Rémunérations des sous statuts	772 800 000	0	772 800 000
61130 Indemnités de déplacement	772 800 000	0	772 800 000
612 Rémunérations des sous contrats	1 385 976 000	0	1 385 976 000
61210 Rémunérations de base	800 294 402	0	800 294 402
61240 Primes de technicité	582 962 982	0	582 962 982
61260 Allocations familiales	2 718 616	0	2 718 616
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	8 203 108 886	0	8 203 108 886
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	8 203 108 886	0	8 203 108 886
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	9 528 431 164	0	9 528 431 164
61410 Traitements & indemnités du personnel politique	9 528 431 164	0	9 528 431 164
616 Contributions sociales	70 483 312	0	70 483 312
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	70 483 312	0	70 483 312
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	12 119 515 691	0	12 119 515 691
62 Services extérieurs	10 645 830 927	0	10 645 830 927
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	6 687 492 456	0	6 687 492 456
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	1 900 000 000	0	1 900 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	3 587 492 456	0	3 587 492 456
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 200 000 000	0	1 200 000 000
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	1 169 280 000	0	1 169 280 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	449 280 000	0	449 280 000
62260 Frais d'intendance	720 000 000	0	720 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	441 565 351	0	441 565 351
62330 Frais de télécommunication	329 565 351	0	329 565 351
62360 Abonnements à Internet	112 000 000	0	112 000 000
625 Entretiens & réparations	2 347 493 120	0	2 347 493 120
62550 Entretien & réparations des véhicules	1 100 000 000	0	1 100 000 000
62560 Entretien & réparations avions officiels	337 685 586	0	337 685 586
62580 Autres	909 807 534	0	909 807 534
63 Achats	1 473 684 764	0	1 473 684 764
631 Fournitures techniques	990 046 135	0	990 046 135
63120 Lubrifiants et carburants	990 046 135	0	990 046 135
632 Fournitures administratives	259 638 629	0	259 638 629

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63210 Fournitures de bureau et imprimés	259 638 629	0	259 638 629
635 Energie et eau	224 000 000	0	224 000 000
63510 Electricité	224 000 000	0	224 000 000
4 INVESTISSEMENTS	7 312 333 702	0	7 312 333 702
20 Immobilisations incorporelles	82 000 000	0	82 000 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	82 000 000	0	82 000 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	82 000 000	0	82 000 000
21 Immobilisations corporelles	7 230 333 702	0	7 230 333 702
214 Matériels, Machines & équipements	7 230 333 702	0	7 230 333 702
21430 Mobilier et équipements de bureau	1 669 950 000	0	1 669 950 000
21450 Machines et matériels techniques	5 560 383 702	0	5 560 383 702
6 PRESTATIONS SOCIALES	35 114 396	0	35 114 396
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	35 114 396	0	35 114 396
672 Assistance sociale	35 114 396	0	35 114 396
67210 Fonds d'assistance sociale	35 114 396	0	35 114 396
7 DONS	30 636 325 588	0	30 636 325 588
66 Allocations - Contributions et Exonérations	30 636 325 588	0	30 636 325 588
661 Allocations et subsides	30 636 325 588	0	30 636 325 588
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	30 636 325 588	0	30 636 325 588
02 VICE-PRESIDENCE	6 273 728 922	0	6 273 728 922
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	1 352 319 706	0	1 352 319 706
61 Rémunérations des salariés	1 352 319 706	0	1 352 319 706
611 Rémunérations des sous statuts	51 600 000	0	51 600 000
61130 Indemnités de déplacement	51 600 000	0	51 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	175 933 807	0	175 933 807
61210 Rémunérations de base	110 119 971	0	110 119 971
61240 Primes de technicité	60 394 793	0	60 394 793
61260 Allocations familiales	5 419 043	0	5 419 043
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 086 913 320	0	1 086 913 320
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 086 913 320	0	1 086 913 320
616 Contributions sociales	37 872 579	0	37 872 579
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	37 872 579	0	37 872 579
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 201 323 071	0	2 201 323 071
62 Services extérieurs	1 709 277 400	0	1 709 277 400
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 093 327 625	0	1 093 327 625

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62130 <i>Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger</i>	273 333 336	0	273 333 336
62140 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	193 083 336	0	193 083 336
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	626 910 953	0	626 910 953
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	276 166 667	0	276 166 667
62220 <i>Fêtes et cérémonies</i>	12 000 000	0	12 000 000
62260 <i>Frais d'intendance</i>	264 166 667	0	264 166 667
623 Contrats de prestation de services & abonnements	36 662 461	0	36 662 461
62320 <i>Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques</i>	721 241	0	721 241
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	22 500 000	0	22 500 000
62360 <i>Abonnements à Internet</i>	13 441 220	0	13 441 220
625 Entretiens & réparations	303 120 647	0	303 120 647
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	254 758 341	0	254 758 341
62580 <i>Autres</i>	48 362 306	0	48 362 306
63 Achats	492 045 671	0	492 045 671
631 Fournitures techniques	420 166 668	0	420 166 668
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	420 166 668	0	420 166 668
632 Fournitures administratives	53 879 003	0	53 879 003
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	53 879 003	0	53 879 003
635 Energie et eau	18 000 000	0	18 000 000
63510 <i>Electricité</i>	18 000 000	0	18 000 000
4 INVESTISSEMENTS	788 756 230	0	788 756 230
20 Immobilisations incorporelles	60 000 000	0	60 000 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	60 000 000	0	60 000 000
20110 <i>Frais d'étude, de recherche et de développement</i>	60 000 000	0	60 000 000
21 Immobilisations corporelles	728 756 230	0	728 756 230
212 Constructions	728 756 230	0	728 756 230
21220 <i>Bâtiments administratifs</i>	728 756 230	0	728 756 230
6 PRESTATIONS SOCIALES	125 517 889	0	125 517 889
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	125 517 889	0	125 517 889
672 Assistance sociale	125 517 889	0	125 517 889
67210 <i>Fonds d'assistance sociale</i>	125 517 889	0	125 517 889
7 DONS	1 805 812 026	0	1 805 812 026
66 Allocations - Contributions et Exonérations	1 805 812 026	0	1 805 812 026
661 Allocations et subsides	1 805 812 026	0	1 805 812 026
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	1 805 812 026	0	1 805 812 026

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
03 PREMIER MINISTERE	4 625 884 389	0	4 625 884 389
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	1 152 787 002	0	1 152 787 002
61 Rémunérations des salariés	1 152 787 002	0	1 152 787 002
611 Rémunérations des sous statuts	339 750 000	0	339 750 000
61130 Indemnités de déplacement	339 750 000	0	339 750 000
612 Rémunérations des sous contrats	211 267 621	0	211 267 621
61210 Rémunérations de base	149 924 502	0	149 924 502
61240 Primes de technicité	58 258 739	0	58 258 739
61260 Allocations familiales	3 084 380	0	3 084 380
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	572 613 537	0	572 613 537
61310 Rémunérations des vacataires	254 942 376	0	254 942 376
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	317 671 161	0	317 671 161
616 Contributions sociales	29 155 844	0	29 155 844
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	29 155 844	0	29 155 844
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 800 779 551	0	2 800 779 551
62 Services extérieurs	1 937 777 881	0	1 937 777 881
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	893 166 666	0	893 166 666
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	231 666 666	0	231 666 666
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	173 500 000	0	173 500 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	488 000 000	0	488 000 000
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	594 166 667	0	594 166 667
62220 Fêtes et cérémonies	30 000 000	0	30 000 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	150 000 000	0	150 000 000
62260 Frais d'intendance	264 166 667	0	264 166 667
62280 Autres	150 000 000	0	150 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	72 444 548	0	72 444 548
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	750 000	0	750 000
62330 Frais de télécommunication	41 150 000	0	41 150 000
62360 Abonnements à Internet	30 544 548	0	30 544 548
625 Entretiens & réparations	378 000 000	0	378 000 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	313 200 000	0	313 200 000
62580 Autres	64 800 000	0	64 800 000
63 Achats	863 001 670	0	863 001 670
631 Fournitures techniques	487 743 200	0	487 743 200
63120 Lubrifiants et carburants	487 743 200	0	487 743 200

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
632 Fournitures administratives	328 425 137	0	328 425 137
63210 Fournitures de bureau et imprimés	328 425 137	0	328 425 137
635 Energie et eau	46 833 333	0	46 833 333
63510 Electricité	46 833 333	0	46 833 333
4 INVESTISSEMENTS	46 506 081	0	46 506 081
20 Immobilisations incorporelles	30 000 000	0	30 000 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	30 000 000	0	30 000 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	30 000 000	0	30 000 000
21 Immobilisations corporelles	16 506 081	0	16 506 081
214 Matériels, Machines & équipements	16 506 081	0	16 506 081
21430 Mobilier et équipements de bureau	16 506 081	0	16 506 081
6 PRESTATIONS SOCIALES	69 760 414	0	69 760 414
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	69 760 414	0	69 760 414
672 Assistance sociale	69 760 414	0	69 760 414
67210 Fonds d'assistance sociale	69 760 414	0	69 760 414
7 DONS	556 051 341	0	556 051 341
66 Allocations - Contributions et Exonérations	556 051 341	0	556 051 341
661 Allocations et subsides	556 051 341	0	556 051 341
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	556 051 341	0	556 051 341
04 SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2 476 342 582	0	2 476 342 582
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	115 165 464	0	115 165 464
61 Rémunérations des salariés	115 165 464	0	115 165 464
611 Rémunérations des sous statuts	96 890 837	0	96 890 837
61110 Rémunérations de base	22 465 158	0	22 465 158
61130 Indemnités de déplacement	55 200 000	0	55 200 000
61140 Primes de technicité	19 022 679	0	19 022 679
61160 Allocations familiales	203 000	0	203 000
612 Rémunérations des sous contrats	16 106 284	0	16 106 284
61210 Rémunérations de base	5 951 128	0	5 951 128
61240 Primes de technicité	9 864 156	0	9 864 156
61260 Allocations familiales	291 000	0	291 000
616 Contributions sociales	2 168 343	0	2 168 343
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	1 852 779	0	1 852 779
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	315 564	0	315 564
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 005 648 791	0	2 005 648 791

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62 Services extérieurs	1 912 424 902	0	1 912 424 902
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	522 000 000	0	522 000 000
62140 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	150 000 000	0	150 000 000
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	372 000 000	0	372 000 000
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	1 328 766 681	0	1 328 766 681
62230 <i>Frais de réceptions, conférences, sommets</i>	1 328 766 681	0	1 328 766 681
623 Contrats de prestation de services & abonnements	32 330 221	0	32 330 221
62320 <i>Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques</i>	259 200	0	259 200
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	17 763 840	0	17 763 840
62360 <i>Abonnements à Internet</i>	14 307 181	0	14 307 181
625 Entretiens & réparations	29 328 000	0	29 328 000
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	21 880 000	0	21 880 000
62580 <i>Autres</i>	7 448 000	0	7 448 000
63 Achats	93 223 889	0	93 223 889
631 Fournitures techniques	48 983 889	0	48 983 889
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	48 983 889	0	48 983 889
632 Fournitures administratives	37 760 000	0	37 760 000
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	37 760 000	0	37 760 000
635 Energie et eau	6 480 000	0	6 480 000
63510 <i>Electricité</i>	6 480 000	0	6 480 000
4 INVESTISSEMENTS	53 875 569	0	53 875 569
21 Immobilisations corporelles	53 875 569	0	53 875 569
214 Matériels, Machines & équipements	53 875 569	0	53 875 569
21430 <i>Mobilier et équipements de bureau</i>	53 875 569	0	53 875 569
7 DONS	301 652 758	0	301 652 758
66 Allocations - Contributions et Exonérations	301 652 758	0	301 652 758
661 Allocations et subsides	301 652 758	0	301 652 758
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	301 652 758	0	301 652 758
05 ASSEMBLEE NATIONALE	27 190 196 522	0	27 190 196 522
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	14 451 873 098	0	14 451 873 098
61 Rémunérations des salariés	14 451 873 098	0	14 451 873 098
611 Rémunérations des sous statuts	2 955 508 145	0	2 955 508 145
61110 <i>Rémunérations de base</i>	1 614 058 085	0	1 614 058 085
61130 <i>Indemnités de déplacement</i>	410 400 000	0	410 400 000
61140 <i>Primes de technicité</i>	906 637 015	0	906 637 015
61160 <i>Allocations familiales</i>	24 413 045	0	24 413 045
612 Rémunérations des sous contrats	708 965 398	0	708 965 398

Crédits votés 2024/2025

	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61250 Primes de rendement	708 965 398	0	708 965 398
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	10 233 085 648	0	10 233 085 648
61420 Traitements & Indemnités des parlementaires	3 089 120 400	0	3 089 120 400
61440 Sujétions	4 321 298 736	0	4 321 298 736
61450 Indemnités de fin de mandats	2 822 666 512	0	2 822 666 512
616 Contributions sociales	554 313 907	0	554 313 907
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	177 348 915	0	177 348 915
61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	376 964 992	0	376 964 992
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	10 152 067 650	0	10 152 067 650
62 Services extérieurs	8 003 697 879	0	8 003 697 879
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	4 096 908 795	0	4 096 908 795
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	2 180 150 000	0	2 180 150 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 916 758 795	0	1 916 758 795
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	336 000 000	0	336 000 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	152 000 000	0	152 000 000
62260 Frais d'intendance	184 000 000	0	184 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	219 092 812	0	219 092 812
62330 Frais de télécommunication	66 354 000	0	66 354 000
62360 Abonnements à Internet	152 738 812	0	152 738 812
624 Locations	108 000 000	0	108 000 000
62420 Locations maisons d'habitation	108 000 000	0	108 000 000
625 Entretiens & réparations	2 449 452 300	0	2 449 452 300
62510 Entretien de terrains	396 226 100	0	396 226 100
62550 Entretien & réparations des véhicules	1 667 500 828	0	1 667 500 828
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	200 000 000	0	200 000 000
62580 Autres	185 725 372	0	185 725 372
626 Assurances	527 944 972	0	527 944 972
62610 Assurances de bâtiments	45 053 964	0	45 053 964
62620 Assurances des véhicules	482 891 008	0	482 891 008
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	266 299 000	0	266 299 000
62760 Assistance technique	266 299 000	0	266 299 000
63 Achats	2 148 369 771	0	2 148 369 771
631 Fournitures techniques	1 520 765 310	0	1 520 765 310
63120 Lubrifiants et carburants	1 520 765 310	0	1 520 765 310
632 Fournitures administratives	558 496 481	0	558 496 481




				Crédits votés 2024/2025		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total		
	63210 Fournitures de bureau et imprimés	558 496 481	0	558 496 481		
635	Energie et eau	69 107 980	0	69 107 980		
	63510 Electricité	69 107 980	0	69 107 980		
4	INVESTISSEMENTS	830 396 312	0	830 396 312		
	21 Immobilisations corporelles	830 396 312	0	830 396 312		
	214 Matériels, Machines & équipements	830 396 312	0	830 396 312		
	21430 Mobilier et équipements de bureau	830 396 312	0	830 396 312		
6	PRESTATIONS SOCIALES	147 488 651	0	147 488 651		
	67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	147 488 651	0	147 488 651		
	672 Assistance sociale	147 488 651	0	147 488 651		
	67210 Fonds d'assistance sociale	147 488 651	0	147 488 651		
7	DONS	1 608 370 811	0	1 608 370 811		
	66 Allocations - Contributions et Exonérations	1 608 370 811	0	1 608 370 811		
	661 Allocations et subsides	1 608 370 811	0	1 608 370 811		
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 608 370 811	0	1 608 370 811		
06	SENAT	16 238 132 241	0	16 238 132 241		
1	REMUNERATIONS DES SALARIES	6 344 819 148	0	6 344 819 148		
	61 Rémunérations des salariés	6 344 819 148	0	6 344 819 148		
	611 Rémunérations des sous statuts	3 064 286 117	0	3 064 286 117		
	61110 Rémunérations de base	2 094 409 741	0	2 094 409 741		
	61130 Indemnités de déplacement	303 000 000	0	303 000 000		
	61140 Primes de technicité	655 020 376	0	655 020 376		
	61160 Allocations familiales	11 856 000	0	11 856 000		
	612 Rémunérations des sous contrats	551 774 999	0	551 774 999		
	61250 Primes de rendement	549 434 999	0	549 434 999		
	61260 Allocations familiales	2 340 000	0	2 340 000		
	614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	2 372 686 680	0	2 372 686 680		
	61420 Traitements & Indemnités des parlementaires	979 477 200	0	979 477 200		
	61440 Sujétions	1 393 209 480	0	1 393 209 480		
	616 Contributions sociales	356 071 352	0	356 071 352		
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	173 549 680	0	173 549 680		
	61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	182 521 672	0	182 521 672		
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	6 817 962 759	0	6 817 962 759		
	62 Services extérieurs	5 219 974 657	0	5 219 974 657		
	621 Frais de formation du personnel et frais de mission	3 339 021 973	0	3 339 021 973		




Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62130 <i>Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger</i>	1 640 701 973	0	1 640 701 973
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	1 698 320 000	0	1 698 320 000
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	406 566 561	0	406 566 561
62230 <i>Frais de réceptions, conférences, sommets</i>	222 566 561	0	222 566 561
62260 <i>Frais d'intendance</i>	184 000 000	0	184 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	236 044 400	0	236 044 400
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	62 604 400	0	62 604 400
62360 <i>Abonnements à Internet</i>	173 440 000	0	173 440 000
624 Locations	245 414 642	0	245 414 642
62410 <i>Locations immeubles administratifs</i>	18 000 000	0	18 000 000
62420 <i>Locations maisons d'habitation</i>	108 000 000	0	108 000 000
62430 <i>Locations de véhicules</i>	119 414 642	0	119 414 642
625 Entretiens & réparations	776 769 919	0	776 769 919
62510 <i>Entretien de terrains</i>	203 987 170	0	203 987 170
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	396 491 085	0	396 491 085
62580 <i>Autres</i>	176 291 664	0	176 291 664
626 Assurances	177 090 001	0	177 090 001
62620 <i>Assurances des véhicules</i>	177 090 001	0	177 090 001
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	39 067 161	0	39 067 161
62760 <i>Assistance technique</i>	39 067 161	0	39 067 161
63 Achats	1 597 988 102	0	1 597 988 102
631 Fournitures techniques	1 177 225 944	0	1 177 225 944
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	1 177 225 944	0	1 177 225 944
632 Fournitures administratives	375 442 158	0	375 442 158
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	375 442 158	0	375 442 158
635 Energie et eau	45 320 000	0	45 320 000
63510 <i>Electricité</i>	45 320 000	0	45 320 000
4 INVESTISSEMENTS	2 004 304 434	0	2 004 304 434
20 Immobilisations incorporelles	191 872 154	0	191 872 154
201 Immobilisations incorporelles (études)	191 872 154	0	191 872 154
20110 <i>Frais d'étude, de recherche et de développement</i>	191 872 154	0	191 872 154
21 Immobilisations corporelles	1 812 432 280	0	1 812 432 280
214 Matériels, Machines & équipements	1 812 432 280	0	1 812 432 280
21430 <i>Mobilier et équipements de bureau</i>	1 767 432 280	0	1 767 432 280
21450 <i>Machines et matériels techniques</i>	45 000 000	0	45 000 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	111 546 243	0	111 546 243

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	111 546 243	0	111 546 243
672 Assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
67210 Fonds d'assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
7 DONS	959 499 657	0	959 499 657
66 Allocations - Contributions et Exonérations	959 499 657	0	959 499 657
661 Allocations et subsides	959 499 657	0	959 499 657
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	959 499 657	0	959 499 657
07 COUR DES COMPTES	1 444 177 402	0	1 444 177 402
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	875 372 704	0	875 372 704
61 Rémunérations des salariés	875 372 704	0	875 372 704
611 Rémunérations des sous statuts	595 200 000	0	595 200 000
61110 Rémunérations de base	573 600 000	0	573 600 000
61130 Indemnités de déplacement	21 600 000	0	21 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	216 603 534	0	216 603 534
61210 Rémunérations de base	193 059 534	0	193 059 534
61240 Primes de technicité	21 120 000	0	21 120 000
61260 Allocations familiales	2 424 000	0	2 424 000
616 Contributions sociales	63 569 170	0	63 569 170
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	39 852 000	0	39 852 000
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	23 717 170	0	23 717 170
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	488 353 277	0	488 353 277
62 Services extérieurs	402 010 710	0	402 010 710
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	270 372 950	0	270 372 950
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	70 372 950	0	70 372 950
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	10 500 000	0	10 500 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	10 500 000	0	10 500 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	30 776 796	0	30 776 796
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	1 080 000	0	1 080 000
62330 Frais de télécommunication	11 012 796	0	11 012 796
62360 Abonnements à Internet	18 684 000	0	18 684 000
625 Entretiens & réparations	67 632 270	0	67 632 270
62510 Entretien de terrains	15 000 000	0	15 000 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	35 000 000	0	35 000 000




Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62580 Autres	17 632 270	0	17 632 270
626 Assurances	22 728 694	0	22 728 694
62620 Assurances des véhicules	22 728 694	0	22 728 694
63 Achats	86 342 567	0	86 342 567
631 Fournitures techniques	31 320 000	0	31 320 000
63120 Lubrifiants et carburants	31 320 000	0	31 320 000
632 Fournitures administratives	47 687 000	0	47 687 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	47 687 000	0	47 687 000
635 Energie et eau	7 335 567	0	7 335 567
63510 Electricité	7 335 567	0	7 335 567
6 PRESTATIONS SOCIALES	3 000 000	0	3 000 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	3 000 000	0	3 000 000
672 Assistance sociale	3 000 000	0	3 000 000
67210 Fonds d'assistance sociale	3 000 000	0	3 000 000
7 DONS	77 451 421	0	77 451 421
66 Allocations - Contributions et Exonérations	77 451 421	0	77 451 421
661 Allocations et subsides	72 495 986	0	72 495 986
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	72 495 986	0	72 495 986
666 Contributions aux organisations internationales	4 955 435	0	4 955 435
66620 Contributions aux organisations africaines	4 955 435	0	4 955 435
08 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	70 739 452 520	0	70 739 452 520
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	1 814 932 711	0	1 814 932 711
61 Rémunérations des salariés	1 814 932 711	0	1 814 932 711
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 814 932 711	0	1 814 932 711
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 814 932 711	0	1 814 932 711
7 DONS	68 924 519 809	0	68 924 519 809
66 Allocations - Contributions et Exonérations	68 924 519 809	0	68 924 519 809
661 Allocations et subsides	68 924 519 809	0	68 924 519 809
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	68 924 519 809	0	68 924 519 809
11 MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	373 822 946 819	26 449 763 174	400 272 709 993
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	119 358 643 691	0	119 358 643 691
61 Rémunérations des salariés	119 358 643 691	0	119 358 643 691
611 Rémunérations des sous statuts	34 495 796 377	0	34 495 796 377
61110 Rémunérations de base	23 741 449 098	0	23 741 449 098
61140 Primes de technicité	10 582 104 912	0	10 582 104 912

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61160 Allocations familiales	172 242 367	0	172 242 367
612 Rémunérations des sous contrats	62 067 549 119	0	62 067 549 119
61210 Rémunérations de base	36 299 037 527	0	36 299 037 527
61240 Primes de technicité	12 208 101 652	0	12 208 101 652
61260 Allocations familiales	461 532 252	0	461 532 252
61280 Autres	13 098 877 688	0	13 098 877 688
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	3 719 457 000	0	3 719 457 000
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	3 719 457 000	0	3 719 457 000
616 Contributions sociales	19 075 841 195	0	19 075 841 195
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	4 548 342 522	0	4 548 342 522
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	13 343 098 673	0	13 343 098 673
61680 Autres	1 184 400 000	0	1 184 400 000
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	120 338 695 587	0	120 338 695 587
62 Services extérieurs	16 141 615 875	0	16 141 615 875
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 776 641 556	0	2 776 641 556
62120 Formation au Burundi	149 999 993	0	149 999 993
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	280 000 000	0	280 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	2 346 641 563	0	2 346 641 563
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	428 599 000	0	428 599 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	145 999 000	0	145 999 000
62250 Frais de contact et renseignement	282 600 000	0	282 600 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	616 681 637	0	616 681 637
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	3 414 773	0	3 414 773
62330 Frais de télécommunication	463 224 312	0	463 224 312
62360 Abonnements à Internet	150 042 552	0	150 042 552
624 Locations	4 109 615 496	0	4 109 615 496
62410 Locations immeubles administratifs	670 696 104	0	670 696 104
62420 Locations maisons d'habitation	3 438 919 392	0	3 438 919 392
625 Entretiens & réparations	8 210 078 186	0	8 210 078 186
62510 Entretien de terrains	279 227 100	0	279 227 100
62550 Entretien & réparations des véhicules	7 776 726 716	0	7 776 726 716
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	101 329 150	0	101 329 150
62580 Autres	52 795 220	0	52 795 220
63 Achats	104 197 079 712	0	104 197 079 712
631 Fournitures techniques	102 271 722 000	0	102 271 722 000

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	11 071 575 983	0	11 071 575 983
63140 <i>Fournitures des forces de police</i>	91 200 146 017	0	91 200 146 017
632 Fournitures administratives	200 820 800	0	200 820 800
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	186 672 800	0	186 672 800
63280 <i>Autres</i>	14 148 000	0	14 148 000
635 Energie et eau	1 724 536 912	0	1 724 536 912
63510 <i>Electricité</i>	1 724 536 912	0	1 724 536 912
4 INVESTISSEMENTS	117 480 337 642	26 449 763 174	143 930 100 816
21 Immobilisations corporelles	116 758 935 067	0	116 758 935 067
212 Constructions	80 775 124 605	0	80 775 124 605
21220 <i>Bâtiments administratifs</i>	80 180 000 000	0	80 180 000 000
21230 <i>Bâtiments techniques</i>	595 124 605	0	595 124 605
214 Matériels, Machines & équipements	35 983 810 462	0	35 983 810 462
21430 <i>Mobilier et équipements de bureau</i>	653 390 511	0	653 390 511
21450 <i>Machines et matériels techniques</i>	35 330 419 951	0	35 330 419 951
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	721 402 575	26 449 763 174	27 171 165 749
271 Contrepartie nationale (1)	721 402 575	0	721 402 575
27100 <i>Contrepartie nationale (1)</i>	721 402 575	0	721 402 575
273 Tirages sur dons (3)	0	26 449 763 174	26 449 763 174
27300 <i>Tirages sur dons (3)</i>	0	26 449 763 174	26 449 763 174
5 SUBVENTIONS	32 000 000	0	32 000 000
65 Subventions aux sociétés	32 000 000	0	32 000 000
653 Subventions aux collectivités territoriales	32 000 000	0	32 000 000
65320 <i>Subventions aux Communes</i>	32 000 000	0	32 000 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	660 000 000	0	660 000 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	660 000 000	0	660 000 000
672 Assistance sociale	660 000 000	0	660 000 000
67280 <i>Autres</i>	660 000 000	0	660 000 000
7 DONS	15 049 647 080	0	15 049 647 080
66 Allocations - Contributions et Exonérations	15 049 647 080	0	15 049 647 080
661 Allocations et subsides	14 569 647 080	0	14 569 647 080
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	14 569 647 080	0	14 569 647 080
666 Contributions aux organisations internationales	480 000 000	0	480 000 000
66680 <i>Contributions aux autres organisations internationales</i>	480 000 000	0	480 000 000
8 AUTRES CHARGES	903 622 819	0	903 622 819
67 Prestations sociales employeur	903 622 819	0	903 622 819

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
673 Autres transferts courants	903 622 819	0	903 622 819
67310 Bourses et frais de rapatriement	903 622 819	0	903 622 819
12 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	86 374 299 643	0	86 374 299 643
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	21 312 120 905	0	21 312 120 905
61 Rémunérations des salariés	21 312 120 905	0	21 312 120 905
611 Rémunérations des sous statuts	1 247 755 557	0	1 247 755 557
61110 Rémunérations de base	360 677 269	0	360 677 269
61130 Indemnités de déplacement	96 000 000	0	96 000 000
61140 Primes de technicité	788 108 888	0	788 108 888
61160 Allocations familiales	2 969 400	0	2 969 400
612 Rémunérations des sous contrats	88 225 304	0	88 225 304
61210 Rémunérations de base	29 829 629	0	29 829 629
61240 Primes de technicité	56 250 435	0	56 250 435
61260 Allocations familiales	2 145 240	0	2 145 240
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	19 931 984 326	0	19 931 984 326
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	19 931 984 326	0	19 931 984 326
616 Contributions sociales	44 155 718	0	44 155 718
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	43 281 272	0	43 281 272
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	874 446	0	874 446
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	23 927 694 169	0	23 927 694 169
62 Services extérieurs	23 506 468 851	0	23 506 468 851
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 100 000 000	0	2 100 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	1 200 000 000	0	1 200 000 000
62150 Frais de mission des diplomates à l'étranger	820 000 000	0	820 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	80 000 000	0	80 000 000
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	631 404 112	0	631 404 112
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	264 403 760	0	264 403 760
62250 Frais de contact et renseignement	259 465 952	0	259 465 952
62280 Autres	107 534 400	0	107 534 400
623 Contrats de prestation de services & abonnements	254 426 185	0	254 426 185
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	12 623 520	0	12 623 520
62330 Frais de télécommunication	36 400 000	0	36 400 000
62360 Abonnements à Internet	144 371 665	0	144 371 665
62380 Autres	61 031 000	0	61 031 000

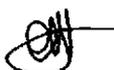
Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
624 Locations	19 737 074 057	0	19 737 074 057
62410 Locations immeubles administratifs	19 534 674 057	0	19 534 674 057
62430 Locations de véhicules	202 400 000	0	202 400 000
625 Entretiens & réparations	593 584 000	0	593 584 000
62510 Entretien de terrains	108 640 000	0	108 640 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	249 000 000	0	249 000 000
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	90 744 000	0	90 744 000
62580 Autres	145 200 000	0	145 200 000
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	189 980 497	0	189 980 497
62760 Assistance technique	189 980 497	0	189 980 497
63 Achats	421 225 318	0	421 225 318
631 Fournitures techniques	216 000 000	0	216 000 000
63120 Lubrifiants et carburants	216 000 000	0	216 000 000
632 Fournitures administratives	178 517 524	0	178 517 524
63210 Fournitures de bureau et imprimés	178 517 524	0	178 517 524
635 Energie et eau	26 707 794	0	26 707 794
63510 Electricité	26 707 794	0	26 707 794
4 INVESTISSEMENTS	286 862 591	0	286 862 591
21 Immobilisations corporelles	286 862 591	0	286 862 591
212 Constructions	286 862 591	0	286 862 591
21220 Bâtiments administratifs	286 862 591	0	286 862 591
7 DONS	40 847 621 978	0	40 847 621 978
66 Allocations - Contributions et Exonérations	40 847 621 978	0	40 847 621 978
661 Allocations et subsides	20 414 848 017	0	20 414 848 017
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	20 414 848 017	0	20 414 848 017
666 Contributions aux organisations internationales	20 432 773 961	0	20 432 773 961
66620 Contributions aux organisations africaines	20 432 773 961	0	20 432 773 961
13 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	495 576 461 114	0	495 576 461 114
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	220 469 500 541	0	220 469 500 541
61 Rémunérations des salariés	220 469 500 541	0	220 469 500 541
611 Rémunérations des sous statuts	67 109 415 088	0	67 109 415 088
61110 Rémunérations de base	42 198 442 837	0	42 198 442 837
61140 Primes de technicité	24 583 115 851	0	24 583 115 851
61160 Allocations familiales	327 856 400	0	327 856 400
612 Rémunérations des sous contrats	123 429 532 238	0	123 429 532 238
61210 Rémunérations de base	85 390 014 739	0	85 390 014 739

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61240 Primes de technicité	37 330 108 699	0	37 330 108 699
61260 Allocations familiales	709 408 800	0	709 408 800
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	40 855 993	0	40 855 993
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	40 855 993	0	40 855 993
616 Contributions sociales	29 889 697 222	0	29 889 697 222
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	9 125 592 080	0	9 125 592 080
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	18 458 608 686	0	18 458 608 686
61680 Autres	2 305 496 456	0	2 305 496 456
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	217 614 296 492	0	217 614 296 492
62 Services extérieurs	27 184 313 755	0	27 184 313 755
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	5 090 622 474	0	5 090 622 474
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	1 431 545 346	0	1 431 545 346
62160 Frais de mission à l'intérieur	3 659 077 128	0	3 659 077 128
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	1 267 100 000	0	1 267 100 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	961 100 000	0	961 100 000
62250 Frais de contact et renseignement	306 000 000	0	306 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	250 011 400	0	250 011 400
62330 Frais de télécommunication	250 011 400	0	250 011 400
624 Locations	5 897 520 000	0	5 897 520 000
62420 Locations maisons d'habitation	5 897 520 000	0	5 897 520 000
625 Entretiens & réparations	14 679 059 881	0	14 679 059 881
62550 Entretien & réparations des véhicules	14 679 059 881	0	14 679 059 881
63 Achats	190 429 982 737	0	190 429 982 737
631 Fournitures techniques	179 469 215 113	0	179 469 215 113
63120 Lubrifiants et carburants	14 916 754 512	0	14 916 754 512
63130 Fournitures des forces armées	164 552 460 601	0	164 552 460 601
632 Fournitures administratives	2 425 870 000	0	2 425 870 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	2 425 870 000	0	2 425 870 000
635 Energie et eau	8 534 897 624	0	8 534 897 624
63510 Electricité	8 534 897 624	0	8 534 897 624
4 INVESTISSEMENTS	14 046 108 414	0	14 046 108 414
21 Immobilisations corporelles	14 046 108 414	0	14 046 108 414
212 Constructions	14 046 108 414	0	14 046 108 414
21220 Bâtiments administratifs	10 503 307 518	0	10 503 307 518
21240 Bâtiments militaires	3 542 800 896	0	3 542 800 896
7 DONNS	39 226 596 179	0	39 226 596 179

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66 Allocations - Contributions et Exonérations	39 226 596 179	0	39 226 596 179
661 Allocations et subsides	38 517 221 987	0	38 517 221 987
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	38 517 221 987	0	38 517 221 987
666 Contributions aux organisations internationales	709 374 192	0	709 374 192
66620 Contributions aux organisations africaines	709 374 192	0	709 374 192
8 AUTRES CHARGES	4 219 959 488	0	4 219 959 488
67 Prestations sociales employeur	4 219 959 488	0	4 219 959 488
673 Autres transferts courants	4 219 959 488	0	4 219 959 488
67310 Bourses et frais de rapatriement	4 219 959 488	0	4 219 959 488
14 MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE	1 740 716 497 778	251 778 377 017	1 992 494 874 795
0 CREDIT GLOBAL (OU RESERVE BUDGETAIRE)	40 081 229 813	0	40 081 229 813
88 Imprévus	40 081 229 813	0	40 081 229 813
888 Imprévus	40 081 229 813	0	40 081 229 813
88888 Imprévus	40 081 229 813	0	40 081 229 813
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	37 526 023 569	0	37 526 023 569
61 Rémunérations des salariés	37 526 023 569	0	37 526 023 569
611 Rémunérations des sous statuts	3 198 735 110	0	3 198 735 110
61110 Rémunérations de base	677 881 393	0	677 881 393
61130 Indemnités de déplacement	105 600 000	0	105 600 000
61140 Primes de technicité	1 733 555 989	0	1 733 555 989
61150 Primes de rendement	674 281 728	0	674 281 728
61160 Allocations familiales	7 416 000	0	7 416 000
612 Rémunérations des sous contrats	755 383 330	0	755 383 330
61210 Rémunérations de base	706 119 195	0	706 119 195
61240 Primes de technicité	48 026 598	0	48 026 598
61260 Allocations familiales	1 237 537	0	1 237 537
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	33 131 820 000	0	33 131 820 000
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	33 131 820 000	0	33 131 820 000
615 Primes et indemnités diverses	324 200 000	0	324 200 000
61580 Autres	324 200 000	0	324 200 000
616 Contributions sociales	115 885 129	0	115 885 129
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	114 832 873	0	114 832 873
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	1 052 256	0	1 052 256
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	12 918 001 454	0	12 918 001 454
62 Services extérieurs	8 075 734 254	0	8 075 734 254

Crédits votés 2024/2025				
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total	
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	2 716 213 982	0	2 716 213 982
	62120 Formation au Burundi	1 446 213 982	0	1 446 213 982
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	1 120 000 000	0	1 120 000 000
	62160 Frais de mission à l'intérieur	150 000 000	0	150 000 000
622	Frais de relations publiques, publicité et intendance	120 000 000	0	120 000 000
	62250 Frais de contact et renseignement	120 000 000	0	120 000 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements	1 344 324 000	0	1 344 324 000
	62310 Frais bancaires	8 000 000	0	8 000 000
	62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	12 572 000	0	12 572 000
	62330 Frais de télécommunication	918 952 000	0	918 952 000
	62340 Prestations informatiques	280 000 000	0	280 000 000
	62360 Abonnements à Internet	124 800 000	0	124 800 000
625	Entretiens & réparations	3 895 196 272	0	3 895 196 272
	62510 Entretien de terrains	170 467 272	0	170 467 272
	62550 Entretien & réparations des véhicules	2 737 873 000	0	2 737 873 000
	62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	461 856 000	0	461 856 000
	62580 Autres	525 000 000	0	525 000 000
63	Achats	4 842 267 200	0	4 842 267 200
631	Fournitures techniques	419 349 000	0	419 349 000
	63120 Lubrifiants et carburants	404 349 000	0	404 349 000
	63180 Autres	15 000 000	0	15 000 000
632	Fournitures administratives	4 042 918 200	0	4 042 918 200
	63210 Fournitures de bureau et imprimés	4 042 918 200	0	4 042 918 200
635	Energie et eau	380 000 000	0	380 000 000
	63510 Electricité	380 000 000	0	380 000 000
3	INTERETS	239 860 327 004	0	239 860 327 004
64	Charges financières	239 860 327 004	0	239 860 327 004
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	19 608 152 024	0	19 608 152 024
	64110 Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)	9 061 497 396	0	9 061 497 396
	64120 Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)	10 546 654 628	0	10 546 654 628
642	Intérêt sur emprunts intérieurs	218 752 174 980	0	218 752 174 980
	64220 Intérêts avances consolidées de la BRB	22 753 377 882	0	22 753 377 882
	64230 Intérêts des bons du Trésor	59 432 494 147	0	59 432 494 147
	64240 Intérêts des obligations	123 786 668 000	0	123 786 668 000
	64280 Intérêts sur autres dettes contractualisées	12 779 634 951	0	12 779 634 951

				Crédits votés 2024/2025		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total		
644	Pertes de change	1 500 000 000	0	1 500 000 000		
	64400 Pertes de change	1 500 000 000	0	1 500 000 000		
4	INVESTISSEMENTS	58 061 011 989	251 778 377 017	309 839 389 006		
21	Immobilisations corporelles	31 579 488 149	0	31 579 488 149		
212	Constructions	29 069 401 947	0	29 069 401 947		
	21220 Bâtiments administratifs	29 069 401 947	0	29 069 401 947		
214	Matériels, Machines & équipements	2 510 086 202	0	2 510 086 202		
	21430 Mobilier et équipements de bureau	1 853 576 534	0	1 853 576 534		
	21440 Matériel informatique et de télécommunication	38 000 000	0	38 000 000		
	21450 Machines et matériels techniques	618 509 668	0	618 509 668		
26	Titres & participations	26 450 939 610	0	26 450 939 610		
261	Participations au capital	26 450 939 610	0	26 450 939 610		
	26110 Participations au capital des Sociétés	26 450 939 610	0	26 450 939 610		
27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	30 584 230	251 778 377 017	251 808 961 247		
271	Contrepartie nationale (1)	30 584 230	0	30 584 230		
	27100 Contrepartie nationale (1)	30 584 230	0	30 584 230		
273	Tirages sur dons (3)	0	251 778 377 017	251 778 377 017		
	27300 Tirages sur dons (3)	0	251 778 377 017	251 778 377 017		
7	DONS	155 132 670 946	0	155 132 670 946		
66	Allocations - Contributions et Exonérations	155 132 670 946	0	155 132 670 946		
661	Allocations et subsides	42 275 594 340	0	42 275 594 340		
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	42 275 594 340	0	42 275 594 340		
665	Transfert aux fonds spéciaux (5)	10 000 000	0	10 000 000		
	66550 Fonds spécial sur fonds non affectés	10 000 000	0	10 000 000		
666	Contributions aux organisations internationales	1 000 000 000	0	1 000 000 000		
	66620 Contributions aux organisations africaines	1 000 000 000	0	1 000 000 000		
667	Exonérations accordées (1)	111 847 076 606	0	111 847 076 606		
	66710 Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	111 847 076 606	0	111 847 076 606		
9	REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE	1 197 137 233 003	0	1 197 137 233 003		
16	Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	1 090 932 335 942	0	1 090 932 335 942		
161	Dettes envers la Banque Centrale	261 135 565 542	0	261 135 565 542		
	16110 Avances consolidées	25 729 703 699	0	25 729 703 699		
	16130 Avances consolidées de la Banque Centrale	235 405 861 843	0	235 405 861 843		
162	Bons du Trésor	414 355 770 400	0	414 355 770 400		
	16200 Bons du Trésor	414 355 770 400	0	414 355 770 400		
163	Obligations	365 441 000 000	0	365 441 000 000		




				Crédits votés 2024/2025		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	16300	Obligations		365 441 000 000	0	365 441 000 000
168		Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées		50 000 000 000	0	50 000 000 000
	16810	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées		50 000 000 000	0	50 000 000 000
17		Emprunts au titre de la Dette extérieure		106 204 897 061	0	106 204 897 061
172		Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)		106 204 897 061	0	106 204 897 061
	17212	Capital à rembourser		37 650 919 666	0	37 650 919 666
	17222	Capital à rembourser		68 553 977 395	0	68 553 977 395
16	MINISTERE DE LA JUSTICE			51 695 812 597	362 347 637	52 058 160 234
1	REMUNERATIONS DES SALARIES			17 562 007 655	0	17 562 007 655
61	Rémunérations des salariés			17 562 007 655	0	17 562 007 655
611	Rémunérations des sous statuts			11 702 558 255	0	11 702 558 255
	61110	Rémunérations de base		3 953 549 585	0	3 953 549 585
	61130	Indemnités de déplacement		39 600 000	0	39 600 000
	61140	Primes de technicité		7 657 784 670	0	7 657 784 670
	61160	Allocations familiales		51 624 000	0	51 624 000
612	Rémunérations des sous contrats			535 210 626	0	535 210 626
	61210	Rémunérations de base		64 182 846	0	64 182 846
	61240	Primes de technicité		447 831 780	0	447 831 780
	61260	Allocations familiales		23 196 000	0	23 196 000
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels			4 529 470 227	0	4 529 470 227
	61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)		4 529 470 227	0	4 529 470 227
615	Primes et indemnités diverses			73 500 001	0	73 500 001
	61580	Autres		73 500 001	0	73 500 001
616	Contributions sociales			721 268 546	0	721 268 546
	61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts		711 641 119	0	711 641 119
	61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats		9 627 427	0	9 627 427
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES			19 153 359 831	0	19 153 359 831
62	Services extérieurs			5 903 101 069	0	5 903 101 069
621	Frais de formation du personnel et frais de mission			4 383 241 117	0	4 383 241 117
	62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger		100 000 000	0	100 000 000
	62160	Frais de mission à l'intérieur		4 283 241 117	0	4 283 241 117
622	Frais de relations publiques, publicité et intendance			52 000 000	0	52 000 000
	62250	Frais de contact et renseignement		52 000 000	0	52 000 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements			190 000 000	0	190 000 000

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62320 <i>Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques</i>	20 000 000	0	20 000 000
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	70 000 000	0	70 000 000
62360 <i>Abonnements à Internet</i>	100 000 000	0	100 000 000
625 Entretien & réparations	612 106 288	0	612 106 288
62510 <i>Entretien de terrains</i>	86 500 000	0	86 500 000
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	481 576 900	0	481 576 900
62580 <i>Autres</i>	44 029 388	0	44 029 388
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	665 753 664	0	665 753 664
62730 <i>Frais d'avocat & contentieux</i>	665 753 664	0	665 753 664
63 Achats	13 250 258 762	0	13 250 258 762
631 Fournitures techniques	11 934 693 920	0	11 934 693 920
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	526 206 952	0	526 206 952
63150 <i>Fournitures agricoles et vétérinaires</i>	11 408 486 968	0	11 408 486 968
632 Fournitures administratives	1 155 568 889	0	1 155 568 889
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	1 155 568 889	0	1 155 568 889
635 Energie et eau	159 995 953	0	159 995 953
63510 <i>Electricité</i>	159 995 953	0	159 995 953
4 INVESTISSEMENTS	4 170 009 977	362 347 637	4 532 357 614
21 Immobilisations corporelles	4 170 009 977	0	4 170 009 977
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	24 000 000	0	24 000 000
21110 <i>Terrains</i>	24 000 000	0	24 000 000
212 Constructions	590 509 977	0	590 509 977
21220 <i>Bâtiments administratifs</i>	590 509 977	0	590 509 977
214 Matériels, Machines & équipements	3 555 500 000	0	3 555 500 000
21410 <i>Matériel de transport</i>	2 640 000 000	0	2 640 000 000
21430 <i>Mobilier et équipements de bureau</i>	273 500 000	0	273 500 000
21450 <i>Machines et matériels techniques</i>	642 000 000	0	642 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	0	362 347 637	362 347 637
273 Tirages sur dons (3)	0	362 347 637	362 347 637
27300 <i>Tirages sur dons (3)</i>	0	362 347 637	362 347 637
6 PRESTATIONS SOCIALES	12 193 088	0	12 193 088
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	12 193 088	0	12 193 088
672 Assistance sociale	12 193 088	0	12 193 088
67210 <i>Fonds d'assistance sociale</i>	12 193 088	0	12 193 088
7 DONS	10 798 242 046	0	10 798 242 046
66 Allocations - Contributions et Exonérations	10 798 242 046	0	10 798 242 046




Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
661 Allocations et subsides	10 792 007 441	0	10 792 007 441
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	10 792 007 441	0	10 792 007 441
662 Allocations aux services ministériels (2)	6 234 605	0	6 234 605
66200 Allocations aux services ministériels (2)	6 234 605	0	6 234 605
19 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	13 383 963 732	0	13 383 963 732
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	7 080 118 109	0	7 080 118 109
61 Rémunérations des salariés	7 080 118 109	0	7 080 118 109
611 Rémunérations des sous statuts	4 258 228 963	0	4 258 228 963
61110 Rémunérations de base	1 871 036 551	0	1 871 036 551
61130 Indemnités de déplacement	271 956 000	0	271 956 000
61140 Primes de technicité	1 998 924 449	0	1 998 924 449
61160 Allocations familiales	16 812 000	0	16 812 000
61180 Autres	99 499 963	0	99 499 963
612 Rémunérations des sous contrats	427 442 289	0	427 442 289
61210 Rémunérations de base	13 388 389	0	13 388 389
61240 Primes de technicité	119 682 900	0	119 682 900
61260 Allocations familiales	4 764 000	0	4 764 000
61280 Autres	289 607 000	0	289 607 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 049 502 157	0	2 049 502 157
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 049 502 157	0	2 049 502 157
615 Primes et indemnités diverses	201 886 993	0	201 886 993
61580 Autres	201 886 993	0	201 886 993
616 Contributions sociales	143 057 707	0	143 057 707
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	141 045 191	0	141 045 191
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 012 516	0	2 012 516
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	1 469 278 090	0	1 469 278 090
62 Services extérieurs	794 175 900	0	794 175 900
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	340 000 000	0	340 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	140 000 000	0	140 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	22 800 184	0	22 800 184
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	10 418 200	0	10 418 200
62330 Frais de télécommunication	12 381 984	0	12 381 984
625 Entretiens & réparations	431 375 716	0	431 375 716

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62510 Entretien de terrains	1 209 336	0	1 209 336
62550 Entretien & réparations des véhicules	80 166 380	0	80 166 380
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	350 000 000	0	350 000 000
63 Achats	675 102 190	0	675 102 190
631 Fournitures techniques	81 718 880	0	81 718 880
63120 Lubrifiants et carburants	81 718 880	0	81 718 880
632 Fournitures administratives	576 794 510	0	576 794 510
63210 Fournitures de bureau et imprimés	576 794 510	0	576 794 510
635 Energie et eau	16 588 800	0	16 588 800
63510 Electricité	16 588 800	0	16 588 800
4 INVESTISSEMENTS	1 994 537 428	0	1 994 537 428
20 Immobilisations incorporelles	353 560 168	0	353 560 168
201 Immobilisations incorporelles (études)	221 714 208	0	221 714 208
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	41 714 208	0	41 714 208
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	180 000 000	0	180 000 000
202 Brevets, licences et droits similaires	131 845 960	0	131 845 960
20200 Brevets, licences et droits similaires	131 845 960	0	131 845 960
21 Immobilisations corporelles	1 640 977 260	0	1 640 977 260
212 Constructions	1 488 484 451	0	1 488 484 451
21260 Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	744 760 181	0	744 760 181
21280 Autres constructions	743 724 270	0	743 724 270
214 Matériels, Machines & équipements	152 492 809	0	152 492 809
21430 Mobilier et équipements de bureau	152 492 809	0	152 492 809
6 PRESTATIONS SOCIALES	331 800 000	0	331 800 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	331 800 000	0	331 800 000
671 Prestations sociales employeur	31 000 000	0	31 000 000
67180 Autres	31 000 000	0	31 000 000
672 Assistance sociale	300 800 000	0	300 800 000
67210 Fonds d'assistance sociale	300 800 000	0	300 800 000
7 DONS	2 508 230 105	0	2 508 230 105
66 Allocations - Contributions et Exonérations	2 508 230 105	0	2 508 230 105
661 Allocations et subsides	2 508 230 105	0	2 508 230 105
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	2 508 230 105	0	2 508 230 105
662 Allocations aux services ministériels (2)	0	0	0

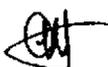
	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66200 Allocations aux services ministériels (2)	0	0	0
20 MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	76 445 880 736	19 131 617 248	95 577 497 984
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	4 694 783 273	0	4 694 783 273
61 Rémunérations des salariés	4 694 783 273	0	4 694 783 273
611 Rémunérations des sous statuts	1 458 301 401	0	1 458 301 401
61110 Rémunérations de base	546 147 721	0	546 147 721
61130 Indemnités de déplacement	138 115 305	0	138 115 305
61140 Primes de technicité	769 106 642	0	769 106 642
61160 Allocations familiales	4 931 733	0	4 931 733
612 Rémunérations des sous contrats	269 492 518	0	269 492 518
61210 Rémunérations de base	59 667 085	0	59 667 085
61240 Primes de technicité	176 223 300	0	176 223 300
61260 Allocations familiales	3 602 133	0	3 602 133
61280 Autres	30 000 000	0	30 000 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 884 796 056	0	2 884 796 056
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 884 796 056	0	2 884 796 056
616 Contributions sociales	82 193 298	0	82 193 298
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	76 805 525	0	76 805 525
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	5 387 773	0	5 387 773
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	4 336 831 162	0	4 336 831 162
62 Services extérieurs	4 016 267 162	0	4 016 267 162
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 799 464 062	0	2 799 464 062
62120 Formation au Burundi	555 361 062	0	555 361 062
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	1 950 000 000	0	1 950 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	294 103 000	0	294 103 000
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	184 329 500	0	184 329 500
62240 Frais de réunions et de séminaires	184 329 500	0	184 329 500
623 Contrats de prestation de services & abonnements	164 420 000	0	164 420 000
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	2 000 000	0	2 000 000
62330 Frais de télécommunication	19 200 000	0	19 200 000
62360 Abonnements à Internet	143 220 000	0	143 220 000
625 Entretiens & réparations	779 000 000	0	779 000 000
62510 Entretien de terrains	600 000 000	0	600 000 000
62520 Entretien des bâtiments et constructions	30 000 000	0	30 000 000

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62550 Entretien & réparations des véhicules	80 000 000	0	80 000 000
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	8 500 000	0	8 500 000
62580 Autres	60 500 000	0	60 500 000
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	89 053 600	0	89 053 600
62740 Frais d'interprétariat et de traduction	89 053 600	0	89 053 600
63 Achats	320 564 000	0	320 564 000
631 Fournitures techniques	126 091 000	0	126 091 000
63120 Lubrifiants et carburants	61 280 000	0	61 280 000
63180 Autres	64 811 000	0	64 811 000
632 Fournitures administratives	163 273 000	0	163 273 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	102 149 000	0	102 149 000
63280 Autres	61 124 000	0	61 124 000
635 Energie et eau	31 200 000	0	31 200 000
63510 Electricité	31 200 000	0	31 200 000
4 INVESTISSEMENTS	27 773 664 546	19 131 617 248	46 905 281 794
20 Immobilisations incorporelles	1 746 330 000	0	1 746 330 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	1 746 330 000	0	1 746 330 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	1 746 330 000	0	1 746 330 000
21 Immobilisations corporelles	74 350 000	0	74 350 000
212 Constructions	11 050 000	0	11 050 000
21220 Bâtiments administratifs	11 050 000	0	11 050 000
214 Matériels, Machines & équipements	63 300 000	0	63 300 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	63 300 000	0	63 300 000
26 Titres & participations	25 952 984 546	0	25 952 984 546
261 Participations au capital	25 952 984 546	0	25 952 984 546
26110 Participations au capital des Sociétés	25 952 984 546	0	25 952 984 546
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	0	19 131 617 248	19 131 617 248
273 Tirages sur dons (3)	0	19 131 617 248	19 131 617 248
27300 Tirages sur dons (3)	0	19 131 617 248	19 131 617 248
7 DONS	39 613 181 755	0	39 613 181 755
66 Allocations - Contributions et Exonérations	39 613 181 755	0	39 613 181 755
661 Allocations et subsides	13 322 748 074	0	13 322 748 074
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	13 322 748 074	0	13 322 748 074
662 Allocations aux services ministériels (2)	3 000 000	0	3 000 000
66200 Allocations aux services ministériels (2)	3 000 000	0	3 000 000
666 Contributions aux organisations internationales	26 287 433 681	0	26 287 433 681

				Crédits votés 2024/2025		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total		
	66620 Contributions aux organisations africaines	26 287 433 681	0	26 287 433 681		
8	AUTRES CHARGES	27 420 000	0	27 420 000		
	67 Prestations sociales employeur	27 420 000	0	27 420 000		
	673 Autres transferts courants	27 420 000	0	27 420 000		
	67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	27 420 000	0	27 420 000		
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	15 583 635 526	116 210 495 681	131 794 131 207		
1	REMUNERATIONS DES SALARIES	6 337 842 637	0	6 337 842 637		
	61 Rémunérations des salariés	6 337 842 637	0	6 337 842 637		
	611 Rémunérations des sous statuts	356 783 002	0	356 783 002		
	61110 Rémunérations de base	87 455 302	0	87 455 302		
	61130 Indemnités de déplacement	45 600 000	0	45 600 000		
	61140 Primes de technicité	222 575 700	0	222 575 700		
	61160 Allocations familiales	1 152 000	0	1 152 000		
	612 Rémunérations des sous contrats	18 215 486	0	18 215 486		
	61210 Rémunérations de base	1 773 746	0	1 773 746		
	61240 Primes de technicité	16 153 740	0	16 153 740		
	61260 Allocations familiales	288 000	0	288 000		
	613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	5 946 836 143	0	5 946 836 143		
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	5 946 836 143	0	5 946 836 143		
	616 Contributions sociales	16 008 006	0	16 008 006		
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	15 741 944	0	15 741 944		
	61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	266 062	0	266 062		
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	892 663 344	0	892 663 344		
	62 Services extérieurs	736 649 440	0	736 649 440		
	621 Frais de formation du personnel et frais de mission	515 961 440	0	515 961 440		
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000		
	62160 Frais de mission à l'intérieur	315 961 440	0	315 961 440		
	623 Contrats de prestation de services & abonnements	47 688 000	0	47 688 000		
	62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	148 000	0	148 000		
	62330 Frais de télécommunication	21 600 000	0	21 600 000		
	62360 Abonnements à Internet	25 940 000	0	25 940 000		
	625 Entretiens & réparations	173 000 000	0	173 000 000		
	62520 Entretien des bâtiments et constructions	18 000 000	0	18 000 000		
	62550 Entretien & réparations des véhicules	96 000 000	0	96 000 000		

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62560 Entretien & réparations avions officiels	39 000 000	0	39 000 000
62580 Autres	20 000 000	0	20 000 000
63 Achats	156 013 904	0	156 013 904
631 Fournitures techniques	53 820 000	0	53 820 000
63120 Lubrifiants et carburants	53 820 000	0	53 820 000
632 Fournitures administratives	84 950 000	0	84 950 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	84 950 000	0	84 950 000
635 Energie et eau	17 243 904	0	17 243 904
63510 Electricité	17 243 904	0	17 243 904
4 INVESTISSEMENTS	3 736 302 935	116 210 495 681	119 946 798 616
20 Immobilisations incorporelles	320 000 000	0	320 000 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	320 000 000	0	320 000 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	320 000 000	0	320 000 000
21 Immobilisations corporelles	3 108 302 935	0	3 108 302 935
214 Matériels, Machines & équipements	3 108 302 935	0	3 108 302 935
21430 Mobilier et équipements de bureau	178 805 927	0	178 805 927
21440 Matériel informatique et de télécommunication	20 500 000	0	20 500 000
21450 Machines et matériels techniques	2 908 997 008	0	2 908 997 008
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	308 000 000	116 210 495 681	116 518 495 681
271 Contrepartie nationale (1)	308 000 000	0	308 000 000
27100 Contrepartie nationale (1)	308 000 000	0	308 000 000
272 Tirages sur emprunts (2)	0	11 622 650 681	11 622 650 681
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	11 622 650 681	11 622 650 681
273 Tirages sur dons (3)	0	104 587 845 000	104 587 845 000
27300 Tirages sur dons (3)	0	104 587 845 000	104 587 845 000
7 DONS	4 616 826 610	0	4 616 826 610
66 Allocations - Contributions et Exonérations	4 616 826 610	0	4 616 826 610
661 Allocations et subsides	4 616 826 610	0	4 616 826 610
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	4 616 826 610	0	4 616 826 610
32 MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	626 417 622 621	104 691 198 645	731 108 821 266
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	492 902 843 135	0	492 902 843 135
61 Rémunérations des salariés	492 902 843 135	0	492 902 843 135
611 Rémunérations des sous statuts	430 205 331 458	0	430 205 331 458
61110 Rémunérations de base	146 411 283 802	0	146 411 283 802
61130 Indemnités de déplacement	163 200 000	0	163 200 000
61140 Primes de technicité	281 283 047 656	0	281 283 047 656

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61160 Allocations familiales	2 041 200 000	0	2 041 200 000
61180 Autres	306 600 000	0	306 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	899 866 779	0	899 866 779
61210 Rémunérations de base	515 193 256	0	515 193 256
61240 Primes de technicité	350 252 755	0	350 252 755
61260 Allocations familiales	34 420 768	0	34 420 768
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	35 547 485 068	0	35 547 485 068
61310 Rémunérations des vacataires	150 000 000	0	150 000 000
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	35 397 485 068	0	35 397 485 068
615 Primes et indemnités diverses	304 460 000	0	304 460 000
61580 Autres	304 460 000	0	304 460 000
616 Contributions sociales	25 945 699 830	0	25 945 699 830
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	25 867 693 905	0	25 867 693 905
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	78 005 925	0	78 005 925
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	13 552 545 470	0	13 552 545 470
62 Services extérieurs	5 575 092 672	0	5 575 092 672
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	4 550 579 088	0	4 550 579 088
62120 Formation au Burundi	3 216 772 902	0	3 216 772 902
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	125 000 000	0	125 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 208 806 186	0	1 208 806 186
623 Contrats de prestation de services & abonnements	104 811 421	0	104 811 421
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	4 674 874	0	4 674 874
62330 Frais de télécommunication	35 875 547	0	35 875 547
62360 Abonnements à Internet	53 561 000	0	53 561 000
62370 Abonnements journaux, magazines	10 700 000	0	10 700 000
624 Locations	344 138 400	0	344 138 400
62430 Locations de véhicules	344 138 400	0	344 138 400
625 Entretien & réparations	425 968 195	0	425 968 195
62510 Entretien de terrains	79 063 195	0	79 063 195
62550 Entretien & réparations des véhicules	318 880 000	0	318 880 000
62580 Autres	28 025 000	0	28 025 000
626 Assurances	89 608 000	0	89 608 000
62680 Autres	89 608 000	0	89 608 000
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	59 987 568	0	59 987 568
62780 Autres	59 987 568	0	59 987 568




Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63 Achats	7 977 452 798	0	7 977 452 798
631 Fournitures techniques	2 492 086 346	0	2 492 086 346
63120 Lubrifiants et carburants	756 700 800	0	756 700 800
63170 Fournitures scolaires et pédagogiques	1 735 385 546	0	1 735 385 546
632 Fournitures administratives	4 821 046 292	0	4 821 046 292
63210 Fournitures de bureau et imprimés	218 564 881	0	218 564 881
63220 Livres et documentation	4 602 481 411	0	4 602 481 411
635 Energie et eau	664 320 160	0	664 320 160
63510 Electricité	664 320 160	0	664 320 160
4 INVESTISSEMENTS	13 645 318 387	104 691 198 645	118 336 517 032
21 Immobilisations corporelles	13 457 118 387	0	13 457 118 387
212 Constructions	2 011 162 387	0	2 011 162 387
21220 Bâtiments administratifs	1 052 662 387	0	1 052 662 387
21250 Bâtiments scolaires	958 500 000	0	958 500 000
214 Matériels, Machines & équipements	11 445 956 000	0	11 445 956 000
21480 Autres machines & équipements	11 445 956 000	0	11 445 956 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	188 200 000	104 691 198 645	104 879 398 645
271 Contrepartie nationale (1)	188 200 000	0	188 200 000
27100 Contrepartie nationale (1)	188 200 000	0	188 200 000
272 Tirages sur emprunts (2)	0	22 832 287 373	22 832 287 373
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	22 832 287 373	22 832 287 373
273 Tirages sur dons (3)	0	81 858 911 272	81 858 911 272
27300 Tirages sur dons (3)	0	81 858 911 272	81 858 911 272
7 DONS	50 343 375 571	0	50 343 375 571
66 Allocations - Contributions et Exonérations	50 343 375 571	0	50 343 375 571
661 Allocations et subsides	11 119 961 834	0	11 119 961 834
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	11 119 961 834	0	11 119 961 834
662 Allocations aux services ministériels (2)	31 569 676 584	0	31 569 676 584
66200 Allocations aux services ministériels (2)	31 569 676 584	0	31 569 676 584
664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	7 653 737 153	0	7 653 737 153
66400 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	7 603 737 153	0	7 603 737 153
66410 Université	50 000 000	0	50 000 000
8 AUTRES CHARGES	55 973 540 058	0	55 973 540 058
67 Prestations sociales employeur	55 973 540 058	0	55 973 540 058
673 Autres transferts courants	55 973 540 058	0	55 973 540 058
67310 Bourses et frais de rapatriement	30 730 551 264	0	30 730 551 264

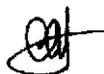



	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
67320 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	25 242 988 794	0	25 242 988 794
33 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	223 721 485 687	40 222 733 245	263 944 218 932
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	77 855 722 796	0	77 855 722 796
61 Rémunérations des salariés	77 855 722 796	0	77 855 722 796
611 Rémunérations des sous statuts	51 070 193 305	0	51 070 193 305
61110 Rémunérations de base	12 511 170 577	0	12 511 170 577
61130 Indemnités de déplacement	24 000 000	0	24 000 000
61140 Primes de technicité	38 387 638 728	0	38 387 638 728
61160 Allocations familiales	147 384 000	0	147 384 000
612 Rémunérations des sous contrats	3 092 460 326	0	3 092 460 326
61210 Rémunérations de base	281 860 682	0	281 860 682
61240 Primes de technicité	2 760 643 644	0	2 760 643 644
61260 Allocations familiales	49 956 000	0	49 956 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 947 129 917	0	4 947 129 917
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 947 129 917	0	4 947 129 917
615 Primes et indemnités diverses	16 443 259 175	0	16 443 259 175
61580 Autres	16 443 259 175	0	16 443 259 175
616 Contributions sociales	2 302 680 073	0	2 302 680 073
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	2 252 010 704	0	2 252 010 704
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	50 669 369	0	50 669 369
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	5 978 500 474	0	5 978 500 474
62 Services extérieurs	512 764 287	0	512 764 287
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	250 000 000	0	250 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	100 000 000	0	100 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	150 000 000	0	150 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	45 564 287	0	45 564 287
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	461 538	0	461 538
62330 Frais de télécommunication	35 102 749	0	35 102 749
62360 Abonnements à Internet	10 000 000	0	10 000 000
625 Entretien & réparations	217 200 000	0	217 200 000
62510 Entretien de terrains	100 000 000	0	100 000 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	117 200 000	0	117 200 000
63 Achats	5 465 736 187	0	5 465 736 187
631 Fournitures techniques	591 939 109	0	591 939 109

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63120 Lubrifiants et carburants	143 082 000	0	143 082 000
63160 Fournitures médicales et hospitalières	436 357 109	0	436 357 109
63170 Fournitures scolaires et pédagogiques	12 500 000	0	12 500 000
632 Fournitures administratives	4 673 797 078	0	4 673 797 078
63210 Fournitures de bureau et imprimés	4 638 197 078	0	4 638 197 078
63280 Autres	35 600 000	0	35 600 000
635 Energie et eau	200 000 000	0	200 000 000
63510 Electricité	200 000 000	0	200 000 000
4 INVESTISSEMENTS	51 564 703 333	40 222 733 245	91 787 436 578
21 Immobilisations corporelles	42 783 333 333	0	42 783 333 333
212 Constructions	41 000 000 000	0	41 000 000 000
21280 Autres constructions	41 000 000 000	0	41 000 000 000
214 Matériels, Machines & équipements	1 783 333 333	0	1 783 333 333
21430 Mobilier et équipements de bureau	200 000 000	0	200 000 000
21440 Matériel informatique et de télécommunication	83 333 333	0	83 333 333
21450 Machines et matériels techniques	500 000 000	0	500 000 000
21480 Autres machines & équipements	1 000 000 000	0	1 000 000 000
26 Titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
268 Autres titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
26800 Autres titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	8 181 370 000	40 222 733 245	48 404 103 245
271 Contrepartie nationale (1)	8 181 370 000	0	8 181 370 000
27100 Contrepartie nationale (1)	8 181 370 000	0	8 181 370 000
273 Tirages sur dons (3)	0	40 222 733 245	40 222 733 245
27300 Tirages sur dons (3)	0	40 222 733 245	40 222 733 245
7 DONS	79 200 868 486	0	79 200 868 486
66 Allocations - Contributions et Exonérations	79 200 868 486	0	79 200 868 486
661 Allocations et subsides	19 103 997 411	0	19 103 997 411
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	19 103 997 411	0	19 103 997 411
662 Allocations aux services ministériels (2)	60 046 871 075	0	60 046 871 075
66200 Allocations aux services ministériels (2)	60 046 871 075	0	60 046 871 075
666 Contributions aux organisations internationales	50 000 000	0	50 000 000
66620 Contributions aux organisations africaines	50 000 000	0	50 000 000
8 AUTRES CHARGES	9 121 690 598	0	9 121 690 598
67 Prestations sociales employeur	9 121 690 598	0	9 121 690 598
673 Autres transferts courants	9 121 690 598	0	9 121 690 598
67320 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	653 606 598	0	653 606 598

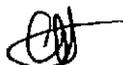
				Crédits votés 2024/2025		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	67340	Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	368 084 000	0	368 084 000	
	67350	Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	8 100 000 000	0	8 100 000 000	
35	MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE		22 401 775 171	112 803 205 300	135 204 980 471	
1	REMUNERATIONS DES SALARIES		3 557 308 934	0	3 557 308 934	
	61	Rémunérations des salariés	3 557 308 934	0	3 557 308 934	
	611	Rémunérations des sous statuts	829 345 444	0	829 345 444	
	61110	Rémunérations de base	200 197 324	0	200 197 324	
	61130	Indemnités de déplacement	197 200 000	0	197 200 000	
	61140	Primes de technicité	429 572 120	0	429 572 120	
	61160	Allocations familiales	2 376 000	0	2 376 000	
	612	Rémunérations des sous contrats	89 559 053	0	89 559 053	
	61210	Rémunérations de base	11 241 933	0	11 241 933	
	61240	Primes de technicité	75 629 120	0	75 629 120	
	61260	Allocations familiales	2 688 000	0	2 688 000	
	613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 600 345 367	0	2 600 345 367	
	61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 600 345 367	0	2 600 345 367	
	616	Contributions sociales	38 059 070	0	38 059 070	
	61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	36 035 521	0	36 035 521	
	61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 023 549	0	2 023 549	
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES		4 790 715 398	0	4 790 715 398	
	62	Services extérieurs	852 987 607	0	852 987 607	
	621	Frais de formation du personnel et frais de mission	450 000 000	0	450 000 000	
	62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000	
	62160	Frais de mission à l'intérieur	250 000 000	0	250 000 000	
	622	Frais de relations publiques, publicité et intendance	164 000 000	0	164 000 000	
	62220	Fêtes et cérémonies	164 000 000	0	164 000 000	
	623	Contrats de prestation de services & abonnements	131 512 251	0	131 512 251	
	62320	Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	4 104 996	0	4 104 996	
	62330	Frais de télécommunication	83 407 255	0	83 407 255	
	62360	Abonnements à Internet	44 000 000	0	44 000 000	
	625	Entretiens & réparations	107 475 356	0	107 475 356	
	62510	Entretien de terrains	10 000 000	0	10 000 000	

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62550 Entretien & réparations des véhicules	90 000 000	0	90 000 000
62580 Autres	7 475 356	0	7 475 356
63 Achats	3 937 727 791	0	3 937 727 791
631 Fournitures techniques	3 721 684 591	0	3 721 684 591
63120 Lubrifiants et carburants	154 794 375	0	154 794 375
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	3 566 890 216	0	3 566 890 216
632 Fournitures administratives	60 000 000	0	60 000 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	60 000 000	0	60 000 000
635 Energie et eau	156 043 200	0	156 043 200
63510 Electricité	156 043 200	0	156 043 200
4 INVESTISSEMENTS	883 195 620	112 803 205 300	113 686 400 920
21 Immobilisations corporelles	769 735 422	0	769 735 422
212 Constructions	295 674 802	0	295 674 802
21210 Logements	295 674 802	0	295 674 802
214 Matériels, Machines & équipements	474 060 620	0	474 060 620
21450 Machines et matériels techniques	474 060 620	0	474 060 620
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	113 460 198	112 803 205 300	112 916 665 498
271 Contrepartie nationale (1)	113 460 198	0	113 460 198
27100 Contrepartie nationale (1)	113 460 198	0	113 460 198
273 Tirages sur dons (3)	0	112 803 205 300	112 803 205 300
27300 Tirages sur dons (3)	0	112 803 205 300	112 803 205 300
6 PRESTATIONS SOCIALES	150 000 000	0	150 000 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	150 000 000	0	150 000 000
672 Assistance sociale	150 000 000	0	150 000 000
67280 Autres	150 000 000	0	150 000 000
7 DONS	7 100 555 219	0	7 100 555 219
66 Allocations - Contributions et Exonérations	7 100 555 219	0	7 100 555 219
661 Allocations et subsides	6 399 579 410	0	6 399 579 410
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	6 399 579 410	0	6 399 579 410
662 Allocations aux services ministériels (2)	700 975 809	0	700 975 809
66200 Allocations aux services ministériels (2)	700 975 809	0	700 975 809
8 AUTRES CHARGES	5 920 000 000	0	5 920 000 000
67 Prestations sociales employeur	5 920 000 000	0	5 920 000 000
673 Autres transferts courants	5 920 000 000	0	5 920 000 000
67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	5 870 000 000	0	5 870 000 000
67380 Autres	50 000 000	0	50 000 000




Crédits votés 2024/2025

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
40 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	334 563 309 171	260 960 677 856	595 523 987 027
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	35 734 007 872	0	35 734 007 872
61 Rémunérations des salariés	35 734 007 872	0	35 734 007 872
611 Rémunérations des sous statuts	15 726 027 112	0	15 726 027 112
61110 Rémunérations de base	4 818 532 216	0	4 818 532 216
61130 Indemnités de déplacement	69 150 000	0	69 150 000
61140 Primes de technicité	10 805 644 176	0	10 805 644 176
61160 Allocations familiales	32 700 720	0	32 700 720
612 Rémunérations des sous contrats	12 122 967 786	0	12 122 967 786
61210 Rémunérations de base	2 174 560 662	0	2 174 560 662
61240 Primes de technicité	9 814 738 584	0	9 814 738 584
61260 Allocations familiales	133 668 540	0	133 668 540
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	6 691 493 072	0	6 691 493 072
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	6 691 493 072	0	6 691 493 072
616 Contributions sociales	1 193 519 902	0	1 193 519 902
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	867 335 800	0	867 335 800
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	326 184 102	0	326 184 102
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 310 511 342	0	2 310 511 342
62 Services extérieurs	1 837 651 272	0	1 837 651 272
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 323 685 343	0	1 323 685 343
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	100 000 000	0	100 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 223 685 343	0	1 223 685 343
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	30 102 450	0	30 102 450
62220 Fêtes et cérémonies	17 000 000	0	17 000 000
62240 Frais de réunions et de séminaires	13 102 450	0	13 102 450
623 Contrats de prestation de services & abonnements	84 762 743	0	84 762 743
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	1 812 600	0	1 812 600
62330 Frais de télécommunication	18 584 000	0	18 584 000
62360 Abonnements à Internet	64 366 143	0	64 366 143
624 Locations	140 772 000	0	140 772 000
62420 Locations maisons d'habitation	7 000 000	0	7 000 000
62430 Locations de véhicules	133 772 000	0	133 772 000
625 Entretiens & réparations	258 328 736	0	258 328 736
62510 Entretien de terrains	1 700 000	0	1 700 000



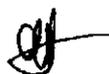

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62550 Entretien & réparations des véhicules	216 662 276	0	216 662 276
62580 Autres	39 966 460	0	39 966 460
63 Achats	472 860 070	0	472 860 070
631 Fournitures techniques	308 893 256	0	308 893 256
63120 Lubrifiants et carburants	106 612 000	0	106 612 000
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	202 281 256	0	202 281 256
632 Fournitures administratives	98 073 814	0	98 073 814
63210 Fournitures de bureau et imprimés	98 073 814	0	98 073 814
635 Energie et eau	65 893 000	0	65 893 000
63510 Electricité	65 893 000	0	65 893 000
4 INVESTISSEMENTS	291 880 421 249	260 960 677 856	552 841 099 105
20 Immobilisations incorporelles	1 049 500 000	0	1 049 500 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	1 049 500 000	0	1 049 500 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	1 049 500 000	0	1 049 500 000
21 Immobilisations corporelles	40 755 902 084	0	40 755 902 084
211 Terrains, gisements et autres acclifs naturels	22 530 096 970	0	22 530 096 970
21110 Terrains	19 200 721 390	0	19 200 721 390
21120 Gisements	64 000 000	0	64 000 000
21180 Autres	3 265 375 580	0	3 265 375 580
212 Constructions	4 691 349 500	0	4 691 349 500
21210 Logements	37 800 000	0	37 800 000
21220 Bâtiments administratifs	591 566 000	0	591 566 000
21230 Bâtiments techniques	1 071 381 000	0	1 071 381 000
21280 Autres constructions	2 990 602 500	0	2 990 602 500
213 Infrastructures	1 519 836 254	0	1 519 836 254
21320 Réseaux adduction d'eau potable	176 266 254	0	176 266 254
21330 Réseaux d'assainissement	94 950 000	0	94 950 000
21340 Barrages	944 440 000	0	944 440 000
21380 Autres infrastructures	304 180 000	0	304 180 000
214 Matériels, Machines & équipements	12 014 619 360	0	12 014 619 360
21430 Mobilier et équipements de bureau	115 791 600	0	115 791 600
21450 Machines et matériels techniques	786 342 000	0	786 342 000
21480 Autres machines & équipements	11 112 485 760	0	11 112 485 760
22 Stocks	248 710 246 000	0	248 710 246 000
221 Stocks stratégiques	248 710 246 000	0	248 710 246 000
22180 Autres stocks stratégiques	248 710 246 000	0	248 710 246 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	1 364 773 165	260 960 677 856	262 325 451 021




Crédits votés 2024/2025				
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total	
271	Contrepartie nationale (1)	1 364 773 165	0	1 364 773 165
	27100 Contrepartie nationale (1)	1 364 773 165	0	1 364 773 165
272	Tirages sur emprunts (2)	0	46 272 030 840	46 272 030 840
	27200 Tirages sur emprunts (2)	0	46 272 030 840	46 272 030 840
273	Tirages sur dons (3)	0	214 688 647 016	214 688 647 016
	27300 Tirages sur dons (3)	0	214 688 647 016	214 688 647 016
7	DONS	4 638 368 708	0	4 638 368 708
66	Allocations - Contributions et Exonérations	4 638 368 708	0	4 638 368 708
	661 Allocations et subsides	4 638 368 708	0	4 638 368 708
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	4 638 368 708	0	4 638 368 708
41	MINISTÈRE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	22 706 802 929	538 070 000	23 244 872 929
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES	3 524 226 462	0	3 524 226 462
61	Rémunérations des salariés	3 524 226 462	0	3 524 226 462
	611 Rémunérations des sous statuts	1 215 935 230	0	1 215 935 230
	61110 Rémunérations de base	339 453 874	0	339 453 874
	61130 Indemnités de déplacement	98 400 000	0	98 400 000
	61140 Primes de technicité	773 245 261	0	773 245 261
	61160 Allocations familiales	4 836 095	0	4 836 095
	612 Rémunérations des sous contrats	70 783 086	0	70 783 086
	61210 Rémunérations de base	20 664 004	0	20 664 004
	61240 Primes de technicité	48 007 082	0	48 007 082
	61260 Allocations familiales	2 112 000	0	2 112 000
	613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 158 898 250	0	2 158 898 250
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 158 898 250	0	2 158 898 250
	616 Contributions sociales	78 609 896	0	78 609 896
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	63 202 249	0	63 202 249
	61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	15 407 647	0	15 407 647
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	1 127 930 299	0	1 127 930 299
62	Services extérieurs	935 159 956	0	935 159 956
	621 Frais de formation du personnel et frais de mission	348 400 000	0	348 400 000
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
	62160 Frais de mission à l'intérieur	148 400 000	0	148 400 000
	622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	65 000 000	0	65 000 000
	62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	65 000 000	0	65 000 000
	623 Contrats de prestation de services & abonnements	260 905 200	0	260 905 200

Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62320 <i>Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques</i>	56 000 000	0	56 000 000
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	24 000 000	0	24 000 000
62360 <i>Abonnements à Internet</i>	180 905 200	0	180 905 200
625 Entretien & réparations	260 854 756	0	260 854 756
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	138 854 756	0	138 854 756
62580 <i>Autres</i>	122 000 000	0	122 000 000
63 Achats	192 770 343	0	192 770 343
631 Fournitures techniques	139 310 025	0	139 310 025
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	139 310 025	0	139 310 025
632 Fournitures administratives	53 460 318	0	53 460 318
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	53 460 318	0	53 460 318
4 INVESTISSEMENTS	14 326 638 921	538 070 000	14 864 708 921
20 Immobilisations incorporelles	2 145 380 000	0	2 145 380 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	2 145 380 000	0	2 145 380 000
20110 <i>Frais d'étude, de recherche et de développement</i>	2 145 380 000	0	2 145 380 000
21 Immobilisations corporelles	2 432 000 000	0	2 432 000 000
212 Constructions	260 000 000	0	260 000 000
21280 <i>Autres constructions</i>	260 000 000	0	260 000 000
213 Infrastructures	277 000 000	0	277 000 000
21380 <i>Autres infrastructures</i>	277 000 000	0	277 000 000
214 Matériels, Machines & équipements	1 895 000 000	0	1 895 000 000
21450 <i>Machines et matériels techniques</i>	1 821 000 000	0	1 821 000 000
21480 <i>Autres machines & équipements</i>	74 000 000	0	74 000 000
26 Titres & participations	51 771 520	0	51 771 520
268 Autres titres & participations	51 771 520	0	51 771 520
26800 <i>Autres titres & participations</i>	51 771 520	0	51 771 520
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	9 697 487 401	538 070 000	10 235 557 401
271 Contrepartie nationale (1)	9 697 487 401	0	9 697 487 401
27100 <i>Contrepartie nationale (1)</i>	9 697 487 401	0	9 697 487 401
273 Tirages sur dons (3)	0	538 070 000	538 070 000
27300 <i>Tirages sur dons (3)</i>	0	538 070 000	538 070 000
7 DONS	3 728 007 247	0	3 728 007 247
66 Allocations - Contributions et Exonérations	3 728 007 247	0	3 728 007 247
661 Allocations et subsides	3 303 537 269	0	3 303 537 269
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	3 303 537 269	0	3 303 537 269
662 Allocations aux services ministériels (2)	418 469 978	0	418 469 978

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66200 Allocations aux services ministériels (2)	418 469 978	0	418 469 978
664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	6 000 000	0	6 000 000
66480 Autres	6 000 000	0	6 000 000
42 MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES	49 295 620 606	330 380 801 909	379 676 422 515
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	4 415 167 467	0	4 415 167 467
61 Rémunérations des salariés	4 415 167 467	0	4 415 167 467
611 Rémunérations des sous statuts	1 001 021 505	0	1 001 021 505
61110 Rémunérations de base	522 461 689	0	522 461 689
61130 Indemnités de déplacement	49 846 200	0	49 846 200
61140 Primes de technicité	427 037 616	0	427 037 616
61160 Allocations familiales	1 676 000	0	1 676 000
612 Rémunérations des sous contrats	32 041 928	0	32 041 928
61210 Rémunérations de base	2 959 928	0	2 959 928
61240 Primes de technicité	28 890 000	0	28 890 000
61260 Allocations familiales	192 000	0	192 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	3 348 657 053	0	3 348 657 053
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	3 333 657 053	0	3 333 657 053
61340 Rémunérations des journaliers	15 000 000	0	15 000 000
616 Contributions sociales	33 446 981	0	33 446 981
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	32 830 166	0	32 830 166
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	616 815	0	616 815
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	1 412 388 667	0	1 412 388 667
62 Services extérieurs	1 143 755 536	0	1 143 755 536
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	737 745 750	0	737 745 750
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	250 000 000	0	250 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	487 745 750	0	487 745 750
622 Frais de relations publiques, publicité et intendance	196 640 000	0	196 640 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	196 640 000	0	196 640 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	67 553 036	0	67 553 036
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	5 553 036	0	5 553 036
62330 Frais de télécommunication	12 000 000	0	12 000 000
62360 Abonnements à Internet	50 000 000	0	50 000 000
625 Entretien & réparations	141 816 750	0	141 816 750
62510 Entretien de terrains	66 316 750	0	66 316 750




Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62550 Entretien & réparations des véhicules	60 000 000	0	60 000 000
62580 Autres	15 500 000	0	15 500 000
63 Achats	268 633 131	0	268 633 131
631 Fournitures techniques	45 760 000	0	45 760 000
63120 Lubrifiants et carburants	45 760 000	0	45 760 000
632 Fournitures administratives	176 000 000	0	176 000 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	78 000 000	0	78 000 000
63280 Autres	98 000 000	0	98 000 000
635 Energie et eau	46 873 131	0	46 873 131
63510 Electricité	22 373 131	0	22 373 131
63580 Autres	24 500 000	0	24 500 000
4 INVESTISSEMENTS	40 852 843 948	330 380 801 909	371 233 645 857
20 Immobilisations incorporelles	223 293 870	0	223 293 870
201 Immobilisations incorporelles (études)	223 293 870	0	223 293 870
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	223 293 870	0	223 293 870
21 Immobilisations corporelles	37 137 331 536	0	37 137 331 536
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	9 847 977 273	0	9 847 977 273
21110 Terrains	9 847 977 273	0	9 847 977 273
212 Constructions	757 596 296	0	757 596 296
21280 Autres constructions	757 596 296	0	757 596 296
213 Infrastructures	25 018 932 947	0	25 018 932 947
21320 Réseaux adduction d'eau potable	350 000 000	0	350 000 000
21370 Electrification et télécommunications	7 882 695 636	0	7 882 695 636
21380 Autres infrastructures	16 786 237 311	0	16 786 237 311
214 Matériels, Machines & équipements	1 512 825 020	0	1 512 825 020
21430 Mobilier et équipements de bureau	208 634 000	0	208 634 000
21480 Autres machines & équipements	1 304 191 020	0	1 304 191 020
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	3 492 218 542	330 380 801 909	333 873 020 451
271 Contrepartie nationale (1)	3 492 218 542	0	3 492 218 542
27100 Contrepartie nationale (1)	3 492 218 542	0	3 492 218 542
272 Tirages sur emprunts (2)	0	15 275 515 393	15 275 515 393
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	15 275 515 393	15 275 515 393
273 Tirages sur dons (3)	0	315 105 286 516	315 105 286 516
27300 Tirages sur dons (3)	0	315 105 286 516	315 105 286 516
7 DONS	2 615 220 524	0	2 615 220 524
66 Allocations - Contributions et Exonérations	2 615 220 524	0	2 615 220 524




Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
661 Allocations et subsides	1 884 639 446	0	1 884 639 446
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 884 639 446	0	1 884 639 446
662 Allocations aux services ministériels (2)	230 581 078	0	230 581 078
66200 Allocations aux services ministériels (2)	230 581 078	0	230 581 078
666 Contributions aux organisations internationales	500 000 000	0	500 000 000
66620 Contributions aux organisations africaines	500 000 000	0	500 000 000
45 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	354 438 767 311	316 705 817 468	671 144 584 779
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	6 240 477 612	0	6 240 477 612
61 Rémunérations des salariés	6 240 477 612	0	6 240 477 612
611 Rémunérations des sous statuts	1 351 226 837	0	1 351 226 837
61110 Rémunérations de base	398 207 823	0	398 207 823
61130 Indemnités de déplacement	62 400 000	0	62 400 000
61140 Primes de technicité	872 639 460	0	872 639 460
61160 Allocations familiales	17 979 554	0	17 979 554
612 Rémunérations des sous contrats	266 239 100	0	266 239 100
61210 Rémunérations de base	27 720 920	0	27 720 920
61240 Primes de technicité	230 886 180	0	230 886 180
61260 Allocations familiales	7 632 000	0	7 632 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 519 396 637	0	4 519 396 637
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 488 916 637	0	4 488 916 637
61340 Rémunérations des journaliers	30 480 000	0	30 480 000
616 Contributions sociales	103 615 038	0	103 615 038
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	71 670 927	0	71 670 927
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	31 944 111	0	31 944 111
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	9 104 287 788	0	9 104 287 788
62 Services extérieurs	8 778 273 750	0	8 778 273 750
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	804 500 000	0	804 500 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	604 500 000	0	604 500 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	154 682 264	0	154 682 264
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	32 541 000	0	32 541 000
62330 Frais de télécommunication	21 341 264	0	21 341 264
62360 Abonnements à Internet	100 800 000	0	100 800 000
624 Locations	5 349 214 885	0	5 349 214 885




Crédits votés 2024/2025			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62410 Locations immeubles administratifs	5 122 524 171	0	5 122 524 171
62420 Locations maisons d'habitation	226 690 714	0	226 690 714
625 Entretiens & réparations	2 081 912 051	0	2 081 912 051
62510 Entretien de terrains	1 692 490 779	0	1 692 490 779
62550 Entretien & réparations des véhicules	150 000 000	0	150 000 000
62580 Autres	239 421 272	0	239 421 272
626 Assurances	369 564 550	0	369 564 550
62620 Assurances des véhicules	369 564 550	0	369 564 550
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	18 400 000	0	18 400 000
62750 Frais d'étude	18 400 000	0	18 400 000
63 Achats	326 014 038	0	326 014 038
631 Fournitures techniques	21 856 000	0	21 856 000
63120 Lubrifiants et carburants	21 856 000	0	21 856 000
632 Fournitures administratives	200 032 382	0	200 032 382
63210 Fournitures de bureau et imprimés	200 032 382	0	200 032 382
635 Energie et eau	104 125 656	0	104 125 656
63510 Electricité	104 125 656	0	104 125 656
4 INVESTISSEMENTS	333 824 049 621	316 705 817 468	650 529 867 089
20 Immobilisations incorporelles	6 997 500 000	0	6 997 500 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	6 997 500 000	0	6 997 500 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	6 997 500 000	0	6 997 500 000
21 Immobilisations corporelles	314 100 752 701	0	314 100 752 701
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	213 049 237	0	213 049 237
21110 Terrains	213 049 237	0	213 049 237
212 Constructions	9 210 790 082	0	9 210 790 082
21220 Bâtiments administratifs	6 325 416 666	0	6 325 416 666
21280 Autres constructions	2 885 373 416	0	2 885 373 416
213 Infrastructures	304 676 913 382	0	304 676 913 382
21310 Routes	41 399 012 656	0	41 399 012 656
21330 Réseaux d'assainissement	1 492 100 987	0	1 492 100 987
21380 Autres infrastructures	261 785 799 739	0	261 785 799 739
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	12 725 796 920	316 705 817 468	329 431 614 388
271 Contrepartie nationale (1)	12 725 796 920	0	12 725 796 920
27100 Contrepartie nationale (1)	12 725 796 920	0	12 725 796 920
272 Tirages sur emprunts (2)	0	124 238 188 546	124 238 188 546
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	124 238 188 546	124 238 188 546
273 Tirages sur dons (3)	0	192 467 628 922	192 467 628 922

				Crédits votés 2024/2025		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
27300 Tirages sur dons (3)				0	192 467 628 922	192 467 628 922
7	DONS			5 269 952 290	0	5 269 952 290
	66 Allocations - Contributions et Exonérations			5 269 952 290	0	5 269 952 290
	661 Allocations et subsides			5 269 952 290	0	5 269 952 290
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)			5 269 952 290	0	5 269 952 290
71	INSTITUTION OMBUDSMAN			2 244 454 366	0	2 244 454 366
1	REMUNERATIONS DES SALARIES			946 977 036	0	946 977 036
	61 Rémunérations des salariés			946 977 036	0	946 977 036
	613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels			946 977 036	0	946 977 036
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)			946 977 036	0	946 977 036
4	INVESTISSEMENTS			30 115 553	0	30 115 553
	20 Immobilisations incorporelles			30 115 553	0	30 115 553
	201 Immobilisations incorporelles (études)			30 115 553	0	30 115 553
	20110 Frais d'étude, de recherche et de développement			30 115 553	0	30 115 553
7	DONS			1 267 361 777	0	1 267 361 777
	66 Allocations - Contributions et Exonérations			1 267 361 777	0	1 267 361 777
	661 Allocations et subsides			1 267 361 777	0	1 267 361 777
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)			1 267 361 777	0	1 267 361 777
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE			3 169 210 689	0	3 169 210 689
1	REMUNERATIONS DES SALARIES			1 575 886 820	0	1 575 886 820
	61 Rémunérations des salariés			1 575 886 820	0	1 575 886 820
	611 Rémunérations des sous statuts			14 997 140	0	14 997 140
	61130 Indemnités de déplacement			14 997 140	0	14 997 140
	613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels			1 560 889 680	0	1 560 889 680
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)			1 560 889 680	0	1 560 889 680
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES			1 211 923 869	0	1 211 923 869
	62 Services extérieurs			857 955 747	0	857 955 747
	621 Frais de formation du personnel et frais de mission			395 422 260	0	395 422 260
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger			200 000 000	0	200 000 000
	62160 Frais de mission à l'intérieur			195 422 260	0	195 422 260
	622 Frais de relations publiques, publicité et intendance			210 000 000	0	210 000 000
	62250 Frais de contact et renseignement			110 000 000	0	110 000 000
	62260 Frais d'intendance			100 000 000	0	100 000 000
	623 Contrats de prestation de services & abonnements			37 609 547	0	37 609 547

	Crédits votés 2024/2025		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62320 Frais de poste, courrier rapide & valises diplomatiques	3 050 000	0	3 050 000
62330 Frais de télécommunication	31 115 067	0	31 115 067
62360 Abonnements à Internet	3 444 480	0	3 444 480
625 Entretiens & réparations	214 923 940	0	214 923 940
62520 Entretien des bâtiments et constructions	66 523 940	0	66 523 940
62550 Entretien & réparations des véhicules	140 000 000	0	140 000 000
62580 Autres	8 400 000	0	8 400 000
63 Achats	353 968 122	0	353 968 122
631 Fournitures techniques	196 524 750	0	196 524 750
63120 Lubrifiants et carburants	196 524 750	0	196 524 750
632 Fournitures administratives	145 943 372	0	145 943 372
63210 Fournitures de bureau et imprimés	145 943 372	0	145 943 372
633 Vêtements	1 500 000	0	1 500 000
63300 Vêtements	1 500 000	0	1 500 000
635 Energie et eau	10 000 000	0	10 000 000
63510 Electricité	10 000 000	0	10 000 000
4 INVESTISSEMENTS	70 000 000	0	70 000 000
21 Immobilisations corporelles	70 000 000	0	70 000 000
214 Matériels, Machines & équipements	70 000 000	0	70 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	70 000 000	0	70 000 000
7 DONS	311 400 000	0	311 400 000
66 Allocations - Contributions et Exonérations	311 400 000	0	311 400 000
661 Allocations et subsides	311 400 000	0	311 400 000
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	311 400 000	0	311 400 000
75 COUR CONSTITUTIONNELLE	952 357 135	0	952 357 135
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	363 969 048	0	363 969 048
61 Rémunérations des salariés	363 969 048	0	363 969 048
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	363 969 048	0	363 969 048
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	363 969 048	0	363 969 048
4 INVESTISSEMENTS	35 387 432	0	35 387 432
21 Immobilisations corporelles	35 387 432	0	35 387 432
214 Matériels, Machines & équipements	35 387 432	0	35 387 432
21430 Mobilier et équipements de bureau	35 387 432	0	35 387 432
7 DONS	553 000 655	0	553 000 655
66 Allocations - Contributions et Exonérations	553 000 655	0	553 000 655
661 Allocations et subsides	553 000 655	0	553 000 655

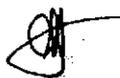
Crédits votés 2024/2025

	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	553 000 655	0	553 000 655
TOTAL GENERAL	4 692 562 906 948	1 580 235 105 180	6 272 798 012 128

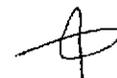
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		70 064 088 739
001	CABINET	
01 00 001 00 4 20110 11 000 0131 15	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	50 661 327 245
01 00 001 00 4 21430 11 000 0661 01	EQUIPEMENT BUILDING ADMINISTRATIF DE LA PRESIDENCE	80 000 000
01 00 001 00 4 21450 11 000 0113 01	APPUI AUX BONNES INITIATIVES	550 000 000
01 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	5 560 383 702
01 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	772 800 000
01 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	800 294 402
01 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	582 962 982
01 00 001 00 1 61410 11 000 0113 01	TRAITEMENTS ET INDEMNITES DU PERSONNEL POLITIQUE	2 718 616
01 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 528 431 164
01 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU CHEF DE L'ETAT	70 483 312
01 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	1 900 000 000
01 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	3 587 492 456
01 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	COLLATION DU PERSONNEL DE LA PRESIDENCE	1 200 000 000
01 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	449 280 000
01 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	720 000 000
01 00 001 00 2 62360 11 000 0413 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	329 565 351
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	112 000 000
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 02	ENTRETIEN DU CHARROI PRESIDENTIEL	550 000 000
01 00 001 00 2 62560 11 000 0113 01	ENTRETIEN DE L'AVION DU GOUVERNEMENT	550 000 000
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 03	ENTRETIEN DU NOUVEAU PALAIS PRESIDENTIEL	337 685 586
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DES PALAIS	420 000 000
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE LA PRESIDENCE	255 228 800
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANTS & LUBRIFIANTS	234 578 734
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 02	CARBURANT ET LUBRIFIANTS DU CHARROI PRESIDENTIEL	352 400 000
01 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	637 646 135
01 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	259 638 629
01 00 001 00 7 66110 11 000 0413 11	BUREAU D'ETUDE STRATEGIQUE ET DEVELOPPEMENT	224 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET MILITAIRE	357 107 622
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DES FETES	387 334 852
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA BSPI	90 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 21	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FLAMBEAU DE LA PAIX	2 578 287 547
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 10	COMMISSION NATIONALE CHARGÉE DE LA DEMARCATION ET DE LA MATERIALISATION DES FRONTIERES COMMUNES AVEC LES PAYS VOISINS	200 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ORDRES NATIONAUX	155 865 138
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT D'APPUI A LA PROTECTION DES INSTITUTIONS	78 190 569
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 04	SERVICE NATIONAL DE RENSEIGNEMENT	2 507 513 644
		13 687 622 281

01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 16	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES PRIERES NATIONALES D'ACTION DE GRACE	300 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0311 09	CABINET CHARGE DES QUESTIONS DE POLICE	216 701 327
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	26 646 397
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 01	FRAIS FUNERAIRES	8 467 999
002	OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI(OPDD-BURUNDI)	1 620 012 783
01 00 002 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	165 000 000
01 00 002 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	188 926 668
01 00 002 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI(OPDD-BURUNDI)	1 266 086 115
003	AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	2 777 837 564
01 00 003 00 4 20110 11 000 0121 01	FRAIS D'ETUDES	2 000 000
01 00 003 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	33 000 000
01 00 003 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 873 613 856
01 00 003 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	869 223 708
004	AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	2 558 415 645
01 00 004 00 4 21430 11 000 0413 01	EQUIPEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	755 000 000
01 00 004 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	724 529 729
01 00 004 00 7 66110 11 000 0413 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	1 078 885 916
005	COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	6 439 646 571
01 00 005 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 251 692 276
01 00 005 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	4 187 954 295
006	CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	818 243 280
01 00 006 00 4 21430 11 000 0331 01	EQUIPEMENT BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE	166 950 000
01 00 006 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	480 177 480
01 00 006 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	171 115 800
007	INSPECTION GENERAL DE L'ETAT	3 221 765 275
01 00 007 00 1 61320 11 000 0164 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 114 490 740
01 00 007 00 7 66110 11 000 0164 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERAL DE L'ETAT	1 107 274 535
008	CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	394 057 811
01 00 008 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	67 478 352
01 00 008 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	326 579 459
009	CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	763 195 725
01 00 009 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	200 053 273
01 00 009 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	563 142 452
010	OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	377 676 501

01 00 010 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	90 292 332
01 00 010 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	287 384 169
012	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	146 684 683
01 00 012 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	28 241 124
01 00 012 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	118 443 559
013	CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	285 225 656
01 00 013 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	183 613 056
01 00 013 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	101 612 600
02	VICE-PRESIDENCE	6 273 728 922
001	CABINET	2 840 359 765
02 00 001 00 4 20110 11 000 0121 02	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	60 000 000
02 00 001 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA VICE-PRESIDENCE	188 112 419
02 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	51 600 000
02 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	110 119 971
02 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 394 793
02 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 419 043
02 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	37 872 579
02 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU VICE-PRESIDENT	273 333 336
02 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	193 083 336
02 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	626 910 953
02 00 001 00 2 62220 11 000 0113 01	FETES OFFICIELLES	12 000 000
02 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE	264 166 667
02 00 001 00 2 62320 11 000 0113 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES	721 241
02 00 001 00 2 62330 11 000 0113 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	22 500 000
02 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	13 441 220
02 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN CHARROI	254 758 341
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	11 671 004
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU VICE-PRESIDENT	36 691 302
02 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	420 166 668
02 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT ET FOURNITURES DE BUREAU	53 879 003
02 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	18 000 000
02 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	125 517 889
502	COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	3 433 369 157
02 00 502 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	540 643 811
02 00 502 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 086 913 320
02 00 502 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	1 805 812 026




03 PREMIER MINISTERE		4 625 884 389
001	CABINET	3 597 219 511
03 00 001 00 4 20110 11 000 0113 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	30 000 000
03 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DU PREMIER MINISTRE	16 506 081
03 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	339 750 000
03 00 001 00 1 61210 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	149 924 502
03 00 001 00 1 61240 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	58 258 739
03 00 001 00 1 61260 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 084 380
03 00 001 00 1 61620 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 155 844
03 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DU PREMIER MINISTRE	231 666 666
03 00 001 00 2 62140 11 000 0111 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	173 500 000
03 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	488 000 000
03 00 001 00 2 62220 11 000 0111 01	FETES OFFICIELLES	30 000 000
03 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS WELFARE	150 000 000
03 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE	264 166 667
03 00 001 00 2 62280 11 000 0113 01	FRAIS DE COORDINATION DES ACTIVITES MINISTERIELLES	150 000 000
03 00 001 00 2 62320 11 000 0111 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	750 000
03 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	41 150 000
03 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	30 544 548
03 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	313 200 000
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	24 000 000
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DU PALAIS	40 800 000
03 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	487 743 200
03 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	328 425 137
03 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	46 833 333
03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LA NORMALISATION TOPONYMIQUE	100 000 000
03 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	69 760 414
002	COMMISSION FONCIERE NATIONALE	279 517 976
03 00 002 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	147 491 184
03 00 002 11 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION FONCIERE NATIONALE	132 026 792
003	SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	319 297 369
03 00 003 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	170 179 977
03 00 003 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	149 117 392
004	BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	429 849 533

03 00 004 00 1 61310 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	254 942 376
03 00 004 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	174 907 157

04	SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2 476 342 582
-----------	--------------------------------------	----------------------

001	CABINET	2 476 342 582
-----	---------	---------------

04 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENTS DE BUREAU	53 875 569
04 00 001 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 465 158
04 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	55 200 000
04 00 001 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 022 679
04 00 001 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	203 000
04 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 951 128
04 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 864 156
04 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	291 000
04 00 001 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 852 779
04 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	315 564
04 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	150 000 000
04 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	372 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 05	FRAIS RELATIFS AUX CONSEILS DES MINISTRES	730 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 02	FRAIS DE LOGEMENT ET RECEPTION POUR HOTES DE MARQUE	301 907 525
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	FRAIS DE RECEPTION	158 235 120
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 03	CONFERENCES ET SOMMETS	138 624 036
04 00 001 00 2 62320 11 000 0413 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	259 200
04 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	17 763 840
04 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	14 307 181
04 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI SGG	21 880 000
04 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	7 448 000
04 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	48 983 889
04 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	37 760 000
04 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	6 480 000
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	29 938 422
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PORTE-PAROLEES DES MINISTERES	271 714 336

05	ASSEMBLEE NATIONALE	27 190 196 522
-----------	----------------------------	-----------------------

001	CABINET	27 190 196 522
-----	---------	----------------

05 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT ASSEMBLEE NATIONALE	830 396 312
05 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 614 058 085
05 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	410 400 000
05 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	906 637 015
05 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 413 045

05 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	708 965 398
05 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE/DEPUTES	3 089 120 400
05 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/DEPUTES	4 321 298 736
05 00 001 00 1 61450 11 000 0111 01	INDEMNITES DE FIN DE MANDAT	2 822 666 512
05 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	177 348 915
05 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/DEPUTES	376 964 992
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	136 150 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DES VICE-PRESIDENTS	376 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS POUR L' EALA	70 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	MISSIONS A L'ETRANGER DES DEPUTES ET FONCTIONNAIRES	1 086 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	512 000 000
05 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	1 916 758 795
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	FRAIS DES RECEPTIONS OFFICIELLES	50 000 000
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	CONFERENCES ET SEMINAIRES	102 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	72 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	112 000 000
05 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	66 354 000
05 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	152 738 812
05 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS ET RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	108 000 000
05 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	AMENAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DU PALAIS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	396 226 100
05 00 001 00 2 62550 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 667 500 828
05 00 001 00 2 62570 11 000 0111 01	ENTRETIEN CLIMATISEURS ET SONORISATION	200 000 000
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT DE L' ASSEMBLEE NATIONALE	36 155 592
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 03	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	114 258 596
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 311 184
05 00 001 00 2 62610 11 000 0111 01	ASSURANCE INCENDIE DES BATIMENTS DU PARLEMENT	45 053 964
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX DEPUTES	277 857 000
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	205 034 008
05 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	266 299 000
05 00 001 00 2 63120 11 000 0111 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION	1 520 765 310
05 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	558 496 481
05 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	69 107 980
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	20 844 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	14 981 757
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 09	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	480 000 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETE	3 418 695
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	JOURNAL PARLEMENTAIRE	85 139 313

05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	316 757 986
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	673 079 623
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 03	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	10 403 998
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 05	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	3 745 439
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX POUR LES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 01	FRAIS FUNERAIRES	64 028 000
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	33 460 651
06	SENAT	16 238 132 241
001	CABINET	16 238 132 241
06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 01	PROJET ENQUETE SUR LA REFORME ADMINISTRATIVE 1925	131 872 154
06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES	60 000 000
06 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT SENAT	1 767 432 280
06 00 001 00 4 21450 11 000 0111 01	ACQUISITION DU MATERIEL DE SECURITE AU SENAT	45 000 000
06 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 094 409 741
06 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	303 000 000
06 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	655 020 376
06 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	11 856 000
06 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIME DE RENDEMENT S/STATUS	549 434 999
06 00 001 00 1 61260 11 000 0111 02	ALLOCATIONS FAMILIALES/SENATEURS	2 340 000
06 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE/SENATEURS	979 477 200
06 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/SENATEURS	1 393 209 480
06 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	173 549 680
06 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/SENATEURS	182 521 672
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 06	FRAIS DE MISSION POUR L'EALA	60 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	511 891 900
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	MISSIONS A L'ETRANGER DES SENATEURS ET FONCTIONNAIRES	539 764 123
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS POUR ASSECAA	27 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	VOYAGES OFFICIELS DES VICE- PRESIDENTS	375 945 950
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	126 100 000
06 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	1 698 320 000
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS DE RECEPTION OFFICIELLE	63 568 311
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	CONFERENCES ET SEMINAIRES	158 998 250
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	112 000 000
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	72 000 000
06 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	62 604 400
06 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	173 440 000
06 00 001 00 2 62410 11 000 0111 01	LOYER BUREAUX	18 000 000
06 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU SENAT	108 000 000

06 00 001 00 2 62430 11 000 0111 01	LOCATION DES BUS POUR LE TRANSPORT DU PERSONNEL ADMINISTRATIF	119 414 642
06 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU SIEGE DU SENAT	203 987 170
06 00 001 00 2 62550 11 000 0111 02	ENTRETIEN CHARROI	396 491 085
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 03	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 000 000
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES MACHINES	105 291 664
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT	36 000 000
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX SENATEURS	89 001 560
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	88 088 441
06 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	39 067 161
06 00 001 00 2 63120 11 000 0111 02	CARBURANT ET LUBRIFIANT/ADMINISTRATION	1 177 225 944
06 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	375 442 158
06 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	45 320 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETES	7 748 756
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 05	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	38 202 307
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	561 835 245
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 03	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	77 640 906
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	3 745 439
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 11	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	160 000 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	JOURNAL PARLEMENTAIRE	20 539 552
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	70 360 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	19 427 452
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	38 270 248
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 01	FRAIS FUNERAIRES	23 275 995
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX DES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
07	COUR DES COMPTES	1 444 177 402
001	CABINET	1 444 177 402
07 00 001 00 1 61110 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	573 600 000
07 00 001 00 1 61130 11 000 0114 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	21 600 000
07 00 001 00 1 61210 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	193 059 534
07 00 001 00 1 61240 11 000 0114 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 120 000
07 00 001 00 1 61260 11 000 0114 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 424 000
07 00 001 00 1 61610 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	39 852 000
07 00 001 00 1 61620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 717 170
07 00 001 00 2 62130 11 000 0114 01	MISSIONS A L' ETRANGER	200 000 000
07 00 001 00 2 62160 11 000 0114 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	70 372 950
07 00 001 00 2 62230 11 000 0114 01	RECEPTIONS OFFICIELLES	10 500 000
07 00 001 00 2 62320 11 000 0114 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	1 080 000

07 00 001 00 2 62330 11 000 0114 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	11 012 796
07 00 001 00 2 62360 11 000 0114 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	18 684 000
07 00 001 00 2 62510 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	15 000 000
07 00 001 00 2 62550 11 000 0114 01	ENTRETIEN DU CHARROI	35 000 000
07 00 001 00 2 62580 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES MACHINES	17 632 270
07 00 001 00 2 62620 11 000 0114 01	ASSURANCE VEHICULES ET BATIMENTS	22 728 694
07 00 001 00 2 63120 11 000 0114 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	31 320 000
07 00 001 00 2 63210 11 000 0114 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	47 687 000
07 00 001 00 2 63510 11 000 0114 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	7 335 567
07 00 001 00 7 66110 11 000 0114 01	AUDIT DES MINISTERES	72 495 986
07 00 001 00 7 66620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS SUPERIEURES DE CONTROLE	4 955 435
07 00 001 00 6 67210 11 000 0114 01	FRAIS FUNERAIRES	3 000 000
08	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	70 739 452 520
001	CABINET	70 739 452 520
08 00 001 00 1 61320 11 000 0133 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 814 932 711
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 02	PROVISION AUX ELECTIONS	68 044 432 902
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	880 086 907
11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	373 822 946 819
001	CABINET DU MINISTRE	92 085 428 483
11 00 001 00 4 21220 11 000 0311 11	CONSTRUCTION DES BUREAUX DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE,ZONALE ET COLLINAIRE	80 180 000 000
11 00 001 00 4 21230 11 000 0311 01	APPUI AU PROCESSUS DE RAPATRIEMENT	595 124 605
11 00 001 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX DU MINISTERE	237 260 563
11 00 001 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT SPECIAL POUR LA PROTECTION CIVILE	203 520 000
11 00 001 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 002 011
11 00 001 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	115 015 104
11 00 001 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	864 000
11 00 001 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 640 121
11 00 001 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	901 192
11 00 001 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 846 040
11 00 001 00 1 61280 11 000 0132 01	APPUI A L'ELABORATION DES PCDC	199 999 968
11 00 001 00 1 61320 11 000 0132 01	REMUNERATION DU PERSONNEL ANTENNES PROVINCIALES DU PLAN	170 053 916
11 00 001 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	135 179
11 00 001 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	216 000
11 00 001 00 2 62120 11 000 0311 01	FORMATION PATRIOTIQUE	149 999 993
11 00 001 00 2 62140 11 000 0311 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	280 000 000
11 00 001 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	1 020 144 581
11 00 001 00 2 62160 11 000 0132 04	EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES COMMUNES	152 756 984
11 00 001 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	66 000 000

11 00 001 00 2 62230 11 000 0311 02	CELEBRATION DE LA JOURNEE AFRICAINE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, JOURNEE INTERNATIONALE DES COOPERATIVES ET DE L'ENTREPRENEURIAT	39 999 000
11 00 001 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	168 600 000
11 00 001 00 2 62320 11 000 0311 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	3 414 773
11 00 001 00 2 62330 11 000 0311 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	463 224 312
11 00 001 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	41 773 920
11 00 001 00 2 62410 11 000 0311 01	LOYERS BUREAUX DU MINISTERE	670 696 104
11 00 001 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	94 227 096
11 00 001 00 2 62550 11 000 0311 01	ENTRETIEN CHARROI/ADMINISTRATION CENTRALE	100 000 000
11 00 001 00 2 62550 11 000 0311 02	ENTRETIEN CHARROI/ADMINISTRATION PROVINCIALE	123 036 918
11 00 001 00 2 62570 11 000 0311 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	44 940 000
11 00 001 00 2 62580 11 000 0132 02	ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	22 489 999
11 00 001 00 2 62580 11 000 0132 01	ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE	30 305 221
11 00 001 00 2 63120 11 000 0311 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION PROVINCIALE	236 477 388
11 00 001 00 2 63120 11 000 0311 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION CENTRALE	100 955 200
11 00 001 00 2 63210 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	186 672 800
11 00 001 00 2 63280 11 000 0311 01	ACHAT PASSEPORT POUR LES POLICIERS EN MAINTIEN DE LA PAIX	14 148 000
11 00 001 00 2 63510 11 000 0311 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	1 724 536 912
11 00 001 00 5 65320 11 000 0421 02	APPUI AU PROCESSUS DE TRANSFERT DES COMPETENCES DE L'ETAT AUX COMMUNES	32 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0113 22	APPUI AU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET SOCIAL	43 140 016
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 12	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	149 999 960
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT D'UN ATTACHE DE SECURITE A NAIROBI DANS LE CADRE DE L'INTERPOL	336 944 568
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME	81 600 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES	24 907 426
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION (DGAG)	209 020 534
11 00 001 00 7 66110 11 000 0132 21	PROMOUVOIR LES SOCIETES COOPERATIVES	20 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	185 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	1 011 970 562
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES DE SECURITE	90 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0113 15	FONCTIONNEMENT DES ADMINISTRATIONS PROVINCIALES	179 244 908
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES ETUDES STRATEGIQUES	187 999 790
11 00 001 00 7 66680 11 000 0311 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES (INTERPOL)	480 000 000
11 00 001 00 6 67280 11 000 0113 01	APPUI A L'ACCUEIL ET A LA PROTECTION DES DEMANDEURS D'ASILE ET REFUGIES AU BURUNDI	60 000 000
11 00 001 00 6 67280 11 000 0311 01	FONDS DE PREVENTION ET DE GESTION DES CATASTROPHES	600 000 000
11 00 001 00 8 67310 11 000 0311 01	FORMATION, BOURSES ET STAGES	903 622 819

002	POLICE NATIONALE DU BURUNDI	269 881 586 665
11 00 002 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE BUREAUX DE LA PNB	114 229 948
11 00 002 00 4 21450 11 000 0311 02	EQUIPEMENT POUR LE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE LA SECURITE PUBLIQUE	18 085 843 600
11 00 002 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT POUR LA POLICE NATIONALE	17 041 056 351
11 00 002 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 218 759 948
11 00 002 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 215 837 288
11 00 002 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	146 268 000
11 00 002 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	36 282 849 000
11 00 002 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 103 554 960
11 00 002 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	449 220 000
11 00 002 00 1 61280 11 000 0311 01	REGULARISATION DU PERSONNEL D'APPUI	12 898 877 720
11 00 002 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 248 640 682
11 00 002 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 298 871 378
11 00 002 00 1 61680 11 000 0311 01	REGULARISATION INSS RETRAITES ACTUELS ET ANCIENS	1 184 400 000
11 00 002 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	632 000 000
11 00 002 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	40 000 000
11 00 002 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	114 000 000
11 00 002 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	108 268 632
11 00 002 00 2 62420 11 000 0311 01	LOYER D'HABITATION	3 438 919 392
11 00 002 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	185 000 004
11 00 002 00 2 62550 11 000 0311 01	ENTRETIEN CHARROI	7 553 689 798
11 00 002 00 2 62570 11 000 0311 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	56 389 150
11 00 002 00 2 63120 11 000 0311 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	10 452 946 645
11 00 002 00 2 63120 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	281 196 750
11 00 002 00 2 63140 11 000 0311 04	HABILLEMENT DES TROUPES	18 030 403 776
11 00 002 00 2 63140 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES TROUPES	7 597 140 084
11 00 002 00 2 63140 11 000 0311 03	ALIMENTATION DES TROUPES	65 572 602 157
11 00 002 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA POLICE DE ROULAGE ET DE LA SECURITE ROUTIERE	1 300 000 000
11 00 002 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	1 230 721 402
11 00 002 00 7 66110 11 000 0311 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL DES MIGRATIONS	7 999 900 000
003	DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE, DE L'EDUCATION CIVIQUE ET DES COLLECTIVITES LOCALES	4 280 466 834
11 00 003 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 226 157 050
11 00 003 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 703 786 480
11 00 003 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	18 528 000
11 00 003 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	12 502 639
11 00 003 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	93 237 000
11 00 003 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 672 000

11 00 003 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	220 708 269
11 00 003 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 875 396
004	DIRECTION DE L'EDUCATION CIVIQUE ET DE LA FORMATION PATRIOTIQUE	55 731 248
11 00 004 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 008 003
11 00 004 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 693 000
11 00 004 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
11 00 004 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 874 245
005	DIRECTION DE LA POPULATION	60 520 814
11 00 005 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 243 221
11 00 005 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 139 500
11 00 005 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
11 00 005 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	108 533
11 00 005 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
11 00 005 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
11 00 005 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 463 780
11 00 005 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 280
006	DIRECTION DE LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	197 617 168
11 00 006 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	197 617 168
007	DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION DES ONGs ET DE LA PROMOTION DES LIBERTES PUBLIQUES	96 877 611
11 00 007 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 393 707
11 00 007 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 329 500
11 00 007 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
11 00 007 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	41 890 404
008	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES ET POLITIQUES	68 451 812
11 00 008 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 560 245
11 00 008 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 659 000
11 00 008 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
11 00 008 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	99 325
11 00 008 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
11 00 008 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
11 00 008 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 520 844
11 00 008 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 898
009	DIRECTION DE LA COORDINATION DES ONGs	41 965 004
11 00 009 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 192 800
11 00 009 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 445 500
11 00 009 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
11 00 009 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 194 704
010	DIRECTION GENERALE DU RAPATRIEMENT, DE LA REINSTALLATION ET DE LA REINTEGRATION DES RAPATRIES	52 016 401

11 00 010 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 995 496
11 00 010 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 194 500
11 00 010 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
11 00 010 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 514 405
011	DIRECTION DU RAPATRIEMENT ET DE LA REINSTALLATION DES RAPATRIES	40 141 156
11 00 011 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 902 675
11 00 011 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	27 000 000
11 00 011 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
11 00 011 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 962 481
012	DIRECTION DE LA REINTEGRATION DES RAPATRIES ET DES DEPLACES	25 444 675
11 00 012 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 350 572
11 00 012 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 579 000
11 00 012 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
11 00 012 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 503 103
013	DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA DECENTRALISATION	179 024 287
11 00 013 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 201 405
11 00 013 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	86 602 500
11 00 013 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	708 000
11 00 013 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	837 909
11 00 013 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 005 500
11 00 013 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	408 000
11 00 013 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 156 252
11 00 013 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	42 104 721
014	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE LOCALE, DES COOPERATIVES ET DE L'ENTREPRENEURIAT	189 171 278
11 00 014 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	56 082 439
11 00 014 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	121 986 000
11 00 014 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 008 000
11 00 014 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 729 893
11 00 014 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 364 946
015	DIRECTION DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GESTION DES PERFORMANCES DES COMMUNES	47 589 408
11 00 015 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 102 041
11 00 015 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 673 000
11 00 015 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 814 367
016	DIRECTION DE LA PLANIFICATION LOCALE	39 115 779
11 00 016 00 1 61110 11 000 0132 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 590 067
11 00 016 00 1 61140 11 000 0132 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 043 500
11 00 016 00 1 61160 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
11 00 016 00 1 61260 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 266 212

017	DIRECTION DE LA COORDINATION DES PROJETS COMMUNAUX ET DES VILLAGES	45 771 793
11 00 017 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 907 418
11 00 017 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 121 040
11 00 017 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
11 00 017 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 683 335
021	FONDS NATIONAL D' INVESTISSEMENT COMMUNAL (FONIC)	1 755 316 625
11 00 021 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 022 808 228
11 00 021 00 2 62160 11 000 0421 01	FRAIS DE SUIVI EVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL/FONIC	541 739 998
11 00 021 00 7 66110 11 000 0421 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONIC	190 768 399
023	HOPITAL DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	1 688 029 716
11 00 023 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	301 900 000
11 00 023 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 218 123 716
11 00 023 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'HOPITAL DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	168 006 000
024	CNAP	497 475 940
11 00 024 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	279 757 316
11 00 024 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CNAP	217 718 624
025	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION ET DE REGULATION DES SOCIETES COOPERATIVES AU BURUNDI (ANACOOB)	1 409 418 690
11 00 025 00 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 028 713 824
11 00 025 00 7 66110 11 000 0411 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE PROMOTION ET DE REGULATION DES SOCIETES COOPERATIVES AU BURUNDI (ANACOOB)	380 704 866
501	FORUM PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE PARTIS POLITIQUES	232 118 607
11 00 501 00 7 66110 11 000 0113 01	FORUM PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE PARTIS POLITIQUES	232 118 607
502	APPUI AU SUIVI ET CONTROLE DES ACTIVITES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES(ASBL ET ONG)	132 264 250
11 00 502 00 7 66110 11 000 0113 01	APPUI AU SUIVI ET CONTROLE DES ACTIVITES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES(ASBL ET ONG)	132 264 250
505	PROJET CNFAL	165 402 575
11 00 505 00 4 27100 11 000 0132 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE FORMATION DES ACTEURS LOCAUX	165 402 575
507	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	556 000 000
11 00 507 00 4 27100 11 000 0132 01	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	556 000 000
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	86 374 299 643
001	CABINET	5 309 543 724
12 00 001 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LE CABINET DU MINISTERE	286 862 591
12 00 001 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	41 694 142
12 00 001 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	96 000 000
12 00 001 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	77 066 547
12 00 001 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	242 400

12 00 001 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 512 912
12 00 001 00 1 61210 11 000 0115 02	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	24 000 000
12 00 001 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 635 000
12 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	448 440
12 00 001 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 003 298
12 00 001 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	226 937
12 00 001 00 2 62140 11 000 0115 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	1 200 000 000
12 00 001 00 2 62150 11 000 0115 01	VOYAGES DES DIPLOMATES	820 000 000
12 00 001 00 2 62160 11 000 0115 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	80 000 000
12 00 001 00 2 62230 11 000 0115 02	SEMAINE DE LA DIASPORA	165 935 000
12 00 001 00 2 62230 11 000 0115 04	CELEBRATION DE LA FETE NATIONALE	85 000 000
12 00 001 00 2 62230 11 000 0115 01	FRAIS POUR LES CONFERENCES	13 468 760
12 00 001 00 2 62250 11 000 0115 01	FRAIS DE CONTACT	259 465 952
12 00 001 00 2 62280 11 000 0115 01	FRAIS POUR ORGANISATION DES COMMISSIONS MIXTES	107 534 400
12 00 001 00 2 62320 11 000 0115 01	FRAIS POUR VALISE DIPLOMATIQUE	8 640 000
12 00 001 00 2 62320 11 000 0115 02	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES	3 983 520
12 00 001 00 2 62330 11 000 0115 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	36 400 000
12 00 001 00 2 62360 11 000 0115 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	114 371 665
12 00 001 00 2 62360 11 000 0115 02	MAINTENANCE DU SITE WEB	30 000 000
12 00 001 00 2 62380 11 000 0115 03	FRAIS D'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS BILATERAUX DU PLACEMENT DES TRAVAILLEURS MIGRANTS BURUNDAIS A L'ETRANGER	43 835 000
12 00 001 00 2 62380 11 000 0115 02	FRAIS DES EVALUATIONS DES ONGE,ASBL,ORGANISATIONS INTERNATIONALES	17 196 000
12 00 001 00 2 62430 11 000 0661 01	LOCATION VEHICULES POUR DELEGATIONS ETRANGERES	202 400 000
12 00 001 00 2 62550 11 000 0115 01	ENTRETIEN DU CHARROI	249 000 000
12 00 001 00 2 62570 11 000 0115 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	90 744 000
12 00 001 00 2 62580 11 000 0115 01	ENTRETIEN DU GROUPE ELECTROGENE	145 200 000
12 00 001 00 2 63120 11 000 0115 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	216 000 000
12 00 001 00 2 63210 11 000 0115 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	178 517 524
12 00 001 00 2 63510 11 000 0115 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	26 707 794
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	306 040 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	50 000 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	20 931 842
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'INTERPRETARIAT	100 000 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE DE PLANIFICATION	128 000 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 01	FONCTIONNEMENT DU MECANISME DE COORDINATION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES REGIONS DES GRANDS LACS (CIRGL)	63 480 000
002 DIRECTION GENERALE CHARGEE DES RELATIONS MULTILATERALES		33 324 523
12 00 002 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 180 872

12 00 002 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES & PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 547 945
12 00 002 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	97 397
12 00 002 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 002 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 480
12 00 002 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 221 704
12 00 002 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 610
003	DELEGATION A LA FRANCOPHONIE	18 173 195
12 00 003 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 700 388
12 00 003 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 740 280
12 00 003 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 480
12 00 003 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	684 047
004	DIRECTION CHARGEE DE L'INTEGRATION ET DES ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES	80 913 604
12 00 004 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 101 602
12 00 004 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 618 010
12 00 004 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	181 800
12 00 004 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 012 192
005	DIRECTION CHARGEE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	20 705 100 144
12 00 005 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 101 601
12 00 005 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 618 010
12 00 005 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	181 800
12 00 005 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	116 285
12 00 005 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 005 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 840
12 00 005 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 012 192
12 00 005 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES S/CONTRATS	17 443
12 00 005 00 2 62760 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AU COUT DES ASSISTANCES BILATERALES	189 980 497
12 00 005 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	20 432 773 961
006	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	62 770 065
12 00 006 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 653 348
12 00 006 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 972 875
12 00 006 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	145 440
12 00 006 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	1 998 402
007	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	58 253 795
12 00 007 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 706 054
12 00 007 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 336 975
12 00 007 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	206 040
12 00 007 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 004 726
008	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES MIGRANTS	45 709 302
12 00 008 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 157 841

12 00 008 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 538 600
12 00 008 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	193 920
12 00 008 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 818 941
009 DIRECTION GENERALE DU PROTOCOLE, DES AFFAIRES CONSULAIRES ET JURIDIQUES		60 921 589
12 00 009 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 614 526
12 00 009 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 829 035
12 00 009 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 840
12 00 009 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 857 822
12 00 009 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	18 570 870
12 00 009 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	412 080
12 00 009 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 273 743
12 00 009 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	278 673
010 DIRECTION DU PROTOCOLE		61 990 344
12 00 010 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 031 437
12 00 010 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 336 975
12 00 010 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	218 160
12 00 010 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 403 772
011 DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES		60 994 635
12 00 011 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 898 440
12 00 011 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 718 455
12 00 011 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	169 680
12 00 011 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	127 071
12 00 011 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 011 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 600
12 00 011 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 787 813
12 00 011 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 061
012 DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION		30 820 516
12 00 012 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 836 270
12 00 012 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 429 875
12 00 012 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 360
12 00 012 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	207 390
12 00 012 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 290 680
12 00 012 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 480
12 00 012 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	940 352
12 00 012 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	31 109
013 DIRECTION DE L'ADMINISTRATION FINANCIERE ET LOGISTIQUE		199 097 808
12 00 013 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 252 519
12 00 013 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	61 699 466
12 00 013 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	266 640
12 00 013 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	100 318

12 00 013 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 013 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 910 302
12 00 013 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 048
12 00 013 00 2 62510 11 000 0115 01	ENTRETIEN , EQUIPEMENT DES IMMEUBLES ET MAINTENANCE	108 640 000
014 DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES		46 993 915
12 00 014 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 350 969
12 00 014 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 124 660
12 00 014 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 960
12 00 014 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 080 830
12 00 014 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 618 735
12 00 014 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	557 520
12 00 014 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 002 116
12 00 014 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	162 125
015 DIRECTION GENERALE CHARGEE DES RELATIONS BILATERALES		32 202 774
12 00 015 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 552 779
12 00 015 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 561 880
12 00 015 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	206 040
12 00 015 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	161 101
12 00 015 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 015 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 960
12 00 015 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 386 334
12 00 015 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 165
016 DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L' AFRIQUE, L'ASIE ET L'OCEANIE		92 468 929
12 00 016 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 633 613
12 00 016 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	61 017 170
12 00 016 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	157 560
12 00 016 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	112 902
12 00 016 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 016 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	121 200
12 00 016 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 196 034
12 00 016 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 935
017 DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'EUROPE, L' AMERIQUE ET LES CARAIBES		77 535 469
12 00 017 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 266 708
12 00 017 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 826 935
12 00 017 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	133 320
12 00 017 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	106 423
12 00 017 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 017 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 600
12 00 017 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 912 005
12 00 017 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 963

018	DIRECTION GENERALE DE LA DIASPORA, DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES MIGRANTS ET DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF (ASBL) ETRANGERES	33 303 668
12 00 018 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 844 490
12 00 018 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 429 875
12 00 018 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	239 560
12 00 018 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 427 030
12 00 018 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	145 440
12 00 018 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 181 339
12 00 018 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	35 934
019	DIRECTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF (ASBL) ETRANGERES	43 087 105
12 00 019 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 827 415
12 00 019 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 538 600
12 00 019 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	181 800
12 00 019 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 539 290
020	DIRECTION DE LA DIASPORA	35 755 235
12 00 020 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 332 862
12 00 020 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 133 950
12 00 020 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 480
12 00 020 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 239 943
022	INSPECTION GENERALE	72 284 746
12 00 022 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 939 393
12 00 022 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 022 770
12 00 022 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	169 680
12 00 022 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	109 618
12 00 022 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 213 515
12 00 022 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 600
12 00 022 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 752 727
12 00 022 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 443
024	AMBASSADE DU BURUNDI A ABUJA	1 060 845 310
12 00 024 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	405 733 680
12 00 024 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	300 411 630
12 00 024 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	354 700 000
025	AMBASSADE DU BURUNDI A ADDIS-ABEBA	1 901 394 837
12 00 025 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	712 535 837
12 00 025 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	361 680 000
12 00 025 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	827 179 000
026	AMBASSADE DU BURUNDI A ALGER	1 375 269 197
12 00 026 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	439 249 277
12 00 026 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	546 720 000

12 00 026 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	389 299 920
027	AMBASSADE DU BURUNDI A ANKARA	2 648 252 329
12 00 027 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	716 231 820
12 00 027 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	657 480 000
12 00 027 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 274 540 509
028	AMBASSADE DU BURUNDI A BERLIN	1 458 707 152
12 00 028 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	559 985 652
12 00 028 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	438 886 800
12 00 028 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	459 834 700
029	AMBASSADE DU BURUNDI A BRUXELLES	3 095 738 162
12 00 029 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 285 344 706
12 00 029 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	829 976 961
12 00 029 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	980 416 495
030	AMBASSADE DU BURUNDI A BUKAVU	1 038 964 487
12 00 030 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	490 054 807
12 00 030 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	205 920 000
12 00 030 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	342 989 680
031	AMBASSADE DU BURUNDI A CAIRE	1 675 027 179
12 00 031 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	568 235 179
12 00 031 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	487 200 000
12 00 031 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	619 592 000
032	AMBASSADE DU BURUNDI A DAR-ES-SALAAM	1 590 805 595
12 00 032 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	724 616 395
12 00 032 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	314 947 000
12 00 032 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	551 242 200
033	AMBASSADE DU BURUNDI A DOHA	1 540 268 211
12 00 033 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	670 071 211
12 00 033 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	650 592 000
12 00 033 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	219 605 000
034	AMBASSADE DU BURUNDI A DUBAI	1 771 329 834
12 00 034 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	424 437 034
12 00 034 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	384 880 000
12 00 034 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	962 012 800
035	AMBASSADE DU BURUNDI A GENEVE	2 995 462 535
12 00 035 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	821 001 045
12 00 035 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 356 984 540
12 00 035 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	817 476 950
036	AMBASSADE DU BURUNDI A KAMPALA	1 407 087 008
12 00 036 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	518 266 008
12 00 036 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	314 904 000

12 00 036 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	573 917 000
037	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGALI	1 064 532 348
12 00 037 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	356 442 305
12 00 037 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	44 040 000
12 00 037 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	664 050 043
038	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGOMA	314 732 081
12 00 038 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	292 065 581
12 00 038 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	22 666 500
039	AMBASSADE DU BURUNDI A KINSHASA	2 276 031 556
12 00 039 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	591 910 956
12 00 039 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 087 200 000
12 00 039 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	596 920 600
040	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAYE	1 971 363 992
12 00 040 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	482 209 056
12 00 040 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	825 939 279
12 00 040 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	663 215 657
041	AMBASSADE DU BURUNDI A LAAYOUNE	1 300 000
12 00 041 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 300 000
042	AMBASSADE DU BURUNDI A LONDRES	1 309 022 183
12 00 042 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	419 331 972
12 00 042 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	663 348 000
12 00 042 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	226 342 211
043	AMBASSADE DU BURUNDI A LUSAKA	938 233 670
12 00 043 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	335 471 580
12 00 043 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	273 096 000
12 00 043 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	329 666 090
044	AMBASSADE DU BURUNDI A MOSCOU	1 548 163 584
12 00 044 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	767 057 676
12 00 044 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	490 346 208
12 00 044 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	290 759 700
045	AMBASSADE DU BURUNDI A NAIROBI	1 865 256 624
12 00 045 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	760 757 024
12 00 045 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	554 400 000
12 00 045 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	550 099 600
046	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW DHELI	1 774 590 762
12 00 046 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	834 182 922
12 00 046 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	527 307 840
12 00 046 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	413 100 000
047	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW YORK	3 519 911 398
12 00 047 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	950 380 548

12 00 047 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 551 374 160
12 00 047 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 018 156 690
048	AMBASSADE DU BURUNDI A PARIS	1 874 100 680
12 00 048 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	795 262 668
12 00 048 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	517 512 058
12 00 048 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	561 325 954
049	AMBASSADE DU BURUNDI A PEKIN	3 990 656 455
12 00 049 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	926 370 404
12 00 049 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 535 081 520
12 00 049 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 529 204 531
050	AMBASSADE DU BURUNDI A PRETORIA	1 211 458 849
12 00 050 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	599 163 888
12 00 050 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	324 204 841
12 00 050 00 7 66110 11 000 0115 01	AMBASSADE DU BURUNDI A PRETORIA	288 090 120
051	AMBASSADE DU BURUNDI A RABAT	713 121 795
12 00 051 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	385 898 510
12 00 051 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	74 588 400
12 00 051 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	252 634 885
052	AMBASSADE DU BURUNDI A RIYAD	1 560 246 924
12 00 052 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	534 694 924
12 00 052 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	507 018 000
12 00 052 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	518 534 000
053	AMBASSADE DU BURUNDI A ROME	2 113 708 176
12 00 053 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	559 048 524
12 00 053 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	868 560 000
12 00 053 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	686 099 652
054	AMBASSADE DU BURUNDI A WASHINGTON	3 504 756 637
12 00 054 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	952 608 957
12 00 054 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 269 011 760
12 00 054 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 283 135 920
056	AMBASSADE DU BURUNDI A OTTAWA	2 220 364 407
12 00 056 00 1 61320 11 000 0115 01	REUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	447 972 180
12 00 056 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	691 444 560
12 00 056 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 080 947 667
057	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAVANE	1 000 000 000
12 00 057 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	308 880 000
12 00 057 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	421 352 000
12 00 057 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	269 768 000
058	AMBASSADE AU VATICAN	882 350 601
12 00 058 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	295 212 000

12 00 058 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	435 600 000
12 00 058 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	151 538 601
13	MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	495 576 461 114
001	CABINET	33 625 395 797
13 00 001 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	503 307 518
13 00 001 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	300 000 000
13 00 001 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	429 600 000
13 00 001 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	218 600 000
13 00 001 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	310 000 000
13 00 001 00 7 66110 11 000 0211 03	DOTATION A L'OGAC	30 769 203 550
13 00 001 00 7 66110 11 000 0211 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	35 000 000
13 00 001 00 7 66110 11 816 0211 01	SUBSIDES A L' HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE	1 013 484 729
13 00 001 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	46 200 000
002	FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI	461 851 133 989
13 00 002 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE	10 000 000 000
13 00 002 00 4 21240 11 000 0211 01	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES MILITAIRES	3 542 800 896
13 00 002 00 1 61110 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 198 442 837
13 00 002 00 1 61140 11 000 0211 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 583 115 851
13 00 002 00 1 61160 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	327 856 400
13 00 002 00 1 61210 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	85 390 014 739
13 00 002 00 1 61240 11 000 0211 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	37 330 108 699
13 00 002 00 1 61260 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	709 408 800
13 00 002 00 1 61610 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 125 592 080
13 00 002 00 1 61620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 458 608 686
13 00 002 00 1 61680 11 000 0211 01	REGULARISATION INSS	2 305 496 456
13 00 002 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES DES MILITAIRES A L'ETRANGER	1 131 545 346
13 00 002 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	3 229 477 128
13 00 002 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	742 500 000
13 00 002 00 2 62250 11 000 0211 01	RENSEIGNEMENTS MILITAIRES	306 000 000
13 00 002 00 2 62330 11 000 0211 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	250 011 400
13 00 002 00 2 62420 11 000 0211 01	LOYER D'HABITATION	5 897 520 000
13 00 002 00 2 62550 11 000 0211 01	ENTRETIEN DU CHARROI	14 679 059 881
13 00 002 00 2 63120 11 000 0211 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	14 916 754 512
13 00 002 00 2 63130 11 000 0211 02	ALIMENTATION DES TROUPES	152 060 378 663
13 00 002 00 2 63130 11 000 0211 01	ENTRETIEN DES TROUPES	12 492 081 938
13 00 002 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	2 115 870 000
13 00 002 00 2 63510 11 000 0211 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	8 534 897 624
13 00 002 00 7 66110 11 000 0211 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES MILITAIRES	2 597 532 000

13 00 002 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE DE L'AMISOM	3 996 726 373
13 00 002 00 7 66620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION AUX EXERCICES MILITAIRES EAC	709 374 192
13 00 002 00 8 67310 11 000 0211 01	BOURSES ET STAGES	4 219 959 488
003	REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	99 931 328
13 00 003 00 1 61320 11 853 0211 01	REMUNERATION DU PERSONNEL CIVIL	40 855 993
13 00 003 00 7 66110 11 853 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	59 075 335

14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE	1 740 716 497 778
-----------	--	--------------------------

001	CABINET	221 063 726 064
14 00 001 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DU BUILDING DES FINANCES	1 753 576 534
14 00 001 00 4 21440 11 000 0121 01	APPUI TECHNIQUE AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	38 000 000
14 00 001 00 4 21450 11 000 0121 01	SECURISATION DU NOUVEAU BUILDING DES FINANCES	618 509 668
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 07	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BNDE	2 600 027 027
14 00 001 00 4 26110 11 717 0121 01	PARTICIPATION AU CAPITAL DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE (FSA)	6 575 962 774
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 10	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (BIRD) ET LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)	1 471 361 040
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 03	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE DES FEMMES	750 000 000
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 08	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BHB	3 257 709 146
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 05	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT DES JEUNES	750 000 000
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 09	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC)	5 876 296 500
14 00 001 00 4 26110 11 744 0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BAD ET BBCI	4 169 583 123
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 11	PARTICIPATION AU CAPITAL DU FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE ET D'ACCOMPAGNEMENT (FIGA)	1 000 000 000
14 00 001 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	105 841 410
14 00 001 00 1 61130 11 000 0121 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	105 600 000
14 00 001 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	295 159 957
14 00 001 00 1 61150 11 000 0121 02	PRIMES DE RENDEMENT DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES	674 281 728
14 00 001 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 932 000
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 02	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 862 823
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	698 231 483
14 00 001 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	17 771 774
14 00 001 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	324 000
14 00 001 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 051 454
14 00 001 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	442 306
14 00 001 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DU BUDGET PROGRAMME	1 446 213 982
14 00 001 00 2 62140 11 000 0121 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	1 120 000 000

14 00 001 00 2 62160 11 000 0121 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	150 000 000
14 00 001 00 2 62250 11 000 0121 01	FRAIS DE CONTACT	120 000 000
14 00 001 00 2 62310 11 000 0121 01	FRAIS BANCAIRES	8 000 000
14 00 001 00 2 62320 11 000 0121 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	12 572 000
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 02	FRAIS DE COMMUNICATION ECONOMIQUE ET RELATIONS PUBLIQUES	811 312 000
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	107 640 000
14 00 001 00 2 62340 11 000 0121 01	CONTRAT DES PRESTATIONS INFORMATIQUES	280 000 000
14 00 001 00 2 62360 11 000 0121 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	124 800 000
14 00 001 00 2 62510 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU NOUVEAU BUILDING	170 467 272
14 00 001 00 2 62550 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU CHARROI	460 084 000
14 00 001 00 2 62550 11 000 0121 02	REPARATION DU PARC AUTOMOBILE DE L'ETAT EN PANNE ET GARE	2 277 789 000
14 00 001 00 2 62570 11 000 0121 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE ET PHOTOCOPIEUSES	461 856 000
14 00 001 00 2 62580 11 000 0121 02	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DU NOUVEAU BUILDING	525 000 000
14 00 001 00 2 63120 11 000 0121 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	404 349 000
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 938 991 000
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	1 575 927 200
14 00 001 00 2 63510 11 000 0121 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	380 000 000
14 00 001 00 3 64400 11 000 0121 01	PERTES DE CHANGE	1 500 000 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	290 000 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 19	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES	35 896 600
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 15	REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	20 603 999 386
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 18	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DU MARCHE DES CAPITAUX	2 445 997 458
14 00 001 00 7 66110 11 000 0131 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CONTROLEURS DES ENGAGEMENTS DES DEPENSES ET PERFORMANCES	102 000 000
14 00 001 00 7 66620 11 000 0122 01	CONTRIBUTION AU FOND AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT	1 000 000 000
14 00 001 00 7 66710 11 000 0121 01	EXONERATIONS	111 847 076 606
14 00 001 00 0 88888 11 000 0000 01	IMPREVUS	40 081 229 813
002	DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DE LA POLITIQUE FISCALE	39 663 011
14 00 002 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 834 096
14 00 002 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 035 912
14 00 002 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
14 00 002 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	579 432
14 00 002 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 425 912
14 00 002 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
14 00 002 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 590 137
14 00 002 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	89 522
003	DIRECTION DU BUDGET	424 827 583
14 00 003 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	104 368 300

14 00 003 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	298 750 249
14 00 003 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 200 000
14 00 003 00 1 61210 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	184 176
14 00 003 00 1 61240 11 000 0134 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 438 109
14 00 003 00 1 61260 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
14 00 003 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 786 294
14 00 003 00 1 61620 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	28 455
004	DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE	112 140 813
14 00 004 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 408 012
14 00 004 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 458 475
14 00 004 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
14 00 004 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	122 148
14 00 004 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 431 864
14 00 004 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 004 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 473 442
14 00 004 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 872
005	DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES	21 971 471
14 00 005 00 1 61110 11 000 0132 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 035 647
14 00 005 00 1 61140 11 000 0132 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 281 631
14 00 005 00 1 61160 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
14 00 005 00 1 61210 11 000 0132 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	176 217
14 00 005 00 1 61240 11 000 0132 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 206 907
14 00 005 00 1 61260 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
14 00 005 00 1 61610 11 000 0132 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 028 637
14 00 005 00 1 61620 11 000 0132 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	26 432
006	DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR	892 274 048
14 00 006 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	98 573 652
14 00 006 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	239 786 890
14 00 006 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 080 000
14 00 006 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	924 612
14 00 006 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 962 784
14 00 006 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
14 00 006 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 743 257
14 00 006 00 1 61620 11 000 0123 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	142 853
14 00 006 00 2 63210 11 000 0124 01	ACHAT DES VALEURS ET IMPRIMES	528 000 000
007	DIRECTION DE LA DETTE	1 435 929 333 467
14 00 007 00 9 16110 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	25 729 703 699
14 00 007 00 9 16130 11 000 0124 02	REMBOURSEMENT PRÊTS BANQUE COMMERCIALE	47 064 267 855
14 00 007 00 9 16130 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT PRÊTS BRB	188 341 593 988




14 00 007 00 9 16200 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DU BON DU TRESOR	414 355 770 400
14 00 007 00 9 16300 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT OBLIGATIONS DU TRESOR	365 441 000 000
14 00 007 00 9 16810 11 000 0121 01	APUREMENT DES ARRIERES	50 000 000 000
14 00 007 00 9 17212 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE BILATERALE	37 650 919 666
14 00 007 00 9 17222 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE DIRECTE MULTILATERALE	68 553 977 395
14 00 007 00 1 61110 11 000 0124 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 840 588
14 00 007 00 1 61140 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	72 326 620
14 00 007 00 1 61160 11 000 0124 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
14 00 007 00 1 61210 11 000 0127 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	290 844
14 00 007 00 1 61240 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 459 167
14 00 007 00 1 61260 11 000 0127 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 007 00 1 61580 11 000 0124 01	COMMISSION TECHNIQUE DE LA GESTION DE LA DETTE	324 200 000
14 00 007 00 1 61610 11 000 0127 02	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 011 306
14 00 007 00 1 61620 11 000 0127 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	44 935
14 00 007 00 3 64110 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE BILATERALE	9 061 497 395
14 00 007 00 3 64120 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE MULTILATERALE	10 546 654 628
14 00 007 00 3 64220 11 000 0124 01	INTERETS AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	22 753 377 882
14 00 007 00 3 64230 11 000 0124 01	INTERETS BONS DU TRESOR	59 432 494 147
14 00 007 00 3 64240 11 000 0124 01	INTERETS OBLIGATIONS DU TRESOR	123 786 668 000
14 00 007 00 3 64280 11 000 0124 02	INTERETS PRETS BRB	9 014 799 510
14 00 007 00 3 64280 11 000 0124 01	INTERETS PRÊTS BANQUES COMMERCIALES	3 764 835 441
009	DIRECTION NATIONALE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS	870 836 571
14 00 009 00 1 61110 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	116 366 451
14 00 009 00 1 61140 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	209 884 232
14 00 009 00 1 61160 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 044 000
14 00 009 00 1 61210 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 009 00 1 61240 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	448 287
14 00 009 00 1 61260 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	133 537
14 00 009 00 1 61610 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 817 961
14 00 009 00 1 61620 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 631
14 00 009 00 7 66110 11 000 0414 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES DES MARCHES	527 919 972
010	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION	181 385 698
14 00 010 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 322 958
14 00 010 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 513 107
14 00 010 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
14 00 010 00 1 61320 11 000 0121 01	APPUI A L'ELABORATION DU CDMT _s	157 471 500
14 00 010 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	958 133
011	DIRECTION DE LA PLANIFICATION NATIONALE	103 109 349
14 00 011 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	26 988 506




14 00 011 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECNICITE SOUS/STATUTS	71 094 912
14 00 011 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	168 000
14 00 011 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 857 931
012	DIRECTION DE LA PROGRAMMATION	85 792 168
14 00 012 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 877 217
14 00 012 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 193 052
14 00 012 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
14 00 012 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 577 899
014	DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	20 334 467
14 00 014 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 165 251
14 00 014 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 961 092
14 00 014 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
14 00 014 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	737 196
14 00 014 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 547 285
14 00 014 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	749 746
14 00 014 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	113 897
016	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	39 120 828
14 00 016 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 824 562
14 00 016 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 635 845
14 00 016 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
14 00 016 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 588 421
017	DIRECTION DES FINANCES	67 304 313
14 00 017 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 967 710
14 00 017 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 690 415
14 00 017 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
14 00 017 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 514 188
018	DIRECTION DES SERVICES GENERAUX	48 711 286
14 00 018 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 840 803
14 00 018 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 759 634
14 00 018 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
14 00 018 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	133 536
14 00 018 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 921 337
14 00 018 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
14 00 018 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 951 345
14 00 018 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 631
019	DIRECTION GENERALE DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	225 422 074
14 00 019 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 468 570
14 00 019 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 740 315
14 00 019 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000

14 00 019 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	133 488
14 00 019 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 427 335
14 00 019 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 164 343
14 00 019 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 023
14 00 019 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LE SUIVI DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	203 444 000
020	DIRECTION DES REFORMES DES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE	84 690 123
14 00 020 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 123 298
14 00 020 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	57 200 631
14 00 020 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
14 00 020 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 162 194
023	DIRECTION DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE DE L'ETAT	72 182 615
14 00 023 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 392 970
14 00 023 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 639 634
14 00 023 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
14 00 023 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	541 740
14 00 023 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 985 837
14 00 023 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	300 000
14 00 023 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 130 735
14 00 023 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	83 699
024	INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES AU BURUNDI (INSBU)	3 233 272 571
14 00 024 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 778 414 112
14 00 024 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES AU BURUNDI (INSBU)	1 454 858 459
025	AGENCE DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	675 909 022
14 00 025 00 1 61320 11 000 0121 01	AGENCE DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	309 926 021
14 00 025 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE (PPP)	365 983 001
026	AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES ASSURANCES (ARCA)	893 695 202
14 00 026 00 1 61320 11 000 0126 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	545 505 202
14 00 026 00 7 66110 11 004 0126 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES ASSURANCES (ARCA)	348 190 000
027	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	711 924 856
14 00 027 00 1 61320 11 000 0125 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	183 085 606
14 00 027 00 7 66110 11 000 0125 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	528 839 250
028	OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	72 545 303 256
14 00 028 00 4 21220 11 000 0122 01	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	29 069 401 947
14 00 028 00 1 61320 11 022 0122 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	28 837 758 578
14 00 028 00 2 63180 11 000 0121 01	FOURNITURES DES PLAQUES D'IMMATRICULATION	15 000 000

14 00 028 00 7 66110 11 022 0122 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	14 613 142 731
14 00 028 00 7 66550 11 000 0121 01	FRAIS DE REMBOURSEMENT TVA	10 000 000
029	CELLULE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	1 821 518 444
14 00 029 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DE BUREAU	100 000 000
14 00 029 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 082 737 642
14 00 029 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	638 780 802
030	DIRECTION GENERALE DES REFORMES ET DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	12 541 099
14 00 030 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	2 662 473
14 00 030 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 399 381
14 00 030 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	479 245
031	DIRECTION DES REFORMES	64 520 046
14 00 031 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 718 641
14 00 031 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 852 050
14 00 031 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	120 000
14 00 031 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 829 355
032	DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	90 939 083
14 00 032 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 260 278
14 00 032 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMINITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 191 955
14 00 032 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES	120 000
14 00 032 11 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 366 850
528	STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES DU BURUNDI	30 584 230
14 00 528 00 4 27100 11 000 0164 01	CONTREPARTIE A LA STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES DU BURUNDI	30 584 230
530	FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE (FIGA)	353 464 020
14 00 530 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	236 921 339
14 00 530 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE (FIGA)	116 542 681

16	MINISTERE DE LA JUSTICE	51 695 812 597
-----------	--------------------------------	-----------------------

001	CABINET	18 734 959 220
16 00 001 00 4 21110 11 000 0622 01	PROGRAMME NATIONAL DE MESURAGE ET BORNAGE DES CENTRES URBAINS ET DE NEGOCE	24 000 000
16 00 001 00 4 21220 11 000 0335 05	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	486 033 750
16 00 001 00 4 21220 11 000 0335 04	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES	104 476 227
16 00 001 00 4 21410 11 000 0331 02	ACQUISITION MOTOS	120 000 000
16 00 001 00 4 21410 11 000 0331 01	AQUISITION VEHICULES	2 520 000 000
16 00 001 00 4 21430 11 000 0333 01	EQUIPEMENT DU BATIMENT DU MINISTERE	55 750 000
16 00 001 00 4 21430 11 000 0335 04	EQUIPEMENT DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	102 120 000
16 00 001 00 4 21430 11 000 0335 05	EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES	115 630 000
16 00 001 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 063 958

16 00 001 00 1 61130 11 000 0331 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	39 600 000
16 00 001 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	130 241 100
16 00 001 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
16 00 001 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	471 719
16 00 001 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 508 480
16 00 001 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
16 00 001 00 1 61580 11 000 0331 01	INDEMNITES DES VEUFES ET VEUFES DES MAGISTRATS DECEDES	73 500 001
16 00 001 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 211 512
16 00 001 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	70 758
16 00 001 00 2 62140 11 000 0331 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	100 000 000
16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 01	PROGRAMME D'ITINERANCE	166 651 760
16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 03	FRAIS DE MISSION A L' INTERIEUR	885 441 000
16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 02	PROGRAMME NATIONAL D' EXECUTION DES JUGEMENTS, DE CONSTAT ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES	3 231 148 357
16 00 001 00 2 62250 11 000 0331 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	52 000 000
16 00 001 00 2 62320 11 000 0331 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	20 000 000
16 00 001 00 2 62330 11 000 0331 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	70 000 000
16 00 001 00 2 62360 11 000 0331 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	100 000 000
16 00 001 00 2 62510 11 000 0331 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	86 500 000
16 00 001 00 2 62550 11 000 0331 01	ENTRETIEN CHARROI	481 576 900
16 00 001 00 2 62580 11 000 0331 01	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES MACHINES, APPAREILS ET PARC INFORMATIQUE	44 029 388
16 00 001 00 2 62730 11 000 0331 01	FRAIS INHERENTS A LA DEFENSE DES INTERETS DE L' ETAT	117 600 000
16 00 001 00 2 62730 11 000 0331 02	FRAIS INHERENTS A LA DEFENSE DES INTERETS DE L' ETAT A L' ETRANGER	414 400 000
16 00 001 00 2 63120 11 000 0331 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	414 463 672
16 00 001 00 2 63120 11 000 0331 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS (165 MOTOS)	111 743 280
16 00 001 00 2 63210 11 000 0164 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	653 868 614
16 00 001 00 2 63510 11 000 0331 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	159 995 953
16 00 001 00 7 66110 11 000 0333 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE CHARGEE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L' ENFANT	13 878 036
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 10	OPERATIONNALISATION DES CONSEILS DES NOTABLES COLLINAIRES	7 073 546 000
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CHAMBRES CRIMINELLES	75 109 665
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	522 741 562
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 02	FORMATION DES CADRES JUDICIAIRES	62 878 440
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	18 000 000
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
16 00 001 00 6 67210 11 000 0331 01	FONDS D' AIDE LEGALE	12 193 088
002 DIRECTION GENERALE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE		62 385 113
16 00 002 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 779 621

16 00 002 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 384 580
16 00 002 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
16 00 002 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	22 844 580
16 00 002 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 220 332
16 00 002 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	8 000 000
003	DIRECTION DES RESSOURCES	12 159 246 915
16 00 003 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 657 587 679
16 00 003 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 829 019 232
16 00 003 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	49 056 000
16 00 003 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	62 504 470
16 00 003 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	414 773 280
16 00 003 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	22 728 000
16 00 003 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	658 367 978
16 00 003 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 375 671
16 00 003 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	449 600 000
16 00 003 00 7 66200 11 000 0331 01	FRAIS DIVERS DE JUSTICE	6 234 605
004	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX	470 939 801
16 00 004 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	78 235 884
16 00 004 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	206 998 043
16 00 004 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	828 000
16 00 004 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	631 262
16 00 004 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 180 800
16 00 004 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
16 00 004 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 082 459
16 00 004 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	94 689
16 00 004 00 2 62730 11 000 0331 01	FRAIS DU CONTENTIEUX	133 753 664
16 00 004 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	31 979 000
006	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	192 391 018
16 00 006 00 1 61110 11 000 0339 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 662 447
16 00 006 00 1 61140 11 000 0339 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	104 032 056
16 00 006 00 1 61160 11 000 0339 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
16 00 006 00 1 61610 11 000 0339 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 359 240
16 00 006 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	12 121 275
16 00 006 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	54 000 000
008	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES	14 702 141 722
16 00 008 00 4 21450 11 000 0341 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES (Y COMPRIS LA MENUISERIE)	642 000 000
16 00 008 00 1 61320 11 000 0341 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 433 219 292
16 00 008 00 2 63150 11 000 0341 01	ACHAT DES VIVRES ET NON VIVRES	11 408 486 968
16 00 008 00 7 66110 11 000 0341 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES	1 218 435 462




012	INSPETION GENERALE DE LA JUSTICE	276 934 245
16 00 012 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	79 916 236
16 00 012 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	179 005 716
16 00 012 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	420 000
16 00 012 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	466 862
16 00 012 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 538 480
16 00 012 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
16 00 012 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 384 922
16 00 012 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	70 029
013	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES JUDICIAIRES	24 435 925
16 00 013 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 945 224
16 00 013 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 045 588
16 00 013 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
16 00 013 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	108 533
16 00 013 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	986 160
16 00 013 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
16 00 013 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 250 140
16 00 013 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 280
014	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	189 495 985
16 00 014 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	45 543 768
16 00 014 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	135 286 339
16 00 014 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	468 000
16 00 014 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 197 878
015	DIRECTION DE LA COOPERATION JUDICIAIRE ET DE LA SECURISATION DES DOCUMENTS PUBLICS ET PRIVES	58 213 442
16 00 015 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 814 768
16 00 015 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 772 016
16 00 015 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
16 00 015 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 566 658
016	COUR SPECIALE TERRES ET AUTRES BIENS	658 971 661
16 00 016 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	439 123 409
16 00 016 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR SPECIALE TERRES ET AUTRES BIENS	219 848 252
017	DIRECTION DES TITRES FONCIERS ET CADASTRE NATIONAL	2 000 908 352
16 00 017 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 142 180 352
16 00 017 00 7 66110 11 000 0339 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES TITRES FONCIERS ET CADASTRE NATIONAL	858 728 000
018	CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES	536 684 840
16 00 018 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	420 692 784
16 00 018 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES	115 992 056




019	SERVICE NATIONAL DE LEGISTRATION	707 932 820
16 00 019 00 1 61320 11 000 0333 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	550 731 924
16 00 019 00 7 66110 11 000 0333 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE NATIONAL DE LEGISTRATION	157 200 896
020	COUR ANTI-CORRUPTION	635 152 224
16 00 020 00 1 61320 11 000 0333 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	452 471 295
16 00 020 00 7 66110 11 000 0333 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR ANTI-CORRUPTION	182 680 929
021	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE	285 019 314
16 00 021 00 1 61320 11 000 0951 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	91 051 171
16 00 021 00 7 66110 11 000 0951 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE	193 968 143
19	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	13 383 963 732
001	CABINET	4 460 977 580
19 00 001 00 4 20110 11 000 0131 07	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	80 000 000
19 00 001 00 4 20110 11 000 0131 06	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTERE	100 000 000
19 00 001 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	152 492 809
19 00 001 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	91 495 055
19 00 001 00 1 61110 11 000 0131 02	REGULARISATION DES FONCTIONNAIRES	1 084 272 715
19 00 001 00 1 61130 11 000 0131 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	271 956 000
19 00 001 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	175 613 400
19 00 001 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 572 000
19 00 001 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 864 914
19 00 001 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	16 038 000
19 00 001 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	576 000
19 00 001 00 1 61280 11 000 0131 01	APPUI A L'ELABORATION DE LA POLITIQUE SALARIALE NATIONALE	289 607 000
19 00 001 00 1 61580 11 000 0131 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	201 886 993
19 00 001 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 469 110
19 00 001 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	279 737
19 00 001 00 2 62140 11 000 0131 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
19 00 001 00 2 62160 11 000 0131 01	FRAIS DE MISSION A L' INTERIEUR DU PAYS	140 000 000
19 00 001 00 2 62320 11 000 0131 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	10 418 200
19 00 001 00 2 62330 11 000 0131 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	12 381 984
19 00 001 00 2 62510 11 000 0131 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	1 209 336
19 00 001 00 2 62550 11 000 0131 01	ENTRETIEN DU CHARROI	80 166 380
19 00 001 00 2 62570 11 000 0131 01	MAINTENANCE ET ADMINISTRATION RESEAU DU PARC INFORMATIQUE	350 000 000
19 00 001 00 2 63120 11 000 0131 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	81 718 880
19 00 001 00 2 63210 11 000 0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	576 794 510
19 00 001 00 2 63510 11 000 0131 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	16 588 800
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 07	GESTION DE MOBILITES DU PERSONNEL CIVIL	95 000 000

19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE DE COMMUNICATION	63 226 126
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	59 349 631
19 00 001 00 7 66110 11 000 0151 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GUICHETS UNIQUES PROVINCIAUX (GUP)	234 000 000
19 00 001 00 7 66200 11 000 0131 02	PROMOTION DE L'EMPLOI ET DIALOGUE SOCIAL	0.0
19 00 001 00 6 67180 11 000 0131 01	RENTES DES AYANTS DROIT DES FONCTIONNAIRES ASSASSINES PENDANT LA CRISE DE 1972	31 000 000
002	DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	595 995 537
19 00 002 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 471 722
19 00 002 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	264 434 189
19 00 002 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	624 000
19 00 002 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	653 869
19 00 002 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 671 000
19 00 002 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	324 000
19 00 002 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 944 910
19 00 002 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	98 080
19 00 002 00 7 66110 11 000 0131 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE RECRUTEMENT	50 573 767
19 00 002 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DES TRAITEMENTS	242 200 000
003	DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES	996 980 252
19 00 003 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	172 502 878
19 00 003 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	367 216 740
19 00 003 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 192 000
19 00 003 00 1 61180 11 000 0131 02	RECONSTITUTION DES ARCHIVES DES DOSSIERS DES FONCTIONNAIRES	99 499 963
19 00 003 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 345 211
19 00 003 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 361 160
19 00 003 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	660 000
19 00 003 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	31 050 518
19 00 003 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	351 782
19 00 003 00 6 67210 11 000 0131 01	FRAIS FUNERAIRES	300 800 000
004	DIRECTION DE LA GESTION DES TRAITEMENTS	316 403 260
19 00 004 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	80 235 294
19 00 004 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	196 667 460
19 00 004 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 340 000
19 00 004 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 345 211
19 00 004 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 361 160
19 00 004 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	660 000
19 00 004 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 442 353
19 00 004 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	351 782
005	DIRECTION DU RECRUTEMENT ET CONTROLE DES EFFECTIFS	195 563 633

19 00 005 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	53 239 366
19 00 005 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	128 541 600
19 00 005 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 296 000
19 00 005 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	372 679
19 00 005 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 005 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
19 00 005 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 583 086
19 00 005 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	55 902
006	DIRECTION DE LA COORDINATION DES SERVICES PROVINCIAUX	846 111 507
19 00 006 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	201 468 954
19 00 006 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	548 466 660
19 00 006 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	5 172 000
19 00 006 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 397 305
19 00 006 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	47 642 580
19 00 006 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 040 000
19 00 006 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	36 264 412
19 00 006 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	659 596
007	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	188 742 092
19 00 007 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 269 863
19 00 007 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 604 000
19 00 007 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	732 000
19 00 007 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	264 047
19 00 007 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
19 00 007 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
19 00 007 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 988 575
19 00 007 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	39 607
19 00 007 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	74 000 000
008	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	245 591 338
19 00 008 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	41 341 508
19 00 008 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	82 876 500
19 00 008 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	648 000
19 00 008 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	603 699
19 00 008 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 008 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
19 00 008 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 441 471
19 00 008 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	90 555
19 00 008 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	110 078 605
009	DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	137 751 269
19 00 009 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 535 726




19 00 009 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 776 000
19 00 009 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
19 00 009 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	108 533
19 00 009 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
19 00 009 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
19 00 009 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 696 431
19 00 009 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 280
19 00 009 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	77 080 799
010	DIRECTION DES NORMES ET DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL	66 663 267
19 00 010 00 1 61110 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 514 443
19 00 010 00 1 61140 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 487 500
19 00 010 00 1 61160 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000
19 00 010 00 1 61210 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	155 847
19 00 010 00 1 61240 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
19 00 010 00 1 61260 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
19 00 010 00 1 61610 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 872 600
19 00 010 00 1 61620 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 377
011	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL ET DES RELATIONS PROFESSIONNELLES	50 199 857
19 00 011 00 1 61110 11 000 0163 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 270 965
19 00 011 00 1 61140 11 000 0163 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 271 160
19 00 011 00 1 61160 11 000 0163 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
19 00 011 00 1 61210 11 000 0163 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	135 181
19 00 011 00 1 61240 11 000 0163 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
19 00 011 00 1 61260 11 000 0163 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
19 00 011 00 1 61610 11 000 0163 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 108 774
19 00 011 00 1 61620 11 000 0163 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 277
012	DIRECTION DE L'EMPLOI	41 073 610
19 00 012 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 538 348
19 00 012 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 282 660
19 00 012 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
19 00 012 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 144 602
013	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	2 413 521 082
19 00 013 00 4 20100 11 000 0131 01	APPUI A LA RECHERCHE	41 714 208
19 00 013 00 4 20200 11 000 0131 01	ORGANISATION DES SESSIONS DE FORMATION	131 845 960
19 00 013 00 4 21260 11 000 0131 01	CONSTRUCTIONS ET REHABILITATION	744 760 181
19 00 013 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 122 773 806
19 00 013 00 7 66110 11 000 0132 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	372 426 927
014	OFFICE BURUNDAIS DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE	334 990 636
19 00 014 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	233 687 136




19 00 014 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE	101 303 500
015	INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES ENTREPRISES (ISGE)	1 387 148 528
19 00 015 00 4 21280 11 000 0131 01	CONSTRUCTION DU BATIMENT DU SIEGE DE L'ISGE	743 724 270
19 00 015 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	394 284 468
19 00 015 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES ENTREPRISES (ISGE)	249 139 790
016	SERAP	204 721 606
19 00 016 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	116 876 424
19 00 016 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE SERAP	87 845 182
017	SECRETARIAT EXECUTIF DE DIALOGUE SOCIAL	780 886 101
19 00 017 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	181 880 323
19 00 017 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE DIALOGUE SOCIAL	599 005 778
018	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	120 642 577
19 00 018 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 879 714
19 00 018 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 686 580
19 00 018 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
19 00 018 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	141 893
19 00 018 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	1 498 500
19 00 018 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 038 349
19 00 018 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	25 541
19 00 018 00 7 66110 11 000 0412 01	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	68 000 000

20	MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	76 445 880 736
-----------	---	-----------------------

001	CABINET	32 837 465 110
20 00 001 00 4 20110 11 000 0115 05	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	16 330 000
20 00 001 00 4 20110 11 000 0115 04	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTERE	80 000 000
20 00 001 00 4 21220 11 000 0853 01	EQUIPEMENTS SPORTIFS DES EQUIPES PROVINCIALES	11 050 000
20 00 001 00 4 21430 11 000 0115 01	EQUIPEMENT DU MINISTERE	63 300 000
20 00 001 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	145 555 776
20 00 001 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	138 115 305
20 00 001 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	137 600 376
20 00 001 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 020 000
20 00 001 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	29 657 947
20 00 001 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	17 908 800
20 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 284 000
20 00 001 00 1 61280 11 000 0853 01	HONORAIRES DE L'ENTRAINEUR DE L'EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL	30 000 000
20 00 001 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 389 577




20 00 001 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	564 481
20 00 001 00 2 62120 11 000 0115 01	FRAIS DE FORMATION SUR L'INTEGRATION REGIONALE	12 540 000
20 00 001 00 2 62140 11 000 0115 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	1 950 000 000
20 00 001 00 2 62160 11 000 0853 07	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	209 649 200
20 00 001 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	118 586 000
20 00 001 00 2 62320 11 000 0115 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	2 000 000
20 00 001 00 2 62330 11 000 0115 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	19 200 000
20 00 001 00 2 62360 11 000 0841 04	SITE WEB DU MINISTERE	143 220 000
20 00 001 00 2 62510 11 000 0853 01	ENTRETIEN STADES	600 000 000
20 00 001 00 2 62520 11 000 0115 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	30 000 000
20 00 001 00 2 62550 11 000 0115 01	ENTRETIEN CHARROI	80 000 000
20 00 001 00 2 62570 11 000 0115 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	8 500 000
20 00 001 00 2 62580 11 000 0115 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	60 500 000
20 00 001 00 2 62740 11 000 0115 01	FRAIS DE MARKETING DU BURUNDI ET DOCUMENTATION A L' EAC	89 053 600
20 00 001 00 2 63120 11 000 0115 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	61 280 000
20 00 001 00 2 63180 11 000 0841 01	APPUI AU COMITE NATIONAL DE LA JEUNESSE	64 811 000
20 00 001 00 2 63210 11 000 0115 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	102 149 000
20 00 001 00 2 63280 11 000 0115 01	ACQUISITION DES DRAPEAUX DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	61 124 000
20 00 001 00 2 63510 11 000 0115 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	31 200 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0821 05	PROGRAMME ANNUEL D'ACTIVITES SPORTIVES	3 652 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0841 01	PROGRAMME ANNUEL DE PROMOTION DES ASSOCIATIONS DES JEUNES	42 510 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0853 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA CULTURE	266 204 607
20 00 001 00 7 66110 11 000 0841 09	APPUI A LA PROMOTION DE LA JEUNESSE AFRICAINE	1 802 413 760
20 00 001 00 7 66110 11 000 0841 06	DETECTION DES JEUNES TALENTS	50 242 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
20 00 001 00 7 66200 11 000 0115 01	ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ETRANGERS	3 000 000
20 00 001 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION A L'EAC	24 176 633 681
20 00 001 00 7 66620 11 000 0115 03	CONTRIBUTION DU BURUNDI POUR L'ORGANISATION DES PECHEES SUR LE LAC VICTORIA (LVFO)	500 000 000
20 00 001 00 7 66620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION AU FONDS DE L'INSERTION DES JEUNES (FIJ)	10 800 000
20 00 001 00 7 66620 11 000 0115 02	CONTRIBUTION A L'INSTITUT INTER UNIVERSITAIRE ET CONSTRUCTION DU SIEGE (IUCEA)	1 600 000 000
20 00 001 00 8 67350 11 000 0841 01	FESTIVAL DE LA JEUNESSE	27 420 000
002	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES SOCIALES ET DES SECTEURS PRODUCTIFS	14 945 743
20 00 002 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 694 934
20 00 002 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 870 500
20 00 002 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
20 00 002 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	111 780
20 00 002 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500

20 00 002 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
20 00 002 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	845 088
20 00 002 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	17 941
003	DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES	47 025 332
20 00 003 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 421 044
20 00 003 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 660 500
20 00 003 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
20 00 003 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 775 788
004	DIRECTION DES SECTEURS PRODUCTIFS	38 436 680
20 00 004 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 174 729
20 00 004 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 962 500
20 00 004 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
20 00 004 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 191 451
005	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES	7 592 770
20 00 005 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 211 850
20 00 005 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 051 000
20 00 005 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	218 133
20 00 005 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	236 975
20 00 005 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
20 00 005 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	218 133
20 00 005 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	218 133
20 00 005 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	35 546
006	DIRECTION DES DOUANES, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES INVESTISSEMENTS	31 272 874
20 00 006 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 438 029
20 00 006 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 088 000
20 00 006 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 006 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 698 845
007	DIRECTION DES FINANCES, DES AFFAIRES FISCALES ET MONETAIRES	11 303 436
20 00 007 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 408 844
20 00 007 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 209 000
20 00 007 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
20 00 007 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	613 592
008	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	32 117 298
20 00 008 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 332 880
20 00 008 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 804 500
20 00 008 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
20 00 008 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 859 918
009	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES POLITIQUES ET SECURITAIRES	19 146 241
20 00 009 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 073 322

20 00 009 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 516 500
20 00 009 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 009 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	111 780
20 00 009 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
20 00 009 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
20 00 009 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 093 198
20 00 009 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	17 941
010	DIRECTION CHARGEE DES AFFAIRES DE DEFENSE ET DE SECURITE	41 376 269
20 00 010 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 659 550
20 00 010 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	31 158 000
20 00 010 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 558 719
011	DIRECTION CHARGEE DES AFFAIRES POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES	6 278 764
20 00 011 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 924 122
20 00 011 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 998 700
20 00 011 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	9 600
20 00 011 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	346 342
015	INSPECTION GENERALE	114 996 000
20 00 015 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	114 996 000
016	DIRECTION GENERALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	5 564 810 211
20 00 016 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	135 338 507
20 00 016 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	191 146 500
20 00 016 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	888 000
20 00 016 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	19 204 673
20 00 016 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	40 837 500
20 00 016 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	588 000
20 00 016 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	20 606 796
20 00 016 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	3 200 275
20 00 016 00 7 66110 11 000 0853 02	ALLOCATION AUX FEDERATIONS NATIONALES SPORTIVES	28 000 000
20 00 016 00 7 66110 11 000 1091 01	ENCADREMENT DE LA JEUNESSE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX	149 999 960
20 00 016 00 7 66110 11 000 0853 01	CHAMPIONAT NATIONAL D'ATHLETISME	55 000 000
20 00 016 00 7 66110 11 000 0853 03	ALLOCATIONS AUX ACTIVITES SPORTIVES ET COMPETITIONS INTERNATIONALES	4 920 000 000
017	DIRECTION DE LA JEUNESSE	2 243 039 382
20 00 017 00 4 20110 11 000 0841 01	FRAIS D'ETUDE, CONCEPTION ET CONSTRUCTION DU CITE DE LA JEUNESSE AFRICAINE	1 650 000 000
20 00 017 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 957 018
20 00 017 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	105 651 000
20 00 017 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
20 00 017 00 1 61240 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	11 367 000
20 00 017 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 935 884

20 00 017 00 2 62120 11 000 0841 01	FORMATION A L' ENTREPRENEURIAT DES JEUNES ISSUS DES HUMANITES TECHNIQUES ET DES UNIVERSITES	242 821 062
20 00 017 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES JEUNES	156 264 100
20 00 017 00 7 66110 11 000 0853 01	APPUI AU VOLONTARIAT NATIONAL DES JEUNES	40 865 318
20 00 017 00 7 66110 11 000 0841 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TIC	10 650 000
019	AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (ABEJ)	647 231 108
20 00 019 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	27 860 316
20 00 019 00 2 62120 11 000 0841 01	STAGE DE PREMIER EMPLOI POUR 326 JEUNES	300 000 000
20 00 019 00 2 62160 11 000 0841 01	FRAIS DE SUIVI DES STAGIAIRES	24 520 000
20 00 019 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	294 850 792
023	DIRECTION DES SPORTS	254 008 319
20 00 023 00 1 61110 11 000 0853 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 273 677
20 00 023 00 1 61140 11 000 0853 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 758 500
20 00 023 00 1 61160 11 000 0853 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
20 00 023 00 1 61610 11 000 0853 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 829 262
20 00 023 00 7 66110 11 000 0853 01	ALLOCATIONS AUX ACTIVITES DES SPORTS DE MASSE	189 906 880
027	DIRECTION DE LA CULTURE	1 888 865 309
20 00 027 00 1 61110 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 474 439
20 00 027 00 1 61140 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	83 821 500
20 00 027 00 1 61160 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	672 000
20 00 027 00 1 61210 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	10 343 930
20 00 027 00 1 61240 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	101 304 000
20 00 027 00 1 61260 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 344 000
20 00 027 00 1 61610 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 925 399
20 00 027 00 1 61620 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 551 589
20 00 027 00 7 66110 11 000 0821 03	CONSERVATIONS DES ARCHIVES NATIONALES	43 604 000
20 00 027 00 7 66110 11 000 0821 01	ALLOCATION A LA PROMOTION DE LA CULTURE (Y COMPRIS JAMAFEST 5ème EDITION)	1 231 492 766
20 00 027 00 7 66110 11 000 0821 02	PROMOTION DE LA CREATIVITE	286 308 836
20 00 027 00 7 66110 11 000 0851 01	APPUI A LA CREATION DE L' ART MUSICAL ET SCENIQUE	83 022 850
031	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	25 834 906
20 00 031 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 632 000
20 00 031 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 928 046
20 00 031 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
20 00 031 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 118 860
032	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	34 057 807
20 00 032 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 047 500
20 00 032 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 771 447
20 00 032 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
20 00 032 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 118 860




033	DIRECTION DU SUIVI ET DE L'EVALUATION DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	87 750 860
20 00 033 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 051 500
20 00 033 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 889 458
20 00 033 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
20 00 033 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 780 102
20 00 033 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE SUIVI DES PROGRAMMES ET PROJETS COMMUNAUTAIRES	59 933 800
034	DIRECTION DES FINANCES, DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	200 750 826
20 00 034 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	62 478 000
20 00 034 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 220 615
20 00 034 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
20 00 034 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 899 711
20 00 034 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE MISE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES	65 743 500
20 00 034 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	40 109 000
035	OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	295 964 618
20 00 035 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	80 755 248
20 00 035 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	215 209 370
036	CEBULAC	821 610 873
20 00 036 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	401 243 848
20 00 036 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CEBULAC	420 367 025
037	PAEEJ	31 180 000 000
20 00 037 00 4 26110 11 000 0841 01	APPUI A L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES PAR LE PAEEJ	25 952 984 546
20 00 037 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PAEEJ	2 374 936 644
20 00 037 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PAEEJ	2 852 078 810
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	15 583 635 526
001	CABINET DU MINISTRE	1 667 499 617
21 00 001 00 4 20110 11 000 0461 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	320 000 000
21 00 001 00 4 21440 11 000 0461 01	ACHAT EQUIPEMENT DU SITE WEB DU MINISTERE	20 500 000
21 00 001 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	47 499 022
21 00 001 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	45 600 000
21 00 001 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	113 710 620
21 00 001 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	708 000
21 00 001 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 773 746
21 00 001 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	16 153 740
21 00 001 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
21 00 001 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 549 823
21 00 001 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	266 062

21 00 001 00 2 62140 11 000 0461 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
21 00 001 00 2 62160 11 000 0461 14	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	100 000 000
21 00 001 00 2 62160 11 000 0461 01	COORDINATION SUIVI EVALUATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	56 500 000
21 00 001 00 2 62320 11 000 0461 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	148 000
21 00 001 00 2 62330 11 000 0461 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 600 000
21 00 001 00 2 62360 11 000 0461 02	SITE WEB DU MINISTERE	2 500 000
21 00 001 00 2 62360 11 000 0461 03	ABONNEMENT A L'INTERNET	23 440 000
21 00 001 00 2 62520 11 000 0461 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	18 000 000
21 00 001 00 2 62550 11 000 0461 01	ENTRETIEN DU CHARROI	96 000 000
21 00 001 00 2 62560 11 000 0461 01	ACHAT ET ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	39 000 000
21 00 001 00 2 62580 11 000 0461 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	20 000 000
21 00 001 00 2 63120 11 000 0461 01	ACHAT CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	53 820 000
21 00 001 00 2 63210 11 000 0461 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	84 950 000
21 00 001 00 2 63510 11 000 0461 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	17 243 904
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION	36 248 700
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	155 250 000
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	36 000 000
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 01	MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES NATIONALES DE COMMUNICATION DE L'AUDIOVISUE ET DES TIC	131 750 000
002	DIRECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	84 100 897
21 00 002 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 759 175
21 00 002 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	59 293 080
21 00 002 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
21 00 002 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 736 642
003	DIRECTION DES MEDIAS	274 461 440
21 00 003 00 2 62160 11 000 0461 02	VULGARISATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT EN APPUI AU PND	159 461 440
21 00 003 00 7 66110 11 000 0461 01	FONDS D'APPUI AUX MEDIAS	115 000 000
006	DIRECTION GENERALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)	237 462 084
21 00 006 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 197 105
21 00 006 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 572 000
21 00 006 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
21 00 006 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 455 479
21 00 006 00 7 66110 11 000 0465 02	COORDINATION DES CELLULES TIC ET HARMONISATION DU CADRE REGLEMENTAIRE NATIONAL ET REGIONAL EN MATIERE DES TIC	160 000 000
21 00 006 00 7 66110 11 000 0465 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TIC	5 105 500
007	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES TIC	91 580 000
21 00 007 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DES TIC	91 580 000

008	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES TIC	49 700 000
21 00 008 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CLUBS TIC DANS LES ECOLES	49 700 000
010	DIRECTION GENERALE DE LA RTNB	7 372 146 933
21 00 010 00 4 21450 11 025 0461 01	EQUIPEMENT DE LA RTNB	2 002 801 258
21 00 010 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	3 215 684 553
21 00 010 00 7 66110 11 025 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RTNB	2 153 661 122
011	DIRECTION GENERALE DU CIEP	518 760 165
21 00 011 00 4 21430 11 000 0461 01	EQUIPEMENT CIEP	11 600 000
21 00 011 00 1 61320 11 033 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	347 059 834
21 00 011 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP	160 100 331
012	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP)	788 878 317
21 00 012 00 4 21430 11 801 0461 01	EQUIPEMENT ABP	31 456 000
21 00 012 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	459 788 724
21 00 012 00 7 66110 11 801 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP)	297 633 593
013	DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS DE PRESSE BURUNDAISE (DGPPB)	1 901 933 589
21 00 013 00 4 21430 11 862 0461 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS DE PRESSE BURUNDAISE (DGPPB)	51 763 935
21 00 013 00 1 61320 11 862 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	925 721 560
21 00 013 00 7 66110 11 862 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS DE PRESSE BURUNDAISE (DGPPB)	924 448 094
014	SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)	1 974 758 748
21 00 014 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENT SETIC	906 195 750
21 00 014 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	838 393 728
21 00 014 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT SETIC	230 169 270
504	PROJET D'APPUI A LA FONDATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	308 000 000
21 00 504 00 4 27100 11 000 0461 01	PROJET D'APPUI A LA FONDATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (PAFEN)	308 000 000
505	FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	314 353 736
21 00 505 00 4 21430 11 000 0461 01	EQUIPEMENTS DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	83 985 992
21 00 505 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	160 187 744
21 00 505 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	70 180 000
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	626 417 622 621
001	CABINET	29 179 348 421
32 00 001 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	958 500 000
32 00 001 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	11 445 956 000
32 00 001 00 1 61110 11 000 0919 02	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	149 322 995
32 00 001 00 1 61110 11 000 0941 01	REMUNERATIONS ET JETONS DES COMMISSIONS NATIONALES	99 783 392
32 00 001 00 1 61130 11 000 0919 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	163 200 000
32 00 001 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	395 023 704

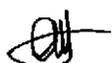



32 00 001 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 652 000
32 00 001 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	306 600 000
32 00 001 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 587 403
32 00 001 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 945 545
32 00 001 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	468 000
32 00 001 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	1 548 690 000
32 00 001 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	44 839 150
32 00 001 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	538 111
32 00 001 00 2 62120 11 000 0919 02	FORMATION DES FORMATEURS	299 851 000
32 00 001 00 2 62120 11 000 0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	2 237 164 910
32 00 001 00 2 62140 11 000 0919 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	125 000 000
32 00 001 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	125 000 000
32 00 001 00 2 62320 11 000 0919 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	4 674 874
32 00 001 00 2 62330 11 000 0919 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	35 875 547
32 00 001 00 2 62360 11 000 0919 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	53 561 000
32 00 001 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	344 138 400
32 00 001 00 2 62510 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	79 063 195
32 00 001 00 2 62550 11 000 0919 01	ENTRETIEN DU CHARROI	208 880 000
32 00 001 00 2 62580 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES MACHINES ET ACHAT DU LOGICIEL ANTIVIRUS	28 025 000
32 00 001 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	268 800 000
32 00 001 00 2 63210 11 000 0919 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	218 564 881
32 00 001 00 2 63220 11 000 0919 01	ELABORATION ET IMPRESSION DES MANUELS SCOLAIRES	3 643 481 411
32 00 001 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	664 320 160
32 00 001 08 7 66110 11 909 0944 01	CENTRE REGIONAL D'APPRENTISSAGE MULTISECTORIEL DES JEUNES ET COMMUNAUTES REGROUPEES EN COOPERATIVES DE RUSI, PROVINCE KARUSI	1 500 000 000
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 03	CHAMPIONNATS UNIVERSITAIRES	82 400 000
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 06	ORGANISATION DES SEMINAIRES ET ATELIERS	170 808 000
32 00 001 00 7 66110 11 816 0941 01	CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE KAMENGE (CHUK)	3 599 432 701
32 00 001 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET POST FONDAMENTAL	203 340 000
32 00 001 00 7 66110 11 000 0942 02	ACADEMIE RUNDI	90 861 042
32 00 001 00 7 66410 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT DES STATISTIQUES	50 000 000
002 SECRETARIAT PERMANENT		65 183 409
32 00 002 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 694 750
32 00 002 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 463 000
32 00 002 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
32 00 002 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	440 090
32 00 002 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	562 500

32 00 002 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 645 055
32 00 002 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	66 014
32 00 002 00 7 66110 11 000 0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE LA COMMUNICATION	20 000 000
003	INSPECTION GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE	1 797 150 583
32 00 003 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	773 002 920
32 00 003 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	798 495 636
32 00 003 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	7 044 000
32 00 003 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	13 645 218
32 00 003 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 817 500
32 00 003 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	4 008 000
32 00 003 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	139 140 526
32 00 003 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 046 783
32 00 003 00 7 66110 11 000 0969 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE MINISTERIELLE	48 950 000
004	DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HUMAINES	298 218 830
32 00 004 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 870 441
32 00 004 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	57 801 552
32 00 004 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES	264 000
32 00 004 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	220 898
32 00 004 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	116 125
32 00 004 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
32 00 004 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 816 679
32 00 004 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	33 135
32 00 004 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE SUIVI DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	195 000 000
005	DIRECTION CHARGEE DES ENSEIGNANTS	145 770 680 580
32 00 005 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 312 849 994
32 00 005 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	88 331 594 532
32 00 005 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	601 668 000
32 00 005 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	104 654 969
32 00 005 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	57 037 895
32 00 005 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 228 000
32 00 005 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 210 312 999
32 00 005 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 698 245
32 00 005 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	130 635 946
006	DIRECTION CHARGEE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE ET D'APPUI	98 177 867
32 00 006 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 907 869
32 00 006 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	56 906 040
32 00 006 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	420 000
32 00 006 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	396 954
32 00 006 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	348 045




32 00 006 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
32 00 006 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 103 416
32 00 006 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	59 543
007	DIRECTION GENERALE DES FINANCES ET DU PATRIMOINE	388 542 720
32 00 007 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	56 160 650
32 00 007 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	80 746 500
32 00 007 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
32 00 007 00 1 61210 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	557 090
32 00 007 00 1 61240 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	570 000
32 00 007 00 1 61260 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	180 000
32 00 007 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 108 917
32 00 007 00 1 61620 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	83 563
32 00 007 00 2 62680 11 000 0982 01	FRAIS D'ASSURANCE SCOLAIRE	89 608 000
32 00 007 00 2 63170 11 000 0982 01	MATERIEL SPECIAL DES SERVICES , OUTILLAGE ET EQUIPEMENT	150 000 000
008	DIRECTION DU BUDGET	26 825 712 944
32 00 008 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 337 991
32 00 008 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 059 000
32 00 008 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
32 00 008 00 1 61310 11 000 0982 01	REMUNERATION DES PROFESSEURS VACATAIRES	150 000 000
32 00 008 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 940 838
32 00 008 00 2 62120 11 000 0982 01	FRAIS DE STAGE	300 000 000
32 00 008 00 2 62160 11 000 0982 01	FRAIS DE MISSION D'ENSEIGNEMENT	50 033 521
32 00 008 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	110 000 000
32 00 008 00 2 63120 11 000 0982 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	447 900 800
32 00 008 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPES ELECTROGENES	40 000 000
32 00 008 00 2 63170 11 000 0982 02	FOURNITURES MATERIELS SCOLAIRES	425 200 000
32 00 008 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	5 207 018 759
32 00 008 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN DES ELEVES INTERNES	20 035 970 035
009	DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DU PATRIMOINE	1 131 409 480
32 00 009 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	32 830 425
32 00 009 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 343 756
32 00 009 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
32 00 009 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	527 129
32 00 009 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	479 625
32 00 009 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
32 00 009 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 909 476
32 00 009 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	79 069
32 00 009 00 2 62160 11 000 0969 02	FRAIS DE SUIVI DE LA DISTRIBUTION DU MATERIEL SCOLAIRE	30 000 000
32 00 009 00 2 62370 11 000 0969 01	ABONNEMENT ANNUEL AU JOURNAL "LE RENOUVEAU"	10 700 000
32 00 009 00 2 63170 11 000 0969 01	FOURNITURES MATERIELS SCOLAIRES	1 000 000 000




010	DIRECTION GENERALE DES CURRICULA ET DES INNOVATIONS PEDAGOGIQUES	127 092 039
32 00 010 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	51 740 608
32 00 010 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	63 792 132
32 00 010 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
32 00 010 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	306 404
32 00 010 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 317 625
32 00 010 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
32 00 010 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 313 309
32 00 010 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 961
012	BUREAU D' ETUDES ET DES CURRICULA DU PRESCOLAIRE ET DE L' ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	664 770 553
32 00 012 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	208 555 467
32 00 012 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	239 510 820
32 00 012 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 392 000
32 00 012 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	332 410
32 00 012 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	207 000
32 00 012 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
32 00 012 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 539 984
32 00 012 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	49 861
32 00 012 00 2 62120 11 000 0971 01	FRAIS DE FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS	145 756 992
32 00 012 00 7 66110 11 000 0971 01	ENCADREMENT CONTINU DES ENSEIGNANTS	31 318 019
013	BUREAU D' ETUDE ET DES CURRICULA DE L' ENSEIGNEMENT POST-FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	1 351 988 796
32 00 013 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	261 501 804
32 00 013 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	325 235 724
32 00 013 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 784 000
32 00 013 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	337 477
32 00 013 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 252 500
32 00 013 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
32 00 013 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	47 070 325
32 00 013 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	50 622
32 00 013 00 2 62120 11 000 0971 01	FORMATION METHODOLOGIQUE ET PEDAGOGIQUE DES PROFESSEURS	234 000 000
32 00 013 00 2 62160 11 000 0971 01	SUIVI-ENCADREMENT	250 000 000
32 00 013 00 7 66110 11 000 0971 02	ORGANISATION DES COMPETITIONS SPORTIVES PLUS EQUIPEMENT	226 612 344
014	BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE PROFESSIONNELLE	1 132 389 556
32 00 014 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	441 071 014
32 00 014 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	512 047 680
32 00 014 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 216 000
32 00 014 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	385 385

32 00 014 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	181 750
32 00 014 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
32 00 014 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	79 392 783
32 00 014 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 808
32 00 014 00 2 62160 11 000 0971 01	ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	68 140 100
32 00 014 00 7 66200 11 000 0971 01	ENCADREMENT CONTINU DES ENSEIGNANTS	27 873 036
015	DIRECTION GENERALE DE L' EDUCATION NATIONALE	143 607 568
32 00 015 00 1 61580 11 000 0942 01	FRAIS POUR ENTERINEMENT DES DIPLOMES,ORIENTATION DES DIPLOMES ET EQUIVALENCE DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES	32 308 000
32 00 015 00 2 62160 11 000 0942 01	FRAIS DE SUIVI ENCADREMENT DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	51 312 000
32 00 015 00 2 62780 11 000 0982 01	FRAIS D'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	59 987 568
017	DIRECTION DE L' EDUCATION PRESCOLAIRE ET DE LA PETITE ENFANCE	164 782 137
32 00 017 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 384 106
32 00 017 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 661 272
32 00 017 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
32 00 017 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	684 126
32 00 017 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	317 875
32 00 017 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
32 00 017 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 909 139
32 00 017 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	102 619
32 00 017 00 2 62160 11 000 0919 01	FRAIS DE MISSION D' ENSEIGNEMENT	31 441 000
32 00 017 00 2 63170 11 000 0919 01	FOURNITURE DU MATERIEL SCOLAIRE DU PRESCOLAIRE	19 862 000
018	DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	292 991 449 490
32 00 018 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	92 332 581 665
32 00 018 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	182 045 461 368
32 00 018 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 381 056 000
32 00 018 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	337 206 632
32 00 018 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	208 222 130
32 00 018 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	16 476 000
32 00 018 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 619 864 700
32 00 018 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	50 580 995
019	DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT POST-FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	5 218 435 637
32 00 019 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 188 178 091
32 00 019 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 790 319 175
32 00 019 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 124 000
32 00 019 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 764 946
32 00 019 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 001 575
32 00 019 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 124 000
32 00 019 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	213 609 108
32 00 019 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 314 742




020	BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES DE L' EDUCATION	381 542 560
32 00 020 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	61 371 241
32 00 020 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHICITES S/STATUTS	84 548 496
32 00 020 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
32 00 020 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 046 823
32 00 020 00 7 66110 11 000 0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	65 656 100
32 00 020 00 7 66110 11 000 0971 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE LA PLANIFICATION	158 583 900
021	BUREAU DES EVALUATIONS DU SYSTEME EDUCATIF	6 174 158 818
32 00 021 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	80 938 566
32 00 021 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	106 304 377
32 00 021 00 1 61160 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	876 000
32 00 021 00 1 61210 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	412 391
32 00 021 00 1 61240 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	293 125
32 00 021 00 1 61260 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
32 00 021 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 494 711
32 00 021 00 2 63220 11 000 0986 01	IMPRESSION ET MULTIPLICATION DU CONCOURS ET TEST NATIONAUX	959 000 000
32 00 021 00 7 66200 11 000 0986 04	ORGANISATION DU CONCOURS D'ENTREE EN MEDECINE	87 584 400
32 00 021 00 7 66200 11 000 0969 05	ORGANISATION DU CONCOURS D'ENTREE DANS LES ECOLES D'EXCELLENCE	79 173 611
32 00 021 00 7 66200 11 000 0986 03	ORGANISATION DE L'EXAMEN D'ETAT	2 043 203 087
32 00 021 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	2 801 854 550
022	BUREAU DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES, DES EQUIPEMENTS ET DE LA MAINTENANCE	9 975 027
32 00 022 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	98 875
32 00 022 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 000
32 00 022 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	16 768
32 00 022 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	111 784
32 00 022 00 2 63170 11 000 0969 01	FRAIS D'ELABORATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	9 687 600
023	DIRECTION NATIONALE DES CANTINES SCOLAIRES	26 577 987 033
32 00 023 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 766 700
32 00 023 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 879 000
32 00 023 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
32 00 023 00 1 61210 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	111 784
32 00 023 00 1 61240 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	98 875
32 00 023 00 1 61260 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
32 00 023 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 018 006
32 00 023 00 1 61620 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 768
32 00 023 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	26 529 987 900
024	RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	596 055 088
32 00 024 00 1 61110 11 865 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	100 935 115
32 00 024 00 1 61140 11 865 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	175 931 124

32 00 024 00 1 61160 11 865 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	732 000
32 00 024 00 1 61210 11 865 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	115 133
32 00 024 00 1 61240 11 865 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	108 125
32 00 024 00 1 61260 11 865 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
32 00 024 00 1 61610 11 865 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 168 321
32 00 024 00 1 61620 11 865 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	17 270
32 00 024 00 7 66110 11 865 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	300 000 000
025	DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1 498 162 900
32 00 025 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	185 724 780
32 00 025 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	397 287 996
32 00 025 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 384 000
32 00 025 00 1 61210 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	99 325
32 00 025 00 1 61240 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	325 875
32 00 025 00 1 61260 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
32 00 025 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	33 430 460
32 00 025 00 1 61620 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 899
32 00 025 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES METIERS ET DES IESP	543 308 565
32 00 025 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	334 515 000
026	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	4 705 138 817
32 00 026 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 404 971 157
32 00 026 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 999 894 232
32 00 026 00 1 61160 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	25 872 000
32 00 026 00 1 61210 11 000 0922 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	11 229 196
32 00 026 00 1 61240 11 000 0922 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 453 045
32 00 026 00 1 61260 11 000 0922 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 140 000
32 00 026 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	252 894 808
32 00 026 00 1 61620 11 000 0922 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 684 379
027	DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT DES METIERS	361 639 356
32 00 027 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	55 462 440
32 00 027 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	73 812 000
32 00 027 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	564 000
32 00 027 00 1 61210 11 000 0923 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	111 784
32 00 027 00 1 61240 11 000 0923 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	100 125
32 00 027 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 983 239
32 00 027 00 1 61620 11 000 0923 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 768
32 00 027 00 7 66110 11 000 0923 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES CENTRES D'ENSEIGNEMENT	221 589 000
029	DIRECTION PROVINCIALE DE L' EDUCATION	2 176 655 982
32 00 029 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	283 742 582




32 00 029 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	285 330 804
32 00 029 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 640 000
32 00 029 00 1 61210 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 912 629
32 00 029 00 1 61240 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 222 270
32 00 029 00 1 61260 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 400 000
32 00 029 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	51 073 665
32 00 029 00 1 61620 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 036 894
32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	183 018 700
32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	343 000 000
32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	613 500 000
32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPEFTP	396 778 438
031	DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	119 835 716
32 00 031 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	43 859 537
32 00 031 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 331 500
32 00 031 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	624 000
32 00 031 00 1 61210 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	381 380
32 00 031 00 1 61240 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	687 375
32 00 031 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 894 717
32 00 031 00 1 61620 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 207
034	DIRECTION GENERALE DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET LA RECHERCHE	421 428 793
32 00 034 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 713 698
32 00 034 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 866 172
32 00 034 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	468 000
32 00 034 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	440 832
32 00 034 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	478 500
32 00 034 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
32 00 034 00 1 61580 11 000 0971 01	FRAIS D' ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE ET INNOVATION	272 152 000
32 00 034 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 528 466
32 00 034 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	66 125
32 00 034 00 2 62160 11 000 0971 01	FRAIS DE SUIVI EVALUATION DES ACTIVITES DE RECHERCHE	59 571 000
035	DIRECTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	57 157 852
32 00 035 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUT	14 512 157
32 00 035 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 685 500
32 00 035 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
32 00 035 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONRATS	8 898 311
32 00 035 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 620 000
32 00 035 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
32 00 035 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 612 188




32 00 035 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 601 696
036	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SCIENCE ,LA TECHNOLOGIE ET DE L' INNOVATION	54 984 038
32 00 036 00 1 61110 11 000 0965 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 484 354
32 00 036 00 1 61140 11 000 0965 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 380 500
32 00 036 00 1 61160 11 000 0965 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
32 00 036 00 1 61610 11 000 0965 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 867 184
037	BUREAU DES BOURSES ET STAGES	30 817 038 713
32 00 037 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 911 853
32 00 037 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 842 064
32 00 037 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
32 00 037 00 1 61210 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	171 433
32 00 037 00 1 61240 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	216 250
32 00 037 00 1 61260 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
32 00 037 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 104 134
32 00 037 00 1 61620 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 715
32 00 037 00 8 67310 11 000 0965 01	BOURSES D'ETUDES ET STAGES	30 730 551 264
038	COMMISSION NATIONALE POUR L' UNESCO	117 753 321
32 00 038 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 115 440
32 00 038 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 492 000
32 00 038 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
32 00 038 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 060 779
32 00 038 00 7 66110 11 000 0984 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE POUR L' UNESCO	41 845 102
040	BUREAU D'EDUCATION INCLUSIVE	294 604 901
32 00 040 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	14 163 052
32 00 040 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 211 500
32 00 040 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
32 00 040 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 549 349
32 00 040 00 7 66110 11 000 0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE L'EDUCATION INCLUSIVE	256 585 000
041	ECOLE NORMALE SUPERIEURE	7 772 447 149
32 00 041 00 4 21220 11 000 0942 01	REHABILITATION DE LA TOITURE DES BATIMENTS DE L'ENS ET AUTRES CAMPUS	1 052 662 387
32 00 041 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	4 989 569 134
32 00 041 00 7 66110 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE	1 730 215 628
042	UNIVERSITE DU BURUNDI	36 086 442 279
32 00 042 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	28 482 705 126
32 00 042 00 7 66400 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE DU BURUNDI	7 603 737 153
043	COMMISSION NATIONALE SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	190 124 608
32 00 043 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	76 841 748
32 00 043 00 7 66110 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	113 282 860

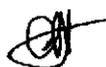
047	COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	467 349 060
32 00 047 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	299 679 060
32 00 047 00 7 66110 11 000 0942 01	FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	167 670 000
504	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	188 200 000
32 00 504 00 4 27100 11 000 0754 01	CONTREPARTIE AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCE DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	188 200 000
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	223 721 485 687
001	CABINET	131 345 488 910
33 00 001 00 4 21280 11 000 0711 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	41 000 000 000
33 00 001 00 4 21430 11 000 0711 01	EQUIPEMENT DU CDS KIVUVU (DISE)	200 000 000
33 00 001 00 4 21440 11 000 0791 01	DIGITALISATION DU SYSTEME DE SANTE	83 333 333
33 00 001 00 4 21450 11 000 0711 05	MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS DE L'HPRC ET ACHAT DES CONSOMMABLES POUR L'HEMODIALYSE	500 000 000
33 00 001 00 4 21480 11 000 0711 01	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE CANCEROLOGIE	1 000 000 000
33 00 001 00 4 26800 11 000 0791 01	PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT A LA RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL	600 000 000
33 00 001 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	732 798 638
33 00 001 00 1 61130 11 000 0711 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	24 000 000
33 00 001 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 813 932 108
33 00 001 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	5 688 000
33 00 001 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	10 707 555
33 00 001 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	104 407 896
33 00 001 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 448 000
33 00 001 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	131 903 755
33 00 001 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS.	1 861 806
33 00 001 00 2 62140 11 000 0711 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	100 000 000
33 00 001 00 2 62160 11 000 0711 08	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	150 000 000
33 00 001 00 2 62320 11 000 0711 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	461 538
33 00 001 00 2 62330 11 000 0711 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	20 102 749
33 00 001 00 2 62330 11 000 0711 02	FRAIS DE COMMUNICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	15 000 000
33 00 001 00 2 62360 11 000 0711 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	10 000 000
33 00 001 00 2 62510 11 000 0711 01	ENTRETIEN BATIMENT	100 000 000
33 00 001 00 2 62550 11 000 0711 01	ENTRETIEN DU CHARROI ET REPARATION DU GROUPE ELECTROGENE	117 200 000
33 00 001 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	143 082 000
33 00 001 00 2 63160 11 000 0711 02	ACHAT DES CARTES DE VACCINS CONTRE LA FIEVRE JAUNE	75 000 000
33 00 001 00 2 63160 11 000 0711 01	ACHAT DES MEDICAMENTS ANTI-TUBERCULEUX	361 357 109
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 05	REDUCTION DE LA TRANSMISSION DES IST/VIH PAR LE RENFORCEMENT ET L' ELARGISSEMENT DES INTERVENTIONS DE PREVENTION	82 853 800




33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 01	AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES INFECTEES PAR LE VIH/SIDA	500 000 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 03	APPUI AUX ASSOCIATIONS DE PRISE EN CHARGE DES MALADES DU SIDA	200 000 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 07	EDUCATION POUR LA SANTE (IEC)	26 672 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 02	ACHAT MEDICAMENTS ARV	1 500 000 000
33 00 001 00 2 63510 11 000 0711 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	200 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 878 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUTOYI	20 000 000
33 00 001 17 7 66110 11 829 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUYIGI	30 564 654
33 00 001 03 7 66110 11 901 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL RUZIBA	28 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 804 0756 01	DOTATION AU CENTRE NEURO-PSYCHIATRIQUE DE KAMENGE (CNPK)	341 947 015
33 00 001 09 7 66110 11 881 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GAHOMBO	18 000 000
33 00 001 03 7 66110 11 876 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL D' I JENDA	20 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 908 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE REFERENCE EN KINESITHERAPIE ET READAPTATION MEDICALE (CNRKR)	100 000 000
33 00 001 13 7 66110 11 817 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUYINGA	15 054 654
33 00 001 06 7 66110 11 822 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE CIBITOKI	28 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE L'INFORMATISATION DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	25 000 000
33 00 001 15 7 66110 11 837 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUYE	28 000 000
33 00 001 02 7 66110 11 843 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL PRINCE REGENT CHARLES	1 511 812 266
33 00 001 07 7 66110 11 880 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBIMBA	20 020 482
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 06	FRAIS POUR LES INSPECTIONS ET LES ACCREDITATIONS	154 500 000
33 00 001 17 7 66110 11 891 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL REMA	20 000 000
33 00 001 02 7 66110 11 902 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL KAMENGE	28 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 870 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE MEDECINE COMMUNAUTAIRE DE BUYENZI	12 542 867
33 00 001 10 7 66110 11 834 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUKENKE	26 000 000
33 00 001 04 7 66110 11 820 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BURURI	45 452 220
33 00 001 18 7 66110 11 910 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL BUGARAMA	38 000 000
33 00 001 13 7 66110 11 884 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GASHOHO	27 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 813 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE GITEGA	203 897 194
33 00 001 16 7 66110 11 828 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUTANA	28 000 000
33 00 001 03 7 66110 11 819 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RWIBAGA	25 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DISTRICTS SANITAIRES	1 316 435 368
33 00 001 08 7 66110 11 823 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BUHIGA (KARUZI)	25 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 895 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE 3EME DE REFERENCE DE KARUSI	400 000 000
33 00 001 11 7 66110 11 845 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NYANZA- LAC	48 054 654
33 00 001 04 7 66110 11 842 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MATANA	18 000 000
33 00 001 18 7 66110 11 912 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL BIRIMBA	20 000 000
33 00 001 14 7 66110 11 836 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE FOTA	31 000 000

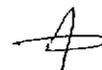



33 00 001 01 7 66110 11 871 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MPANDA	67 898 330
33 00 001 07 7 66110 11 841 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUTEZI	35 000 000
33 00 001 16 7 66110 11 893 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUSONGATI	20 000 000
33 00 001 03 7 66110 11 875 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KABEZI	24 622 936
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 03	ENCADREMENT, SUPERVISION, FORMATIONS ET FRAIS DU COMITE	272 800 000
33 00 001 00 7 66110 11 898 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUSENYI	38 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	5 654 438 585
33 00 001 09 7 66110 11 833 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUSEMA	18 778 670
33 00 001 00 7 66110 11 000 0741 01	DOTATION DES HOPITAUX COMMUNAUX (82)	1 479 999 996
33 00 001 12 7 66110 11 835 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIGANDA	18 000 000
33 00 001 12 7 66110 11 000 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIKO	20 000 000
33 00 001 05 7 66110 11 830 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURORE	38 000 000
33 00 001 16 7 66110 11 913 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KAYERO	25 000 000
33 00 001 15 7 66110 11 827 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE NGOZI	135 000 000
33 00 001 01 7 66110 11 892 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIHANGA	18 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 879 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NTITA	20 000 000
33 00 001 17 7 66110 11 839 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GISURU	20 000 000
33 00 001 02 7 66110 11 904 0741 01	DOTATION A L'HOPITAL BWIZA JABE	28 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 844 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KINYINYA	45 000 000
33 00 001 10 7 66110 11 815 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE KIRUNDO	25 000 000
33 00 001 04 7 66110 11 818 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUMONGE	45 495 413
33 00 001 02 7 66110 11 914 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE LA MISERCORDE DE MUSAGA	20 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNITE DE GESTION ET D'APPUIS AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE(UGADS)	20 000 000
33 00 001 13 7 66110 11 883 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GITERANYI	18 000 000
33 00 001 06 7 66110 11 831 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MABAYI	18 000 000
33 00 001 15 7 66110 11 885 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MIVO	20 000 000
33 00 001 02 7 66110 11 873 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL PRINCE LOUIS RWAGASORE	400 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 886 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBUYE	18 000 000
33 00 001 01 7 66110 11 903 0741 01	DOTATION A L'HOPITAL NDORA	18 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 894 0749 01	DOTATION HOPITAL SAINTE THERESE DE GITEGA	20 000 000
33 00 001 11 7 66110 11 824 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE MAKAMBA	13 753 984
33 00 001 04 7 66110 11 840 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUTOVU	28 778 670
33 00 001 03 7 66110 11 911 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MERE ENFANT DE NYAMBUYE	40 000 000
33 00 001 14 7 66110 11 826 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIBUMBU (MWARO)	28 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 832 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUTAHO	30 622 936
33 00 001 16 7 66110 11 838 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE GIHOFI	18 000 000
33 00 001 03 7 66110 11 874 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL RUSHUBI	28 580 312
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 02	PARTICIPATION AUX SOINS DE SANTE	724 150 640
33 00 001 05 7 66110 11 821 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE CANKUZO	27 000 000




33 00 001 09 7 66110 11 814 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KAYANZA	15 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 896 0711 01	DOTATION A L'HOPITAL SICILIA	18 000 000
33 00 001 12 7 66110 11 825 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURAMVYA	45 868 808
33 00 001 04 7 66110 11 877 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIREMBA	18 000 000
33 00 001 15 7 66110 11 915 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL SANTA TEREZINA DE MUREMERA	18 000 000
33 00 001 14 7 66110 11 836 0749 02	SANATORIUM KIBUMBU	23 139 663
33 00 001 01 7 66110 11 872 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL BUBANZA	20 000 000
33 00 001 00 7 66200 11 000 0711 02	FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE (PBF)	58 633 384 306
33 00 001 00 7 66200 11 000 0711 01	FONCTIONNEMENT DU COMITE DE SUPERVISION DES PROJETS FINANCES SUR FONDS MONDIAL	30 000 000
33 00 001 00 7 66620 11 000 0711 03	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR L'ACHAT DE VITAMINE A	50 000 000
33 00 001 00 8 67340 11 000 0771 01	FONDS NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	313 670 000
33 00 001 00 8 67340 11 000 0749 01	PREVENTION EBOLA/COVID-19	54 414 000
33 00 001 00 8 67350 11 000 0711 01	CARTE D'ASSURANCE MALADIE	8 100 000 000
002	DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE SANTE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	136 566 648
33 00 002 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	41 921 353
33 00 002 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
33 00 002 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	648 789
33 00 002 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	85 781 880
33 00 002 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
33 00 002 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 545 844
33 00 002 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	116 782
003	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SANTE , DE LA DEMANDE DES SOINS , DE LA SANTE COMMUNAUTAIRE ET ENVIRONNEMENTALE	122 373 110
33 00 003 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	32 296 748
33 00 003 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	82 565 112
33 00 003 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
33 00 003 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	105 369
33 00 003 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 273 500
33 00 003 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
33 00 003 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 813 415
33 00 003 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 966
006	DIRECTION DE LABORATOIRE ET DE BIOLOGIE MEDICALE	79 263 992
33 00 006 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 782 953
33 00 006 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	55 572 108
33 00 006 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
33 00 006 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 560 931
007	BUREAUX PROVINCIAUX DE SANTE	52 482 406 642
33 00 007 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 345 221 427
33 00 007 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 609 828 232
33 00 007 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	137 940 000

33 00 007 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	266 285 846
33 00 007 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 528 631 828
33 00 007 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	46 428 000
33 00 007 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 042 139 857
33 00 007 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	47 931 452
33 00 007 00 2 63210 11 000 0711 01	PRODUITS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES	170 000 000
33 00 007 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PROVINCES SANITAIRES	288 000 000
008	DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES	73 135 262
33 00 008 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 875 605
33 00 008 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 250 048
33 00 008 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
33 00 008 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 937 609
009	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	17 774 129 552
33 00 009 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 148 463
33 00 009 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	92 283 876
33 00 009 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000
33 00 009 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 081 896
33 00 009 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 783 040
33 00 009 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
33 00 009 00 1 61580 11 000 0711 01	INDEMNITES DES PROFESSEURS DES ECOLES ET PERSONNEL	392 667 520
33 00 009 00 1 61580 11 000 0711 02	INDEMNITES D'ELOIGNEMENT DES MEDECINS SPECIALISTES OEUVRANT A L'INTERIEUR DU PAYS	16 050 591 655
33 00 009 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 946 723
33 00 009 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	194 741
33 00 009 00 2 63170 11 000 0711 01	MATERIEL DIDACTIQUE POUR ELEVES	12 500 000
33 00 009 00 7 66200 11 000 0922 01	ORGANISATION D'UN EXAMEN UNIQUE AUX LAUREATS DES ECOLES PARAMEDICALES	509 941 040
33 00 009 00 8 67320 11 000 0711 01	FRAIS D' ENTRETIEN DES ELEVES	653 606 598
010	DIRECTION DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS	215 985 664
33 00 010 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/ STATUTS	33 996 157
33 00 010 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	83 869 980
33 00 010 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
33 00 010 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	102 304
33 00 010 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 010 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 119 308
33 00 010 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 415
33 00 010 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	90 426 000
011	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES ET DES EQUIPEMENTS	134 708 324
33 00 011 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 374 667
33 00 011 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	82 868 160
33 00 011 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000

33 00 011 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	956 404
33 00 011 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 633 500
33 00 011 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	396 000
33 00 011 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 007 440
33 00 011 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	172 153
012	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION	83 694 403
33 00 012 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 051 324
33 00 012 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 645 564
33 00 012 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
33 00 012 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	398 116
33 00 012 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 982 500
33 00 012 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
33 00 012 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 149 238
33 00 012 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	71 661
013	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	77 252 412
33 00 013 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 177 356
33 00 013 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 080 460
33 00 013 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
33 00 013 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	432 773
33 00 013 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 060 000
33 00 013 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	180 000
33 00 013 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 811 924
33 00 013 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	77 899
014	DIRECTION DU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION SANITAIRE	35 600 000
33 00 014 00 2 63280 11 000 0791 01	PRODUCTION DES STATISTIQUES DE SANTE	35 600 000
017	INSPECTION GENERALE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	224 311 346
33 00 017 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	62 563 053
33 00 017 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	146 942 040
33 00 017 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	456 000
33 00 017 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	329 579
33 00 017 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
33 00 017 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 261 350
33 00 017 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	59 324
018	DIRECTION GENERALE DE L'OFFRE DES SOINS DE LA MEDECINE MODERNE ET TRADITIONNELLE, DE L'ALIMENTATION ET DES ACCREDITATIONS	78 512 100
33 00 018 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	18 516 901
33 00 018 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 746 456
33 00 018 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000




33 00 018 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	482 374
33 00 018 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 142 500
33 00 018 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
33 00 018 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 333 042
33 00 018 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	86 827
020 DIRECTION DES ACCREDITATIONS		58 542 841
33 00 020 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	16 199 523
33 00 020 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 034 648
33 00 020 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
33 00 020 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	90 895
33 00 020 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 020 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 915 914
33 00 020 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 361
021 DIRECTION DE L'ASSURANCE QUALITE DES SOINS, HYGIENE ET SECURITE EN MILIEU DES SOINS		172 896 521
33 00 021 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 725 584
33 00 021 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	123 078 696
33 00 021 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
33 00 021 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	88 250
33 00 021 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 345 500
33 00 021 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
33 00 021 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 330 605
33 00 021 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 886
022 DIRECTION DE LA MEDECINE TRADITIONNELLE, DE L'ALIMENTATION EQUILIBREE ET ALIMENTATION NATURELLE A VISEE THERAPEUTIQUE		91 539 942
33 00 022 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 520 825
33 00 022 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	61 941 240
33 00 022 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
33 00 022 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	150 532
33 00 022 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
33 00 022 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 233 749
33 00 022 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	27 096
053 INSTITUT DE SANTE PUBLIQUE		2 437 830 368
33 00 053 00 1 61320 11 000 0759 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 342 830 368
33 00 053 00 7 66110 11 016 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT DE SANTE PUBLIQUE	95 000 000
054 PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION		92 253 300
33 00 054 00 7 66200 11 000 0761 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT AU PEV	92 253 300




055	PROGRAMME DE FORMATION ET D'EDUCATION EN MATIERE D'HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	4 847 800
33 00 055 00 7 66200 11 000 0759 01	FORMATION ET EDUCATION EN MATIERE D'HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	4 847 800
056	PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION (PNSR)	470 602 948
33 00 056 00 1 61320 11 000 0755 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	113 005 332
33 00 056 00 7 66200 11 000 0755 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION	357 597 616
057	LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES	50 000 000
33 00 057 00 7 66200 11 000 0762 01	LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES	50 000 000
058	LUTTE CONTRE LES MST ET LE SIDA	29 952 000
33 00 058 00 7 66200 11 000 0771 01	LUTTE CONTRE LES MST ET LE SIDA	29 952 000
059	SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS ,HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE	24 345 780
33 00 059 00 7 66200 11 000 0756 01	SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS ,HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE	24 345 780
060	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	270 870 747
33 00 060 00 7 66200 11 000 0759 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	270 870 747
061	DOTATION AU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES	28 998 165
33 00 061 00 7 66200 11 000 0759 01	DOTATION AU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES	28 998 165
062	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL POUR LA NUTRITION	14 680 321
33 00 062 00 7 66200 11 000 0754 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL POUR LA NUTRITION	14 680 321
063	CENTRE ANTI-TUBERCULEUX DE BUJUMBURA	12 000 000
33 00 063 00 7 66110 11 000 0759 01	CENTRE ANTI-TUBERCULEUX DE BUJUMBURA	12 000 000
064	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET TUBERCULOSE	12 480 000
33 00 064 00 7 66110 11 000 0759 01	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET LA TUBERCULOSE	12 480 000
065	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	4 938 794 853
33 00 065 00 1 61320 11 804 0752 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	831 744 720
33 00 065 00 2 63210 11 000 0752 01	ACHAT DES CONSOMMABLES ET REACTIFS POUR LE CNTS	2 068 245 278
33 00 065 00 7 66110 11 804 0752 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CNTS	2 038 804 855
066	SP/CNLS	397 327 640
33 00 066 00 1 61320 11 000 0711 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	281 277 632
33 00 066 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SP/CNLS	116 050 008
067	AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	3 568 724 096
33 00 067 00 1 61320 11 039 0791 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 378 271 865
33 00 067 00 7 66110 11 039 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	2 190 452 231
501	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	151 250 000
33 00 501 00 4 27100 11 000 0711 02	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	151 250 000

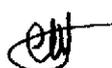



502	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'ONCHOCERCOSE	30 120 000
33 00 502 00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L' ONCHOCERCOSE	30 120 000
504	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	4 000 000 000
33 00 504 00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	4 000 000 000
535	ACHAT DES ANTIPALUDIQUES POUR LE PALUDISME SIMPLE	4 000 000 000
33 00 535 00 4 27100 11 000 0711 01	CONTRIBUTION A L' ACHAT DES ANTIPALUDIQUES POUR LE PALUDISME SIMPLE	4 000 000 000
35	MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	22 401 775 171
001	CABINET	16 738 286 269
35 00 001 00 4 21210 11 000 1019 01	APPUI DES SINISTRES A ACCEDER A L'HABITAT DECENT ,AUX SOURCES DE REVENU ET AUX SERVICES DE BASE	295 674 802
35 00 001 00 4 21450 11 000 1019 02	EQUIPEMENT POUR LA REINTEGRATION DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP	23 994 000
35 00 001 00 4 21450 11 000 1019 03	PRODUCTION DES APPAREILS DE MOBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES	450 066 620
35 00 001 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 616 088
35 00 001 00 1 61130 11 000 1019 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	197 200 000
35 00 001 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	88 021 620
35 00 001 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	420 000
35 00 001 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 956 777
35 00 001 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	15 862 500
35 00 001 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	912 000
35 00 001 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 670 896
35 00 001 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	352 220
35 00 001 00 2 62140 11 000 1019 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
35 00 001 00 2 62160 11 000 1019 05	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	250 000 000
35 00 001 00 2 62220 11 000 1019 01	PARTICIPATION AUX JOURNEES INTERNATIONALES	164 000 000
35 00 001 00 2 62320 11 000 1019 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES	4 104 996
35 00 001 00 2 62330 11 000 1019 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	83 407 255
35 00 001 00 2 62360 11 000 1019 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	44 000 000
35 00 001 00 2 62510 11 000 1019 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	10 000 000
35 00 001 00 2 62550 11 000 1019 02	ENTRETIEN DES CAMIONS	30 000 000
35 00 001 00 2 62550 11 000 1019 01	ENTRETIEN DU CHARROI	60 000 000
35 00 001 00 2 62580 11 000 1019 01	ENTRETIEN ET REPARATION MACHINES DE BUREAU	7 475 356
35 00 001 00 2 63120 11 000 1019 02	CARBURANT CAMIONS	129 034 375
35 00 001 00 2 63120 11 000 1019 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	25 760 000
35 00 001 00 2 63150 11 000 1019 01	ACHAT DES VIVRES ET NON VIVRES POUR LES VICTIMES DE LA FAMINE ET LA REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DES SINISTRES	3 566 890 216
35 00 001 00 2 63210 11 000 0134 01	ACHAT MATÉRIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	60 000 000

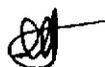
35 00 001 00 2 63510 11 000 1019 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	156 043 200
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1051 08	FORUM NATIONAL DES ENFANTS ET POLITIQUES DE PROTECTION DE L'ENFANCE	280 086 151
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 16	REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES RETIRES DE LA RUE	1 043 414 505
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 10	OPERATIONALISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	40 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 01	MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA RESOLUTION 1325	34 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 05	PROMOTION DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L'EGALITE DU GENRE	79 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1042 03	OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ECONOMIQUES DE LA FEMME	268 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 13	FRAIS DE FONCTIONNEMENT AUX DIRECTIONS PROVINCIALES DE DEVELOPPEMENT FAMILIAL ET SOCIAL	417 800 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1042 09	FORUM NATIONAL DES FEMMES	45 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS	1 287 716 921
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	45 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 02	REDACTION DES RAPPORTS INITIAUX ET PERIODIQUES	142 934 404
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 12	APPUI AU SERVICE PLANIFICATION, SUIVI-EVALUATION ET STATISTIQUES	343 895 558
35 00 001 00 7 66200 11 000 1019 01	READAPTATION PHYSIQUE ET REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES HANDICAPES	700 975 809
35 00 001 00 6 67280 11 000 1091 01	CENTRE D'EXCELLENCE	150 000 000
35 00 001 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES	5 870 000 000
35 00 001 00 8 67380 11 000 1019 01	REINSERTION DES HANDICAPES LAUREATS DU CNRSP	50 000 000
002	DIRECTION GENERALE DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE L'ASSISTANCE SOCIALE	33 536 894
35 00 002 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 491 522
35 00 002 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 367 000
35 00 002 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
35 00 002 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	434 236
35 00 002 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 002 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	808 474
35 00 002 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	78 162
35 00 002 00 7 66110 11 000 0841 01	ENCADREMENT DE LA JEUNESSE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX	15 000 000
003	DIRECTION DE L'INTEGRATION SOCIALE	144 332 121
35 00 003 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 443 818
35 00 003 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	67 351 500
35 00 003 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
35 00 003 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 470 590
35 00 003 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	35 317 620
35 00 003 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 164 000




35 00 003 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 939 887
35 00 003 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 164 706
004	DIRECTION DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE L'ASSISTANCE AUX VICTIMES DES CATASTROPHES	897 172 756
35 00 004 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 462 651
35 00 004 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 906 000
35 00 004 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
35 00 004 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	423 104
35 00 004 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
35 00 004 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
35 00 004 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 523 277
35 00 004 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	76 159
35 00 004 00 7 66110 11 000 1019 01	ALLOCATION A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE D'URGENCE	869 703 065
005	DIRECTION DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	52 207 981
35 00 005 00 1 61110 11 000 1051 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 231 196
35 00 005 00 1 61140 11 000 1051 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 226 500
35 00 005 00 1 61160 11 000 1051 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
35 00 005 00 1 61210 11 000 1051 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	496 754
35 00 005 00 1 61240 11 000 1051 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 602 500
35 00 005 00 1 61260 11 000 1051 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
35 00 005 00 1 61610 11 000 1051 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 381 615
35 00 005 00 1 61620 11 000 1051 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	89 416
006	DIRECTION GENERALE DE LA REINSTALLATION ET DE LA REINTEGRATION DURABLE DES SINISTRES	32 070 870
35 00 006 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 909 843
35 00 006 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 994 000
35 00 006 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
35 00 006 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	103 182
35 00 006 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 006 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
35 00 006 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 603 772
35 00 006 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 573
007	DIRECTION DE LA REINSTALLATION ET REHABILITATION SOCIALE DES SINISTRES	18 492 429
35 00 007 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 977 482
35 00 007 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 367 000
35 00 007 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
35 00 007 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 075 947
008	DIRECTION DE LA PROMOTION ECONOMIQUE DURABLE DES SINISTRES	26 527 697
35 00 008 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 498 282
35 00 008 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 012 000
35 00 008 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000




35 00 008 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	130 698
35 00 008 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 008 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
35 00 008 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 529 691
35 00 008 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 526
009	DIRECTION GENERALE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DE L'EDUCATION A LA PAIX ET A LA RECONCILIATION NATIONALE	138 564 261
35 00 009 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 596 831
35 00 009 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 196 000
35 00 009 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
35 00 009 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 087 430
35 00 009 00 7 66110 11 000 1091 01	APPUI AU MONITORING DES DROITS DE L' HOMME	104 600 000
010	DIRECTION DE LA PROMOTION, DE LA PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DE L'EDUCATION A LA PAIX ET A LA RECONCILIATION NATIONALE	13 108 919
35 00 010 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 197 494
35 00 010 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 965 000
35 00 010 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
35 00 010 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	123 200
35 00 010 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 010 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	575 549
35 00 010 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	22 176
011	DIRECTION DES ORGANES DE TRAITE, PROCEDURES SPECIALES ET EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL DES NATIONS UNIES ET AUTRES MECANISMES	18 364 758
35 00 011 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 401 698
35 00 011 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 557 000
35 00 011 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
35 00 011 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	156 147
35 00 011 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 011 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	972 306
35 00 011 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	28 107
012	DIRECTION DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX VICTIMES DES VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE	19 461 249
35 00 012 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 540 994
35 00 012 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 636 000
35 00 012 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
35 00 012 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	123 200
35 00 012 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 012 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
35 00 012 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	817 379
35 00 012 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	22 176
013	DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'EGALITE DE GENRE	223 651 261




35 00 013 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 142 559
35 00 013 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 869 500
35 00 013 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
35 00 013 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	259 933
35 00 013 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
35 00 013 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
35 00 013 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 725 661
35 00 013 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	46 788
35 00 013 00 7 66110 11 000 1091 01	LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES	167 050 820
014	DIRECTION DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET DE LA PROMOTION DE LA FILLE	32 668 193
35 00 014 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 076 439
35 00 014 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 118 000
35 00 014 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
35 00 014 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	202 538
35 00 014 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 133 000
35 00 014 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
35 00 014 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 993 759
35 00 014 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 457
015	DIRECTION DE L'EGALITE ET DU GENRE	37 763 471
35 00 015 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 761 846
35 00 015 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 234 500
35 00 015 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
35 00 015 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	252 113
35 00 015 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 500
35 00 015 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
35 00 015 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 937 132
35 00 015 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 380
016	INSPECTION GENERALE DE LA SOLIDARITE NATIONALE , DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	109 728 296
35 00 016 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 651 383
35 00 016 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 209 000
35 00 016 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
35 00 016 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	109 461
35 00 016 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 016 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
35 00 016 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	477 249
35 00 016 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 703
35 00 016 00 7 66110 11 000 1091 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DU GENRE	98 000 000
017	INSPECTION TECHNIQUE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	11 427 730

35 00 017 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 991 720
35 00 017 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 897 500
35 00 017 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	538 510
018	INSPECTION TECHNIQUE DE LA PROTECTION SOCIALE	11 784 950
35 00 018 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 294 449
35 00 018 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 897 500
35 00 018 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	593 001
021	CENTRE HUMURA DE GITEGA ET RUMONGE	289 556 400
35 00 021 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE HUMURA DE GITEGA ET RUMONGE	225 554 964
35 00 021 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE HUMURA DE GITEGA ET RUMONGE	64 001 436
022	MAISON DES FEMMES	211 870 400
35 00 022 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA MAISON DES FEMMES	67 457 400
35 00 022 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DES FEMMES	144 413 000
023	FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE(FAPS)	85 846 745
35 00 023 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE(FAPS)	62 390 052
35 00 023 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE(FAPS)	23 456 693
024	CENTRE DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	206 276 923
35 00 024 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	93 239 724
35 00 024 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	113 037 199
025	CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELE	295 895 420
35 00 025 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELE	161 572 920
35 00 025 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELE	134 322 500
026	APPUI A LA PROMOTION DE LA FEMME ET AUX DPDFS	930 830 340
35 00 026 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	930 830 340
027	CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	679 602 992
35 00 027 00 1 61320 11 000 1022 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	456 756 108
35 00 027 00 7 66110 11 000 1022 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	222 846 884
028	SECRETARIAT EXECUTIF DE LA PROTECTION SOCIALE	481 682 337
35 00 028 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	361 143 612
35 00 028 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE LA PROTECTION SOCIALE	120 538 725
029	CENTRE D'ENCADREMENT ET REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL (GIHOSHA)	169 321 575
35 00 029 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	103 695 096
35 00 029 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ENCADREMENT ET REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL (GIHOSHA)	65 626 479

030	PROJET ENFANTS SOLEIL		155 393 388
35 00 030 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL		58 711 551
35 00 030 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET ENFANTS SOLEIL		96 681 837
031	PROJET CADRE DE REINTEGRATION DES SINISTRES		98 137 249
35 00 031 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL		38 223 516
35 00 031 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET CADRE DE REINTEGRATION DES SINISTRES		59 913 733
032	CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE (CNRSP) NGOZI		89 309 584
35 00 032 00 1 61320 11 000 1022 01	REMUNERATION DU PERSONNEL		40 770 084
35 00 032 00 7 66110 11 000 1022 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE (CNRSP) NGOZI		48 539 500
033	DIRECTION DE LA PREVENTION DES VIOLENCES BASEE SUR LE GENRE ET LA PRISE EN CHARGE HORISTIQUE DES VICTIMES		24 188 029
35 00 033 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		7 467 397
35 00 033 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		15 376 500
35 00 033 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS		1 344 132
034	INSPECTION TECHNIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES		11 253 486
35 00 034 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		2 443 632
35 00 034 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		8 370 000
35 00 034 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS		439 854
502	PROJET FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF		75 600 198
35 00 502 00 4 27100 11 000 1091 01	FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF		75 600 198
509	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI		37 860 000
35 00 509 00 4 27100 11 000 1019 01	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI		37 860 000
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE		334 563 309 171
001	CABINET		311 218 040 864
40 00 001 00 4 20110 11 000 0424 13	ETUDES SUR LS CENTRES SEMENCIERS		485 000 000
40 00 001 00 4 20110 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (ISABU)		564 500 000
40 00 001 00 4 21110 11 000 0482 02	VALORISATION DES TERRAINS INEXPLOITES		396 045 853
40 00 001 00 4 21110 11 000 0622 04	INDEMNISATIONS/EXPROPRIATIONS		10 000 000 000
40 00 001 00 4 21110 11 000 0561 01	EWE BURUNDI URAMBAYE		585 888 524
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 08	PROJET D'AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRO-AGRIQUES		1 000 000 000
40 00 001 00 4 21110 11 000 0423 04	PROJET D'AMENAGEMENT DES MARRAIS ET DES BASSINS VERSANTS		511 565 635
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 09	INDEMNISATION DES ZONES AGRICOLES		1 562 011 143
40 00 001 00 4 21110 11 000 0622 03	PROJET D'ELABORATION DES SCHEMAS PROVINCIAUX ET NATIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		2 332 165 635
40 00 001 00 4 21110 11 000 0622 02	PROJET D'ELABORATION DES CARTES TOPOGAPHIQUES DES VILLES		47 800 000
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 07	PROJET D'APPUI A L'AGRICULTURE D'EXPORTATION		470 000 000
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 06	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE PALMIER A L'HUILE		1 435 000 000
40 00 001 00 4 21110 11 000 0414 02	PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION DES ARBRES FRUITIERS		140 000 000




40 00 001 00 4 21120 11 000 0541 01	PROJET DE REHABILITATION DES SITES DE CARRIERES	64 000 000
40 00 001 00 4 21180 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN SAISON SECHE	250 000 000
40 00 001 00 4 21180 11 000 0424 03	PROJET DE PROTECTION DES VEGETAUX	764 692 500
40 00 001 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE,PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	2 250 683 080
40 00 001 00 4 21210 11 000 0611 01	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DES VILLAGES RURAUX	37 800 000
40 00 001 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	1 071 381 000
40 00 001 00 4 21280 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION ET RESTAURATION DES ZONES HUMIDES ET INONDATIONS	52 000 000
40 00 001 00 4 21280 11 000 0424 12	CONSTRUCTION D'UN CENTRE NAISSEUR ET DE MULTIPLICATION DES LAPINS	2 938 602 500
40 00 001 00 4 21320 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION DES SOURCES D'EAU AU BURUNDI	176 266 254
40 00 001 00 4 21330 11 000 0622 01	PROJET DE REHABILITATION ET DENSIFICATION DU RESEAU HYDROLOGIQUE NATIONAL	16 800 000
40 00 001 00 4 21330 11 000 0511 02	GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES ET LIQUIDES	78 150 000
40 00 001 00 4 21340 11 000 0424 02	PROJET DE RECONSTRUCTION BARRAGE KAJEKE	944 440 000
40 00 001 00 4 21380 11 000 0428 05	PROJET D'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DES COOPERATIVES AGRO-SYLVO-PASTORAUX	90 650 000
40 00 001 00 4 21380 11 000 0428 04	PROJET DE CONSTRUCTION DES CENTRES COMMUNAUX AGRO-SYLVO-PASTORAUX	116 960 000
40 00 001 00 4 21380 11 000 0428 11	PROJET D'IMPLANTATION DES AGROPOLES	13 200 000
40 00 001 00 4 21380 11 000 0661 01	PROJET D'ELABORATION DES SCHEMAS PROVINCIAUX ET NATIONAUX DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	83 370 000
40 00 001 00 4 21430 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ENCADREMENT RAPPROCHE	87 971 600
40 00 001 00 4 21450 11 000 0424 01	MULTIPLICATION DE NOUVELLES CULTURES D'EXPORTATION (SANACARDIER, STEVIA, VANILLE, MILLET ET MORINGA)	250 000 000
40 00 001 00 4 21480 11 000 0424 03	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE (ODCA)	10 400 000 000
40 00 001 00 4 21480 11 000 0427 01	PROJET D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET AMELIORATION GENETIQUE	400 000 000
40 00 001 00 4 21480 11 000 0562 01	MODERNISATION DES STATIONS HYDRO METEOROLOGIQUES	162 485 760
40 00 001 00 4 21480 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI L'IMPLANTATION DES CENTRES DE RAYONNEMENT	150 000 000
40 00 001 00 4 22180 11 000 0414 03	PROJET DE GESTION DE LA PRODUCTION	10 000 000
40 00 001 00 4 22180 11 000 0424 01	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTIONS EN ENGRAIS AU BURUNDI	228 607 979 000
40 00 001 00 4 22180 11 000 0424 04	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SEMENCIERE	8 610 290 000
40 00 001 00 4 22180 11 000 0424 02	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTIONS DES SEMENCES AU BURUNDI	11 481 977 000
40 00 001 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 880 900 722
40 00 001 00 1 61130 11 000 0424 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	69 150 000
40 00 001 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 825 372 408
40 00 001 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	780 000
40 00 001 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 138 212 567
40 00 001 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 159 374 872

40 00 001 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	396 000
40 00 001 00 1 61320 11 000 0427 01	CENTRE D'APPUI A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE	30 374 244
40 00 001 00 1 61320 11 000 0571 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'IGEBU	1 168 133 784
40 00 001 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	518 562 130
40 00 001 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	170 731 885
40 00 001 00 2 62140 11 000 0424 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	100 000 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	300 000 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0622 01	APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES TERRES DOMANIALES	38 505 343
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 01	SUIVI EVALUATION TECHNICO-FINANCIER DES PROJETS	120 000 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	735 400 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0541 01	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE EN TEMPS REEL POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE AU BURUNDI	12 600 000
40 00 001 00 2 62220 11 000 0424 02	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT A L'ORGANISATION DES FOIRES AGRICOLES	10 000 000
40 00 001 00 2 62220 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LES JOURNEES MONDIALES DE L' ELEVAGE	7 000 000
40 00 001 00 2 62240 11 000 0622 01	VULGARISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE D'ASSAINISSEMENT ET DU CODE D'ASSAINISSEMENT	13 102 450
40 00 001 00 2 62320 11 000 0424 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 812 600
40 00 001 00 2 62330 11 000 0424 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	18 584 000
40 00 001 00 2 62360 11 000 0424 11	SITE WEB DU MINISTERE	5 000 000
40 00 001 00 2 62360 11 000 0424 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	59 366 143
40 00 001 00 2 62420 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LA JOURNEE MONDIALE DE L' ALIMENTATION	7 000 000
40 00 001 00 2 62430 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES ET ENNEMIS DES CULTURES	133 772 000
40 00 001 00 2 62510 11 000 0424 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	1 700 000
40 00 001 00 2 62550 11 000 0424 01	ENTRETIEN DU CHARROI	216 662 276
40 00 001 00 2 62580 11 000 0424 01	ENTRETIEN MATERIEL ET EQUIPEMENT	39 966 460
40 00 001 00 2 63120 11 000 0424 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	106 612 000
40 00 001 00 2 63150 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES DES ANIMAUX ET ALERTE PRECOCE	162 544 000
40 00 001 00 2 63210 11 000 0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	98 073 814
40 00 001 00 2 63510 11 000 0424 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	65 893 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'IGEBU	98 310 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0571 01	SUBSIDES AU COMITE NATIONAL ET COMMISSION TECHNIQUE REDD+	42 500 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ABREVEPA	1 818 645 434
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	28 858 384
40 00 001 00 7 66110 11 746 0424 01	CONTRIBUTION A L'IRAZ	74 522 670
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE QUARANTAINE	25 200 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	60 000 000

40 00 001 00 7 66110 11 000 0414 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SEMENCIERE	15 000 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 06	COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)	199 746 194
002	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ENVIRONNEMENTALE, AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE	48 522 904
40 00 002 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 823 972
40 00 002 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 958 040
40 00 002 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
40 00 002 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	545 719
40 00 002 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 565 000
40 00 002 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 488 315
40 00 002 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 858
003	DIRECTION DES STATISTIQUES ET INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET AGRICOLES	70 846 837
40 00 003 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 611 692
40 00 003 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 813 040
40 00 003 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
40 00 003 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 350 105
40 00 003 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	10 000 000
004	DIRECTION DU SUIVI-EVALUATION	39 550 718
40 00 004 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 242 134
40 00 004 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 841 000
40 00 004 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
40 00 004 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 383 584
005	DIRECTION DES ETUDES ET PROGRAMMATION	38 893 888
40 00 005 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 925 929
40 00 005 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 713 292
40 00 005 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
40 00 005 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 146 667
006	DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE	184 525 780
40 00 006 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	43 484 339
40 00 006 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	97 148 832
40 00 006 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	552 000
40 00 006 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	7 240 772
40 00 006 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	26 406 540
40 00 006 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	780 000
40 00 006 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 827 181
40 00 006 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 086 116
007	DIRECTION DE LA PROTECTION DES VEGETAUX	297 266 995
40 00 007 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	92 530 276
40 00 007 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	169 535 160

40 00 007 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 488 000
40 00 007 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 278 651
40 00 007 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 975 660
40 00 007 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	312 000
40 00 007 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 655 450
40 00 007 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	491 798
008	DIRECTION DE LA FERTILISATION DES SOLS	141 820 528
40 00 008 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 861 234
40 00 008 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 529 080
40 00 008 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
40 00 008 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	7 061 837
40 00 008 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	22 330 080
40 00 008 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 080 000
40 00 008 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 635 022
40 00 008 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 059 275
010	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ET DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX	142 634 568
40 00 010 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 904 144
40 00 010 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	84 780 540
40 00 010 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	708 000
40 00 010 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	832 224
40 00 010 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 106 080
40 00 010 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
40 00 010 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 082 746
40 00 010 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	124 834
011	DIRECTION GENERALE DE L'ELEVAGE	86 624 776
40 00 011 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 310 905
40 00 011 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 569 908
40 00 011 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
40 00 011 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 455 963
012	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES ANIMALES	213 678 832
40 00 012 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 230 872
40 00 012 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	153 566 712
40 00 012 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 120
40 00 012 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 524 730
40 00 012 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 142 120
40 00 012 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 012
40 00 012 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 601 557
40 00 012 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	228 709
013	DIRECTION DE LA SANTE ANIMALE	282 947 921




40 00 013 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 315 212
40 00 013 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	105 912 084
40 00 013 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	816 264
40 00 013 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 468 980
40 00 013 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 103 040
40 00 013 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	948 000
40 00 013 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 976 738
40 00 013 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	670 347
40 00 013 00 2 63150 11 000 0427 01	PRODUITS SCIENTIFIQUES ET VETERINAIRES ET APPUI AU DIAGNOSTIC DES MALADIES ANIMALES	39 737 256
40 00 013 00 7 66110 11 000 0427 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES VETERINAIRES	59 000 000
014	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES HALIEUTIQUES	182 303 571
40 00 014 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 195 865
40 00 014 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	85 510 680
40 00 014 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
40 00 014 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 381 035
40 00 014 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	40 811 580
40 00 014 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	708 000
40 00 014 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 235 256
40 00 014 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	957 155
015	DIRECTION GENERALE DE LA MOBILISATION POUR L'AUTO-DEVELOPPEMENT ET LA VULGARISATION AGRICOLE	67 414 942
40 00 015 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 579 576
40 00 015 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 837 216
40 00 015 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
40 00 015 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	244 197
40 00 015 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 565 000
40 00 015 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
40 00 015 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 804 324
40 00 015 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 629
016	DIRECTION DE LA VULGARISATION, DE LA FORMATION ET RECHERCHE	92 442 727
40 00 016 01 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 504 870
40 00 016 01 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 510 980
40 00 016 01 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
40 00 016 01 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 330 877
017	DIRECTION D'APPUI AUX ORGANISATIONS DES PRODUCTEURS AGRICOLES	51 222 797
40 00 017 03 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 466 500
40 00 017 03 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 757 624
40 00 017 03 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 084
40 00 017 03 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	129 669
40 00 017 03 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	1 201 500

40 00 017 03 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
40 00 017 03 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 503 970
40 00 017 03 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 450
018 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BUBANZA		368 872 876
40 00 018 01 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	59 653 747
40 00 018 01 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	107 355 240
40 00 018 01 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 176 000
40 00 018 01 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	32 759 265
40 00 018 01 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	146 685 060
40 00 018 01 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 592 000
40 00 018 01 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 737 674
40 00 018 01 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 913 890
019 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BUJUMBURA		614 866 743
40 00 019 03 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	98 011 748
40 00 019 03 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	170 652 840
40 00 019 03 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 160 000
40 00 019 03 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	56 154 348
40 00 019 03 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	252 882 540
40 00 019 03 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	8 940 000
40 00 019 03 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 642 115
40 00 019 03 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	8 423 152
020 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BURURI		554 467 434
40 00 020 04 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	113 820 072
40 00 020 04 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	180 395 100
40 00 020 04 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 424 000
40 00 020 04 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	46 907 065
40 00 020 04 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	178 573 524
40 00 020 04 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	4 824 000
40 00 020 04 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	20 487 613
40 00 020 04 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 036 060
021 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE CANKUZO		307 206 763
40 00 021 05 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 049 403
40 00 021 05 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	79 896 240
40 00 021 05 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
40 00 021 05 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	31 383 832
40 00 021 05 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	141 416 820
40 00 021 05 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 196 000




40 00 021 05 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 208 893
40 00 021 05 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 707 575
022	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE CIBITOKÉ	518 164 949
40 00 022 06 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	65 388 600
40 00 022 06 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	156 471 528
40 00 022 06 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 308 084
40 00 022 06 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	46 524 004
40 00 022 06 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	220 808 184
40 00 022 06 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	8 916 000
40 00 022 06 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 769 948
40 00 022 06 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	6 978 601
023	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE GITEGA	827 324 063
40 00 023 07 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	107 054 476
40 00 023 07 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	195 266 160
40 00 023 07 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 608 000
40 00 023 07 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	82 780 272
40 00 023 07 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	401 008 260
40 00 023 07 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 920 048
40 00 023 07 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 269 806
40 00 023 07 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 417 041
024	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KARUZI	486 374 808
40 00 024 08 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	57 757 683
40 00 024 08 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	114 026 940
40 00 024 08 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 200 000
40 00 024 08 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	52 591 330
40 00 024 08 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	235 625 760
40 00 024 08 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 888 012
40 00 024 08 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 396 383
40 00 024 08 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 888 700
025	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KAYANZA	869 852 930
40 00 025 09 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	104 546 616
40 00 025 09 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	200 858 640
40 00 025 09 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 776 000
40 00 025 09 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	90 865 220
40 00 025 09 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	426 266 280
40 00 025 09 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	13 092 000
40 00 025 09 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 818 391

40 00 025 09 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 629 783
026	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KIRUNDO	649 446 927
40 00 026 10 1 61110 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	74 793 898
40 00 026 10 1 61140 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	157 155 480
40 00 026 10 1 61160 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 668 000
40 00 026 10 1 61210 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	70 662 145
40 00 026 10 1 61240 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	314 877 180
40 00 026 10 1 61260 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 228 000
40 00 026 10 1 61610 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 462 902
40 00 026 10 1 61620 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 599 322
027	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MAKAMBA	569 806 757
40 00 027 11 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	106 268 536
40 00 027 11 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	173 115 444
40 00 027 11 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 740 084
40 00 027 11 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	47 881 639
40 00 027 11 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	209 318 040
40 00 027 11 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 172 432
40 00 027 11 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 128 336
40 00 027 11 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 182 246
028	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MURAMVYA	376 321 034
40 00 028 12 1 61110 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	56 866 907
40 00 028 12 1 61140 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	105 169 080
40 00 028 12 1 61160 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 104 000
40 00 028 12 1 61210 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	32 807 099
40 00 028 12 1 61240 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	159 216 840
40 00 028 12 1 61260 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 000 000
40 00 028 12 1 61610 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 236 043
40 00 028 12 1 61620 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 921 065
029	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MUyinga	691 567 153
40 00 029 13 1 61110 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	52 152 429
40 00 029 13 1 61140 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	154 391 952
40 00 029 13 1 61160 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	768 084
40 00 029 13 1 61210 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	81 043 408
40 00 029 13 1 61240 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	373 111 320
40 00 029 13 1 61260 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	8 556 012
40 00 029 13 1 61610 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 387 437
40 00 029 13 1 61620 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 156 511

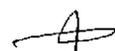
030	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MWARO	464 963 101
40 00 030 14 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	45 225 868
40 00 030 14 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	84 580 740
40 00 030 14 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	708 000
40 00 030 14 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	61 550 637
40 00 030 14 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITS ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	248 012 604
40 00 030 14 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 512 000
40 00 030 14 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 140 656
40 00 030 14 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 232 596
031	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE NGOZI	896 362 693
40 00 031 15 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	87 484 296
40 00 031 15 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	198 282 168
40 00 031 15 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 368 000
40 00 031 15 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	102 245 579
40 00 031 15 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	461 330 640
40 00 031 15 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	14 568 000
40 00 031 15 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	15 747 173
40 00 031 15 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 336 837
032	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUTANA	566 141 793
40 00 032 16 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	79 807 835
40 00 032 16 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	140 890 320
40 00 032 16 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 608 000
40 00 032 16 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	54 159 864
40 00 032 16 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	259 698 360
40 00 032 16 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 488 024
40 00 032 16 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 365 410
40 00 032 16 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	8 123 980
033	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUYIGI	607 612 081
40 00 033 17 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	82 420 207
40 00 033 17 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	144 945 096
40 00 033 17 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 308 000
40 00 033 17 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	64 076 749
40 00 033 17 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	283 106 880
40 00 033 17 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 308 000
40 00 033 17 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 835 637
40 00 033 17 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 611 512
034	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUMONGE	495 838 127




40 00 034 18 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	63 403 950
40 00 034 18 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	168 586 152
40 00 034 18 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 956 000
40 00 034 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	47 764 812
40 00 034 18 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	188 193 780
40 00 034 18 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	7 356 000
40 00 034 18 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 412 711
40 00 034 18 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 164 722
035	DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	67 510 868
40 00 035 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 807 001
40 00 035 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 755 540
40 00 035 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
40 00 035 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	727 015
40 00 035 00 1 61240 11 000 0424 01	IDEMNINITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	5 103 000
40 00 035 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
40 00 035 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 565 260
40 00 035 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	109 052
036	DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES FORETS	35 449 102
40 00 036 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 655 137
40 00 036 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 936 040
40 00 036 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
40 00 036 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 737 925
037	DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT	50 674 383
40 00 037 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 246 511
40 00 037 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 575 500
40 00 037 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
40 00 037 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 744 372
038	DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES	58 157 000
40 00 038 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 939 991
40 00 038 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 065 604
40 00 038 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
40 00 038 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	244 493
40 00 038 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 553 040
40 00 038 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 149 198
40 00 038 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 674
039	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES	27 539 349
40 00 039 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 615 058
40 00 039 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 589 580
40 00 039 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000




40 00 039 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 190 711
041	DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE	37 426 711
40 00 041 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 395 077
40 00 041 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 148 520
40 00 041 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
40 00 041 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 871 114
043	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, L'IRRIGATION ET DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE FONCIER	86 351 863
40 00 043 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 561 673
40 00 043 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 543 160
40 00 043 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
40 00 043 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	467 764
40 00 043 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
40 00 043 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 961 101
40 00 043 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	70 165
044	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	86 526 137
40 00 044 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 366 894
40 00 044 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 660 804
40 00 044 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
40 00 044 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	96 433
40 00 044 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
40 00 044 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
40 00 044 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 766 041
40 00 044 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 465
045	DIRECTION DE PROTECTION ET DU PATRIMOINE FONCIER	49 057 079
40 00 045 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 614 141
40 00 045 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 327 592
40 00 045 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
40 00 045 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	155 044
40 00 045 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/C	1 498 500
40 00 045 00 1 61610 11 000 0421 01	DIRECTION DE PROTECTION ET DU PATRIMOINE FONCIER	2 270 545
40 00 045 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	23 257
046	DIRECTION DU GENIE RURAL, DE L'IRRIGATION ET DU DEVELOPPEMENT	83 190 964
40 00 046 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 736 220
40 00 046 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 646 120
40 00 046 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
40 00 046 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	792 264
40 00 046 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 401 000
40 00 046 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
40 00 046 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 992 520

40 00 046 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	118 840
047	OFFICE BURUNDAIS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (OBPE)	3 256 191 564
40 00 047 00 4 21110 11 000 0622 01	PROJET D'APPUI A LA PROTECTION DES TERRES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	31 456 600
40 00 047 00 4 21110 11 000 0541 02	PROJET DE PRODUCTION DES ESSENCES AGROFORESTIERES, FORESTIERES ,AUTOCHTONES ET PLANTES MEDICINALES	688 788 000
40 00 047 00 1 61320 11 000 0421 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 036 066 964
40 00 047 00 2 62160 11 000 0571 01	PROGRAMME D'EDUCATION ENVIRONNEMENTALE	17 180 000
40 00 047 00 7 66110 11 000 0421 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBPE	416 500 000
40 00 047 00 7 66110 11 000 0421 02	APPUI A LA COORDINATION NATIONALE A LA COMIFAC	66 200 000
048	ANAGESSA	301 936 876
40 00 048 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENT DE BUREAU	27 820 000
40 00 048 00 1 61320 11 000 0414 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	157 858 908
40 00 048 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANAGESSA	116 257 968
050	INSTITUT DES SCIENCES AGRONOMIQUES DU BURUNDI (ISABU)	3 962 035 950
40 00 050 00 4 21220 11 000 0424 01	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE L'ISABU	591 566 000
40 00 050 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 639 223 776
40 00 050 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT DES SCIENCES AGRONOMIQUES DU BURUNDI (ISABU)	731 246 174
052	OFFICE DE L'HUILE DE PALME (OHP)	968 938 104
40 00 052 00 4 21450 11 000 0424 01	EQUIPEMENT DE L'OFFICE DE L'HUILE DE PALME (OHP)	172 062 000
40 00 052 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	415 154 148
40 00 052 00 7 66110 11 000 0424 01	FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE DE L'HUILE DE PALME (OHP)	381 721 956
053	OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	1 103 621 176
40 00 053 00 4 21450 11 000 0424 01	EQUIPEMENT DE L'OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	364 280 000
40 00 053 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	244 681 248
40 00 053 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	494 659 928
511	PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	147 751 562
40 00 511 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	147 751 562
559	PROJET PRRIE DE LA BADEA	111 187 513
40 00 559 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE AU PRRIE DE LA BADEA	111 187 513
611	AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	650 000 000
40 00 611 00 4 27100 11 000 0571 03	CONTREPARTIE AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	650 000 000
613	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 000 000
40 00 613 00 4 27100 11 000 0163 01	CONTREPARTIE AU RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 000 000
618	PROJET PAIFAR-B	48 000 000
40 00 618 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PAIFAR-B	48 000 000
628	CENTRE DE DEMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000




40 00 628 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE D'UN CENTRE DE DÉMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000
629	PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	4 914 000
40 00 629 00 4 27100 11 000 0571 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	4 914 000
630	PROJET PRODER	60 000 000
40 00 630 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PRODER	60 000 000
631	PROJET PEDICAE	22 500 000
40 00 631 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PEDICAE	22 500 000
637	PROJET DE RESTAURATION ET DE RESILIENCE DU PAYSAGE DU BURUNDI	197 820 090
40 00 637 00 4 27100 11 000 0421 01	PROJET DE RESTAURATION ET DE RESILIENCE DU PAYSAGE DU BURUNDI	197 820 090
638	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	60 000 000
40 00 638 00 4 27100 11 000 0414 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	60 000 000
639	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
40 00 639 00 4 27100 11 000 0421 01	PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
41	MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	22 706 802 929
001	CABINET	6 917 811 664
41 00 001 00 4 20110 11 000 0453 01	ETUDE DE FAISABILITE AU PROJET DE CHEMIN DE FER GITEGA-RDC	1 066 580 000
41 00 001 00 4 20110 11 000 0471 07	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	80 000 000
41 00 001 00 4 20110 11 000 0487 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL	542 000 000
41 00 001 00 4 20110 11 000 0424 01	PROJET D'APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (CNTA)	456 800 000
41 00 001 00 4 21280 11 000 0471 10	CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DU PORT DE KWALA	260 000 000
41 00 001 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	277 000 000
41 00 001 00 4 21480 11 000 0452 01	ACQUISITION DES PLAQUES POUR LES BATEAUX	74 000 000
41 00 001 00 4 26800 11 000 0414 01	CONTRIBUTION CADRE INTEGRE RENFORCE	51 771 520
41 00 001 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	81 465 151
41 00 001 00 1 61130 11 000 0471 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	84 000 000
41 00 001 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	176 161 500
41 00 001 00 1 61160 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	887 998
41 00 001 00 1 61210 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 067 656
41 00 001 00 1 61240 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 827 332
41 00 001 00 1 61260 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	756 000
41 00 001 00 1 61320 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE ARTISANAL DE KAYANZA	37 011 804
41 00 001 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 663 727
41 00 001 00 1 61620 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	5 780 971
41 00 001 00 2 62140 11 000 0471 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000

41 00 001 00 2 62160 11 000 0471 11	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	148 400 000
41 00 001 00 2 62230 11 000 0471 01	CONFERENCE REGIONALE SUR LE TOURISME	35 000 000
41 00 001 00 2 62320 11 000 0471 01	FRAIS POSTAUX , COMMUNIQUE ET PUBLICATIONS	56 000 000
41 00 001 00 2 62330 11 000 0471 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	24 000 000
41 00 001 00 2 62360 11 000 0471 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	180 905 200
41 00 001 00 2 62550 11 000 0471 01	ENTRETIEN DU CHARROI	138 854 756
41 00 001 00 2 62580 11 000 0471 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	122 000 000
41 00 001 00 2 63120 11 000 0471 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	139 310 025
41 00 001 00 2 63210 11 000 0471 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	53 460 318
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 02	APPUI A LA CHAMBRE FEDERALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	90 516 536
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
41 00 001 00 7 66110 11 000 0452 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SECURITE DE LA NAVIGATION	12 932 000
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	24 000 000
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 01	ENCADREMENT OPERATEURS ECONOMIQUES (Y COMPRIS EXPO DOHA ET JUAKALI)	1 597 520 800
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 22	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE D'INTEGRATION DE LA ZLECAF	144 237 756
41 00 001 00 7 66110 11 000 0451 08	VULGARISATION DE LA LOI SUR LES TRANSPORTS INTERIEURS	16 930 636
41 00 001 00 7 66110 11 000 0474 05	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME	259 500 000
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	10 000 000
41 00 001 00 7 66200 11 000 0452 01	PLAN DE RECHERCHE ET SAUVETAGE SUR LE LAC TANGANYIKA	418 469 978
41 00 001 00 7 66480 11 889 0471 01	CENTRE DE PROMOTION ARTISANALE DE KAMENGE (C.P.A.)	6 000 000
002 DIRECTION GENERALE DU COMMERCE		31 498 799
41 00 002 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 416 779
41 00 002 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 447 000
41 00 002 00 1 61160 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
41 00 002 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 515 020
003 DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR		95 811 846
41 00 003 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 144 016
41 00 003 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	64 233 000
41 00 003 00 1 61160 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 096
41 00 003 00 1 61210 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	468 447
41 00 003 00 1 61240 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	431 748
41 00 003 00 1 61260 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	12 000
41 00 003 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 526 029
41 00 003 00 1 61620 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	624 510
004 DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR		139 000 701
41 00 004 00 1 61110 11 000 0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 066 386
41 00 004 00 1 61140 11 000 0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	67 446 001
41 00 004 00 1 61160 11 000 0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000



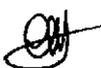

41 00 004 00 1 61210 11 000 0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	243 604
41 00 004 00 1 61240 11 000 0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	224 520
41 00 004 00 1 61260 11 000 0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
41 00 004 00 1 61610 11 000 0472 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 131 950
41 00 004 00 1 61620 11 000 0472 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	408 240
41 00 004 00 2 62230 11 000 0472 02	PROMOTION, DOCUMENTATION ET INFORMATION COMMERCIALE	30 000 000
005	DIRECTION GENERALE DE L'INDUSTRIE	24 983 185
41 00 005 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 873 038
41 00 005 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 633 000
41 00 005 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
41 00 005 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 417 147
006	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	77 965 600
41 00 006 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 724 668
41 00 006 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 765 160
41 00 006 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
41 00 006 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	121 281
41 00 006 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	111 780
41 00 006 00 1 61260 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALE S/CONTRATS	72 000
41 00 006 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 450 441
41 00 006 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	216 270
007	DIRECTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	94 393 067
41 00 007 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 080 582
41 00 007 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 593 979
41 00 007 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 001
41 00 007 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 334 505
41 00 007 00 7 66110 11 000 0441 01	APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	18 120 000
008	DIRECTION GENERALE DE L'ARTISANAT	506 694 869
41 00 008 00 1 61110 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	41 825 030
41 00 008 00 1 61140 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	72 157 500
41 00 008 00 1 61160 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	611 999
41 00 008 00 1 61210 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	869 020
41 00 008 00 1 61240 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	800 940
41 00 008 00 1 61260 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
41 00 008 00 1 61610 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 528 505
41 00 008 00 1 61620 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 365 660
41 00 008 00 7 66110 11 000 0476 02	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ARTISANAT	381 368 215
009	DIRECTION DE LA RECHERCHE ET VULGARISATION DES TECHNOLOGIES	20 076 883
41 00 009 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 759 502
41 00 009 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 475 000
41 00 009 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000

41 00 009 00 1 61210 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	163 089
41 00 009 00 1 61240 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	150 312
41 00 009 00 1 61260 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
41 00 009 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 216 710
41 00 009 00 1 61620 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	216 270
010	DIRECTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE	29 467 520
41 00 010 00 1 61110 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 117 814
41 00 010 00 1 61140 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 588 500
41 00 010 00 1 61160 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
41 00 010 00 1 61610 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 461 206
011	DIRECTION GENERALE DES TRANSPORTS	30 413 370
41 00 011 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 999 829
41 00 011 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 591 500
41 00 011 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
41 00 011 00 1 61210 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	596 772
41 00 011 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	550 020
41 00 011 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 799 969
41 00 011 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	719 280
012	DIRECTION DES TRANSPORTS INTERIEURS	62 253 311
41 00 012 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 494 393
41 00 012 00 1 61140 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 127 540
41 00 012 00 1 61160 11 000 0451 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
41 00 012 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	411 679
41 00 012 00 1 61240 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	379 428
41 00 012 00 1 61260 11 000 0451 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
41 00 012 00 1 61610 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 868 991
41 00 012 00 1 61620 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	719 280
013	DIRECTION DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX	21 508 937
41 00 013 00 1 61110 11 000 0454 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 392 338
41 00 013 00 1 61140 11 000 0454 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 422 080
41 00 013 00 1 61160 11 000 0454 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
41 00 013 00 1 61210 11 000 0454 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	680 842
41 00 013 00 1 61240 11 000 0454 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	627 506
41 00 013 00 1 61260 11 000 0454 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
41 00 013 00 1 61610 11 000 0454 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 150 621
41 00 013 00 1 61620 11 000 0454 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	935 550
014	AUTORITE MARITIME ET AEROPORTUAIRE	498 378 536
41 00 014 00 1 61320 11 000 0452 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	417 249 036
41 00 014 00 7 66110 11 000 0452 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE MARITIME ET AEROPORTUAIRE	81 129 500

015	BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE	3 286 768 193
41 00 015 00 4 21450 11 000 0471 01	APPUI AU SECTEUR PRIVE ET PUBLIC POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS ET LA RATIONALISATION DES IMPORTATIONS	1 821 000 000
41 00 015 00 1 61320 11 000 0471 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 407 972 390
41 00 015 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE	57 795 803
016	DIRECTION GENERALE DU TOURISME	586 964 545
41 00 016 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUS	25 380 732
41 00 016 00 1 61130 11 000 0474 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENTS DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	14 400 000
41 00 016 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	84 172 501
41 00 016 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	624 001
41 00 016 00 1 61210 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 303 080
41 00 016 00 1 61240 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 200 996
41 00 016 00 1 61260 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	444 000
41 00 016 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 568 532
41 00 016 00 1 61620 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 128 680
41 00 016 00 7 66110 11 000 0474 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DU TOURISME	452 742 023
018	CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	428 409 020
41 00 018 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	296 665 020
41 00 018 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	131 744 000
019	DIRECTION DU MARKETING ET DE LA COMMUNICATION	56 708 676
41 00 019 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 644 216
41 00 019 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 728 500
41 00 019 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
41 00 019 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 275 960
020	DIRECTION DES ETUDES, STATISTIQUES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	100 206 806
41 00 020 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 069 400
41 00 020 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 702 500
41 00 020 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
41 00 020 00 1 61210 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	12 738 534
41 00 020 00 1 61240 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	40 702 500
41 00 020 00 1 61260 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	204 000
41 00 020 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 292 936
41 00 020 00 1 61620 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 292 936
517	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT	30 000 000
41 00 517 00 4 27100 11 000 0451 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT	30 000 000
520	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA	43 900 000
41 00 520 00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA	43 900 000




528	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	7 550 587 401
41 00 528 00 4 27100 11 000 0452 01	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	7 550 587 401
581	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DES STATIONS D'ARRET ET DE REPOS LE LONG DU CORRIDOR NORD	20 000 000
41 00 581 00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AU PROGRAMME DE MISE EN PLACE DES STATIONS D'ARRET ET DE REPOS LE LONG DU CORRIDOR NORD	20 000 000
582	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE DANS LA REGION DES GRANDS LACS	2 053 000 000
41 00 582 00 4 27100 11 000 0475 01	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE DANS LA REGION DES GRANDS LACS	2 053 000 000
42	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES	49 295 620 606
001	CABINET	39 608 831 966
42 00 001 00 4 20110 11 000 0414 02	ETUDE GEOLOGIQUE ET MINIERE	223 293 870
42 00 001 00 4 21110 11 000 0436 03	INDEMNISATIONS POUR LE PROJET PROSECEAU III ET IV	493 689 343
42 00 001 00 4 21110 11 000 0436 02	INDEMNISATIONS JIJI MUREMBWE	8 786 862 013
42 00 001 00 4 21110 11 000 0436 01	INDEMNISATIONS DIVERSES	567 425 917
42 00 001 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	757 596 296
42 00 001 00 4 21320 11 000 0661 01	ACQUISITION DES TUYAUX ET ACCESSOIRES POUR DES RESEAUX D'AEP	350 000 000
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	6 852 555 141
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 07	PROJET SOLAIRE NYAKIRIZA	46 000 000
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 04	ELECTRIFICATION DES CENTRES DE SANTE ET COLLEGES COMMUNAUX PAR SYSTEME SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE DECENTRALISE+REHABILITATION DES SYSTEMES INSTALLES	244 875 000
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 05	EXPLOITATION DES STATIONS DE POMPAGE	200 000 000
42 00 001 00 4 21380 11 000 0436 07	CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KIGOMA-GITEGA ET LES POSTES ASSOCIES	2 489 525 378
42 00 001 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	1 900 100 550
42 00 001 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS	384 780 000
42 00 001 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION,REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	12 011 831 383
42 00 001 00 4 21430 11 000 0436 02	EQUIPEMENT DE BUREAUX	14 400 000
42 00 001 00 4 21480 11 000 0631 01	PROCESSUS D'ACCREDITATION ET DE CERTIFICATION (EQUIPEMENT CONFORME A L'EAC)	1 304 191 020
42 00 001 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	74 551 340
42 00 001 00 1 61130 11 000 0436 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	49 846 200
42 00 001 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	178 216 416
42 00 001 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	804 000
42 00 001 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 642 272
42 00 001 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	18 967 500




42 00 001 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
42 00 001 00 1 61340 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL JOURNALIER	15 000 000
42 00 001 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 419 241
42 00 001 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	246 341
42 00 001 00 2 62140 11 000 0436 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	250 000 000
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 04	SUIVI DES ACTIVITES DE TRACABILITE DES SUBSTANCES MINERALES	145 177 750
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	198 500 000
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 02	SUIVI EVALUATION ET COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR AEP A	80 000 000
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 01	ENCADREMENT D'EXPLOITATIONS ARTISANALES DE SUBSTANCES MINERALES	64 068 000
42 00 001 00 2 62230 11 000 0436 01	CONFERENCE SUR LE PETROLE	196 640 000
42 00 001 00 2 62320 11 000 0436 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	5 553 036
42 00 001 00 2 62330 11 000 0436 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	12 000 000
42 00 001 00 2 62360 11 000 0436 01	ABONNEMENT A L'INTERNET ET ACHAT APPLICATIONS INFORMATIQUES	50 000 000
42 00 001 00 2 62510 11 000 0436 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	66 316 750
42 00 001 00 2 62550 11 000 0436 01	ENTRETIEN DU CHARROI	60 000 000
42 00 001 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES DE BUREAU	15 500 000
42 00 001 00 2 63120 11 000 0436 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	45 760 000
42 00 001 00 2 63210 11 000 0436 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	78 000 000
42 00 001 00 2 63280 11 000 0436 01	APPUI A LA MAITRISE D'OUVRAGE COMMUNAL EN MATIERE DE LA PLANIFICATION ET GESTION PROFESSIONNELLE DES OUVRAGES D'AEP	98 000 000
42 00 001 00 2 63510 11 000 0436 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	22 373 131
42 00 001 00 2 63580 11 000 0432 01	APPUI A L'EXPLORATION DES HYDROCARBURES DANS LE LAC TANGANYIKA	24 500 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	34 000 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	36 685 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 11	MOBILISATION A L'EFFICACITE ENERGETIQUE	12 500 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	165 812 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 07	PROGRAMMES D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIENE	137 800 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	99 150 000
42 00 001 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	230 581 078
42 00 001 00 7 66620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DU BURUNDI A L'EGL	500 000 000
005 DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE		13 374 760
42 00 005 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 457 824
42 00 005 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 153 000
42 00 005 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	32 000
42 00 005 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 005 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 005 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	442 408

42 00 005 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 268
006	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI DES PROJETS ELECTRIQUES	107 960 130
42 00 006 00 1 61110 11 000 0423 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 880 658
42 00 006 00 1 61140 11 000 0423 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	69 998 580
42 00 006 00 1 61160 11 000 0423 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
42 00 006 00 1 61210 11 000 0423 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 006 00 1 61240 11 000 0423 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 006 00 1 61610 11 000 0423 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 558 518
42 00 006 00 1 61620 11 000 0423 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 114
007	DIRECTION DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE	403 875 570
42 00 007 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	352 408 560
42 00 007 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 076 040
42 00 007 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
42 00 007 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 007 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 007 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 964 596
42 00 007 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 114
008	DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	106 370 147
42 00 008 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 946 906
42 00 008 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 425 500
42 00 008 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
42 00 008 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	218 520
42 00 008 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
42 00 008 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 950 443
42 00 008 00 1 61620 11 000 0661 01	DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	32 778
42 00 008 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA GESTION DU CARBURANT	30 000 000
009	DIRECTION GENERALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE	16 517 161
42 00 009 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 451 638
42 00 009 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 200 500
42 00 009 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
42 00 009 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	641 496
42 00 009 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	414 000
42 00 009 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
42 00 009 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	497 303
42 00 009 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	96 224
010	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	47 014 372
42 00 010 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 389 441
42 00 010 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 537 000
42 00 010 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000




42 00 010 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	107 680
42 00 010 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 602 000
42 00 010 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 230 099
42 00 010 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 152
011	DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE	63 608 964
42 00 011 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 375 322
42 00 011 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 430 580
42 00 011 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
42 00 011 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	107 680
42 00 011 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 602 000
42 00 011 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 767 558
42 00 011 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	193 824
012	AUTORITE DE REGULATION, DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)	1 175 088 381
42 00 012 00 1 61320 11 000 0423 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	394 449 756
42 00 012 00 7 66110 11 000 0423 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION, DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)	780 638 625
013	AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	750 040 408
42 00 013 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	684 769 464
42 00 013 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	65 270 944
014	AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)	1 209 438 938
42 00 014 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 159 438 938
42 00 014 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)	50 000 000
015	OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	1 762 015 772
42 00 015 00 4 21430 11 000 0436 01	EQUIPEMENT DE L'OBM	194 234 000
42 00 015 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 094 998 895
42 00 015 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	472 782 877
526	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE EN PROVINCE KIRUNDO	539 265 495
42 00 526 00 4 21370 11 000 0436 01	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE EN PROVINCE KIRUNDO	539 265 495
534	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	1 355 216 634
42 00 534 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	1 355 216 634
535	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE RUZIBAZI	32 939 688
42 00 535 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE RUZIBAZI	32 939 688
536	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LES POSTES ASSOCIES	1 100 000 000
42 00 536 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LES POSTES ASSOCIES	1 100 000 000
551	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 004 062 220



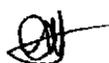

42 00 551 00 4 27100 11 000 0423 01	CONTREPARTIE DU PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 004 062 220
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	354 438 767 311
001	CABINET	263 358 147 894
45 00 001 00 4 21110 11 000 0661 08	ACQUEREURS DES PARCELLES DU SITE KINYINYA-RUHOGO	100 000 000
45 00 001 00 4 21110 11 000 0622 07	INDEMNISATIONS/EXPROPRIATIONS	51 374 115
45 00 001 00 4 21380 11 000 0453 01	PROJET CHEMIN DE FER	258 285 779 739
45 00 001 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	210 978 022
45 00 001 00 1 61130 11 000 0661 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	62 400 000
45 00 001 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	439 263 000
45 00 001 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	15 171 554
45 00 001 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	27 720 920
45 00 001 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	230 886 180
45 00 001 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 632 000
45 00 001 00 1 61340 11 000 0135 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL JOURNALIER	30 480 000
45 00 001 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 976 044
45 00 001 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	31 944 111
45 00 001 00 2 62140 11 000 0661 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0451 03	FRAIS DE REMORQUAGE DES VEHICULES A LIQUIDER	12 000 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0661 01	SUIVI,COORDINATION ET INSPECTION DES PROJETS EN COURS D'EXECUTION	282 500 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0485 09	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	300 000 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0661 02	FRAIS DE SURVEILLANCE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES LIEES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES LOGEMENTS	10 000 000
45 00 001 00 2 62320 11 000 0661 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES	32 541 000
45 00 001 00 2 62330 11 000 0661 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 341 264
45 00 001 00 2 62360 11 000 0661 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	100 800 000
45 00 001 00 2 62510 11 000 0135 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET EQUIPEMENTS	1 692 490 779
45 00 001 00 2 62550 11 000 0661 01	ENTRETIEN DU CHARROI	150 000 000
45 00 001 00 2 62580 11 000 0135 02	ENTRETIEN DES ASCENSEURS	209 200 000
45 00 001 00 2 62580 11 000 0661 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	30 221 272
45 00 001 00 2 62620 11 000 0451 01	ASSURANCES VEHICULES	369 564 550
45 00 001 00 2 63120 11 000 0661 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	21 856 000
45 00 001 00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	200 032 382
45 00 001 00 2 63510 11 000 0661 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	104 125 656
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	12 000 000
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 02	FRAIS D'ELABORATION ET DE VULGARISATION DES TEXTES LEGAUX ET DES NORMES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES, D'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	20 000 000




45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS	23 869 306
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	34 000 000
002	DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES	40 687 552
45 00 002 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 698 773
45 00 002 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 139 000
45 00 002 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
45 00 002 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 645 779
003	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES NORMES	60 749 096
45 00 003 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 594 319
45 00 003 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 243 800
45 00 003 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
45 00 003 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 526 977
004	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE TRANSPORT	97 066 955
45 00 004 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 278 352
45 00 004 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	65 758 500
45 00 004 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
45 00 004 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 730 103
005	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES	73 686 613
45 00 005 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 672 130
45 00 005 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 669 500
45 00 005 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
45 00 005 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 080 983
017	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA)	29 833 769 089
45 00 017 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A VOCATION URBAINE	6 997 500 000
45 00 017 00 4 21110 11 000 0622 02	EXPROPRIATION TERRAINS A BATIR KIZINGWE-BIHARA	61 675 122
45 00 017 00 4 21220 11 000 0443 01	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	6 325 416 666
45 00 017 00 4 21280 11 000 0443 03	REHABILITATION DU GITE DU GOUVERNEUR DE CANKUZO ET RUYIGI	185 373 416
45 00 017 00 4 21280 11 000 0443 01	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CONFERENCE ROHERO	2 000 000 000
45 00 017 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBUHA SIS A NGAGARA	700 000 000
45 00 017 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	1 492 100 987
45 00 017 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 956 688 013
45 00 017 00 2 62410 11 000 0135 01	LOYERS D'IMMEUBLE A USAGE DE BUREAUX	5 122 524 171
45 00 017 00 2 62420 11 000 0135 01	LOCATION DES MAISONS POUR COOPERANTS ET AYANTS DROIT	226 690 714
45 00 017 00 2 62750 11 000 0661 01	ENQUETE IMMOBILIERE	18 400 000
45 00 017 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA)	3 747 400 000
018	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB)	34 311 770 816
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 04	PARTICIPATION AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET REGIONALES	100 000 000

45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 01	TRAVAUX DE TRAITEMENT DES POINTS CRITIQUES ET STABILISATION DES PONTS	4 451 000 000
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	19 194 645 014
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 03	ENTRETIEN COURANT MANUEL DU RESEAU ROUTIER PAR LES COOPERATIVES COLLINAIRES	2 230 194 194
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 05	EQUIPEMENT ET MATERIEL DES TRAVAUX ROUTIERS	1 730 000 000
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 02	ETUDES D'AMENAGEMENT ET BITUMAGE DU RESEAU ROUTIER NATIONAL	141 000 000
45 00 018 00 4 21380 11 000 0851 01	TRAVAUX DE BOUCHAGE DE NIDS DE POULE SUR LE RESEAU ROUTIER REVETU(ZERO NIDS DE POULE)	3 500 020 000
45 00 018 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 532 228 624
45 00 018 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB)	1 432 682 984
019	DIRECTION GENERALE DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENTRETIEN	36 011 331
45 00 019 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 756 213
45 00 019 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 139 000
45 00 019 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
45 00 019 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 936 118
020	DIRECTION DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENTRETIEN	120 295 108
45 00 020 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 582 159
45 00 020 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	84 620 160
45 00 020 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	768 000
45 00 020 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 324 789
021	DIRECTION DU CHARROI	69 008 951
45 00 021 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 158 009
45 00 021 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 666 500
45 00 021 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
45 00 021 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 908 442
022	DIRECTION GENERALE DU LOGEMENT	38 281 765
45 00 022 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 802 343
45 00 022 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 139 000
45 00 022 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
45 00 022 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 304 422
023	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DU LOGEMENT	56 508 099
45 00 023 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 250 491
45 00 023 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 663 000
45 00 023 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
45 00 023 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 558 608
024	DIRECTION DE LA GESTION DU LOGEMENT SOCIAL	64 813 674
45 00 024 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 437 012
45 00 024 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 338 000
45 00 024 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000

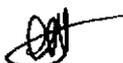
45 00 024 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 678 662
519	RN5 BURURI-MAHWA-GISHUBI-GITEGA	3 428 420 000
45 00 519 00 4 27100 11 000 0451 01	RN16 BURURI-MAHWA-GISHUBI-GITEGA	3 428 420 000
520	AMENAGEMENT ET BITUMAGE RN11 ET RN17 BURURI-MAKAMBA ET GIHARO-CANKUZO	1 991 875 000
45 00 520 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AMENAGEMENT ET BITUMAGE RN11 ET RN17 BURURI-MAKAMBA ET GIHARO-CANKUZO	1 991 875 000
521	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	2 680 531 075
45 00 521 00 4 27100 11 000 0451 01	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	2 680 531 075
522	CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE-GITAZA-KABINGO-GASURU-MANYOVU	803 570 600
45 00 522 00 4 27100 11 000 0451 01	PROJET CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE-GITAZA(EXPROPRIATIONS)	803 570 600
523	PROJET DE CONTOURNEMENT DE LA RN1 A RN9	3 050 000 000
45 00 523 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE CONTOURNEMENT DE LA RN1 A RN9	3 050 000 000
531	RN18 PHASE II: KIBUMBU-GITEGA	771 400 245
45 00 531 00 4 27100 11 000 0451 01	RN18 PHASE II: KIBUMBU-GITEGA(EXPROPRIATIONS)	771 400 245
599	RN 9 SECTION GIKOMA-BUBANZA CENTRE	13 552 173 448
45 00 599 00 4 21310 11 000 0451 01	PROJET CONSTRUCTION DE LA RN 9 SECTION GIKOMA-BUBANZA CENTRE	13 552 173 448
71	INSTITUTION OMBUDSMAN	2 244 454 366
001	CABINET	2 244 454 366
71 00 001 00 4 20110 11 000 0339 02	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	30 115 553
71 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'OMBUDSMAN	946 977 036
71 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OMBUDSMAN	1 267 361 777
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	3 169 210 689
001	CABINET	2 062 344 324
74 00 001 00 4 21430 11 000 0339 01	EQUIPEMENT DU NOUVEAU BATIMENT DE LA COUR SUPREME	70 000 000
74 00 001 00 1 61130 11 000 0339 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	14 997 140
74 00 001 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA COUR SUPREME	1 142 335 937
74 00 001 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER	100 000 000
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE	30 000 000
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	129 300 000
74 00 001 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DE LA COUR SUPREME	55 000 000
74 00 001 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D' INTENDANCE DE LA COUR SUPREME	50 000 000
74 00 001 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	2 650 000
74 00 001 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	24 915 067
74 00 001 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	1 722 240
74 00 001 00 2 62520 11 000 0339 01	ENTRETIEN BATIMENT	66 523 940
74 00 001 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN VEHICULES	90 000 000
74 00 001 00 2 62580 11 000 0339 01	ENTRETIEN DES MACHINES	8 400 000
74 00 001 00 2 63120 11 000 0339 01	CARBURANT VEHICULES	95 770 000




74 00 001 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	50 000 000
74 00 001 00 2 63300 11 000 0339 01	ACHAT TOGES (POUR MAGISTRATS ET GREFFIERS)	1 500 000
74 00 001 00 2 63510 11 000 0339 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	10 000 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES	103 230 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR SUPREME	16 000 000
002	PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI	1 106 866 365
74 00 002 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	418 553 743
74 00 002 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER	100 000 000
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	24 960 000
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE	11 162 260
74 00 002 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	55 000 000
74 00 002 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	50 000 000
74 00 002 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	400 000
74 00 002 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	6 200 000
74 00 002 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	1 722 240
74 00 002 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN VEHICULES	50 000 000
74 00 002 00 2 63120 11 000 0339 01	CARBURANT VEHICULES	100 754 750
74 00 002 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	95 943 372
74 00 002 00 7 66110 11 000 0339 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES LIEUX DE DETENTION	182 170 000
74 00 002 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	10 000 000
75	COUR CONSTITUTIONNELLE	952 357 135
001	CABINET	952 357 135
75 00 001 00 4 21430 11 000 0112 01	EQUIPEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	35 387 432
75 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	363 969 048
75 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	553 000 655

Total général

4 692 562 906 948




11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	26 449 763 174
504	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	25 255 763 174
11 00 504 00 4 27300 22 000 1033 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI(PRODECI-TURIKUMWE)	25 255 763 174
508	RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES RISQUES DE CATASTROPHES ET CAPACITES DE RELEVEMENT	870 000 000
11 00 508 00 4 27300 22 000 0562 01	RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES RISQUES DE CATASTROPHES ET CAPACITES DE RELEVEMENT	870 000 000
509	PROJET DE RENFORCEMENT DE PREPARATION ET DE REPONSE AUX CATASTROPHES LIES AU CLIMAT ET A LA RESILIECE COMMUNAUTAIRE DANS LE BASSIN DU LAC TANGANYIKA	324 000 000
11 00 509 00 4 27300 22 000 0562 01	PROJET DE RENFORCEMENT DE PREPARATION ET DE REPONSE AUX CATASTROPHES LIES AU CLIMAT ET A LA RESILIECE COMMUNAUTAIRE DANS LE BASSIN DU LAC TANGANYIKA	324 000 000
14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE	251 778 377 017
511	PROJET REGIONAL DE STATISTIQUES POUR LES RESULTATS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	3 203 421 000
14 00 511 00 4 27300 22 000 0137 01	PROJET REGIONAL DE STATISTIQUES POUR LES RESULTATS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	3 203 421 000
512	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	243 478 818 897
14 00 512 00 4 27300 22 000 0414 01	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	243 478 818 897
533	RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	4 461 359 820
14 00 533 00 4 27300 22 000 0161 01	RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	4 461 359 820
534	PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES	634 777 300
14 00 534 00 4 27300 22 000 0163 01	PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES	634 777 300
16	MINISTERE DE LA JUSTICE	362 347 637
500	PROJET DE DIGITALISATION DES SERVICES JUDICIAIRES,ADMINISTRATIFS ET ADMINISTRATIONS PERSONNALISES	78 000 000
16 00 500 00 4 27300 22 000 0411 01	PROJET DE DIGITALISATION DES SERVICES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIFS ET ADMINISTRATIONS PERSONNALISES	78 000 000
501	PROJET D'APPUI A LA JUSTICE DE PROXIMITE	284 347 637
16 00 501 00 4 27300 22 000 0331 01	PROJET D'APPUI A LA JUSTICE DE PROXIMITE	284 347 637
20	MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	19 131 617 248
501	PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGROPASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES	19 131 617 248
20 00 501 00 4 27300 22 000 0411 01	PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGROPASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES	19 131 617 248
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	104 587 845 000
503	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	104 587 845 000

21 00 503 00 4 27300 22 000 0411 01	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	104 587 845 000
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	81 858 911 272
504	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	6 432 090 900
32 00 504 00 4 27300 22 000 1033 01	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION-EANSI (PA-EANSI)	6 432 090 900
505	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	70 585 153 186
32 00 505 00 4 27300 22 000 0951 01	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	70 585 153 186
507	PROJET D'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES EN DEBUT DE SCOLARITE (PAADESCO-SHISHIKARA)	680 348 446
32 00 507 00 4 27300 22 000 0912 01	PROJET D'AMELIORATION DES APPRENTISSAGES EN DEBUT DE SCOLARITE (PAADESCO-SHISHIKARA)	680 348 446
509	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN TRANSITOIRE POUR L'EDUCATION (TWIGNEZA)	4 161 318 740
32 00 509 00 4 27300 22 000 0912 01	PROJET D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN TRANSITOIRE POUR L'EDUCATION (TWIGNEZA)	4 161 318 740
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	40 222 733 245
505	PROJET AMAGARA YACU	331 515 746
33 00 505 00 4 27300 22 000 0711 01	PROJET AMAGARA YACU	331 515 746
506	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE BDI-S-UGADS 2024-2026	6 807 542 853
33 00 506 00 4 27300 22 000 0711 01	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE BDI-S-UGADS 2024-2026	6 807 542 853
598	PROJET NKURIZA	18 402 253 723
33 00 598 00 4 27300 22 000 0759 05	PROJET RELATIF A LA PETITE ENFANCE ET A LA MAITRISE DE LA DEMOGRAPHIE (NKURIZA)	18 402 253 723
602	PROJET DE PREPARATION ET RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	14 681 420 923
33 00 602 00 4 27300 22 000 0759 02	PROJET DE PREPARATION ET RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	14 681 420 923
35	MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	112 803 205 300
509	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	112 803 205 300
35 00 509 00 4 27300 22 000 1091 01	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	112 803 205 300
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	214 688 647 016
512	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	55 466 860 044
40 00 512 00 4 27300 22 000 0428 01	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	55 466 860 044
514	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	50 439 033 223
40 00 514 00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	50 439 033 223
626	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	12 768 660 633
40 00 626 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	12 768 660 633




627	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	33 768 692 987
40 00 627 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	33 768 692 987
633	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	8 587 770 262
40 00 633 00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	8 587 770 262
634	PROJET DE PRODUCTION AGRICOLE D'URGENCE	3 766 336 802
40 00 634 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET DE PRODUCTION AGRICOLE D'URGENCE(AEFPF-Burundi)	3 766 336 802
635	PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DANS LES REGIONS DES GRANDS LACS	48 816 418 312
40 00 635 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DANS LES REGIONS DES GRANDS LACS	48 816 418 312
637	PROJET DE RESTAURATION ET DE RESILIENCE DU PAYSAGE DU BURUNDI	1 074 874 753
40 00 637 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET DE RESTAURATION ET DE RESILIENCE DU PAYSAGE DU BURUNDI	1 074 874 753
41	MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	538 070 000
583	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE ET INTEGRATION DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	0
41 00 583 00 4 27300 22 000 0471 01	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE ET INTEGRATION DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	0.0
584	PROJET DE REHABILITATION ET DE MODERNISATION DU PORT DE BUJUMBURA	538 070 000
41 00 584 00 4 27300 22 000 0452 01	PROJET DE REHABILITATION ET DE MODERNISATION DU PORT DE BUJUMBURA	538 070 000
42	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES	315 105 286 516
500	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA DANS LE CADRE DU NELSAP	34 382 771 927
42 00 500 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA DANS LE CADRE DU NELSAP	34 382 771 927
504	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU-16	4 307 868 310
42 00 504 00 4 27300 22 000 0434 01	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU-16	4 307 868 310
529	CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE 34 (16,5 MW) ET JIJI 03 (31,5 MW)	137 000 209 352
42 00 529 00 4 27300 22 000 0434 01	CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE 34 (16,5 MW) ET JIJI 03 (31,5 MW)	137 000 209 352
539	CONSTRUCTION DE LA LIGNE ELECTRIQUE A 220KV KAMANYORA-BUJUMBURA (Bailleur:BAD)	18 618 879 168
42 00 539 00 4 27300 22 000 0434 01	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE D'INTERCONNEXION A 220KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LIGNE 110 KV ASSOCIEES LE POSTE 220/110/30/10KV DE RUBIRIZI ET EXTENSION DU POSTE 110KV DE RN1	18 618 879 168
546	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I	34 826 638 356
42 00 546 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I	34 826 638 356
547	PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNES RURALES- NYAKIRIZA	47 330 354 500
42 00 547 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNES RURALES-NYAKIRIZA	47 330 354 500

556	PROGRAMME SECTORIEL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT III et IV (PROSECEAU III et IV)	38 638 564 903
42 00 556 00 4 27300 22 000 0751 01	PROGRAMME SECTORIEL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT III ET IV (PROSECEAU III ET IV)	38 638 564 903
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	192 467 628 922
595	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	57 131 200 000
45 00 595 00 4 27300 22 000 0451 01	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	57 131 200 000
600	TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA RN16, LOT1:13KM ADDITIONNELS (GAKUBA-KIBAYA/GISHUBI)	421 342 600
45 00 600 00 4 27300 22 000 0485 01	TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE BITUNGE DE LA RN16, LOT1:13KM ADDITIONNELS(GAKUBA-KIBAYA/GISHUBI)	421 342 600
603	PROJET D'ETUDE DE FAISABILITE DES ROUTES TRANSFONTALIERES DE L'EAC:RN1(KAYANZA-KANYARU HAUT), RN15(NGOZI-KANYARU BAS), RN22 (KAYANZA-POSTE FRONTALIER BUYUMPU))	2 037 645 663
45 00 603 00 4 27300 22 000 0451 01	PROJET D'ETUDE DE FAISABILITE DES ROUTES TRANSFONTALIERES DE L'EAC:RN1(KAYANZA-KANYARU HAUT), RN15(NGOZI-KANYARU BAS), RN22(KAYANZA-POSTE FRONTALIER BUYUMPU)	2 037 645 663
604	PROJET D'AMENAGEMENT ET ELARGISSEMENT DE LA RN3 : RUMONGE-NYANZA-LAC	31 809 812 864
45 00 604 00 4 27300 22 000 0475 01	PROJET D'AMENAGEMENT ET ELARGISSEMENT DE LA RN3 : RUMONGE-NYANZA-LAC	31 809 812 864
605	PROJET DE REHABILITATION ET ELARGISSEMENT DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA	29 647 631 595
45 00 605 00 4 27300 22 000 0475 01	PROJET DE REHABILITATION ET ELARGISSEMENT DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA	29 647 631 595
606	TRAVAUX DE DEVIATION DE LA RN1-RN9	71 419 996 200
45 00 606 00 4 27300 22 000 0451 01	TRAVAUX DE DEVIATION DE LA RN1-RN9	71 419 996 200
Total général		1 359 994 432 347

21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	11 622 650 681
501	Burundi Digital Television Project	11 622 650 681
21 00 501 00 4 27200 21 000 0461 01	BURUNDI DIGITAL TELEVISION PROJECT	11 622 650 681
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	22 832 287 373
508	HIGHER INSTITUTE PROJECT	10 247 956 432
32 00 508 00 4 27200 21 000 0919 01	HIGHER INSTITUTE PROJECT	10 247 956 432
510	HEHABILITATION ROI KHALED	5 314 330 941
32 00 510 00 4 27200 21 000 0711 01	HEHABILITATION ROI KHALED	5 314 330 941
511	REHABILITATION ET EQUIPEMENT HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	7 270 000 000
32 00 511 00 4 27200 21 000 0711 02	REHABILITATION ET EQUIPEMENT HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	7 270 000 000
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	46 272 030 840
592	REHABILITATION ET RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ELEVAGE	9 548 289 684
40 00 592 00 4 27200 21 000 0427 01	REHABILITATION ET RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ELEVAGE	9 548 289 684
625	PIPARV-B	26 703 556 156
40 00 625 00 4 27200 21 000 0424 01	PIPARV-B	26 703 556 156
630	PROJET PRODER	10 020 185 000
40 00 630 00 4 27200 21 000 0424 01	PROJET PRODER	10 020 185 000
42	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES	15 275 515 393
504	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU-16	8 219 117 300
42 00 504 00 4 27200 21 000 0434 01	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU-16	8 219 117 300
526	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE EN PROVINCE KIRUNDO	7 056 398 093
42 00 526 00 4 27200 21 000 0451 01	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE EN PROVINCE KIRUNDO	7 056 398 093
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	124 238 188 546
507	ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA	6 026 467 793
45 00 507 00 4 27200 21 000 0451 01	ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA	6 026 467 793
521	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	79 894 280 378
45 00 521 00 4 27200 21 000 0434 01	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	79 894 280 378
528	BURURI -GAKUBA PROJECT	38 317 440 375
45 00 528 00 4 27200 21 000 0454 01	BURURI -GAKUBA PROJECT	38 317 440 375
Total général		220 240 672 833

Article 193 : Les tableaux de ventilation par programme ou dotation sur les ressources nationales et ressources extérieures ainsi que les projets annuels de performance des ministères font partie intégrante de la présente loi.

Toute éventuelle amélioration sur les projets annuels de performance se fait dans les limites du budget voté ou modifié selon les lois et règles en vigueur.

Article 194 : Les budgets annexes au budget général de l'Etat sont constitués par les budgets des communes, des hôpitaux, des sociétés et établissements publics à caractère industriel, commercial ou social.

Article 195 : La présente loi entre en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2024.

Fait à Gitega, le 28 juin 2024

Evariste NDAYISHIMIYE.-

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
VU ET SCÉLÉ DU SCÉAU DE LA REPUBLIQUE,
LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Domine BANYANKIMBO



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Evariste Ndayishimiye', is written over the printed name of the Minister of Justice.